

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15606 - 7 F

JEUDI 30 MARS 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La question scolaire dans la campagne

Alors que M. Chirac propose un référendum sur l'éducation, M. Balladur se réfère au « nouveau contrat pour l'école » de M. Bayrou, et M. Jospin met en avant son action au ministère de l'éducation nationale. p. 8

## Roman Polanski et Raoul Ruiz à l'affiche

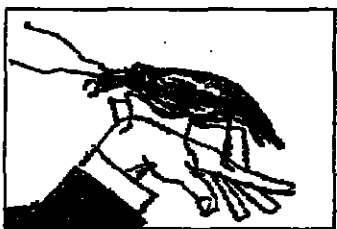
Le dernier film de Roman Polanski, *La Jeune Fille et la Mort*, déçoit. En revanche, *Fado majeur et mineur* confirme que Raoul Ruiz demeure l'un des rares représentants d'un cinéma comique surréaliste. p. 32

## Assassinat d'une opposante haïtienne

Ancienne porte-parole du gouvernement putschiste et responsable d'un nouveau parti d'opposition au président Aristide, Mirreille Durocher Bertin a été tuée, mardi 28 mars, à trois jours de la visite de M. Clinton. p. 6

## L'élargissement de la fracture sociale

Le troisième volet de notre enquête sur l'état de la France porte sur la montée de la grande précarité, liée à l'accroissement continu du chômage et de l'exclusion. p. 9



## Les cent ans de l'écrivain Ernst Jünger

Helmut Kohl et François Mitterrand ont rendu hommage, pour son centième anniversaire, à l'écrivain allemand longtemps contesté, qui apparaît aujourd'hui à certains de ses compatriotes comme l'un des points de référence d'un renouveau spirituel de la nation. p. 17 et 36

## Naissance d'une banque géante au Japon

La fusion annoncée, pour l'automne 1995 ou le début de 1996, de la Mitsubishi Bank et de la Bank of Tokyo va donner naissance à la plus grande banque de dépôts du monde. p. 22

## Les éditoriaux du « Monde »

Paris plus loin d'Algérie ; Symphe en Afrique. p. 18

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 ESD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 (200 anciens) ; Hongrie, 200 HUF ; Israël, 10 NIS ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 ESD ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République, 6 F ; Suède, 200 F S ; Suisse, 15 SFR ; Taiwan, 2,00 NT ; Thaïlande, 50 B ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,00 \$.

M 0147 - 0330 - 7 00 F

## Les revendications sur l'emploi et les salaires sont au cœur des conflits sociaux

Le nombre des chômeurs a baissé de 10 000 en février après un recul de 17 300 en janvier

LE GOUVERNEMENT s'apprête à annoncer jeudi 30 mars une nouvelle embellie des chiffres du chômage. Selon une indiscretion calculée de Pascal Clément, ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale, la France « comptait entre 10 000 et 15 000 chômeurs de moins » à la fin du mois de février. Le chiffre réel semble se situer dans le bas de la fourchette, c'est-à-dire autour de 10 000.

Nul doute que le gouvernement cherchera à tirer profit de ce résultat alors que les conflits sociaux restent nombreux dans le secteur privé et ne peuvent que nuire à l'image d'Edouard Balladur. Jeudi 30 mars devrait en effet être une « journée noire » pour les usagers de la RATP, de la SNCF et d'Air Inter. Même si les motifs de mécontentement (salaires à la RATP, statut et emploi à la SNCF et à Air Inter) varient d'une entreprise à l'autre, ces mouvements viennent aujourd'hui d'un climat social déjà tendu.

L'opinion publique ne semble pas s'offusquer de ces grèves. Ce



n'est pas un hasard si aucun des principaux candidats à l'élection présidentielle ne remet en question le droit de grève dans le secteur public. Le fait qu'Edouard Balladur juge « compréhensibles » les mouvements actuels va dans le même sens.

Désormais, le débat porte moins sur l'emploi que sur les salaires. Les propos du président du CNPF,

Jean Gandois, jugeant que le refus d'augmenter les salaires quand les profits le permettent constitue une « provocation », semblent avoir été mieux perçus par les syndicats que par ses pairs. En annonçant le triplement des résultats de Renault (3,6 milliards en 1994), Louis Schweitzer, son président, a estimé qu'augmenter les salaires davantage qu'il ne l'a fait - sous la

pression des conflits sociaux - hypothèquerait l'avenir de l'entreprise. Derrière ce débat se profilent deux conceptions du partage de la valeur ajoutée. Par ailleurs, des chercheurs de l'OFCE évaluent à 200 000 par an le nombre d'emplois qui résulteraient du passage aux 37 heures hebdomadaires.

Lire page 21

## Les fusillés fantômes du mont Valérien

SERGE KLARSFELD le dit très posément : ce ne sont pas 4 500 résistants qui ont été fusillés par les nazis au mont Valérien, entre 1940 et 1944, mais 1 007. « C'est déjà terrible, résume-t-il. Autant commémorer les véritables héros et non pas quelques trois mille fantômes. » A quelques semaines des cérémonies de la Journée de la déportation (30 avril) et du cinquantenaire de la capitulation de l'Allemagne hitlérienne (8 mai), Serge Klarsfeld demande donc que la vérité historique soit officiellement rétablie.

Cela suppose que soit corrigée la plaque commémorative en grès brut qui figure au mont Valérien, à Suresnes (Hauts-de-Seine). A l'appui de sa démarche, l'avocat présente une importante documentation réunie dans une plaquette. La lecture en est édifiante, au moins pour deux raisons.

Tout d'abord, il apparaît clairement que l'erreur s'est appuie tardivement. En 1944, Robert Doz, auteur d'un rapport destiné à préparer la visite du général de Gaulle sur les lieux, précise : « Je peux affirmer qu'environ un millier de personnes ont été fusillées au fort du mont Va-

lérien. » En février 1945, le gouvernement militaire de Paris produit une liste détaillée avec prénoms, noms, adresses, dates de naissance et de décès des suppliciés, au nombre de 927. Une quinzaine d'années passent et l'erreur se glisse, en 1960, au cours d'une réunion plénière de la commission des monuments commémoratifs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre. Sans justification, « La propagande s'empare alors des faits », commente Serge Klarsfeld.

Ensuite, ce dernier relève que, sur les 1 007 fusillés du mont Valérien, 163 étaient des résistants juifs. Une proportion importante, au risque de se lancer dans une comptabilité macabre. Serge Klarsfeld retire de ses recherches une nouvelle vision : « Les juifs résistants étaient nombreux à Paris. Ils étaient l'avant-garde, contrairement à l'image répandue. » En 1979, l'avocat avait déjà rendu hommage aux premiers otages fusillés le 16 septembre 1941, « cinq juifs étrangers, cinq Français, au total dix communistes ».

Mais le devoir de mémoire et la vérité histo-

rique s'apprécient différemment selon que l'on est président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France ou responsable au ministère des anciens combattants. Alors que Mr Klarsfeld demande une rectification rapide de l'inscription commémorative, l'entourage du ministre Philippe Mestre tempore. « Cela ne se fait pas d'un trait de plume et cela demande des contacts avec l'ensemble des groupes de résistants, explique un membre du cabinet. Est-il opportun de le faire juste avant les commémorations du cinquantenaire ? »

Pour Serge Klarsfeld, la réponse est affirmative. D'autant que son association a solennisé sa requête auprès de Philippe Mestre dès le 28 septembre 1994. Ce n'est pas la première fois que de telles corrections ont lieu. En 1987, la communauté juive avait modifié la plaque commémorative de la grande rafle du Vélodrome d'hiver pour indiquer que 8 160 personnes, dont 4 115 enfants, avaient été internées dans l'enceinte du stade en 1942, et non 30 000.

Laurent Greilsamer

## Restauration

SI UN LÉGER DOUTE plane encore sur l'identité de l'homme qui, dans quelques semaines, succédera à François Mitterrand, il n'en subsiste aucun quant à son étiquette politique. Il appartiendra au RPR. Il nommera un premier ministre RPR. La présidence de l'Assemblée nationale restera aux mains du RPR.

Le centre, qui a si longtemps cherché à lui damer le pion, est si affaibli que, pour la première fois depuis que le choix du chef de l'Etat appartient au peuple souverain, il ne s'est pas senti en mesure de présenter un candidat ; quel que soit le résultat des courses, il se trouvera largement satellisé.

La gauche, pour la première fois depuis 1969, n'est pas assurée d'être présente au second tour. Ainsi les Français s'apprêtent-ils, vingt-six ans après avoir renvoyé le général dans ses foyers, à restaurer la monarchie légitime qu'il a mieux que personne incarnée : à trois ans près, c'est le même délai qu'il avait fallu à leurs ancêtres pour ramener un roi sur le trône de son frère décapité.

Il est vrai que ces deux quarts de siècle, pour le reste, ne se ressemblent guère. Que de Gaulle a été remplacé par son ex-premier ministre, et non par un comité de salut public. Que l'orléaniste Giscard aura régné avant le Bourbon

qui s'apprête à hisser sa bannière sur l'Elysée. Et, bien sûr, que l'avènement de ce dernier, contrairement à celui de Louis XVIII, ne devra rien aux armées étrangères.

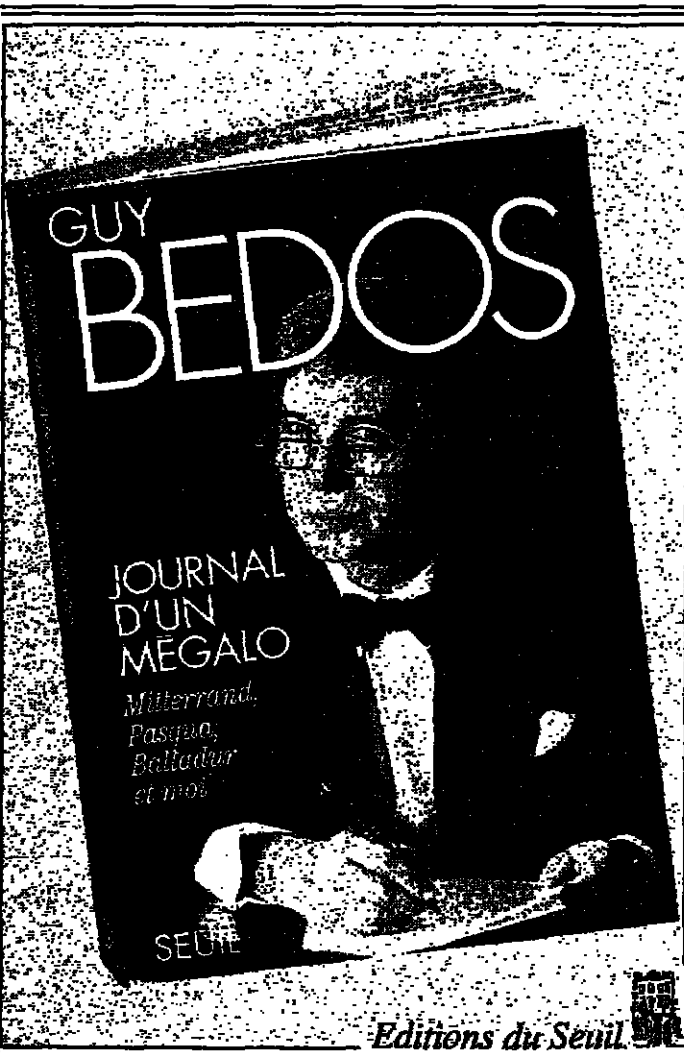
Il n'empêche que le pouvoir est en passe de revenir à ceux qui, comme leurs prédécesseurs de l'Ancien Régime, croyaient qu'il leur appartenait de droit et que, sauf à commettre d'énormes bêtises, ils le conserveraient. Comment l'expliquer ? Qu'en attendent ?

N'allons pas chercher de motifs trop subtils. Survenant moins de deux ans après son abdication, la mort du « grand Charles » avait laissé, selon la superbe formule de Georges Pompidou, « la France orpheline ». Elle avait oublié son deuil en tombant successivement sous le charme de VGE et sous celui de Mitterrand : deux hommes que tout, ou presque, opposait, mais qui avaient en commun, qu'ils ne pas le concevoir de la même manière, leur croyance dans la possibilité du progrès. Comme au temps de la Libération, on allait voir ce qu'on allait voir : les lendemains chanteraient.

Dans les deux cas, on a déchanté, et assez vite.

André Fontaine

Lire la suite page 18



## L'Irak ne remplit pas les conditions pour un allègement des sanctions

« L'IRAK a importé avant la guerre du Golfe 32 000 kilos de produits pouvant entrer dans la fabrication d'armes bactériologiques », a déclaré, mardi 28 mars, Rolf Ekeus, chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak. « Nous avons pu détecter une importante quantité de ces produits, mais le reste, soit 17 000 kilos, a disparu, a ajouté M. Ekeus. Nous ne pouvons pas dire si l'Irak possède ou non des armes bactériologiques. » La déclaration de M. Ekeus, qui doit faire son rapport, le 10 avril, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, risque de retarder considérablement l'éventualité d'un allègement des sanctions imposées à l'Irak, malgré les efforts déployés dans ce but par plusieurs pays et notamment la France. Paris vient de préparer un projet de résolution sur la levée de l'embargo au cas où Bagdad se plierait à toutes les conditions requises. Les Etats-Unis, qui maintiennent leur intransigence, ont fait une contre-proposition et, par ailleurs, veulent ajouter un embargo pétrolier aux sanctions déjà prises contre la Libye.

Lire page 2

## Jacques Médecin devant la justice



APRÈS des années d'instructions judiciaires, de déclarations fracassantes et de fuite en Uruguay, Jacques Médecin devait comparaître pour la première fois, mercredi 29 mars, devant la justice. Le tribunal correctionnel de Grenoble aura à juger d'un abus de confiance dans l'affaire des détournements de fonds de l'ancienne association para-municipale Nice-Opéra.

Arrêté à Punta del Este en novembre 1993, extradé, puis écroué à la maison d'arrêt de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) un an plus tard, l'ancien maire de Nice, qui n'avait cessé d'annoncer son « come back » électoral, aurait aujourd'hui « tourné la page de sa vie politique », selon son avocat. A Nice, les nostalgiques du « clan Médecin » continuent à entretenir la flamme, d'autant que l'actuelle municipalité n'a pu reconstruire un système politique en ruines.

L'affaire Nice-Opéra, qui a permis de nombreux détournements de fonds à destination de comptes à l'étranger utilisés par M. Médecin, n'est qu'un des nombreux dossiers que la justice aura à examiner. L'ancien maire de Nice devra également répondre de recel d'abus de biens sociaux et de corruption passive dans l'affaire de la caisse noire de la Serel. Deux autres informations judiciaires ont également été ouvertes en 1991 et 1992.

Lire page 14

**DÉSARMEMENT** Le chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, Rolf Ekeus, a affirmé, mardi 28 mars, que ce pays possédait toujours des subs-

tances utilisées dans la fabrication des armes bactériologiques. « L'Irak a importé avant la guerre du Golfe 32 000 kilos » de ces substances, a déclaré M. Ekeus en précisant que

près de la moitié de cette quantité n'a toujours pas été repérée par la commission. ● CETTE RÉVÉLATION risque d'empêcher pour le temps un allègement des sanctions imposées à l'Irak, malgré les efforts dé-

ployés par plusieurs pays - dont la France -, des groupes de pression et de nombreuses sociétés industrielles et commerciales. ● A DEUX JOURS

du réexamen, jeudi 30 mars, par les membres du Conseil de sécurité, des sanctions contre la Libye, les États-Unis ont indiqué qu'ils souhaitaient ajouter un embargo pétrolier.

## L'Irak ne satisfait toujours pas aux conditions de la levée des sanctions

Bagdad posséderait des substances utilisées dans la fabrication des armes bactériologiques.

Cette révélation hypothèque les initiatives - notamment françaises - en sa faveur et permet aux Américains de maintenir leur intransigeance

L'IRAK multiplie les démarches diplomatiques pour obtenir la levée des sanctions internationales qui le frappent depuis août 1990. Dans les pays occidentaux, des chefs d'entreprise, de plus en plus nombreux, se préparent à une décision de l'ONU dans ce sens, afin de pouvoir reprendre - ou reprendre - pied en Irak, et des groupes de pression s'affairent dans les milieux politiques et économiques pour inciter les gouvernements à plaider au moins pour un allègement des interdits. Et des gouvernements sont, eux aussi, de plus en plus nombreux à se ranger à cette idée. Parmi les membres permanents du Conseil de sécurité, la France, la Russie et la Chine, favorables à une levée partielle ou totale des sanctions si l'Irak remplit les conditions requises, continuent de s'opposer aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, qui demeurent intransigeants envers Bagdad. Pourtant les partisans de la clémence ne semblent pas près d'avoir gain de cause.

L'homme chargé par les Nations unies de superviser le désarmement de l'Irak - principale condition d'une révision de la condamnation - vient d'apporter des arguments au camp des « durs », où l'on trouve notamment le Koweït et l'Arabie saoudite, qui redoutent toujours la « menace » du régime de Saddam Hussein et... le retour

du pétrole irakien sur le marché international. M. Rolf Ekeus, président de la Commission spéciale de l'ONU pour le désarmement (Unsc), qui doit remettre le 10 avril un rapport semestriel au Conseil de sécurité, a achevé, lundi 27 mars, une nouvelle mission à Bagdad en ayant eu pas recueilli les informations qu'il demandait.

M. Ekeus attendait que l'Irak dévoile les recherches antérieures entreprises dans le domaine des armes bactériologiques, avant de certifier que l'ONU est en mesure de surveiller et prévenir tout redémarrage de la production d'armes de destruction massive.

Sans cette assurance, le Conseil de sécurité ne peut assouplir l'embargo pétrolier qui frappe l'Irak. Paris, Moscou et Pékin avaient l'intention de demander un assouplissement en avril, si M. Ekeus obtenait satisfaction. Or ce dernier vient de déclarer : « Nous n'avons pas terminé notre travail [...] ». Il reste des points d'interrogation d'importance considérable. « Mardi, il a ajouté : « L'Irak a importé avant la guerre du Golfe 32 000 kilos de produits pouvant entrer dans la fabrication d'armes bactériologiques. Nous avons pu détecter une importante quantité de ces produits, mais le reste, soit 17 000 kilos, a disparu. » Le chef de l'Unsc a fait état de « progrès » dans les autres do-



maines du contrôle de l'armement de l'Irak, pour lequel un système de surveillance très perfectionné a été mis en place en octobre 1994. Mais l'Unsc estime que, en l'absence de données sur certaines recherches passées et sur les fournisseurs des matériaux nécessaires, elle ne pourra pas être sûre que la surveillance s'exerce bien.

A moins que les Irakiens ne fournissent soudain les renseignements exigés, le rapport de M. Ekeus, le



10 avril, ne devrait pas être suffisamment positif pour permettre un changement d'attitude du Conseil de sécurité. Les contacts seront cependant maintenus. Le vice-président irakien, Tarek Aziz, doit être reçu la semaine prochaine par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, et, en principe, M. Ekeus peut à tout moment, après le 10 avril, intervenir avec un nouveau rapport s'il estime avoir obtenu satisfaction. Mais, en atten-

dant, le constat de M. Ekeus ne peut que renforcer la position des Américains qui résistent depuis près d'un an aux pressions des partisans de l'assouplissement des sanctions. L'affaire des deux ressortissants américains arrêtés le 13 mars en Irak et condamnés à huit mois de prison, pour être entrés « illégalement » dans le pays, complique la situation ; même si Washington ne semble pas vouloir hausser le ton et a demandé à plusieurs pays, dont la France, d'intervenir pour un arrangement. D'autre part, Bagdad a, dimanche, rejeté d'emblée un projet de résolution qui venait d'être présenté par les États-Unis et qui a priori est plutôt favorable à l'Irak.

### UNE RÉSOLUTION FRANÇAISE

Ce projet, élaboré par les Américains avec leurs alliés argentins et britanniques au Conseil de sécurité, augmenterait de 400 millions de dollars sur six mois la somme que l'Irak pourrait tirer de revenus pétroliers à des fins humanitaires. Deux précédentes résolutions (706 et 712) en 1991 avaient autorisé Bagdad à exporter pour l'équivalent de 1,6 milliard de dollars sur six mois, aux mêmes fins, sous contrôle de l'ONU. Cela fait plus de trois ans que le secrétaire général de l'ONU propose à Bagdad ce marché « pétrole contre nourriture » pour soulager la population ira-

kienne et que cette solution est refusée, étant donné le contrôle de Saddam Hussein, « porterait atteinte à sa souveraineté », Tarek Aziz a immédiatement rejeté ce projet.

Le document anglo-américano-argentin, qui devrait être soumis au Conseil la semaine prochaine, ne modifie guère les données actuelles du problème, tant que M. Ekeus n'a pas lancé un feu vert. Curieusement, ce document a été révélé peu après la mise au point d'un autre projet, français celui-là, qui n'avait pas encore été rendu public et que nous signale notre correspondante auprès des Nations unies, Afiane Bassir Pour. Le texte français va nettement plus loin : il envisage, lui, la levée complète de l'embargo, mais sous réserve que l'Irak satisfasse à toutes les conditions exigées, et il prévoit que l'on puisse réimposer les sanctions au moindre manquement de Bagdad.

Paris confirme ainsi sa position vis-à-vis de Washington. Mais le gouvernement français n'est guère en mesure de prendre des initiatives marquant en période électorale. Le prochain réexamen régulier de l'ensemble des sanctions - tous les deux mois - aura lieu au Conseil de sécurité à la mi-mai, au moment du scrutin présidentiel.

Francis Cornu

## Les amis français de Bagdad s'organisent

L'OUVERTURE par la France, en février, d'une section d'intérêts à Bagdad a donné des ailes aux « amis » français de l'Irak et la concurrence venant d'autres pays les stimule.

L'Association franco-irakienne de coopération économique (Afice), créée en octobre 1994 à Paris, a décidé d'étendre son champ d'action et de créer des structures dans les grandes métropoles régionales. Pour l'instant, une délégation sera ouverte à Lyon, pour la région Rhône-Alpes, et à Toulouse, pour celle de Midi-Pyrénées. Vendredi 31 mars, Gilles Munier, secrétaire général de l'Afice, et Michel Grimard, président du Mouvement chrétien V République, doivent se rendre à Bagdad pour préparer « les journées économiques françaises », qui seront organisées dans la capitale irakienne à la demande des autorités de Bagdad.

Initialement, ces « journées » étaient prévues pour la fin février, mais, en raison d'une visite en Irak, à cette période, de représentants du

CNPF, elles ont été reportées et devraient avoir lieu au mois de juin. Selon une source bien informée, une délégation du CNPF devrait à nouveau se rendre en septembre en Irak. L'idée qui sous-tend toutes ces initiatives est d'assurer une sorte de roulement régulier de visites dans la capitale irakienne. Selon M. Munier, un autre objectif est de participer à la foire internationale de Bagdad en novembre.

### « DÉCEPTION »

Animée par des personnalités favorables à la relance des relations entre la France et l'Irak et présidée par Roselyne Bachelot, députée (RPR) de Maine-et-Loire et présidente du groupe France-Irak à l'Assemblée nationale, l'Afice réunit déjà une dizaine d'entreprises et d'autres participants à des initiatives ponctuelles.

Lors d'un déjeuner avec des chefs d'entreprise, le 22 mars, M<sup>me</sup> Bachelot a exprimé une certaine « déception » de voir que « les allés

et-retours ont pu être empêchés la France de tirer tout le profit » de la présidence de l'Union européenne, qu'elle assure actuellement, pour faire avancer le dossier de la levée de l'embargo imposé à l'Irak par l'ONU. Toutefois elle s'est félicitée de voir le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, « prendre conscience de l'intérêt politique, économique et culturel de la normalisation de la situation avec l'Irak ».

M<sup>me</sup> Bachelot ne voit pas pourquoi les questions économiques et commerciales devraient rester discrètes. Elles « font partie de la vie », dit-elle. « C'est la seule chose qu'on nous ouvre, fait-elle remarquer, en précisant : Nous avons essayé de commencer par la politique mais n'avons pas réussi. » Pourtant M<sup>me</sup> Bachelot et les « amis » franco-irakiens n'ont, depuis la guerre du Golfe, jamais été prisés « en défaut » de sympathie active à l'égard de l'Irak.

Mouna Naïm

## Les États-Unis veulent imposer à la Libye un embargo pétrolier

LES ÉTATS-UNIS souhaitent imposer à la Libye un embargo pétrolier pour la contraindre à livrer deux de ses agents soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie, en Écosse (270 morts) en 1988. L'annonce en a été faite lundi 28 mars aux familles des victimes par le conseiller du président Clinton pour la sécurité nationale, Anthony Lake, alors que le Conseil de sécurité de l'ONU devait réexaminer jeudi, comme tous les cent vingt jours, les sanctions internationales contre la Libye.

La nouvelle aussitôt connue, le président Kadhafi a annoncé son intention de violer l'embargo aérien imposé à son pays en faisant embarquer à bord d'avions libyens les pèlerins en partance pour La Mecque. Le numéro un libyen a également menacé de retirer son pays de l'ONU. De son côté, la Ligue arabe a critiqué « l'escalade » américaine. Elle « nuira à la Libye, à la région et aux diverses parties », a estimé mardi son secrétaire général, Esmat Abdel Méguil.

### UNE ÉCONOMIE FRAGILISÉE

A plusieurs reprises ces derniers mois, les États-Unis, qui unilatéralement pratiquent depuis 1986 un embargo drastique, ont approché les Occidentaux pour les « sonder » sur leur attitude concernant un renforcement des sanctions. Mais la demande n'a jamais été présentée officiellement aux quinze membres du Conseil de sécurité. Elle ne devait pas l'être d'ailleurs jeudi, de l'avis des diplomates occidentaux, qui voient avant tout dans les déclarations de M. Lake « une concession » arrachée à la Maison Blanche par le très puissant lobby des familles des victimes de la catastrophe. « Ce qu'a dit le conseiller du président Clinton est avant tout à usage intérieur », a résumé un haut fonctionnaire.

En tout état de cause, un embargo pétrolier contre la Libye n'aurait guère de chance d'être voté par le Conseil de sécurité de l'ONU. La Russie n'y est pas favorable, pas plus que la France qui s'interroge sur « l'utilité de prendre à nouveau pour cible un pays arabe » (alors que l'Irak est déjà sur la sellette). « Mieux vaut attendre que les sanctions en vigueur

contre Tripoli cessent leurs effets », observe un responsable français. L'Indonésie et le sultanat d'Oman, membres non permanents du Conseil de sécurité, souhaitent de leur côté un allègement des sanctions.

Le fait est que, depuis 1992, la Libye n'a plus aucune liaison aérienne avec le monde extérieur. Certains de ses avoirs financiers sont gelés. Elle est soumise à un embargo sur les armes et l'acquisition de plusieurs types d'équipements pétroliers lui est interdite. Ces mesures gênent Tripoli, de l'avenue même de ses responsables. Les réserves du pays en devises s'éffritent. Les firmes libyennes tardent à régler leurs fournisseurs. Plus inquiétant, l'entretien des gisements de pétrole - la seule source de devises pour le pays - laisse à désirer. C'est notamment le cas, selon le consultant Nord-Sud Export, de ceux exploités par la Compagnie pétrolière nationale (NOC) et, dans une moindre mesure, des champs sur lesquels travaille la compagnie italienne Agip, numéro deux en Libye (de son côté, Total participe au développement de gisements nouveaux). Quant à l'exploitation des gisements de gaz, qui pourraient trouver un débouché commercial en Europe, elle périclète.

Mais ces difficultés ne suffiront pas à contraindre le régime du colonel Kadhafi à se plier aux décisions de l'ONU. Avec un déficit pétrolier de 1,4 million de barils/jour, la Libye produit près de deux fois plus de brut que l'Algérie pour une population six fois moins importante, et encaisse près d'une dizaine de milliards de dollars par an. Conséquence paradoxale de l'embargo, la Libye est un pays à l'endettement très faible (moins de 5 milliards de dollars).

Un embargo pétrolier serait la mesure la plus efficace pour asphyxier la Libye. Mais, en cas de mise en œuvre, les acheteurs de brut libyen seraient pénalisés. La France n'en fait pas partie. En 1994, les importations de brut libyen ont représenté moins de 5 % de ses acquisitions. En revanche, l'Allemagne et surtout l'Italie qui achète le quart de son brut à la Libye seraient mis à mal.

Jean-Pierre Tuquoi

## Téhéran transfigurée par un maire atypique

Dans le climat de crise qui pèse sur l'Iran, les réussites du discret M. Karbashi se remarquent

### TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Il est petit et dit bonjour du bout de la main. Lunettes fumées et cheveux gris, l'homme, âgé de quarante-deux ans, est prudent, discret et pince-sans-rire. En quelques années, son nom est devenu un symbole de puissance et d'habileté en Iran. Nommé - et non pas élu - maire de Téhéran, depuis 1989, Gholam Hossein Karbashi a transformé d'une main de fer une mégapole dont la population a doublé depuis la révolution islamique (aujourd'hui dix millions d'habitants, selon les chiffres officiels) au point que celle-ci n'est plus reconnaissable. Les Téhéranis eux-mêmes se perdent dans les dédales d'échangeurs et d'autoroutes qui traversent, contournent, irriguent une ville autrefois paralysée dans la thrombose automobile, l'anarchie immobilière et l'insalubrité de certains quartiers. Partout, des grues, des chantiers, un millier de nouvelles rues.

La construction du métro - dirigée par les Français - a repris après des années de sommeil (le projet avait démarré sous le chah). Le nombre de bus a doublé, assurant 3 millions et demi de voyages quotidiens. Des parcs et des jardins publics ont été aménagés (18 000 hectares nouveaux). Les quartiers du Sud, où s'entassaient à quelques kilomètres du désert les

millions de « déshérités » apportés par l'exode rural, ont été nettoyés. Les bidonvilles y ont pratiquement disparu ainsi que les dépôts d'ordures. Mieux, ces quartiers qui pendant des années avaient été totalement délaissés ont vu sortir de terre des théâtres, des clubs de sport, des bibliothèques et des centres culturels. « Autrefois, il était impensable d'imaginer qu'un enfant du Sud puisse prendre un cours de chant ou d'ordinateur », reconnaît un jeune habitant qui n'a pourtant aucune sympathie pour le pouvoir en place.

### « LUI, IL FAUT, IL NE PARLE PAS »

La méthode Karbashi n'est pas sans ratés. Ne disposant d'aucune dotation de l'État, la municipalité monnaie au prix fort ses permis de construire - 300 000 en cinq ans. Les anecdotes sont nombreuses pour dénoncer ces mises à contribution, parfois musclées, des promoteurs immobiliers ou de simples particuliers. La réglementation de l'urbanisme est régulièrement détournée « à un point que le système est codifié : nous savons que nous avons à payer telle somme pour chaque mètre carré dépassé », explique un professionnel du bâtiment.

Les défenseurs de l'environnement - qui n'ont rien à redire sur la multiplication des espaces verts - se scandalisent à juste titre de la

disparition de certains joyaux architecturaux (immeubles Qadjar du dix-neuvième siècle, maisons plus anciennes encore...). Mais le budget municipal, lui, est passé en cinq ans de 30 milliards à 800 milliards de rials (environ 8 milliards de francs), et le maire n'a pas fait dormir cet argent.

M. Karbashi peut s'enorgueillir de réussir une fiscalité redistributive en équipant les quartiers pauvres.

Gholam Hossein Karbashi impose son ordre et cultive sa popularité... en se taisant. « Lui, il faut, il ne parle pas », disent de lui les Téhéranis. L'homme se veut silencieux et modeste. Quand on lui demande s'il ne ferait pas un bon président de la République - comme le suggère la rumeur de ses administrés - il répond qu'il n'y a « jamais pensé de façon sérieuse ». « Si déjà je réussissais à Téhéran... », dit-il avant d'ajouter, comme dans une piroquette : « 60 % des Iraniens sont citadins. Nous pourrions exporter le modèle de Téhéran aux autres villes, la moitié des problèmes des gens de ce pays seraient réglés... »

« Non médiatique », l'homme qui fut directeur de la télévision après la révolution - mais, s'excuse-t-il, « c'était plutôt un poste politique et militaire » - a créé un quotidien pour Téhéran : *Am Chari*, 300 000 exemplaires en deux

ans. Moderne et culturel, il s'adresse « aux gens qui souhaitent que les choses évoluent en Iran », selon le directeur de publication, Mohamad Atrianfar. Assez critique contre la bureaucratie, l'incompétence de celle-ci et sa perméabilité à la corruption, Mohamad Atrianfar pense que l'on doit également moderniser la vision de l'Islam : « Particulièrement dans le chiisme, le croyant n'est pas un âne. L'Islam, on peut le comparer aux fondations d'une maison que nous construisons. Dans ce chantier, pour changer une ampoule ou installer une porte, nous n'aurions pas besoin de l'Islam. Celui-ci fonde l'esprit, il ne peut régir les détails... » Le discours est sans nul doute celui de son maître, mais celui-ci avance masqué.

Gholam Hossein Karbashi dit que, s'il échoue, il retournera tranquillement à Qom pour reprendre des études de théologie qu'une arrestation de la Savak (l'ancienne police militaire du chah) avait interrompues trois ans avant la révolution. Il deviendra mollah. « Je n'ai rien contre les mollahs », précise-t-il en souriant. M. Karbashi est aussi un mathématicien, « un esprit très cartésien », selon quelqu'un qui le connaît bien. On ne peut pas dire qu'il ait non plus oublié d'être mollah.

Dominique Le Guilledoux

مجلس شورای اسلامی



## Les combats entre les troupes turques et les combattants kurdes s'intensifient

Au neuvième jour de l'offensive militaire dans le nord de l'Irak, le bilan des victimes s'alourdit

La multiplication des affrontements entre les troupes turques et les combattants kurdes dans le nord de l'Irak s'ajoute à la rivalité entre les

deux groupes kurdes irakiens de Massoud Barzani et de Jalal Talabani. Les autorités turques, irritées par les dépêches faisant état de victimes

civiles à la suite de bombardements aériens, ont pour leur part décidé de fermer l'accès de la frontière aux journalistes.

**ISTANBUL**  
de notre correspondant  
De violents affrontements ont opposé mardi les troupes turques et les combattants kurdes du PKK, au cours de la neuvième journée de l'offensive armée de la Turquie en Irak du Nord. Selon les autorités militaires, soixante-deux militants kurdes auraient été tués lors d'un seul accrochage dans la vallée de Khwakurk et les montagnes avoisinantes, situées dans le secteur est de la zone d'opération, près de la frontière iranienne, où seize combattants du PKK avaient déjà trouvé la mort la veille. Huit autres membres du PKK auraient également trouvé la mort au nord-ouest de l'Irak, portant à quatre-vingt-six le bilan meurtrier des deux derniers jours, et à deux cent soixante-neuf le nombre de membres du PKK tués depuis le début de l'incursion turque. Le PKK, par l'intermédiaire de l'agence de presse Kurd-A en Allemagne, a publié des chiffres très contradictoires puisqu'il a déclaré avoir abattu deux cent soixante et un soldats turcs, dont quatre-vingt-

trois dans une embuscade lundi. Les combattants kurdes affirment n'avoir perdu que dix-huit des leurs depuis le début de l'offensive, le 20 mars.

### UN RAID FAIT 16 MORTS

Alors que l'opération lancée par 35 000 soldats turcs se poursuit en Irak, le conflit entre le PKK et les forces de sécurité turques, qui dure depuis 1984 et a déjà causé la mort d'environ 16 000 personnes en Turquie, continue également de faire des victimes dans le Sud-Est anatolien, où seize personnes ont trouvé la mort lundi et mardi. Parmi eux, quatre villageois, dont deux enfants, ont été abattus lors d'un raid du PKK contre le village de Gurmuh, dans la province de Sirnak.

La présence des troupes turques au nord de l'Irak continue de susciter de vives réactions dans les capitales occidentales, alors que les autorités turques donnent des indications discordantes sur la durée possible de leur incursion. L'Allemagne a décidé, mercredi 29 mars, de suspendre ses livraisons

d'armes à la Turquie. Bonn avait déjà suspendu, mardi, une aide de 520 millions de francs pour l'achat de trois frégates. « Je suis choqué par des commentaires attribués au président turc Suleyman Demirel, disant que les forces turques avaient l'intention de rester au nord de l'Irak pour un an, alors qu'il n'avait personnellement promis la semaine dernière qu'elles se retireraient rapidement », a déclaré lundi le ministre des affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel. Le président Demirel a déclaré que ses propos avaient été mal compris. Les Etats-Unis, qui avaient initialement soutenu l'incursion turque, domment également des signes d'impatience (lire ci-dessous).

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), après avoir évacué dimanche hors de la zone d'opération plus de 1 000 réfugiés kurdes qui avaient fui la Turquie l'an dernier, prépare un autre convoi, prévu pour jeudi, afin de déplacer quelque 3 000 réfugiés supplémentaires vers le camp d'Atrush, à une centaine de

kilomètres au sud de la frontière turque.

La Turquie, apparemment irritée par les dépêches faisant état de victimes civiles à la suite de tirs d'artillerie ou de bombardements aériens - qu'elle dément -, a décidé de fermer la frontière aux journalistes turcs, deux jours après avoir imposé des restrictions similaires aux journalistes étrangers. La presse ne pourra visiter le nord de l'Irak que lors de voyages en hélicoptère, organisés par les troupes turques. La tension dans la région n'est cependant pas causée uniquement par la présence des forces turques. Plus au sud, à 160 kilomètres de leur zone de déploiement, la rivalité entre les deux groupes kurdes irakiens, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, a de nouveau fait des victimes. Selon l'UPK, qui affirme avoir été attaqué par le KDP, plus de cent personnes auraient été tuées dans la ville d'Arbil lundi au cours de nouveaux affrontements.

Nicole Pope

## Washington presse Ankara de mettre « rapidement » fin à son intervention

WASHINGTON  
de notre correspondant

Les Etats-Unis ne peuvent plus continuer à fermer les yeux sur les conséquences diplomatiques et humanitaires de l'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak. Huit jours après le début de l'offensive lancée par l'armée d'Ankara pour anéantir les bases des maquisards indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Washington doute du caractère « limité » de cette opération, et s'interroge sur les « objectifs » du gouvernement du premier ministre Tunc Ciller. Les récents propos du président Suleyman Demirel, selon lesquels la présence turque en territoire irakien pourrait se prolonger jusqu'à un an, alimentent l'inquiétude américaine.

L'alourdissement du bilan des combats et le fait que ceux-ci n'épargnent pas la population civile rendent, d'autre part, de plus en plus difficile la position très compréhensive manifestée jusqu'ici par les Etats-Unis à l'égard d'Ankara :

chaque jour qui passe souligne davantage le caractère pour le moins contradictoire entre l'« Opération acier » de l'armée turque dans le Kurdistan irakien, et l'« Opération « Provide comfort » de surveillance aérienne (momentanément interrompue), qui est censée protéger la population kurde établie en Irak contre l'armée de Bagdad. En participant avec d'autres pays occidentaux à la seconde opération, les Etats-Unis peuvent-ils continuer à soutenir la première ?

Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a donc demandé aux autorités d'Ankara de mettre « rapidement » un terme à leur intervention, ce qui signifie que Washington n'approuve plus le projet prêté à la Turquie d'établir une « zone tampon » dans le nord de l'Irak qui permettrait d'éloigner les foyers du PKK de la frontière. Mais les Etats-Unis doivent ménager la Turquie, alliée fidèle de l'OTAN, dont les bases aériennes servent aux avions de l'opération « Provide comfort ». Depuis quelques jours, Washington a également besoin d'Ankara pour tenter d'obte-

nir la libération des deux ressortissants américains détenus par Bagdad (Le Monde daté 28 mars).

Sur ce point, comme sur la question des violations des droits de l'homme commises dans le cadre de l'« Opération acier », Bill Clinton est soumis à des pressions politiques croissantes. Le Sénat a adopté, mardi 28 mars, une résolution enjoignant au président américain de prendre « toutes les actions appropriées » pour obtenir la libération des deux hommes. Les sénateurs sont, d'autre part, réticents à accorder une aide de 100 millions de dollars en faveur de la Turquie, dédaignée par l'administration démocrate. Au moment où l'Allemagne a suspendu son assistance financière à Ankara, les républicains ne trouvent guère de justification à un doublement de l'aide américaine à un pays qui s'est lancé dans une intervention militaire au-delà de ses frontières.

Laurent Zecchini

## L'embarras diplomatique de la France au Burundi

Paris choisit d'appuyer l'armée, contrôlée par la minorité tutsie, pour éviter que ses éléments modérés n'en soient écartés au profit des « durs »

BUJUMBURA

de notre envoyé spécial

« Qui voudrait intervenir et contre qui ? » : dans sa conférence de presse, mardi 28 mars à Bujumbura, le ministre français de la coopération, Bernard Debré, a surtout rassuré l'opposition et l'armée burundaise, fermement opposées à une intervention extérieure. « Les expériences précédentes de Somalie et du Rwanda ont montré les limites de ce genre d'opération », a précisé l'ambassadeur français, qui a préféré agiter la « carotte » de l'assistance étrangère. « La solution doit venir des Burundais eux-mêmes » s'ils veulent que les donateurs soutiennent le développement de leur pays, a-t-il expliqué en substance, il leur faut faire un effort de réconciliation. « Je vois mal ce que la communauté internationale peut faire d'autre », a conclu le ministre français, révélant une certaine impuissance.

Il s'est rendu au Burundi cinq jours après sa dernière visite - à la tête d'une tréfilie européenne (France, Allemagne, Espagne) -, muni d'un mandat du président Mitterrand pour « soutenir ceux qui sont favorables à la paix ». M. Debré a décliné, à l'occasion, un label « légaliste » à l'armée burundaise, opposée aux extrémistes, et précisé qu'il appréciait le colonel Bikomagu, chef d'état-major, qu'une commission d'enquête indépendante soupçonne pourtant d'avoir trempé dans la tentative de coup d'état d'octobre 1993, au cours de laquelle le premier président hutu du pays, Melchior Ndadaye, avait été assassiné.

La position du ministre français de la coopération illustre bien le dilemme dans lequel sont enfermés tous les médiateurs au Burundi, qui n'ont d'autre choix que d'appuyer l'armée pour éviter que les rares éléments modérés de cette institution (contrôlée par la minorité tutsie) n'en soient écartés au profit des « durs », car il n'échappe à personne que les forces de l'ordre défendent plus facilement les intérêts de la communauté tutsie que ceux

de l'Etat (M. Debré a d'ailleurs fait un lapsus révélateur en parlant de « l'armée tutsie »). Mais « nous n'avons pas d'autre choix », reconnaît un diplomate français.

La conférence de presse du ministre a satisfait l'opposition tutsie, notamment le Raddes, un parti de l'aile « dure », qui déclarait encore la semaine dernière que « toute forme d'intervention trouvera une réponse dont se souviendront les pays qui auront contribué à pareille aventure ». Son président, Joseph Nzebiimana, s'est dit « très heureux de ce que le ministre ait confirmé les propos qu'il me tenait il y a quelques jours », ajoutant : « Nos réactions ont porté leurs fruits. »

Quant au Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi), le parti au pouvoir, un de ses dirigeants a déploré cette déclaration « trop hâtive » car, si elle peut « apaiser les inquiétudes de l'armée, elle peut aussi encourager les Tutsis à exiger davantage dans le partage du pays ». Le secrétaire général du Frodebu restait injoignable mardi, trois jours après sa déclaration appelant à une intervention étrangère. Des gendarmes se sont présentés à son domicile pour l'arrêter, selon un responsable du parti, mais ses gardes du corps ont réussi à le faire échapper.

Jean Hélène

■ QUELQUE deux cents Européens - dont 155 Français - ont quitté Bujumbura mardi 28 mars à bord de l'appareil d'Air France qui avait amené Bernard Debré au Burundi. Paris et Bruxelles avaient recommandé dimanche aux femmes et aux enfants de rentrer provisoirement en Europe, en anticipant sur les vacances de Pâques. L'ambassade des Etats-Unis a indiqué que 15 Américains devaient partir mercredi et a conseillé à tous ses ressortissants de quitter le pays. Des ressortissants belges, espagnols, italiens et allemands devaient également quitter le Burundi dans les prochains jours. - (AFP, Reuters.)

## Le Parti du congrès, au pouvoir en Inde, doit faire face à un mouvement de dissidence

Des résultats médiocres, lors de récentes élections régionales, ont fragilisé le premier ministre, Narasimha Rao, à un an des législatives

LE PARTI du congrès, qui dirige l'Inde depuis l'indépendance (1947), hormis deux parenthèses (1977-1979 et 1989-1991), sent passer le vent du boulet. La division s'installe en son sein après deux récentes séries d'élections régionales, à l'automne puis en mars, qui lui ont été défavorables.

L'une des principales personnalités nationales de cette formation, N. D. Tiwari, ancien ministre et leader du parti pour l'Uttar Pradesh - Etat septentrional qui est le plus peuplé de l'Union - a démissionné, le 20 mars, de la Commission de travail (CWC), instance suprême du Congrès. M. Tiwari manifeste ainsi une dissidence qui le rapproche de l'ancien ministre Arjun Singh, récemment écarté du parti pour avoir défilé le premier ministre de la Fédération indienne, Narasimha Rao, dont il demeure le rival potentiel. Le même jour, une personnalité ayant de fortes racines locales au sud du pays, A. K. Antony, ancien ministre de M. Rao qui avait démissionné pour fait de corruption, devenant chef ministre (premier ministre) de l'Etat du Kerala (au sud), y remplaçant un fidèle parmi les fidèles de Narasimha Rao.

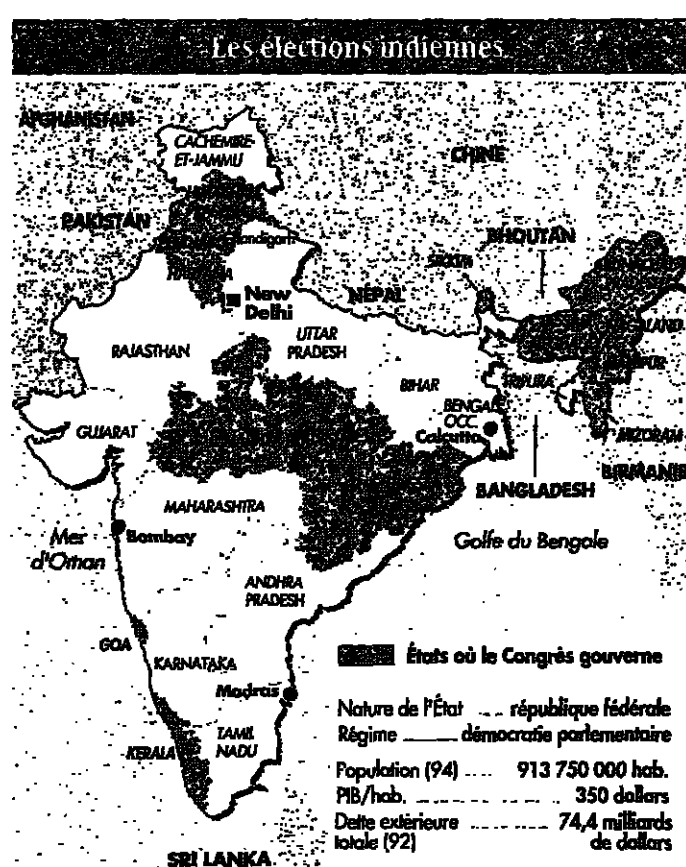
Des appels en faveur d'un mouvement vers le devant de la scène de Sonia Gandhi - la veuve italo-indienne de Rajiv Gandhi, ancien premier ministre assassiné en mai 1991 - ont à nouveau été entendus avec, bien entendu, l'objectif proclamé de « sauver le parti », alors qu'approche la date fatidique des législatives : avant la mi-1996. Une autre demande se fait de plus en plus entendre : que M. Rao abandonne au moins la présidence de la formation. Des « jeunes turcs », emmenés par un ancien protégé du chef du gouvernement, Rajesh Pilot, tentent d'accréditer l'idée qu'ils forment une « troisième force ».

Même si les opposants à Narasimha Rao sont loin, à ce jour, d'avoir atteint la « masse critique » nécessaire pour le pousser dehors, l'impression dominante chez les observateurs est que le chef du gouvernement, qui approche les soixante-quatorze ans, a, de toute façon, l'essentiel de son avenir derrière lui.

### LA PERTE DU MAHARASHTRA

Pour le Congrès et son leader, le coup le plus dur, bien sûr, a été, à la mi-mars, la perte, pour la première fois en quarante-huit ans, du Maharashtra, l'Etat le plus industrialisé de l'Union, dont la principale ville, Bombay, est reconnue comme « la capitale économique » du pays (Le Monde du 29 mars). Mais ses défaites, l'automne dernier, dans les Etats méridionaux, fort importants, le lieu d'origine de M. Rao, ainsi que celle, en mars, au Gujarat, Etat situé au nord-ouest de Bombay, dont les taux de croissance récents sont les plus élevés du pays, sont également retentissantes.

Le Congrès n'a, pour consolation, que d'avoir repris, en mars, au Janata Dal (la formation de centre gauche), l'Orissa - Etat important de la très pauvre et prolifique « ceinture hindoue », au centre-est du pays. Mais le parti qui fut celui du combat pour l'indépendance indienne, la formation de la « dynastie des Nehru », n'est plus au pouvoir que dans à peine plus de la moitié (quatorze) des vingt-cinq Etats de l'Union, dont, outre l'Orissa, un seul peut être tenu pour important : le Madhya Pradesh, au nord du Decan. Au total, il ne gouverne plus, régionalement, que moins de 200 millions d'indiens, sur une population qui dépasse, désormais, les 900 millions.



Le Congrès n'a plus désormais pour fiefs que l'essentiel du nord-est - une mosaïque de sept petits Etats très turbulents et mal intégrés à la Fédération, qui sont, hormis l'Assam, « peu importants » (mis à part, peut-être, au plan stratégique, car ils sont frontaliers de la Chine et de la Birmanie) - dont seul lui échappe le Tripura ; au nord, le Sikkim, l'Himachal Pradesh, l'Haryana et le Panjab (encore le Congrès ne s'y est-il impatronisé que dans des conditions contestées, en 1990, par

un vote où participa moins de 10 % de l'électorat, dans le contexte de la crise séparatiste sikh) ; au centre, le Petit Goa ; et, au sud, le Kerala, Etat remuant à forte composante chrétienne, communiste et musulmane, et où le Congrès gouverne en alliance avec un front de gauche.

Une notable partie du pays - et en toute certitude les Etats les plus peuplés et aussi certains des plus riches - est ainsi, désormais, entre les mains de l'opposition au Congrès. Les trois formations natio-

nales, le BJP (Parti national hindou), le Janata Dal et le Parti communiste (PCI-M), se partagent une demi-douzaine d'Etats d'inégale importance. La formation hindouiste en détient deux à part entière : le Rajasthan, où elle est solidement implantée depuis 1989, et le Gujarat, arraché au Congrès en mars : elle est en outre fortement associée au « pouvoir safran » (couleur des hindouistes) qui vient de triompher à Bombay, sous la direction de la formation fascisante anti-musulmane Shiv Sena (« armée de Shivaji »). A noter qu'elle est aussi au pouvoir dans le district de Delhi - qui n'est cependant pas un Etat de plein exercice.

### POUVOIR « RÉSIDUEL »

Le PCI-M, lui, est au pouvoir depuis dix-huit ans dans l'important Bengale occidentale (capitale Calcutta), et il a plus récemment reconquis le Petit Tripura, au nord-est. Quant au Janata Dal (centre gauche), il a conquis, à l'automne, le méridional Karnataka et, depuis la fin des années 80, il tient l'important, très démuné et anarchique Bihar, où des élections viennent d'avoir lieu et dont les résultats ne sont pas encore connus.

Restent quatre Etats « atypiques ». L'un, le Jammu et Cachemire, le seul de l'Union à majorité musulmane, est soumis depuis 1990 au « gouvernement du président » - autrement dit, il est administré par New Delhi - du fait de la guerre civile qui y a lieu depuis cinq ans. Et trois Etats ont la particularité de n'être pas dirigés par une formation « nationale ». L'Uttar Pradesh - dont le destin est évidemment suivi à la loupe du fait qu'il pèse du poids de ses de 150 millions d'habitants, parmi les plus pauvres de l'Inde - est dirigé depuis 1993 par une équipe associant un parti d'in-

touchables et une formation représentant les basses castes, avec l'appui de musulmans. Et deux grands Etats méridionaux, le Tamil Nadu (capitale Madras) et l'Andhra Pradesh sont, l'un depuis 1989 et l'autre depuis fin 1994, gouvernés par des partis à base régionale. Leurs chefs - qui, détail piquant, sont l'une et l'autre d'anciens acteurs de cinéma - ne portent guère, ou pas du tout, Narasimha Rao dans leur cœur.

Si le pouvoir local du Congrès ne peut plus être décrit que comme « résiduel », il faut aussi noter le caractère éclaté de l'opposition, telle qu'elle gouverne dans dix Etats représentant une population de plus de 700 millions d'habitants. Et c'est là une des raisons pour quoi le parti de M. Rao assure être loin d'avoir perdu tout espoir pour les élections législatives nationales de 1996. Ses zéloteurs développent en effet, aujourd'hui, une théorie selon laquelle les consultations régionales ont, plus que tout peut-être, une fonction d'exutoire à des grognons bien naturelles, mais que, à l'heure grave, tous les cinq ans, les Indiens savent retrouver l'essentiel : le Congrès, bien entendu.

Jean-Pierre Clerc

■ BAL THACKERAY, le chef de la formation hindouiste ultra Shiv Sena, aujourd'hui à la tête de l'exécutif dans l'Etat de Maharashtra, a brandi, mardi 28 mars, la menace d'un massacre de musulmans. « La communauté des assassins serait anéantie non seulement à Bombay, mais dans l'ensemble du pays », déclare-t-il dans une publication du Shiv Sena en réagissant aux menaces qui auraient été proférées contre lui et son organisation par des immigrants musulmans du Bangladesh. - (AFP.)

# Les « euroflics », sentinelles inquiètes de la forteresse Schengen

L'immigration clandestine est la principale préoccupation des policiers qui craignent un appel d'air provoqué par la disparition des barrières internes entre les pays membres du traité

La mise en place de l'espace Schengen, tant redoutée par les responsables de sécurité des sept États, se passe sans problème majeur. Des réunions sont prévues en fin de semaine entre les responsables

nationaux chargés des commissions spécialisées dans le suivi de Schengen pour faire le point de la situation. On indiquait, mardi 28 mars, à Paris que le système d'information Schengen (SIS), chargé

de centraliser l'information pour les consulats et les postes de police, donnait satisfaction. A la plus sensible des frontières extérieures de ce nouvel espace Schengen - celle qui sépare l'Allemagne

de la Pologne et de la République tchèque -, l'expérimentation des nouvelles procédures communes a eu des répercussions peu agréables pour les usagers venant de l'Est, notamment en

allongeant les délais d'attente. De nombreux travailleurs frontaliers venant de la République tchèque ont été empêchés de passer la frontière en raison du mauvais état technique de leur véhicule.

« UN FLIC amoché en Hollande, ça coûte dans les quatre ans de prison, expliquait dès 1988, dans un livre autobiographique, l'ancien braqueur belge Jacky Van Thuyne. En France, c'est du dix-huit à vingt ans. Un braquage dans un supermarché en Belgique, ça va chercher dans les sept ou huit ans. En France, en étant primaire, c'est du dix ans... » La grande criminalité organisée - stupéfiants, prostitution, ou encore fraudes communautaires - et les cartels mafieux n'ont pas attendu le 26 mars pour jouer à sautes-frontières et tirer parti des failles de l'Europe judiciaire.

A l'heure où naît l'espace Schengen, ce sont les réseaux florissants de l'immigration clandestine qui, avant tout, inquiètent des « euroflics » soucieux de l'appel d'air que risque de provoquer la disparition annoncée des barrières internes entre les sept pays concernés. Ces voyages-là, qui ne prévoient pas de billet de retour, sont en effet pris en charge par des filières dont le professionnalisme grandissant ne laisse pas d'inquiéter les policiers.

Les réseaux turcs ont eu vite fait

de s'engouffrer dans la brèche ouverte par les exodes du conflit yougoslave dont les populations continuent, de leur côté, à déferler sur les côtes adriatiques. En septembre 1994, les services italiens ont saisi la quinzaine de bateaux de pêche et de vedettes rapides de l'une des organisations qui faisaient franchir les 180 kilomètres de mer séparant Bari, au Monténégro, de Bari. Cela n'a pas empêché, dans les cinq mois suivants, vingt-cinq mille émigrés - des ex-yougoslaves, des Turcs, des Pakistais et des Sri-Lankais notamment - d'accomplir la traversée.

Au fur et à mesure du démantèlement de réseaux d'immigration, les policiers français de la Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin, qui a remplacé la DAF l'an passé) ont affiné leurs connaissances. Les réseaux les mieux organisés disposent, en amont, de leurs propres agences de voyages et de leurs officines de faux documents. En aval, ils assurent un poste de travail dans un atelier clandestin du pays de destination. Les itinéraires asiatiques sont sans

doute les plus chers (100 000 francs le voyage), et les plus structurés. Les candidats à l'exil y reçoivent des faux documents japonais presque aussi vrais que nature. Leur circuit est presque toujours le même : l'avion de Thailande à Singapour, puis de Moscou (ou Varsovie) à Prague ; le train et la route ensuite, vers l'Allemagne et la France.

Après un premier petit paiement d'avance, les émigrés doivent rembourser, en travaillant à la pièce et en dormant sur place, l'intégralité de leurs dettes. Tout est si bien organisé que les policiers ne s'étonnent plus, dans les ateliers de la région parisienne travaillant pour les sociétés du Sentier, de trouver des équipes de Chinois qui, chacune, sont composées de ressortissants de provinces du Fujian, du Guangdong ou bien du Zhejiang. Comparées à de tels réseaux, les émigrations du Maghreb ou d'Afrique noire restent, avec leurs voyageurs individuels qui tentent leur chance en passant les frontières par leurs propres moyens, marquées par l'amateurisme.

Dix ans après la signature de l'accord

de Schengen, les polices concernées ont eu le temps de se préparer. L'Allemagne, par exemple, a modifié son droit interne pour permettre aux autorités françaises de poursuivre les « passeurs » opérant outre-Rhin au détriment de la France. Le système d'information Schengen (SIS), pierre angulaire de la coopération policière en Europe,

cherche qui, comme le font déjà les douaniers, procéderont à des contrôles plus aléatoires et plus mobiles dans les zones frontalières.

Les grandes délinquances et criminalités organisées n'ont évidemment pas attendu Schengen pour s'affranchir des frontières. Le panorama des trafics criminels de cette envergure, qui connaissent de

« Nous devons travailler autrement. Notre police va être moins statique et plus judiciaire »

va doter les services répressifs d'un outil que ses promoteurs espèrent performant. « Schengen nous oblige à travailler autrement, résume le patron de la Dircel, Robert Brouard. Notre police va être moins statique et plus judiciaire. Le temps où le policier dans sa guérite se contentait de donner un coup de menton à l'adresse de l'automobiliste franchissant la frontière est terminé. Nous créons des brigades mobiles de re-

longue date les points de passage les plus discrets, ne sera donc pas bouleversé par l'Europe de Schengen. D'autant moins que, au chapitre des stupéfiants, le libéralisme des Néerlandais a résisté aux pressions de leurs partenaires européens. Tout en participant à quelques opérations communes de lutte contre le « tourisme de la drogue » qui sévit depuis des années entre les Pays-Bas et la France, La Haye a maintenu l'essentiel de sa politique permissive en matière de vente et d'usage. L'influence de Schengen aura, à l'inverse, conduit les autorités espagnoles à revoir sur leur libéralisme en la matière, tout comme elle aura permis d'adopter un code de conduite commun pour uniformiser les conduites à tenir face aux toxicomanes trouvés en possession de médicaments (la méthadone par exemple) légalement délivrés dans leur pays.

Autre volet important de la criminalité sans frontières, le trafic des voitures volées a lui aussi fait sa révolution européenne avec plusieurs longueurs d'années sur les polices. La chute du mur de Berlin et les demandes des « nouveaux riches » de l'ex-empire soviétique ont vite été exploitées. En 1994, plus de cinq cents véhicules volés en France ont été retrouvés en Hongrie. Les petites cylindrées partent plutôt vers l'Est, tandis que les grosses berlines continuent d'être acheminées vers l'Afrique du Nord.

Erich Inciyan

## Au cœur du système d'information commun aux sept pays

STRASBOURG

de notre correspondant  
Le système d'information Schengen (SIS) n'est pas ce que l'on pourrait croire. Ce petit bâtiment des plus banals, blotti dans un coin champêtre d'un quartier populaire du sud de Strasbourg, abrite pourtant le cœur informatique de l'espace Schengen. 2,3 millions de fiches sont stockées pour le démarrage du système dans les deux ordinateurs du système central, le C-SIS, qui pourra en traiter 10 millions.

La mise en place du SIS a donné lieu à d'importants retards, dus à des choix technologiques contestés et aux manœuvres de retardement de ceux que l'Europe de Schengen n'enchantait pas. Les autorités françaises préfèrent dire pudiquement aujourd'hui que les protagonistes du système ont été trop optimistes au départ en pensant que l'opération serait aisée à réaliser. L'informatique du SIS est le fruit d'une coopération entre l'allemand Siemens - fournisseur des équipements informatiques - et les deux sociétés françaises Bull et Sema Group - qui ont conçu les logiciels. Elle a coûté 40 millions de francs.

Le centre de Strasbourg emploie vingt-huit informaticiens, tous français. Chacun des pays Schengen y dispose également d'un représentant. Bernard Kirch, directeur du SIS, n'a aucun doute sur l'efficacité du dispositif : « Nous sommes en mesure de répondre à une demande d'information d'un centre national en moins de cinq minutes comme cela avait été prévu par le cahier de charges établi par la convention d'application. »

Le système central de Strasbourg communique en effet avec des systèmes d'information nationaux, les

N-SIS, dont il reçoit les informations qu'il retransmet à la demande. Ce sont les N-SIS qui sont, en fait, interrogés par les policiers de chaque Etat membre. Le fichier de Strasbourg porte pour moitié sur les étrangers déclarés « indésirables » et les personnes recherchées et, pour l'autre, sur les objets volés (billets de banque, papiers d'identité, armes à feu, véhicules). Les informations nécessaires pour constituer le fichier commun sont communiquées en regard d'un régime européen de protection des données, comparable à celui existant en France avec la Commission nationale informatique et libertés (CNIL).

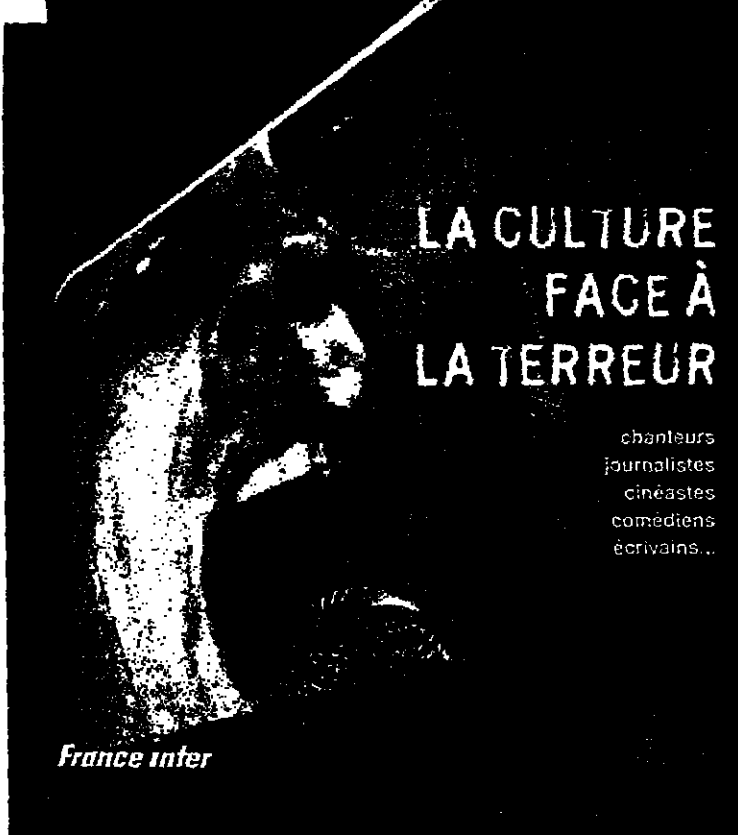
PASSOIRE OU ESPACE MAÎTRISÉ ?

Une des difficultés a été la définition de ce qu'est une personne « indésirable ». Les pays de Schengen se sont laissés une bonne marge de manœuvre. L'article 96 de la convention d'application dit en effet : « Les données relatives aux étrangers qui sont signalés aux fins de non-admission sont intégrées sur la base d'un signalement national résultant de décisions prises, dans le respect des règles de procédure prévues par la législation nationale, par les autorités administratives ou les juridictions compétentes. »

La période probatoire de trois mois qui a commencé dimanche va permettre de tester l'efficacité du système. A la fin de cette période, déclarait le 24 mars à Strasbourg Jean-Paul Faugère, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur, « nous aurons une idée plus précise sur ce qui a été créé : une passoire ou un espace maîtrisé ».

Marcel Scotto

## Télérama hors série



## Algérie, la culture face à la terreur

Ecrit entre Alger et Paris, le hors-série Télérama Algérie témoigne de la force des cultures algériennes face à la terreur. Qu'il s'agisse des médias, du cinéma, du théâtre, de la chanson, de la littérature, la parole a été donnée à des algériens, les uns restés à Alger ou à Oran, les autres exilés en France.

A travers leurs textes, ils nous disent la crise d'identité que vit l'Algérie d'aujourd'hui.

Avec en cadeau, un CD "musiques d'Algérie", 65 minutes en compagnie de Khaled, Idir, Cheb Mami, Matoub Lounès, Cheb Hasni...

Hors-série Télérama Algérie

56 F chez votre marchand de journaux.

**Télérama**  
Prenez votre culture en main.

مركزنا من لاصح



## Les cancers de la thyroïde se multiplient chez les enfants vivant près de Tchernobyl

L'épidémie, longtemps cachée, est confirmée par de nombreux scientifiques

Les spécialistes internationaux sont maintenant formels : malgré les dénégations des autorités ukrainiennes, le taux de cancers de la thyroïde

chez les enfants soumis, en 1986, aux émanations radioactives de l'explosion de la centrale de Tchernobyl s'est accru de façon inquiétante.

L'Organisation mondiale de la santé a lancé en conséquence un programme de surveillance et d'assistance.

IL Y A bel et bien aujourd'hui une épidémie importante et croissante de cancers de la thyroïde chez les enfants qui, en 1986, ont été soumis aux émanations radioactives de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Prédite puis identifiée par plusieurs spécialistes, mais longtemps contestée par d'autres, cette épidémie est officiellement confirmée par le *British Medical Journal* daté du 25 mars, qui, sous l'égide de l'OMS et sous la signature d'un groupe de scientifiques de Biélorussie, publie une série de chiffres « confirmant l'existence d'un taux élevé et croissant de cancers de la thyroïde chez des enfants de ces trois pays ». Parallèlement, l'OMS annonce, neuf ans après la catastrophe, « le lancement d'un projet international de surveillance et d'assistance en faveur des deux millions d'enfants ou plus qui risquent d'avoir été exposés aux rayonnements ».

Ces chiffres imposent d'en finir avec la phase de déni qui a trop longtemps prévalu. Selon la publi-

cation du *British Medical Journal*, qui a été reprise par le bureau régional de l'OMS à Copenhague, au cours des cinq années qui précèdent l'accident, l'incidence annuelle du cancer de la thyroïde chez des enfants vivant dans la zone voisine de Tchernobyl était inférieure à 1 pour 1 million. Depuis 1991, cette incidence, dans la région de Gomel (Biélorussie), est de l'ordre de 100 pour 1 million chez les enfants âgés de moins de quinze ans lors du diagnostic.

### UN TAUX DE GUÉRISON ÉLEVÉ

Bien que les vérifications internationales ne soient pas encore terminées, les rapports actuellement disponibles indiquent des incidences annuelles de dix à soixante cas pour un million chez les enfants des régions proches de Tchernobyl ayant été exposés aux retombées radioactives. Par comparaison, l'incidence annuelle du cancer de la thyroïde chez des enfants de moins de quinze ans au Royaume-Uni durant la

période 1962-1992 était de l'ordre de 0,5 pour un million. Selon la proximité des zones géographiques voisines de Tchernobyl, l'incidence de ce cancer infantile, habituellement rare, est donc multipliée par des facteurs de quelques dizaines à plus de cent.

Pourquoi avoir attendu si longtemps avant d'accepter cette réalité ? Pour l'Ukraine, ce fut l'association française Les enfants de Tchernobyl, proche de Médecins du monde, qui fut l'une des premières à tenter, dès 1990, de faire la lumière et d'obtenir une aide internationale. Il y a moins d'un an, le professeur André Aurengo, spécialiste de médecine nucléaire à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, annonçait les premiers symptômes de cette épidémie cancéreuse (*Le Monde* du 26 juin 1994).

Difficilement contestable, l'ensemble de ces données ne constitue que l'un des chapitres de tous les drames de la catastrophe de Tchernobyl. Pour ce qui est des cancers

de la thyroïde chez les enfants, pour lesquels on peut obtenir des taux de guérison élevés dès lors que le diagnostic est établi et le traitement mis en œuvre de manière précoce, les données officielles ne sont curieusement pas encore perçues comme la traduction médicale d'un accident nucléaire majeur. Ainsi, l'OMS parle-t-elle encore d'une « relation qui reste à prouver de manière irréfutable ». Pour autant, le docteur Keith Baverstock (bureau régional de l'OMS pour l'Europe) estime qu'il faut s'attendre « à voir apparaître d'autres formes de pathologies thyroïdiennes que le cancer ainsi qu'à voir le cancer se manifester non seulement chez les enfants mais aussi chez les adolescents et les adultes ». Au-delà de ces approximations, il reste à l'OMS, tout comme à l'Union européenne, à multiplier les efforts pour aider médicalement les jeunes victimes de l'accident.

Jean-Yves Nau

## Les Grecs s'opposent à la réforme fiscale

Selon l'OCDE, le déficit budgétaire dû aux faibles recettes et aux dépenses excessives demeure le talon d'Achille de l'économie

LE GOUVERNEMENT d'Athènes a du mal à convaincre les Grecs de payer des impôts, comme il le faudrait pour réduire le déficit public qui pèse sur l'économie du pays. Après les agriculteurs, qui bloquent depuis le 20 mars l'autoroute et la voie ferrée entre Athènes et Salonique (bien que 5 % seulement d'entre eux doivent être imposés), les commerçants, artisans et petits entrepreneurs devaient fermer magasins et ateliers dans tout le pays mercredi 29 mars, pour protester contre la réforme fiscale qui prend en compte l'activité et les signes extérieurs de richesse. Déjà, en 1994, les avocats s'étaient mis en grève et le gouvernement avait eu du mal à désamorcer leur opposition.

L'enjeu est d'importance, si l'on en croit le rapport que vient de publier l'OCDE. En 1994, le PIB a progressé de moins de 1 %, et, sur cinq ans, la croissance est inférieure de moitié à la moyenne européenne. Le chômage est resté élevé, de même que l'inflation - 11,5 %, le triple de la moyenne européenne. Le relâchement du programme d'austérité des conservateurs, à l'occasion des élections de l'automne 1993, a relancé la course prix-salaires. Pour les experts du château de la Muette, cependant, « le plus préoccupant reste le déficit des finances publiques » : 13 % du PIB en 1994, contre moins de 10 % en 1993, alors qu'il devait être ramené à 6 % environ.

Le « plan de convergence » pour 1995-1999 prévoit de le réduire à 1 % et de stabiliser la dette publique, qui atteint 120 % du PIB. Mais les recettes fiscales restent insuffisantes. En 1993, l'impôt direct ne représentait que 5 % du PIB : « Moins de la moitié de ce qu'il devrait être », disait le mi-

nistre des finances de l'époque, Stefanos Manos. Aujourd'hui, selon le rapport, il demeure le plus faible des pays de l'OCDE.

En 1994, les socialistes ont repris la lutte contre la fraude fiscale entamée par leurs prédécesseurs : de mai à octobre, les recettes ont augmenté de plus de 20 %. Néanmoins, le résultat final a été inférieur de 4 points aux prévisions. Cette année, le gouvernement espère gagner un point de PIB, mais, soulignent les experts de l'OCDE, « l'expérience montre qu'édicter une nouvelle réglementation ne suffit pas : il faudra une volonté politique forte et soutenue pour changer les mentalités des contribuables ainsi que de l'administration fiscale ».

### GEL DES EMBARQUES

Cela ne dispensera pas de réduire les dépenses, en particulier celles des entreprises publiques, dont, indique le rapport, « le besoin de financement a été multiplié par 4 en deux ans » (1993-1994), notamment en raison des hausses de salaires qui ont dépassé les 11,5 % prévus, même dans les sociétés en difficulté. Pour 1995, le budget prévoit de maintenir le gel des embauches et de revenir à la modération salariale (6 % de hausse au total sur l'année).

Mais, pour les experts de l'OCDE, il serait souhaitable d'accélérer les privatisations : d'entreprises publiques, ce qui allégerait le fardeau budgétaire et réduirait le « pompage » du crédit par le secteur public au détriment de la modernisation des entreprises privées. Le programme établi par les conservateurs a pris beaucoup de retard. Les socialistes, hostiles au départ, n'ont réalisé qu'une cession importante en 1994, celle des chantiers navals de Syros, mais ils ont prévu un vaste programme pour 1995 : les chantiers navals de Skaramagos, la société de raffinage et de distribution pétrolière DEP, une privatisation partielle de la compagnie de télécommunications OTE, annulée fin 1993, et enfin la liquidation des dernières entreprises déficitaires reprises dans les années 80 par l'Etat.

Enfin, pour l'OCDE, il faudrait aussi vendre les banques publiques, peu efficaces, qui ont un personnel excédentaire et souvent recruté sur des bases « politiques », et dont la situation financière reste « fragile », malgré la recapitalisation opérée depuis 1993.

Guy Herzlich

## Les experts européens jugent l'état de la centrale très préoccupant

NEUF ANS après l'explosion du réacteur n° 4 de la centrale de Tchernobyl, le site reste toujours dangereux en dépit de la construction, juste après la catastrophe, d'un gigantesque sarcophage de béton. Aujourd'hui, indépendamment de la pollution radioactive qui a été déposée par l'explosion sur des centaines, voire des milliers de kilomètres carrés, c'est le devenir même du sarcophage qui pose problème. Ce bâtiment, construit à la hâte dans des conditions épouvantables pour contenir au plus vite la radioactivité, qui s'échappait du réacteur détruit, devait être provisoire. Et puis, une fois encore, le provisoire a duré, bien que chacun ait juré que tout serait fait pour remédier à cette situation.

Aujourd'hui, le sarcophage est toujours debout. Mais il est aussi toujours à ciel ouvert et laisse s'échapper, au gré des courants d'air chaud, un peu de poussière radioactive par les claires-voies du toit. A l'intérieur, le tableau n'est guère meilleur. Si le combustible fondu dégage moins de chaleur, le magma qu'il a formé avec du béton et des ferrailles et qui a donné naissance aux fameuses laves en pattes d'éléphant reste dangereux, tout comme les structures (dalles de béton, poutrelles métalliques, etc.), dont certaines, très lourdes, sont dans un état de délabrement alarmant ou dans un équilibre précaire.

Quand on sait, en plus, que l'un des murs de protection de ce sarcophage est celui du bâtiment qui abrite la tranche n° 3, toujours en fonctionnement, on comprend mieux les inquiétudes de certains. Des inquiétudes qui sont encore renforcées par le dossier que le groupement Alliance a présenté les 14, 15 et 16 mars à un groupe d'experts européens, russes et ukrainiens réunis à Kiev par la Commission européenne et le ministère ukrainien responsable.

Pour les spécialistes du groupement Alliance, qui réunissent les compétences de trois entreprises de génie civil françaises et allemandes (Campanon-Bernard, Bouygues et Walter

Bau) et celles de deux entreprises française et britannique spécialistes du nucléaire (SGN et AEA Technology), le sarcophage n'est pas stable et n'a pas été conçu pour résister à des secousses telluriques. Certes, de tels risques sont limités, mais un tremblement de terre de magnitude 6 est possible tous les cent ans et un de magnitude 5 tous les vingt-sept ans.

Comme le bâtiment adjacent au sarcophage, le bloc B, qui relie les tranches n° 3 et n° 4 et supporte la cheminée, n'a pas été conçu pour résister à des événements sismiques, il est impossible de traiter séparément ces deux unités. De plus, ajoutent les experts, il est clair que,

dans les conditions radiologiques extrêmes existant sur le site et compte tenu de la conception d'origine, il est impossible de réaliser un « confortement » durable (cent ans) du premier sarcophage.

Dans ces conditions, concluent-ils, si un nouveau sarcophage étanche doit être réalisé, il devra permettre le démantèlement futur des installations détruites et devra englober l'ensemble des réacteurs n° 3 et n° 4. Une hypothèse qui ne fait guère l'affaire des Ukrainiens, soucieux pour l'instant de maintenir en fonctionnement leur réacteur n° 3.

Jean-François Augereau

## L'Espagne demande à la Cour de La Haye d'arbitrer le conflit sur la pêche

L'ESPAGNE a saisi, mardi 28 mars, la Cour internationale de justice de La Haye, l'organe judiciaire suprême des Nations unies, pour arbitrer le conflit sur la pêche au turbot qui l'oppose au Canada. Madrid accuse Ottawa d'avoir violé la liberté de navigation et de pêche en haute mer, ainsi que d'enfreindre le principe de droit international réservant l'autorité en haute mer à l'Etat dont le bateau porte le pavillon.

Le gouvernement de Felipe Gonzalez a d'autre part exigé que le Canada répare les « dommages causés à l'Etat espagnol et aux particuliers », et les armateurs de Vigo (au nord-ouest du pays) ont réclamé une réunion urgente du conseil de l'OTAN pour que cette or-

ganisation intervienne « d'une façon active dans la pacification » du conflit. Trois semaines après l'arraisonnement du chalutier espagnol *L'Estai*, le différend sur les quotas de pêche du Turbot au large du Grand-Banc de Terre-Neuve fait toujours l'objet de discussions, à Bruxelles, entre les représentants de la Commission européenne et ceux des autorités canadiennes.

### ACTIONS UNILATÉRALES

Canadiens et Européens se disputent le stock de filets noirs au large du Grand-Banc de Terre-Neuve. Ottawa accuse les pêcheurs espagnols d'utiliser des filets non conformes et de capturer de petits poissons, mettant en péril

l'équilibre écologique dans cette zone. Le président de la Commission, Jacques Santer, s'est entretenu avec le premier ministre canadien, Jean Chrétien, et lui a indiqué que l'Union européenne était « préoccupée par les actions unilatérales du Canada ». Les garde-côtes canadiens ont notamment tenté dimanche d'arraisonner un chalutier espagnol et coupé le filet d'un autre. Le ministre canadien des pêches, Brian Tobin, qui participe aux Nations unies à une conférence sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrants, n'a pour sa part pas exclu la possibilité de se rendre à Bruxelles pour poursuivre les discussions avec l'Union européenne. (AFP, Reuters.)

## La secte Aum aurait été protégée par un proche de M. Eltsine

LES PERQUISITIONS dans un centre de la secte Aum Shintu-kyo à Kamikushiki, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tokyo, ont permis de découvrir des stocks de matières biologiques, tel que du peptone, substance permettant la culture des bactéries. Une telle découverte incite les enquêteurs à se demander si la secte ne cherchait pas à mettre au point des armes bactériologiques, nous indique notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons. La police a d'autre part mis la main sur de puissants équipements de ventilation qui donnent à penser que les membres d'Aum Shintu-kyo se livraient à la fabrication du gaz toxique (sarin) utilisé dans l'attentat dans le métro de Tokyo. Elle a saisi 180 tonnes de trichlorure de phosphore qui auraient pu permettre la fabrication de 40 tonnes de sarin, quantité susceptible de tuer cinq millions de personnes.

### ENTERREMENTS CLANDESTINS

La secte se serait en outre livrée, dans l'enceinte du centre, à des enterrements clandestins de fidèles décédés. Elle pourrait enfin être l'objet d'une enquête de la part des autorités fiscales sur la gestion de ses finances. Selon les *Izvestia*, daté du mardi 28 mars, la

secte japonaise a bénéficié de puissantes protections dans l'appareil présidentiel russe.

Oleg Lobov, l'actuel secrétaire du Conseil de sécurité russe, le nouveau « Politburo », est à l'origine de l'implantation et du développement spectaculaire d'Aum Shintu-kyo en Russie, selon l'enquête du plus sérieux des quotidiens russes.

Créateur en 1991 de l'université russo-japonaise de Moscou, qui a étrangement brûlé dimanche 26 mars, M. Lobov, à l'époque chef du conseil d'experts de la présidence russe, a pris contact avec la secte car il était en quête de fonds. Il est allé au Japon en 1992 où il a rencontré le gourou, Shoko Asahara, qui s'est rendu à son tour à Moscou. Le programme de sa visite (mis au point « par l'appareil présidentiel », affirment les *Izvestia*) comprenait notamment des rencontres avec le président du Parlement.

La secte a bénéficié ensuite d'autorisations et même d'allègements fiscaux réservés aux organisations humanitaires. Le chef de la secte, qui s'est vu octroyer un visa privilégié, renouvelé jusqu'en novembre 1995, pourrait donc se cacher en Russie, estime le journal.



18H30  
LE FORUM RMC

NORBERT BALIT - GÉRARD SAINT-PAUL

LA POLITIQUE SANS CONCESSIONS

Pour connaître la liste des fréquences, tapez 36.15 RMC



## Selon le premier ministre, le Québec n'est pas prêt à voter l'indépendance

Une majorité reste opposée à la souveraineté, en dépit des efforts du gouvernement

Le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a publiquement admis pour la première fois que le référendum prévu cette année sur

l'indépendance de sa province serait perdu en l'état actuel des choses. Son gouvernement avait pourtant tenté de susciter l'enthousiasme

en organisant des discussions sur ce thème dans toutes les régions du Québec. L'idée de repousser sine die cette consultation fait son chemin.

### MONTREAL

de notre correspondante  
« Les Québécois ne sont pas prêts, maintenant, à voter en faveur de la souveraineté » : tel est l'amer constat qu'a été amené à dresser le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, dimanche 26 mars, près de sept mois après avoir été porté au pouvoir sur un projet indépendantiste. En d'autres termes, le chef du Parti québécois reconnaît qu'en l'état actuel des choses il ne dispose pas d'appuis suffisants dans l'électorat pour remporter la victoire à un référendum.

L'option séparatiste n'a pas progressé dans les sondages (entre 55 % et 60 % des Québécois y restent hostiles), en dépit des récents efforts du gouvernement pour donner un élan populaire à sa thèse. Du coup, le Parti québécois hésite quant à la stratégie à employer dans les prochains mois pour atteindre son objectif, et des dissensions, portant sur la date à laquelle devrait se tenir le référendum promis par M. Parizeau, apparaissent au grand jour.

L'idée qui circule dans le camp séparatiste est de reporter la tenue

de cette consultation que l'on croit perdue d'avance. Le chef de l'opposition indépendantiste à la Chambre des Communes d'Ottawa, Lucien Bouchard, un des champions de la cause indépendantiste, soutient que les Québécois ne peuvent pas se permettre de rejeter une deuxième fois la séparation de leur province et que le référendum doit se tenir « au moment opportun », c'est-à-dire quand les indépendantistes seront sûrs de l'emporter. En 1980, les Québécois avaient rejeté, par 60 % des voix, le projet de « souveraineté-association » proposé par le premier ministre indépendantiste de l'époque, feu René Lévesque.

Un autre ténor de l'indépendance, le vice-premier ministre provincial, Bernard Landry, penche, quant à lui, pour un scrutin tardif, car il ne veut pas « être le commandant en second de la brigade légère qui fut exterminée en Crimée en vingt minutes à cause de l'irresponsabilité de ses commandants ». Un échec de l'option indépendantiste paraît tellement assuré qu'un report sine die du référendum n'est pas à exclure, selon plusieurs commentateurs.

Lors de la campagne pour les élections provinciales du 12 septembre dernier, le chef du Parti québécois s'était engagé, en cas de victoire, à consulter les habitants de la province par voie de référendum dans les huit mois suivants ou, au plus tard, au cours de l'année 1995. Jacques Parizeau dit avoir toujours la ferme intention d'en tenir une cette année, même si sa stratégie n'a pas eu jusqu'ici les effets escomptés.

### AMÉRICANISER LE FÉDÉRALISME

Le gouvernement québécois a rendu public, en janvier dernier, un « avant-projet de loi sur l'avenir du Québec », proposant un Québec indépendant, qui a fait ensuite, en février et en mars, l'objet d'un large débat, auquel le parti de l'opposition libérale a refusé de participer. Dix-huit commissions régionales ont été créées pendant cinq semaines et écouté les doléances et les desiderata de la population. Une autre commission, dite « nationale », a siégé pendant six jours, et entendu le point de vue de quarante-huit associations et organisations québécoises. A l'issue de cette étape importante de la stratégie gouver-

nementale, il apparaît qu'une majorité de Québécois désirent au moins apporter des changements substantiels au fédéralisme canadien, mais ne souhaitent pas faire sécession.

Afin de surmonter cet écueil, les stratèges du Parti québécois jonglent avec diverses variantes de ce que devrait être la question référendaire. Les tenants de la ligne « dure » proposent une question simple et claire portant sur la « souveraineté ». D'autres, soucieux de ne pas rebuter l'électorat, préconisent une question moins abrupte, qui mentionnerait aussi le maintien de liens économiques avec le Canada en cas de séparation, du type de celle posée en 1980.

Le gouvernement québécois se trouve confronté à un dilemme qui se résume à cette question : comment éviter d'aller droit à un échec sans avoir l'air de reculer ni sur le fond ni sur la forme ? D'après un récent sondage, 55 % des Québécois soutiendraient que le référendum promis soit organisé cette année. Pour que la page soit tournée, dans un sens ou dans un autre.

Sylviane Tramier

## Une opposante haïtienne assassinée à trois jours de la visite de Bill Clinton

### PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial  
A trois jours de la visite en Haïti du président Bill Clinton, un nouvel attentat spectaculaire laisse planer de sérieux doutes sur le « climat sûr et stable » que les troupes américaines affirment avoir rétabli, et que les « casques bleus » onusiens seront chargés de maintenir à partir de vendredi. Tant les circonstances de l'attentat que la personnalité visée ont créé un choc à Port-au-Prince. La victime, Mireille Durocher Bertin, âgée de trente-quatre ans, était devenue après le coup d'Etat de septembre 1991 l'un des principaux porte-parole du mouvement putschiste, multipliant les déclarations contre le retour du président Jean-Bertrand Aristide. Proche de l'ancien chef de l'armée, Raoul Cédras, elle avait brièvement fait partie du cabinet du président de fait Emile Jonassaint et avait récemment formé un parti d'opposition, le Mouvement d'intégration nationale.

M. Durocher Bertin a été cri-

blée de balles en plein après-midi, dans l'une des rues les plus passantes de Port-au-Prince, qui mène du centre-ville à l'aéroport. L'un des clients de cette avocate, André Balarjot, qui se trouvait à bord du même véhicule, a également été tué. Selon plusieurs témoins, les assassins, au nombre de trois, portaient des armes automatiques. Ils ont disparu avant l'arrivée d'un important contingent de troupes américaines et de membres de la police internationale, qui ont bouclé le quartier.

### UNE POPULATION INQUIÈTE

La présidence haïtienne et le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, Stanley Schrager, ont condamné cet assassinat. Ce dernier a ajouté que ce meurtre ne remettait en cause ni la visite du président Clinton ni « l'environnement sûr et stable » créé par la « force multinationale » à dominante américaine. A la demande du président Aristide, des agents du FBI devaient arriver dès mercredi à Port-au-Prince pour parti-

ciper à l'enquête sur l'assassinat de M. Durocher Bertin.

Peu avant cet attentat, deux chapeaux de devises avaient été dévalisés et blessés par balles en plein centre de Port-au-Prince. Mise sur le compte de la défiance de droit commun par les autorités américaines, la multiplication des agressions à main armée et des vols inquiète de plus en plus la population.

L'insécurité fait à nouveau les gros titres de la presse haïtienne, qui se plaint de l'inefficacité de la « police intérieure » et des forces étrangères dans la lutte contre la délinquance. La nouvelle police haïtienne, dont les deux premières promotions sont en cours de formation, ne sera pas opérationnelle avant l'année prochaine. La « police intérieure », constituée d'anciens militaires sélectionnés et formés à la hâte et d'anciens boat people reconvertis ne jouit que d'une confiance et d'une autorité très limitées auprès de la population.

Jean-Michel C. roit

## L'Américaine, le guérillero guatémaltèque et la CIA

### WASHINGTON

de notre correspondant  
L'amour peut se révéler plus fort que la raison d'Etat. Telle pourrait être l'ultime et dérisoire consolation de Jennifer Harbury, le point final de sa longue et dramatique recherche de la vérité. L'homme qu'elle aimait, Efraim Bamaca Velasquez, plus connu sous son nom de guerre de « commandant Evarado », est bien mort, sous la torture, en juillet 1992, sur ordre d'un officier de l'armée du Guatemala, le colonel Julio Roberto Alpirez, un agent de la CIA. La Maison Blanche et le département d'Etat ont fini par reconnaître cette mort clandestine, longtemps niée par les services de renseignement, et que le gouvernement américain ne peut que qualifier de « tragique ».

Il aura fallu l'amour fou de Jennifer, et l'aide accusatrice d'un membre du Congrès, le démocrate Robert Torricelli, pour que le scandale éclate. Devant les preuves réunies par ce parlementaire du New Jersey, l'administration a confirmé implicitement les faits, de la seule manière possible pour un gouvernement prisonnier de la raison d'Etat : en prenant des sanctions et en ouvrant une enquête. Le chef d'antenne de la CIA au Guatemala a été officiellement démis de ses fonctions pour avoir dissimulé des informations essentielles au gouvernement américain.

Celles-ci concernent la mort de l'époux de Jennifer Harbury, ainsi que celle, en 1990, d'un ressortissant américain vivant au Guatemala, Michael Devine, qui avait eu le tort de s'intéresser à un trafic de contrebande impliquant des responsables de l'armée guatémaltèque. C'est le colonel Alpirez, ancien employé, pendant cinq ans, de la CIA, qui aurait également ordonné l'exécution de cet Américain trop curieux. Les Etats-Unis ont ensuite suspendu leur aide militaire au Guatemala,

qui vit une situation de guerre civile depuis plus de trente ans. Accusé de toutes parts, le colonel Alpirez a rejeté toute responsabilité dans ces affaires, lundi 27 mars, niant même tout lien avec la CIA.

### UN AMOUR BRIEF ET INTENSE

Jennifer Harbury entend continuer à se battre pour que le corps de son mari lui soit rendu, pour le souvenir, aussi, d'un amour bref et intense, né dans la jungle qui couvre les pentes volcaniques du mont Tajumulco. Elle avait trente-neuf ans lorsqu'elle fit la connaissance d'Efraim Bamaca, de quatre ans son cadet. L'avocate de Boston, diplômée de Harvard, qui se livrait à une étude sur les femmes guatémaltèques, est tombée amoureuse de cet Indien Maya entré en guérilla à dix-huit ans. Mariés en septembre 1991, ils vécurent quelques temps à Mexico, avant que le « commandant Evarado » ne réponde de nouveau à l'appel de la guérilla.

Il partit un jour, déchiré, et Jennifer Harbury apprit plus tard les circonstances de l'embuscade du 12 mars 1992. Sa mort « au combat » fut annoncée par le gouvernement du Guatemala, avant qu'un prisonnier échappé d'une prison militaire n'assure avoir vu le « commandant Evarado » vivant, torturé. Jennifer Harbury chercha la vérité pendant trois ans et dix jours, se heurtant aux mensonges de l'armée guatémaltèque, comme à ceux de la CIA. Ses grèves de la faim à Ciudad de Guatemala, tout autant que ses protestations, à Washington, sur les marches du Capitole, finirent par alerter l'opinion. La confirmation de la mort d'Efraim par le gouvernement américain fut comme une délivrance pour Jennifer : « Cela m'a permis de savoir qu'il ne souffrait plus ».

Laurent Zecchini

## Les Algériens rendent hommage au directeur d'« El Moudjahid »

LE DIRECTEUR DU QUOTIDIEN gouvernemental *El Moudjahid*, Mohamed Abderrahmani, a été inhumé, mardi 28 mars, au cimetière d'El Alla, en présence de plusieurs centaines de personnes, dont le premier ministre, Mokdad Sifi, et d'anciens hauts dignitaires du régime, comme Redha Malek, Belaid Abdesslam et Mouloud Hamrouche. Expriment son « indignation » devant la « violence aveugle et injustifiable », le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé, ce même jour, à Paris, que « toutes les initiatives qui permettent d'engager une dynamique de dialogue et d'ouvrir une perspective de sortie de crise » doivent être « prises en considération ».

D'autre part, selon le quotidien saoudien *El Hayat*, les deux principaux dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani et Ali Belhadj, ont été placés en résidence surveillée, le premier à Tipasa, Douéra, à une quinzaine de kilomètres d'Alger, le second à Ténès, sur le littoral ouest. A en croire le journal, huit généraux à la retraite présenteront « la semaine prochaine » au chef de l'Etat un « projet national de réconciliation et de dialogue avec le FIS ». Toujours selon *El Hayat*, quatre offensives récentes de l'armée auraient fait au total 2 500 morts. Celle menée contre les maquis d'Aïn Dénia aurait fait 276 tués parmi les islamistes et 47 dans les rangs de l'armée. — (AFP, Reuters.)

## M. Claes, « grippé », reporte ses voyages en Turquie et en Grèce

BRUXELLES. Le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, « grippé », a décidé de reporter sine die ses visites en Turquie et en Grèce, prévues à partir de mercredi 29 mars à l'indiqué l'OTAN, mardi, dans un communiqué officiel. Tout lien établi entre ce report et l'opération turque dans le nord de l'Irak ou l'affaire Agusta, dans laquelle le nom de M. Claes est cité avec insistance, est sans fondement, selon une source proche de l'OTAN.

M. Claes était ministre des Affaires économiques en 1988 lors du versement de pots-de-vin à son parti (socialiste flamand) par la firme italienne Agusta dans le cadre d'un contrat de vente d'hélicoptères à l'armée belge. Les pressions s'accroissent ces derniers temps sur M. Claes pour qu'il se retire de son poste de secrétaire général de l'OTAN, notamment après la démission, liée à l'affaire Agusta, du ministre belge des affaires étrangères Frank Vandenbroucke. — (AFP, Reuters.)

### AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : les dépenses militaires ont connu une baisse de plus de 30 % dans le monde entre 1987 et 1993, selon un rapport de l'Agence américaine pour le désarmement et le contrôle des armes, publié mardi 28 mars à Washington. Si la baisse a atteint 70 % en Russie et dans les pays de l'ex-bloc soviétique, les dépenses n'ont diminué que faiblement aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, et ont, en revanche, augmenté en Asie du Sud et de l'Est, de même qu'en Océanie et dans la région sub-saharienne du continent africain. L'Arabie saoudite a été le plus gros importateur d'armes entre 1991 et 1993 (18,6 milliards de dollars), devant les Etats-Unis (4,8 milliards). — (AFP.)

■ **WASHINGTON** ne souhaite pas renouveler un accord nucléaire avec la Russie pour protester contre l'aide que cette dernière apporte à l'Iran, a annoncé, mardi 28 mars, le secrétaire américain à l'énergie, Hazel O'Leary. Cet accord sur le nucléaire, qui a été signé pour la première fois en 1970 et doit être renouvelé tous les cinq ans, expire à la fin du mois de mai. — (AFP.)

■ **PÉROU-ÉQUATEUR** : un nouvel incident a opposé les forces équatoriennes et péruviennes dans la zone frontalière de la cordillère du Condor, faisant un mort parmi les militaires péruviens. L'Equateur a accusé, mardi 28 mars, une patrouille péruvienne d'avoir attaqué un poste équatorien, en violation du cessez-le-feu du 17 février. A Lima, l'état-major péruvien a présenté une version inverse. — (AFP, Reuters.)

### EUROPE

■ **TCHÉCHÈNE** : l'aviation russe a attaqué, mardi 28 mars, la ville de Chali, devenue, depuis la chute de Grozny, la « capitale » des indépendantistes tchétchènes, ainsi que les villages environnants. — (AFP.)

■ **RUSSIE** : un avion russe a tiré par erreur six roquettes, sans toutefois faire de victimes, lundi 27 mars, alors qu'il s'apprêtait à décoller de la base militaire de Krasnodar (sud de la Russie). — (AFP.)

### ASIE

■ **BIRMANIE** : la dissidente Aung San Suu Kyi sera prochainement libérée, a déclaré, mardi 28 mars, un officiel des services de sécurité militaire. « Nous n'avons pas l'intention de la garder en détention indéfiniment », a indiqué le colonel Kyaw Win, en précisant que la junte birmane était disposée à entamer un dialogue avec le Prix Nobel de la paix 1991, en résidence surveillée depuis près de six ans, si celle-ci faisait le premier pas. — (AFP.)

### AFRIQUE

■ **SOUDAN** : l'ancien président américain Jimmy Carter, arrivé dimanche 26 mars au Soudan, a obtenu un cessez-le-feu de deux mois dans la guerre qui oppose depuis douze ans les autorités de Khartoum et les mouvements rebelles du sud du pays, qui a fait plus d'un million de morts. — (AFP.)

■ **MAROC** : troisième pays arabe représenté en Israël, après l'Egypte et la Jordanie, le Maroc vient d'installer un bureau de liaison à Tel Aviv, ont indiqué, mardi 28 mars, des responsables israéliens. Cette mission de trois diplomates est dirigée par Talal Gofrani. D'autres pays arabes pourraient suivre prochainement, notamment Oman et la Tunisie. — (AFP.)

■ **La récente condamnation de trois syndicalistes, dont une femme, à Sidi Slimane (nord), à des peines de prison ferme, a entraîné, mardi 28 mars, une vive protestation de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), qui a qualifié cette affaire de « scandale » et a dénoncé « la pratique de la contrainte et de la torture » exercée contre les trois détenus. Six autres syndicalistes ont été condamnés, lundi, à Sidi-Kacem, à une centaine de kilomètres au nord-est de Rabat, à deux mois de prison avec sursis pour « entrave à la liberté du travail », a indiqué l'Union marocaine du travail (UMT). — (AFP.)**

### ÉCONOMIE

■ **OCDE** : le taux de chômage dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a légèrement augmenté en janvier dernier, atteignant 7,5 % de la population active contre 7,4 % en décembre. Sur un an (janvier 1995 comparé à janvier 1994), le taux de chômage a baissé de 0,5 point, revenant de 8 % à 7,5 %. En Europe, le taux de chômage s'établit à 10,8 %, en baisse de 0,3 point par rapport à janvier 1994.

■ **ÉTATS-UNIS** : l'indice de confiance des consommateurs, calculé par le Conference Board, institut proche du patronat, est remonté de 99,4 en février à 101 en mars. Il avait baissé dans les mêmes proportions entre janvier et février. Au-dessus de 100, l'indice, qui est établi à partir de 5 000 personnes questionnées, correspond à une bonne performance économique. — (AFP.)



مركز الأمل

Anne Proenza



• EURO RSCG/SONO: IANASCE • TEL.: 2.19 F./mn - • Alinked: 1.27 F./mn

# AIR FRANCE ÉTABLIT LES DROITS DU PASSAGER

**PRÉSIDENTIELLE** La question scolaire, qui avait été au cœur du débat politique en 1981, en 1988 et en 1993, est relativement absente de

la campagne présidentielle. La droite est devenue prudente, après l'échec de la révision de la loi Falloux et la protestation provoquée par l'affaire des IUT. La gau-

che semble manquer d'idées. M. CHIRAC a repris sa proposition de référendum sur le système scolaire, mais l'objet de cette consultation éventuelle n'est pas précisé.

● QU'IL S'AGISSE des rythmes scolaires, de la formation en alternance ou, surtout, de l'enseignement supérieur, les programmes des candidats se caractérisent par leur pru-

dence. M. Balladur se réfère au « nouveau contrat pour l'école » de M. Bayrou, et M. Jospin met en avant son action passée au ministère de l'éducation nationale.

## Les principaux candidats contournent le débat sur l'éducation

La droite est devenue prudente. La gauche semble à court d'idées. La « priorité » donnée à l'école, par François Mitterrand en 1988 et par la nouvelle majorité en 1993, n'en est plus une. L'évolution du système éducatif n'apparaît pas comme un enjeu de l'élection présidentielle

ENJEU POLITIQUE de premier plan lors du débat présidentiel de 1981 avec la promesse, à gauche, du « grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale », « priorité absolue », notamment budgétaire, du second septennat de François Mitterrand en 1988, le système éducatif, avec ses 14 millions d'élèves et d'étudiants, et son million d'enseignants, ne figure visiblement pas parmi les thèmes décisifs de la campagne 1995.

Comme si à droite, la série de revers essuyée par le gouvernement d'Edouard Balladur depuis deux ans et, très récemment, sur le dossier des IUT avait progressivement émoussé toute velléité de transformation radicale du système et réduit au silence les derniers va-t-en guerre. Comme si à gauche, l'élan était brisé après deux septennats, plusieurs changements de cap et beaucoup de démissions.

Le « nouveau contrat pour l'école » du ministre de l'éduca-

tion nationale, François Bayrou, président du CDS, dont la mise en œuvre est plus qu'incertaine puisqu'elle devait commencer véritablement à la prochaine rentrée, semble l'unique point d'appui des propositions de M. Balladur. Or la loi de programmation, qui était censée lèster les « 158 décisions » annoncées, est en panne. Votée en première lecture par l'Assemblée nationale en décembre 1994, elle n'a pas été adoptée et reste en suspens.

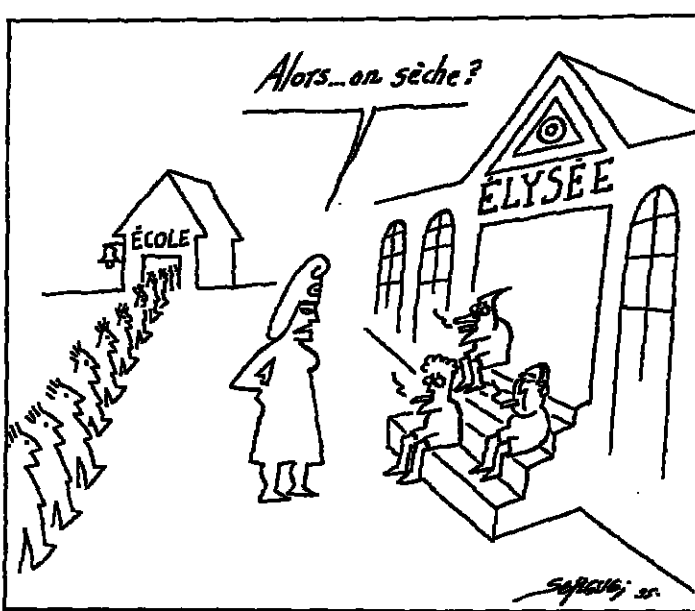
### DANS LES PAS DE LA GAUCHE

Jacques Chirac, fidèle à une idée lancée en 1991, promet d'organiser un référendum sur une « grande réforme de l'éducation nationale », mais il n'a, pour le moment, quasiment rien dévoilé de son contenu. Reste un discours très général et républicain sur « l'égalité des chances », « l'intégration par l'école » ou, encore, « les filières de l'école ». Il n'y a guère qu'à travers l'idée d'une « une voie complète de formation » par l'ap-

prentissage et l'enseignement professionnel que pourrait se dessiner une réforme d'envergure.

La droite, il n'y a pas si longtemps encore, était autrement pugnace. En mars 1993, débarrassée de ses complexes sur un terrain traditionnellement plus favorable à la gauche, elle avait repris l'offensive après des années de quasi-mutisme sur le sujet, accentué par le traumatisme de l'échec, en 1986, de la réforme de l'enseignement supérieur conduite à marche forcée par le gouvernement de M. Chirac. Inscrivant ses pas dans ceux de la gauche, elle avait fait de la formation et de la réforme du système scolaire la deuxième priorité de sa plate-forme gouvernementale, derrière la lutte contre le chômage.

M. Chirac réclamait de « l'audace » pour « vaincre les immobilismes et les conservatismes de toutes sortes » ; M. Balladur écrivait, dans son Dictionnaire de la réforme, que celle de l'enseignement était « peut-être la réforme la plus importante de celles auxquelles il faudrait procéder dans les dix prochaines années ». La droite avait même son collège d'experts, réunie dans l'association Créateurs d'écoles, constituée pour préparer l'alternance de mars 1993 et présidée par Guy Bourgeois, qui deviendra le directeur de cabinet de M. Bayrou, mais qui donnera sa démission un an plus tard. On y trouvait, outre quelques intellectuels, nombre d'anciens directeurs



du ministère et d'inspecteurs généraux, proches du RPR ou de l'UDF.

Créateurs d'écoles innovait par sa souplesse, son relatif pluralisme, un « style » enfin, moins doctrinaire que celui des lobbies universitaires de la mouvance RPR de la période 1986. Le credo était très libéral et décentralisateur, l'écèlement de la FEN, un an plus tôt, ayant ouvert des marges de manœuvre inédites. Outre une décentralisation « rapide et totale », pour l'enseignement professionnel, notamment, point d'appui es-

sentiel des thèses de Créateurs d'écoles, la plate-forme de l'opposition d'alors plaçait pour la liberté de choix des familles (qui suppose, précisait-on, d'abroger « rapidement » la loi Falloux) et la suppression de la carte scolaire. Ces deux dernières propositions n'intéressent plus, aujourd'hui, que Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers. Si l'association existe toujours, elle est sérieusement marginalisée, comme l'est d'ailleurs l'ensemble du courant décentralisateur. M. Bourgeois dans une « contribution au débat présiden-

tiel » qu'il vient de rendre publique accuse : « Le nouveau contrat pour l'école est aussi important par ce qu'il n'y figure pas que par ce qu'il y figure. Nulle trace de décentralisation. Nulle trace d'autonomie des établissements. Nulle trace d'ouverture européenne. La droite libérale et européenne n'y retrouve pas ses petits... »

### « QUAND J'ÉTAIS MINISTRE »

A gauche, Lionel Jospin, à paraître encombré, dans un premier temps, par son image d'ancien ministre de l'éducation nationale. Pourtant, le 7 mars, en présentant son programme, il a souligné : « L'éducation doit retrouver la priorité qui était la sienne quand j'étais ministre de l'éducation nationale », mais sans véritablement fixer de nouvelles ambitions susceptibles de relancer la dynamique.

Si le ton était plus offensif à la Mutualité, dimanche 26 mars (le Monde du 27 mars), l'impression de flou demeurait. L'idée d'« ajuster le statut de l'enseignant sur le niveau de sa responsabilité sociale » ou celle de rechercher « une véritable autonomie des établissements et des écoles » auraient mérité de plus longs développements. Entre une gauche empiétrée dans le bilan de son double septennat et une droite qui n'ose pas sortir du bois, le débat sur l'école paraît bien enlisé.

Christine Garin

## Le terrain miné de la réforme des universités

LA LEÇON de deux échecs successifs, en 1986 et en 1993, a été tirée : la réforme des structures de l'université n'est pas d'actualité. Vingt ans après son adoption, le 26 janvier 1984, la loi Savary n'est plus la cible prioritaire des attaques de la droite des « professeurs de faculté » en mal de revanche (Le Monde du 4 mars).

L'irruption de 2 millions d'étudiants a considérablement bouleversé le paysage universitaire. « Il faut se réjouir de cette très large démocratisation (...). Un nombre d'étudiants qui va sans cesse croissant est un atout pour notre pays », déclare Jacques Chirac dans la revue Vie étudiante, éditée par l'Union nationale interuniversitaire (UNI), son principal relais dans les universités, qui se voit contrainte de mettre en veilleuse ses traditionnelles critiques contre « l'université de masse ».

« L'université est confrontée à un véritable défi démographique », confirme Edouard Balladur, mais à l'exception de cinq paragraphes parmi les vingt et une pages de son programme, le premier ministre-candidat ne s'est guère exprimé sur un sujet qui, en deux ans, ne lui a valu que des déboîs. Après les récentes manifestations des étudiants contre le CIF, la circulaire des IUT et le rapport Laurent, le message semble avoir été clairement perçu par les candidats : aucun d'entre eux n'ose s'aventurer avec un projet « clé en

main », que toute tentative de mise en œuvre, sans concertation préalable, vouerait à l'échec. Pourtant, il faudrait bien en passer par là pour éviter la crise qui menace le système.

La lutte contre l'échec, notamment des premiers cycles, et l'insertion professionnelle sont érigées en priorité par MM. Balladur et Chirac, qui préconisent tous deux comme remède le « rapprochement » de l'université et des entreprises. Pour « rétablir l'égalité des chances », le maire de Paris y ajoute l'adoption d'un statut social de l'étudiant, qui ne serait autre qu'une version améliorée de la proposition formulée par Lionel Jospin, en 1991, lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale.

A l'origine, à cette époque, d'un plan ambitieux de développement des universités, le candidat socialiste peut se contenter d'annoncer la poursuite d'une œuvre qui reste largement inachevée pour ce qui est de la rénovation des enseignements, des constructions, du plan social en faveur des étudiants et de la participation des collectivités locales au financement des universités. Les pistes ont été tracées, et il n'y a pas lieu de s'en écarter. M. Jospin peut aussi aborder, avec sérénité, le terrain de l'autonomie et de la liberté des universités, qui, selon lui, mériteraient d'être renforcées.

Michel Delberghe

## Le RPR garde le mystère sur le référendum envisagé par M. Chirac

SANS DÉVOILER ce qui pourrait alimenter « la grande réforme de l'éducation nationale » qu'il entend proposer s'il est élu président de la République, M. Chirac a relancé l'idée d'un référendum sur l'école. Elle faisait déjà partie du projet éducatif du RPR en octobre 1991. « Le renouveau de l'éducation nationale engage l'avenir des jeunes Français, l'État doit en avoir une large assentiment populaire. C'est pourquoi, dans le cadre de l'élargissement – que le RPR appelle de ses vœux – du champ d'application de l'article 11 de la Constitution, les décisions nécessaires devront être soumises au peuple français par la voie du référendum. »

Réactivée à la veille des élections législatives de mars 1993, la proposition du RPR avait finalement été battue en brèche, lors de l'élaboration de la plate-forme commune de la droite, par les partisans de la réforme pragmatique et prudente, au premier rang desquels François Bayrou, qui avait qualifié cette procédure de « fausse bonne idée ». Elle resurgit donc logiquement aujourd'hui, incarnée par le seul Jacques Chirac... alors qu'elle figurait en bonne place dans le Dictionnaire de la réforme de M. Balladur en 1992.

L'extension du champ du référendum est le préalable nécessaire pour soumettre au Français la « grande réforme » de M. Chirac. L'article 11 de la Constitution réserve en effet la procédure référendaire, dont la décision est du

seul ressort du président de la République, à l'organisation des pouvoirs publics ou à l'autorisation de ratifier un traité international. Le débat sur la réforme de cet article avait déjà été ouvert sur le terrain scolaire : à l'été 1984, pour se sortir du piège de la querelle scolaire, François Mitterrand avait tenté une diversion en proposant « un référendum sur le référendum ».

### L'EXTRÊME PRUDENCE DE L'ENTOURAGE

Restera, une fois la procédure modifiée, à donner un contenu à la consultation. Ce ne sera pas, loin de là, la partie la plus facile, et il n'est visiblement pas arrêté pour le moment. A plusieurs reprises, M. Chirac a expliqué qu'il s'agit de renouer un « pacte républicain » sur l'école, de « marquer l'importance qu'il accorde à ce sujet » en organisant « une très large consultation nationale », du type de celle des « états généraux » de la Sécurité sociale en 1987. Une loi-cadre serait ensuite élaborée, puis soumise à l'approbation des Français, « pour qu'elle s'impose à tous ».

Dans l'entourage du candidat, on évoque, avec une extrême prudence et dans des termes vagues, les différents thèmes qui pourraient nourrir la consultation et déboucher sur une loi : l'organisation des rythmes scolaires, la « constitution d'une vraie et grande filière professionnelle du collège jusqu'aux formations supérieures », les procédures d'orientation, l'organi-

sation de la formation des maîtres ou encore le rôle des collectivités locales. Mots sur la question de l'enseignement privé sur lequel, selon Bruno Bourg-Broc, secrétaire national chargé de l'éducation, « une page reste à écrire », mais « qui n'est pas pour le moment le problème central à résoudre dans l'urgence ».

L'embarras est le même à l'évocation de la loi de programmation sur l'école de M. Balladur, actuellement « dans les tuyaux » et dont on voit mal qu'elle puisse y être oubliée, sauf à être reprise sous une autre forme et financièrement lésée. L'enseignement supérieur semble aussi, pour le moment, écarté de la réflexion. Amel Pécheul, proche du syndicat conservateur UNI, conseiller de M. Chirac sur l'enseignement supérieur et membre du cabinet de François Fillon – qui soutient, lui, M. Balladur –, est d'une surprenante discrétion sur le sujet. Sur le sens général de la consultation, il ne réside pas, en revanche, à l'envie de plaider pour « la mise en cause de la logique qui prévaut depuis le plan Langevin-Wallon de 1947 et qui enferme le débat sur l'école dans une spirale infernale : 80 % au bac et tous à l'université à l'intérieur d'un modèle unique ». C'est pour lui la grande différence entre la consultation envisagée par M. Chirac et celle conduite, entre janvier et juin 1994, par M. Bayrou.

Ch. G.

## Des programmes marqués au coin de la sagesse

● **Ecole primaire** : Le sort de l'école primaire inspire peu d'idées nouvelles aux différents candidats à l'élection présidentielle, leurs propositions se résument, pour l'essentiel, à la promesse d'une réforme de l'organisation des rythmes scolaires. C'est le « nouveau contrat pour l'école » de son ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, qui sert de point d'appui à Edouard Balladur, même « s'il reste à assurer sa mise en œuvre ». Dans la continuité de la politique menée par M. Bayrou, Lionel Jospin souhaite recentrer l'école primaire « sur les enseignements de base », et Jacques Chirac ne se résout pas « à accepter une situation où près d'un enfant sur deux entre en sixième sans comprendre ce qu'il lit ».

L'organisation en cycles, issue de la loi Jospin de juillet 1989, reprise à son compte par M. Bayrou et combattue par une frange du RPR jusqu'en 1993, n'est évoquée par aucun candidat.

● **Rythmes scolaires** : Les trois principaux candidats, mais aussi les écologistes, annoncent une réforme des rythmes scolaires, même s'ils se gardent bien d'en préciser les modalités et d'en fixer le calendrier. M. Chirac qui, comme maire de Paris, est resté jusqu'à d'une extrême prudence dans ce domaine, qualifie « d'absurde » l'actuel système et voit dans cette réforme « l'occasion du retour à l'activité de milliers d'hommes et de femmes appelés à encadrer les activités culturelles et sportives qui scanderont la nouvelle journée scolaire ».

M. Balladur estime que « toutes les expériences doivent être encouragées » y compris dans le secondaire où sera « expérimentée » une journée dont l'après-midi sera consacrée aux sports et à la culture.

Enfin, M. Jospin, qui n'avait consacré qu'une seule ligne au sujet dans son discours-programme début de mars s'est rattrapé à

la Mutualité, le 26 mars, en déclarant qu'il souhaite que la question « soit examinée et, si possible, tranchée pour la rentrée 1996 ».

● **Formation technique et professionnelle** : Le mutisme est général sur l'organisation du collège et du lycée, mais l'avenir des formations professionnelles et techniques mobilise davantage. M. Chirac reprend l'idée, chère au RPR, de faire « de l'apprentissage et des formations techniques des voies complètes de formation », autrement dit pouvant déboucher au collège, voire dès la classe de cinquième. Il souhaite aussi faire de l'entreprise « un lieu de formation à part entière ».

A l'inverse, M. Jospin redit son attachement au système de l'alternance sous statut scolaire, tandis que M. Balladur n'aborde pas de front la question.


● **Les enseignants** : Ce sont les grands absents des programmes de la droite, qui a visiblement renoncé, du moins dans cette

période pré-électorale, à réformer le système de formation des maîtres et à « casser » les IUFM.

Si M. Chirac propose « davantage d'autonomie et de responsabilité » aux enseignants et aux chefs d'établissement, seul M. Jospin promet une poursuite de la revalorisation entamée en 1989. Il annonce, en outre, que l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles sera accélérée.

● **Plan social étudiant** : Un statut de l'étudiant « plus juste et plus généreux que l'actuel système des aides, des bourses et des prêts » pour M. Chirac (avec une élévation à 30 000 francs du montant maximal des bourses), « la garantie des bourses et le développement de prêts avantageux » pour M. Balladur, enfin, « des moyens garantis sur la base de critères sociaux » pour M. Jospin : le sort des 2 millions d'étudiants intéresse tous les candidats à l'élection présidentielle.

COLLÈGES
LYCÉES



« Pour recruter  
40 000 enseignants par an :  
NON au numerus clausus  
en IUFM ! »

SNES/FSU  
Syndicat national des enseignants de second degré

مركز الامتحان



مركزاً من لامل



L'ÉLARGISSEMENT DE LA FRACTURE SOCIALE

## Les pouvoirs publics n'ont pas su enrayer la montée de la grande précarité

L'accroissement continu du chômage a disloqué la société française

Malgré la mise en œuvre, depuis 1981, d'un certain nombre de dispositifs visant à contrecarrer la montée des exclusions, aucun gouvernement n'a su inverser la tendance en matière de chômage et de

grande pauvreté. Les actions en faveur de l'insertion des jeunes et la politique de la ville n'ont pas donné les résultats escomptés. Bien au contraire : le mouvement ne cesse de s'amplifier et les pouvoirs pu-

blics, à en juger par l'absence de débats au cours de la campagne électorale, semblent à court d'imagination. Pour reprendre l'expression de Paul Valéry, « le corps social perd tout doucement son lendemain ».

**E**XPLORER et dire les nouvelles « souffrances caractéristiques d'un ordre social ». Ce fut, au tournant des années 90, l'ambition du sociologue Pierre Bourdieu. L'ouvrage *La Misère du monde*, paru en février 1993 aux éditions du Seuil, eut un écho considérable. Au-delà des froids alignements de statistiques, émergeait, dans un état brut mais soigneusement maîtrisé, l'ensemble des angoisses et des détresses qui traversent la France. Le retentissement de ce livre fut peut-être dû à ce qu'il n'était alors apparu que par fragments : la société française dans son ensemble – et en particulier les classes moyennes, les ouvriers, les jeunes – se vivait désormais en état d'instabilité. Elle se pensait tout entière menacée de précarisation. La conscience qu'une « dislocation sociale » était à l'œuvre dans tous ses compartiments et recoins. Elle avait émergé en 1988, lorsque Michel Rocard, à peine nommé premier ministre, avait fait adopter la mise en place du revenu minimum d'insertion. Et elle avait grandi à partir de 1991, lorsque, après deux années de forte croissance économique, le retour de la crise puis de la récession avait ruiné bon nombre d'espérances collectives.

Les mots eux-mêmes ont changé. Aux « nouveaux pauvres », expression qui fit florès en 1982-1983, ont succédé les « exclus », terme bien vague qui ne laisse entendre qu'une extension et donc une banalisation des situations de détresse. Au « développement social des quartiers sensibles », a succédé une « politique de la ville ». Quant à l'administration, elle a tout simplement forgé un nouveau terme pour caractériser une population spécifique : « SDF », ou sans domicile fixe.

Tout se passe ainsi comme si la société avait intégré avec une crainte grandissante le constat fait par de nombreux chercheurs et observateurs. Le cœur même de son organisation, sa « matrice » – prédominance du salariat finançant de puissants systèmes de protection sociale –, serait aujourd'hui menacé d'asphyxie par la raréfaction de l'emploi, ciment de la cohésion sociale.

Les lignes de fracture ont-elles gagné l'ensemble de l'édifice social ? En quinze ans, les gouvernements successifs n'ont cessé de créer et de développer des politiques sectorielles, au risque d'empilements législatifs hasardeux. Aucune, pourtant, n'a pu clairement renverser la tendance, en matière de chômage, de grande pauvreté, d'insertion des jeunes ou de politique de la ville. L'effort considérable accompli dans le domaine de l'éducation (840 000 étudiants en 1982, plus de 2 millions aujourd'hui) est venu buter sur la pénurie d'emplois. La génération des moins de vingt-cinq ans apparaît désormais comme la plus exposée à ce que le sociologue du travail Robert Castel appelle « les processus de désaffiliation sociale » : 850 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans étaient en mars 1994 inscrits au chômage.

Le moteur de ces nouvelles tourmentes sociales, radicalement différentes de celles des années 70, est évidemment le chômage. Avec 3,5 millions de demandeurs d'emplois (contre 1,9 million en 1981 et 300 000 en 1970), les dispositifs de prise en charge et d'indemnisation apparaissent comme saturés. Leur implosion n'a pu être évitée que par un grignotage régulier des droits. Ainsi, 40 % des quatre millions de personnes inscrites à l'ANPE au 31 décembre 1993 ne bénéficiaient d'aucune allocation. Quant aux chômeurs indemnisés, 82 % d'entre eux percevaient moins de 5 000 francs par mois. Près de la moitié devaient se contenter de moins de 3 000 francs.

Le mouvement ne cesse de s'amplifier : accroissement du chômage de longue durée (+40 % en deux ans), hausse du nombre de chômeurs en fin de droits (+38 % en 1993), augmentation de la part des jeunes, décrochage des plus de

locations d'insertion, CES, contrats de qualification, apprentissage, etc. Mais la masse des personnes désormais concernées par ces dispositifs (deux millions en 1992) rend pour beaucoup illusoire le retour au « vrai » emploi. Le travail aidé et précaire s'est installé au centre du système économique. En témoignent les contrats emploi-solidarité (CES), désormais massivement utilisés dans la fonction publique, qui emploie sous ce statut quelque 250 000 personnes. En 1994, sur les 600 000 personnes qui ont vu s'achever leur CES, plus du tiers se sont immédiatement retrouvées au chômage. 215 000 ont pu renouveler ce contrat.

**L**e revenu minimum d'insertion illustre jusqu'à la caricature comment les politiques publiques ont été débordées. Lors de son adoption en 1988, personne n'imaginait que le RMI pourrait concerner plus de

### « Alors moi, j'ai abandonné »

Lucien, vingt-cinq ans, vit dans un foyer de jeunes travailleurs à Audincourt et a multiplié les missions d'interim dans l'automobile et le bâtiment. « Moi, j'ai fait un stage de formation, mais en Bretagne. C'était en taille de pierres [rires], et je me suis bien fait baisser la gueule, en beauté. Moi, j'ai sauté dans le plat à pleins pieds, le type me dit [il imite sa voix rassurante] : « Vous avez pas à vous en faire, vous verrez, ça se passera très bien. Au bout de deux ans, vous pouvez passer un CAP en candidat libre si ça vous intéresse. » Bon, j'ai dit : « Pour quoi pas ? » J'ai testé, mais six mois après j'avais toujours 2 000 balles. Alors 2 000 francs avec un loyer de 2 000 francs, ça peut pas coller hein ! Alors moi, j'ai abandonné, c'est tout hein ! [Silence]. Disons que maintenant, à vingt-cinq ans, quand même, se retrouver encore au chômage, moi ça commence sérieusement à m'énerver, hein !... Ça m'énerve sérieusement ! » Interview de Stéphane Beaud, extrait de *La Misère du monde* (Éditions du Seuil, février 1993).

55 ans du marché du travail, accès à l'emploi de plus en plus précaire par le biais de contrats aidés, de contrats à durée déterminée, d'interim. Cette déstructuration durable et massive du monde salarial, cette mutation silencieuse dont on peut s'étonner qu'elle n'ait pas donné lieu à de véritables explosions sociales, n'a pu être qu'accompagnée d'une multitude de dispositifs combinant formation et insertion professionnelle.

**A** partir de 1981, l'« insertion » – terme quasiment ignoré durant les années 70 – est progressivement mise au cœur des politiques publiques. Cette année-là, Bertrand Schwartz donne le signal de départ avec un rapport remarqué sur « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes », qui amènera à la création des missions locales pour l'emploi. Les gouvernements ne cessent d'amplifier les dispositifs créés par leurs prédécesseurs : TUC, SIVP, al-

400 000 personnes. 940 000 allocataires ont été recensés en 1994. En octobre dernier, une enquête de la caisse d'allocations familiales a montré que chaque bénéficiaire dispose en moyenne, toutes prestations confondues, de 2 357 francs par mois pour un homme seul sans enfant, de 2 658 francs pour une femme seule avec un enfant.

Le RMI a signifié un basculement idéologique dans la prise en charge par la société d'une partie de ses citoyens. En 1974, René Lenoir, dans son ouvrage *Les Exclus*, parlait d'« inadaptés sociaux », de gens durablement rejetés aux marges parce incapables de suivre la dynamique économique et sociale. En revanche, le RMI échappe à la stricte logique de l'aide sociale ou de l'assistance, et prend acte que de nouvelles catégories de la population seront broyées si une politique « d'insertion » ne vient pas contrebalancer les nouveaux processus économiques à l'œuvre. Or le volet de l'insertion – contre-

partie de l'allocation versée au RMI –, laissé aux bons soins des départements, n'a pu être sérieusement mis en place.

Une France du RMI, forte d'un gros million de personnes, survit ainsi dans l'attente. De quoi ? De pas grand-chose, tant cette période conçue comme transitoire s'installe dans la durée. Selon les études de Robert Castel, dans son remarquable ouvrage *Les Métamorphoses de la question sociale* (Payot), 15 % des allocataires du RMI retrouvent un emploi stable ou précaire ; 15 % s'engagent dans le maquis des emplois aidés et des stages ; et les 70 % restants se répartissent entre chômage non indemnisé et inactivité. Et Robert Castel d'ajouter : « L'insertion n'est plus une étape, elle est un état. » Un « état » que la commission nationale d'évaluation du RMI définit avec euphémisme comme « transitoire durable ».

Cette France de la misère et de l'attente, qui, à force d'être en « état d'insertion transitoire durable », se trouve de fait exclue, ne campe plus aux portes de la bonne société, dans des auliers territoriaux ou sociaux. Chômeurs de longue durée, RMistes, femmes empêchées de reprendre un emploi après une grossesse, jeunes, salariés sous la menace de licenciement : la précarité s'est installée dans les vides que la crise d'un modèle issu de l'après-guerre a partout créés. À ce titre, les évolutions successives de la politique « de la ville » montrent combien les gouvernements ont dû reconsidérer leurs approches sans pour autant parvenir à enrayer les processus de dislocation sociale.

À la fin des années 70, les premières opérations menées dans des quartiers en difficulté sont baptisées « Habitat et vie sociale ». Il s'agit alors, pour l'essentiel, de réhabiliter des cités. À la création de la commission nationale de développement social des quartiers en 1981, succède la délégation interministérielle à la ville en 1988, puis un ministère de la ville en décembre 1990. « Les quartiers sont partis à la dérive, silencieusement, dans la nuit », écrivait en 1991 Jean-Marie Delarue, futur délégué interministériel.

De l'action sur le bâti, les gouvernements en sont venus à l'action sociale puis, à partir de 1990, à des interventions plus globales tentant d'introduire des dynamiques économiques dans ces 500 quartiers répertoriés en difficulté et où vivent près de trois millions de personnes. Cela ne s'est pas fait sans hésitations ni marche arrière. Arrivé à Matignon, Michel Rocard dénonce « l'architecture criminogène » de certains grands

ensembles, quand ces quartiers souffrent d'abord de l'absence des services publics de base et de la pénurie d'emploi (certains comptent 30 % de chômeurs de longue durée).

**C**OMPLEXE, inégalement relayée sur le terrain par des acteurs souvent concurrents (maires, administrations) et en mal d'idées, cette politique produira son lot de réussites et d'échecs retentissants. Mais, frappées prioritairement par la crise, ces banlieues de « relégation » ne sont pas sorties de la nuit. Les dernières études de l'Institut Banlieuescopistes dressent un constat extrêmement sombre de leur situation : montée inexorable du chômage, dégradation des liens sociaux, risque de ghettoïsation grandissant. « Les points d'appui apparaissent très fragiles, explique son directeur, Adil Jazouli, tandis que les lignes de rupture, elles, sont des boulevards. »

Cette crise n'est pas l'exclusivité des banlieues. Les manifestations de l'association Droit au logement sont venues bruyamment rappeler ce que d'innombrables associations disaient depuis des années. En février 1987, un rapport du Père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart-Monde, dénombreait déjà 400 000 sans-abri. En 1990, le Bureau d'information et de prévision économique (Bipec) estimait à deux millions le nombre de personnes mal logées. Pour sa dixième campagne d'hiver, qui s'est achevée le 21 mars, l'association les Restos du cœur, créée par Coluche, a distribué 50 millions de repas, contre 36 millions l'année précédente.

Les zones d'exclusion s'étendent d'autant plus aujourd'hui que les politiques publiques paraissent à bout de souffle. « La réflexion urbaine s'est trouvée affaiblie au moment où apparaissait la crise des quartiers. On peut en dire autant de la réflexion sur la grande pauvreté », notait dès 1991 Jean-Marie Delarue. En matière d'emploi, la faiblesse des expérimentations et des idées – par exemple en matière de partage du travail – est tout aussi consternante.

« Le corps social perd tout doucement son lendemain », écrivait Paul Valéry, cité par Robert Castel, pour décrire la crise de la France de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le constat vaut toujours, deux cents ans plus tard.

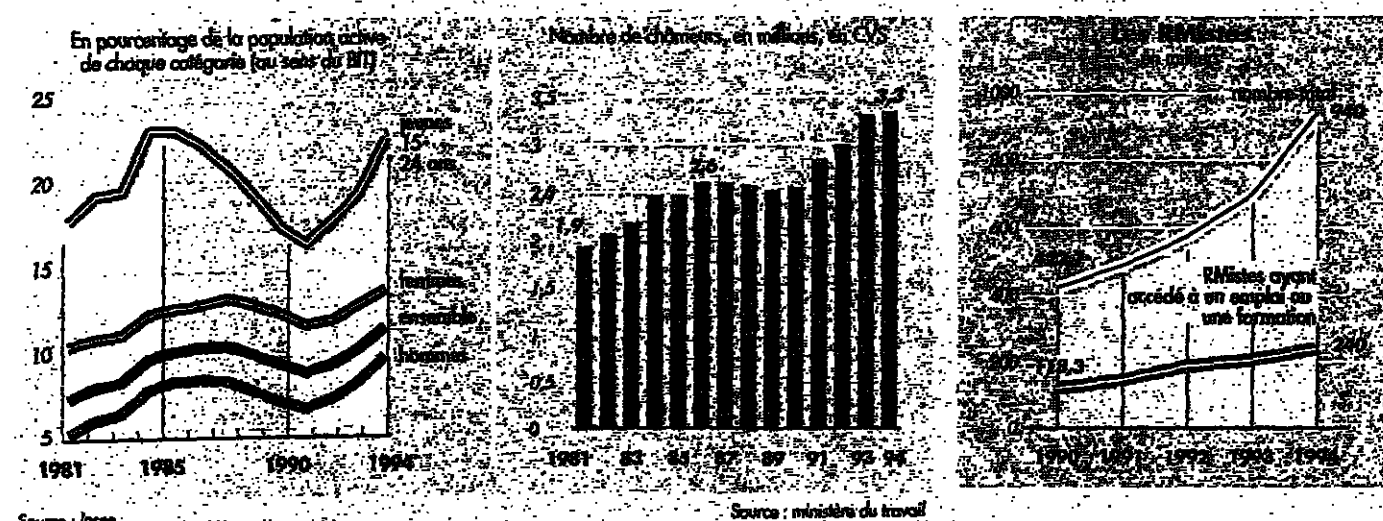
François Bonnet et Franck Nouchi

Prochain article : Les troubles de l'identité nationale

### Repères

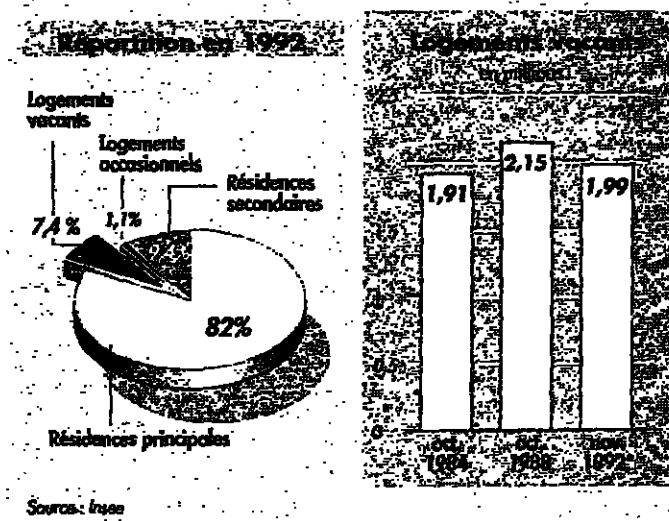
- 1981**
- Été : émeutes dans le quartier des Minguettes, à Vénissieux (Rhône).
- 1982**
- Fin mai : le nombre de chômeurs dépasse deux millions en données corrigées.
  - Septembre : entrée en vigueur des zones d'éducation prioritaire (ZEP).
  - 24 novembre : un décret gouvernemental réorganise les conditions d'assurance-chômage, et vise dans un premier temps à faire réaliser à l'Unedic 12 milliards de francs d'économies.
- 1984**
- 29 mars : le conseil des ministres adopte un plan de reconstruction de la sidérurgie, prévoyant de nombreuses suppressions d'emplois. Le 13 avril, les sidérurgistes organisent une marche sur Paris.
  - 26 septembre : le conseil des ministres adopte des mesures en faveur de l'emploi des jeunes, parmi lesquelles la création des TUC, travaux d'utilité collective.
- 1985**
- 26 janvier : Coluche crée les Restaurants du cœur.
- 1986**
- Octobre : le cap des 2,5 millions de demandeurs d'emploi est franchi.
- 1987**
- 10 février : examen par le Conseil économique et social du rapport du père Wresinski sur « la grande pauvreté et la précarité économique et sociale ».
- 1988**
- 18 juillet : décret créant une délégation interministérielle à la ville et un comité national des villes, qui succèdent à la commission nationale de développement social des quartiers installée depuis 1981.
  - 1<sup>er</sup> décembre : la loi instituant le revenu minimum d'insertion (RMI) est promulguée.
- 1989**
- 19 décembre : promulgation de la loi instaurant les contrats emploi-solidarité, qui se substituent aux TUC.
- 1990**
- 29 décembre : promulgation de la loi instituant la contribution sociale généralisée (CSG).
  - 6 octobre : des émeutes éclatent dans les cités de Vaulx-en-Velin (Rhône).
  - 4 décembre : lors des assises de Banlieues 89, à Bron, François Mitterrand présente un plan de cinq ans pour la rénovation des quartiers défavorisés.
  - 19 décembre : Michel Delebarre est nommé ministre d'État, ministre de la ville.
- 1991**
- 13 juillet : promulgation de la loi d'orientation sur la ville.
- 1992**
- 1<sup>er</sup> janvier : suppression de l'allocation d'insertion pour les jeunes et les femmes isolées.
- 1993**
- Février : le cap des trois millions de demandeurs d'emploi est franchi.
  - 20 décembre : promulgation de la loi quinquennale sur l'emploi.
- 1994**
- Signature pour les années 1994-1998 des contrats État-villes qui concernent environ 1 500 quartiers.
  - 18 décembre : l'association Droit au logement organise l'occupation d'un immeuble de la Cogedim, au 7, rue du Dragon, à Paris.

### L'évolution du chômage depuis 1981 et du revenu minimum d'insertion



La barre des 2 millions de chômeurs est franchie en 1982. La succession de plans d'aide, au rythme quasi annuel, n'empêche pas une nouvelle envolée à partir de 1990-1991. La hausse du nombre de chômeurs en 1993 explose, alors qu'un pourcentage de plus en plus faible d'allocataires peut accéder à un emploi ou une formation.

### Le parc de logements



302 000 logements ont été construits en 1994. Plus de 2 millions de personnes étaient, en 1990, considérées comme mal logées par le Bureau d'informations et prévisions économiques.

## Le premier ministre-candidat s'invite chez l'habitant

Edouard Balladur a choisi la Bretagne centrale pour son unique meeting dans le grand Ouest, où il a également partagé le repas d'un couple d'agriculteurs

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant  
Trois mois avant leur mariage, c'était jour de fête, mardi 28 mars, à Plessala (Côtes-d'Armor) pour Olivier Gicquel et Marie-Pierre, sa promise. Edouard Balladur a été le premier à leur offrir le cadeau de noces. Une petite horloge. Puis, dans la ferme de Basse-Ville, le premier ministre, tel le patriarche, s'est assis, dos à la cheminée, au bout de la longue table bretonne et a présidé un repas où était convié tout le hameau. Il y avait le maire, le curé du village, les cousins, les amis... Au menu, des galettes de blé noir, de la saucisse et du cidre.

Le premier ministre-candidat qui était apparu emprunté lors de son passage au Salon de l'Agriculture, qui s'était tenu du 26 février au 5 mars à Paris, a fait des progrès. Il s'est même montré tout à fait à l'aise entre les granges et les étables malgré un petit crachin tenace qui rendait le sol bien gras et boueux. Après la visite de cette ferme et celle d'une salisserie industrielle, la journée bretonne d'Edouard Balladur s'est achevée à Loudéac par un rassemblement où se sont retrouvées plus de quatre mille personnes.

En choisissant la Bretagne centrale pour son unique meeting

dans le grand Ouest, le candidat Balladur a réparé l'oubli du premier ministre puisque, de tous les départements prévus, seules les Côtes-d'Armor n'avaient pas encore reçu sa visite. Il s'en est habilement excusé en expliquant que : « Au cœur de la campagne,

### « Totalelement disponible » pour un débat

A l'occasion de sa réunion électorale, mardi 28 mars à Loudéac (Côtes-d'Armor), Edouard Balladur a affirmé qu'il était « totalelement disponible », « quand on voudra » et « sous la forme qu'on voudra » pour un débat, à deux ou à trois, avec ses adversaires RPR et socialiste. « Je n'ai pas, en ce qui me concerne, peur de dire ce que je pense, de préciser ce que je propose et je n'ai pas à réaliser des compromis laborieux entre les divergences de ceux qui me soutiennent », a ajouté le premier ministre-candidat, à l'intention de Jacques Chirac. Assurant vouloir refuser « les polémiques personnelles fondées sur des médiocrités », M. Balladur a plaidé pour une campagne « pugnace » : « Nous ne sommes pas des marchands d'illusions, il y a un grand espoir, il faut des réformes et des changements profonds, il faut en débattre » a-t-il déclaré. Le même soir, lors d'un meeting de soutien à Besançon, Charles Pasqua a suggéré l'organisation d'un débat entre les trois principaux candidats. « S'il y en a qui ont des solutions miracles qu'ils les exposent », a lancé le ministre de l'Intérieur.

J'avais choisi le cœur de la Bretagne. Une région à laquelle il a rendu un hommage appuyé, estimant que : « En trente ans, elle s'est plus transformée qu'en trois siècles ».

en affirmant, sur ces terres agricoles : « Le développement de l'agriculture et la protection de l'environnement vont de pair ».

Patrick Le Nen

## Le CNPF refuse de discuter de la réduction du temps de travail

Les syndicats ne cachent pas leur déception

Les syndicats se sont montrés déçus, mardi 28 mars, à l'issue de l'ouverture des discussions sur l'emploi avec le CNPF. Ils ont mal réagi au refus du patronat de dis-

cuter de la réduction du temps de travail et à sa volonté de tenir les prochaines réunions - prévues pour s'étaler d'avril à septembre - à huis clos.

« ON N'A PAS SENTI de la part du CNPF une volonté d'aborder concrètement la réduction du temps de travail », explique Jacques Voisin, secrétaire général de la CFTC, qui manie l'art de l'euphémisme. Mardi 28 mars, après la rencontre avec le CNPF, la déception était de mise parmi les cinq centrales syndicales. FO et la CGT ont estimé que « la montagne avait accouché d'une souris ». Jean-René Masson, au nom de la CFDT, a fait état « de conceptions radicalement différentes » sur la réduction du temps de travail avec le patronat. Rap- portés par les syndicats, les propos d'Arnaud Leenhardt, président de la commission sociale du CNPF déclarant qu'« il ne sera jamais question de réduction du temps de travail dans cette maison », ont fait l'effet d'une douche froide.

Selon les confédérations, le CNPF a donc choisi les chemins de traverse pour engager la négociation. Pour Michèle Commergnat (CGT), « la question de l'emploi a été ouverte par la petite porte ». Des thèmes de travail et un calendrier ont été toutefois établis. La discussion sur l'organisation du temps de travail a été circonscrite pour le moment aux questions de temps partiel, des préretraites progressives, des heures supplé-

mentaires, du compte épargne-temps et des congés longue durée. En parallèle, un groupe de travail sur les problèmes des jeunes est en cours de constitution sous la présidence de Rose-Marie Vanlerberghe, directrice des ressources humaines de BSN. Ce groupe de travail, qui devra remettre ses conclusions fin mai, doit traiter de l'insertion des jeunes non qualifiés et en voie de marginalisation, mais aussi des jeunes diplômés qui ne trouvent pas leur place dans l'entreprise.

### DÉMARCHE PRAGMATIQUE

En revanche, il n'y aura pas de groupe de travail spécifique sur le rôle de l'encadrement, ce thème devant être abordé de manière transversale au cours des discussions. Plusieurs syndicats ont insisté sur le lien entre les deux thèmes retenus : une meilleure organisation du temps de travail devant dégager la création de postes destinés à insérer des jeunes actuellement sans travail. FO a mis l'accent sur « l'amélioration des conditions de travail ». La CGT a réitéré son attachement à traiter de la revalorisation des salaires.

La position des vingt-huit représentants du patronat a été très claire : pas question de s'enfermer

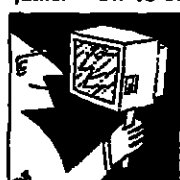
dans des débats théologiques, donc d'ouvrir un débat général sur la réduction du temps de travail à ce stade des négociations. Le CNPF ne juge pas ce sujet tabou, mais il ne veut pas en faire un préalable. Sa démarche se veut extrêmement pragmatique afin d'examiner au préalable toutes les dispositions pratiques qui permettraient de créer des emplois.

Il souhaite que le groupe dit « des experts », qui commence ses travaux le 29 mars sur les niveaux auxquels doivent avoir lieu les négociations, croise ses résultats avec ceux du groupe emploi et avec ceux du sous-groupe jeunes afin que l'on parvienne rapidement à un cadre déclinable dans les branches d'activités et dans les entreprises. M. Leenhardt a souligné que les dates des trois premières réunions ont été fixées de façon à permettre de faire le point lors de la réunion au sommet prévue pour le 14 juin. La négociation qui commence est, pour le CNPF, une œuvre de longue haleine qui devrait aller bien au-delà de la dernière réunion de septembre et s'ouvrir à d'autres thèmes que l'emploi.

Alain Beuve-Méry et Alain Faujas

## Des pommes, des poires, des doudous

ON SE SOUVIENT des petits diamants que les militants socialistes avaient collés, en 1981, sur les yeux de Valéry Giscard d'Estaing, quand il était à l'affiche : « La force tranquille ». On se souvient des mains qui, en



HORS CHAMPS

conçues pour le PS par l'agence de publicité Fenech et Le Barazer, le pommier de Jacques Chirac va devenir le pommier de Lionel Jospin.

Pas de doute : à l'ovale des fruits près, c'est le même arbre stylisé, avec son tronc large, son feuillage au trait enfantin, ses quatre branches étalées. Exactement le même arbre que celui qu'avait imaginé le dessinateur Yves Setton pour la patronne des édi-

tions NIL, Nicole Lattès. Fin 1994, elle cherchait à illustrer la couverture de *La France pour tous*, le deuxième tome des *Réflexions* de Jacques Chirac. Pour symboliser les fruits de la « vraie croissance » que le maire de Paris souhaite partager avec les Français, le graphiste imagine un arbre, et, tout de suite, un pommier. « Il fallait que ce soit le premier arbre auquel on pense », confie Yves Setton au *Journal du dimanche*.

Depuis, la pomme a connu le succès que l'on sait. Devenue le logo-symbole de la campagne chiraquienne, le gadget s'est rempli de sens. Elle est le fruit défendu de l'arbre de la connaissance qu'Edouard Balladur, en campagne à Viry-Châtillon, dans l'Essonne, s'est autorisé à croquer devant les journalistes : « Finalement, j'ai bien envie de la manger, cette pomme ! » Elle est le fruit de l'arbre de la vie, qui a mûri quand les sondages commençaient à sourire au candidat Chirac.

Les socialistes seraient-ils en panne de roses et de symboles ? Pour décliner leur

nouvelle « signature » - « Lionel Jospin, c'est clair » -, ils ont choisi de détourner le fruit chiraquien, histoire de stigmatiser la vacuité des propositions du maire de Paris, et de le désigner comme leur principal concurrent. « Monsieur Chirac, votre programme électoral ne nous prend-il pas un peu pour des poires ? », demande, au-dessus de l'arbre fruitier, l'une des nouvelles affiches de Lionel Jospin. Après le « Just doudou ! » des tee-shirts de la « Fête à Edouard », qui copiait la publicité des chaussures de sport Nike, voici donc le pommier imaginé par l'agence de publicité sélectionnée par Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, chargé de la communication de Lionel Jospin. « C'est un clin d'œil rigolo », commentent Gérard Fenech et Pascal Le Barazer, les patrons de l'agence. On appelle cela, au choix, de la publicité comparative, ou du débat d'idées.

Ariane Chemin

## Le coup tordu permanent

Notre collaborateur Daniel Carton publie *La Deuxième vie de Charles Pasqua*. Nous avons demandé à Philippe Alexandre, chroniqueur à RTL, d'en rendre compte.



BIBLIOGRAPHIE

Nos hommes politiques s'acharnent à éviter les leçons de modestie que la vie leur administre. Il y a six mois, Charles Pasqua se voyait en faiseur de roi. Il doit se demander aujourd'hui s'il n'a pas joué une fois de plus le mauvais cheval. L'histoire du ministre d'Etat, que Daniel Carton raconte avec une verve insolente, est une belle suite d'accidents et d'échecs.

Au long d'une carrière en somme prodigieuse, Charles Pasqua a effectué avec constance les mauvais choix. Son plus grand talent aura été de les faire oublier. Citons, au hasard, la candidature présidentielle de Jacques Chirac en 1981, la réélection d'Alain Poher à la présidence du Sénat - qui coûtera à Pasqua de ne pas accéder trois ans plus tard au perchoir de cette Assemblée -, le coup d'Etat raté, en association avec Philippe Séguin, au RPR, en 1992 et, à présent, le soutien à Edouard Balladur contre Jacques Chirac et la majorité du parti néogaulliste.

Une succession de coups tordus a valu à Charles Pasqua une ténacité et une réputation dont il n'est pas parvenu à se débarrasser. Dès 1980, selon l'un de ses « cavaliers », il organise la défaite de Giscard et l'élection de Mitterrand à coup de plaquettes, d'affiches et de tracts anonymes. C'est lui qui pale l'encre et le papier d'une brochure intitulée *Giscard, le candidat du Kremlin*. Daniel Carton lui prête cette belle sentence : « La politique, ça se fait à coups de pied dans les c... ».

Quelques années plus tard, il fera encore tourner ses imprimeries secrètes pour démolir Raymond Barre.

Dans cet itinéraire tortueux, Charles Pasqua revendique une seule rectitude, une unique conviction : le gaullisme. Mais force est de constater que le général de Gaulle a toujours relégué dans l'ombre un homme qui n'était à ses yeux qu'un spécialiste de la mâtine. Et Pompidou, encore plus méfiant, devait même lui retirer cette fonction.

Gaulliste, Pasqua ? Ce serait alors le gaullisme du pastis. Le ministre de l'Intérieur affiche deux cultes : celui de Paul Ricard et celui de Charles de Gaulle. L'association de ces deux noms n'est pas aussi incongrue qu'il y paraît.

Ce sont les réseaux de l'anistette qui vont le conduire dans les eaux troubles du gaullisme reconquérant. C'est dans le gaullisme du SAC que Charles Pasqua va gagner ses galons de « compagnon ». La future excellence emploiera au service du gaullisme les mêmes techniques que pour la promotion des apéritifs anisés. Et c'est sous le signe du gaullisme et la bannière du général que Charles Pasqua va monter, dans les anciennes colonies africaines, un réseau de connivences, de trafics d'influence et d'échanges financiers « aussi bien camouflé qu'efficace et prospère », note Daniel Carton.

A la veille du second tour de l'élection présidentielle de 1988, Charles Pasqua se fâche pour de bon avec Jacques Chirac, qui lui a refusé tout net un contact avec Le Pen : « Il était, écrit Daniel Carton, fatigué de servir, de se salir les mains, tandis que d'autres, le port hautain, roulaient carrosse. » Il abandonne son grand poulain indocile à Edouard Balladur, qui est, selon lui, un « analphabète » en politique. Attelage de toquards, il va leur montrer comment il faut parler au peuple. Il s'exalte. Il se vante presque, mais oui, dans le fauteuil du général.

Si le livre de Daniel Carton n'était qu'une biographie supplémentaire d'un homme qui s'est pris à la fois pour *Fouché* et *Talleyrand*, on n'en recommanderait pas la lecture avec autant de chaleur. Mais cette « deuxième vie » est une histoire vivante, colorée, turbulente, écrite d'une plume allégrement féroce, de l'après-de Gaulle. Le général disait que, après sa mort, les lapins viendraient folâtrer autour de la Croix de Lorraine : on y a vu surtout des crocodiles et des requins tenter, par tous les moyens, y compris les plus détestables, de retrouver la maîtrise des lieux.

Philippe Alexandre  
★ *La Deuxième vie de Charles Pasqua*, de Daniel Carton, Flammarion, 140 p., 98 F.

NOUVEAU

MUNICIPALES 95  
**LE BREVIAIRE DU CANDIDAT**

2ème édition - 245 F TTC

Editions IRES - 36 rue Transasac  
BP 5843 - 69045 LYON Cedex 05  
Tél : 78.37.25.30 - Fax : 78.37.57.92

Si nous affirmons que la route génère du développement économique, c'est que les chefs d'entreprise nous le rappellent souvent.

Nombre d'entreprises dynamiques et innovantes, dont certaines de renommée nationale ou internationale, se sont implantées et développées dans le Sud du Massif central. Elles y ont trouvé une situation privilégiée entre Europe du Nord et Europe du Sud, une main d'œuvre compétente et de surcroît une qualité de vie exceptionnelle. Aujourd'hui, à l'heure des flux tendus, le développement économique du Sud du Massif central est lié à l'amélioration de son accessibilité. L'aménagement d'un axe routier rapide entre Toulouse et Lyon est une condition indispensable pour dynamiser ce territoire et lui maintenir sa place en Europe. L'Axe Européen Toulouse-Lyon est un enjeu national ; préparer un avenir solidaire exige de mobiliser les financements nécessaires pour réaliser avant 2005 la « diagonale du développement » du Sud du Massif central.



Syndicat Mixte d'Etudes et de Promotion de l'Axe Européen Toulouse-Lyon

Le Syndicat rassemble les collectivités suivantes : Régions : Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Auvergne, Rhône-Alpes ; Départements : Haute-Garonne, Tarn, Aveyron, Lozère, Haute-Loire, Loire, Rhône ; Villes : Toulouse, Albi, Rodez, Mende, Le Puy-en-Velay, Saint-Etienne, Lyon.

مركز الامم المتحدة



## François Mitterrand rend hommage à Lionel Jospin

LE SILENCE du président de la République, lors de son déplacement à Nevers, le 24 mars, à l'égard du candidat socialiste à l'Élysée avait été d'autant plus remarqué qu'il avait dressé un bilan positif de l'action des gouvernements socialistes en matière d'enseignement supérieur, dont Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale entre 1988 et 1992, a été l'un des principaux artisans (*Le Monde* daté 26-27 mars). Le chef de l'État a profité de la pose de la première pierre de la bibliothèque de l'université Paris-VIII, à Saint-Denis, pour réaffirmer la nécessité de ne « pas relâcher l'effort » en faveur de l'enseignement et de la recherche. La présidente de l'université ayant rendu hommage à M. Jospin, François Mitterrand a ajouté : « Il a bien fallu dire le nom de l'auteur [du plan Université 2000] : Lionel Jospin. Je n'éprouve aucune difficulté à dire la même chose. » Il est toutefois « difficile », en période de campagne électorale, « de ne pas traverser la ligne jaune », a-t-il tenu à préciser.

## M. Emmanuelli presse M. Hory de retirer sa candidature

HENRI EMMANUELLI a demandé « solennellement », mardi 28 mars, à Jean-François Hory, « de retirer sa candidature afin de participer à l'élan qu'aurait Lionel Jospin la gauche doit donner à cette dernière phase de la campagne électorale ». S'il a reconnu que M. Emmanuelli « disait des choses pertinentes », Lionel Jospin, qui était mardi après-midi en déplacement à Meaux (Seine-et-Marne), a cependant précisé qu'il ne lui revient « pas de demander à des candidats de se retirer ». M. Hory a décliné à M. Emmanuelli le droit de lui donner des conseils. « S'il y a quelqu'un qui ne doit pas parler de ma candidature, a-t-il dit, c'est bien Emmanuelli qui n'a même pas été capable d'imposer son projet à son propre parti. » Cependant, Antoinette Fouque, députée européenne, élue sur la liste de Bernard Tapie, et vice-présidente de Radical, a fait mardi son entrée dans le conseil politique de Lionel Jospin.

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **CONFIANCE.** Martine Aubry, porte-parole de Lionel Jospin, a confié, mardi 28 mars, sur France 3, qu'« elle ne voulait pas être inquiète » quant à la présence de son candidat au second tour. « Les Français, a-t-elle assuré, vont juger véritablement non pas sur des petites phrases, sur des discours, sur celui qui va monter le plus vite sur la table ou jouer en faisant des you-you devant les Français mais sur celui qui va apporter des vraies réponses. »

■ **DISSOLUTION.** Bernard Pons n'a pas exclu, mercredi 29 mars au micro de RMC, que Jacques Chirac procède à la dissolution de l'Assemblée nationale dans l'hypothèse où il serait élu président de la République après un second tour qui l'aurait opposé à Edouard Balladur. Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale a reconnu qu'un tel cas de figure « poserait effectivement un problème. Je ne sais pas s'il faudrait aller jusqu'à [la dissolution] ». Il a ajouté que « tout dépendrait de la nature du débat », et rappelé que Jacques Chirac avait indiqué que l'on ne pouvait « user de la dissolution qu'en cas de crise politique grave ».

■ **SONDAGES.** Selon un sondage réalisé par Louis Harris du 25 au 27 mars, auprès de 1 008 personnes, et publié par *VSD* daté du 31 mars, Jacques Chirac, stable, obtient 26 % d'intentions de vote au premier tour, Lionel Jospin, 20 % (soit une baisse de deux points), et Edouard Balladur 19 % (soit une hausse d'un point). Une autre enquête, effectuée par l'IFOP le 23 et le 24 mars auprès de 946 personnes et publiée par *L'Express* du 30 mars, indique que M. Chirac obtient 27,5 % des intentions de vote (soit une baisse de 1,5 point), que M. Jospin est stable avec 22 %, et que M. Balladur gagne un point avec 18 %. Dans les deux enquêtes, M. Chirac l'emporte largement au second tour, quel que soit son adversaire. Selon l'IFOP, 40 % des personnes interrogées assurent pouvoir encore changer d'avis.

■ **SECOND TOUR.** Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, mardi 28 mars, sur France 2, qu'il lui serait « beaucoup plus difficile de voter pour Jacques Chirac » au second tour que pour Edouard Balladur chez qui il relève « un langage de rassemblement », mais que son soutien « dépendra des engagements pris dans la première semaine suivant le premier tour » notamment sur le scrutin proportionnel.

■ **ÉCOLOGISTES.** Dominique Voynet, accompagnée d'une cinquantaine de militants Verts, a bloqué symboliquement la circulation sur le boulevard Sébastopol, mardi 28 mars, à Paris, pour protester contre la priorité donnée à l'automobile. M<sup>me</sup> Voynet a présenté à cette occasion une proposition de loi visant à améliorer la qualité de l'air, proposition qu'elle souhaite voir reprise par des députés, les Verts n'ayant pas de représentants à l'Assemblée nationale.

■ **AUTOROUTE.** Michel Barnier (RPR), ministre de l'environnement, a dû renoncer, mardi 28 mars, à la tenue d'une réunion publique de soutien à Edouard Balladur à Versailles (Yvelines). Une cinquantaine de membres du Collectif pour la protection des riverains de l'autoroute A184 (COPRA), opposés à la construction de la liaison autoroutière Orgeval (Yvelines)-Pierrelaye (Val-d'Oise) ont perturbé la réunion en manifestant bruyamment contre le projet autoroutier.

### DÉPÊCHE

■ **RETRAITE:** le tribunal de grande instance de Paris a rejeté, mardi 28 mars, les recours de la CGT et de la fédération Familles de France contre l'accord sur le retour à l'équilibre financier du régime de retraite des cadres (AGIRC), signé par les autres syndicats et le patronat le 9 février 1994. La CGT et Familles de France contestaient la réduction des majorations de pension accordées à partir de trois enfants. En outre, la CGT attaquait une autre disposition de l'accord : le report de cinquante à soixante ans de l'âge auquel une veuve peut percevoir une pension de reversion (l'âge pour les veufs étant abaissé de soixante-cinq à soixante ans).

## M. Rinaldi, maire de Digne, ne se représentera pas

L'ENTOURAGE de Pierre Rinaldi, maire (RPR) de Digne et président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, a confirmé, mardi 28 mars, que celui-ci ne sera pas candidat à sa propre succession aux élections municipales de juin. Son premier adjoint, Jean-Claude Moulard (div.d.), conseiller municipal depuis 1983, a été investi pour conduire la liste unique de la majorité, qui affrontera notamment celle que Jean-Louis Bianco, ancien ministre, emmènera pour le Parti socialiste.

La confirmation du retrait de M. Rinaldi, maire depuis 1977, intervient alors que, le 7 février, la chambre régionale des comptes l'a déclaré « comptable de fait » des deniers de la commune, ce qui avait entraîné son inéligibilité (*Le Monde* du 24 février). M. Rinaldi avait cependant annoncé qu'il avait fait appel devant la Cour des comptes et demandé un sursis à exécution de cette décision. Une information judiciaire pour « détournement de fonds publics, corruption, recel et abus de confiance » a été ouverte à la suite du rapport de la chambre régionale des comptes. M. Rinaldi avait par ailleurs été mis en examen, le 10 novembre 1994, pour faux et usage de faux en écriture publique.

## La reprise économique semble se préciser en Ile-de-France

Les entreprises envisagent enfin d'embaucher sauf dans le bâtiment où elles restent en crise

L'étude de conjoncture semestrielle rendue publique, mercredi 29 mars, par la chambre de commerce et d'industrie de Paris, va dans le même

sens qu'une étude de la Banque de France : les grandes entreprises voient leur situation s'améliorer et leurs dirigeants manifestent une volonté d'investir, en tout cas si la demande suit. En revanche, la consommation des ménages est toujours faible et l'inquiétude domine chez les petits commerçants.

C'EST UN CLIMAT économique paisible où dominent les géloulées de mars que fait apparaître l'étude de conjoncture semestrielle réalisée par l'IFOP auprès de 1 200 PME-PMI de la capitale et présentée mercredi par Hubert Flahault, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, dont les adhérents se répartissent entre Paris et les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Incontestablement, la reprise est là et l'enquête régionale de la Banque de France le confirme (lire ci-contre).

Les banques, les industries de biens intermédiaires, de biens d'équipement et de biens de consommation, le commerce de gros, les services aux entreprises, les transports voient leur chiffre d'affaires progresser. Un plus grand nombre d'entreprises que par le passé sentent que leur situation financière se maintient. 43 % des chefs d'entreprise interrogés veulent investir.

Pour la première fois depuis la création de l'indice en 1991, les entreprises sont plus nombreuses à prévoir une augmentation de leurs effectifs qu'une diminution : 9 %

seulement annoncent des suppressions d'emplois. En revanche, note Hubert Flahault, « nous nous trouvons incontestablement depuis novembre 1994 sur un palier en matière d'investissements et de trésorerie, et tous les secteurs qui dépendent de la consommation des ménages souffrent ». « Ainsi, continue le président de la Chambre de commerce, le bâtiment souffre-t-il de la crise immobilière, du travail au noir et de la concurrence des artisans de province ; les petites entreprises n'ont pas renoué avec la croissance (...) Le commerce ne plus ne

profite pas de l'amélioration en cours. Autrement dit, la région parisienne est entrée plus tard dans la crise, mais elle y potage un peu plus que d'autres régions comme Rhône-Alpes. Depuis le début de l'année, le tribunal de commerce de Paris a enregistré une hausse de 8,6 % des défaillances d'entreprises alors qu'en 1994 il avait été relevé un recul de 3 % ».

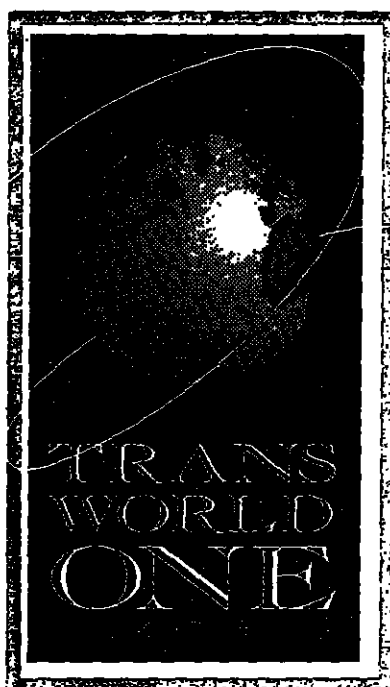
La situation du commerce inquiète M. Flahault. 64 % des commerçants interrogés estiment que le nombre des commerces est en baisse dans leur quartier et les statistiques leur

donnent raison, puisque seuls les grandes surfaces et les multi-comptes augmentent le nombre de leurs implantations. Le pouvoir d'achat des clients est jugé en baisse dans 71 % des réponses. Un quart des commerçants font état de problèmes de transmission d'entreprise dans les cinq prochaines années, essentiellement pour cause de départ à la retraite. 25 % redoutent de ne pas trouver de successeur.

« Faut-il se résigner à des villes-musées sans commerce ? demande Hubert Flahault. Evidemment non. Nous proposons de redonner l'initiative aux PME en allégeant les prélèvements obligatoires et le coût du travail (...) En matière de transmission d'entreprise, nous demandons qu'on allège, qu'on diffère les plus-values et qu'on les aligne sur celles du secteur immobilier. Nous pensons qu'il existe des possibilités d'embauche dans certains commerces comme la poissonnerie, l'ébénisterie et la cuisine, à condition de repenser la formation aux métiers manuels qui n'arrivent pas à trouver de jeunes. »

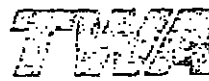
Alain Faujas

## TWA CRÉE LA TRANS WORLD ONE



La seule différence avec votre chambre, c'est que la salle de bain est un peu plus petite.

C'est en s'inspirant de ce que vous attendez d'un grand restaurant ou d'un grand hôtel que nous avons imaginé la Trans World One. Bientôt disponible sur tous les vols transatlantiques TWA. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou TWA au 4919 20 00 ou tapez 3615 TWA (2,19 TTC/mn)



LE SERVICE ET LE CONFORT PREMIÈRE CLASSE AU TARIF CLASSE AFFAIRES.







**JUSTICE** Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, ancien secrétaire d'Etat au tourisme (1976-1978), comparaît, mercredi 29 mars, devant le tribunal correctionnel de Gre-

noble. Il doit répondre d'abus de confiance dans l'affaire de détournements de fonds présumés commis au préjudice de l'ex-association paramunicipale Nice-Opéra. ● APRÈS

CE PROCÈS, M. Médecin n'en aura pas terminé avec la justice. L'affaire de la caisse noire de la Serel devrait venir avant peu devant les tribunaux. Dans ce dossier qui, avec celui

de Nice-Opéra, a motivé son extradition, en novembre 1994, d'Uruguay où il s'était réfugié et avait été emprisonné, l'ancien maire de Nice est soupçonné de corruption pas-

sive. ● À NICE, la ville sur laquelle il « régna » trois décennies, M. Médecin garde de nombreux supporters et amis, bien que son équipe municipale soit aujourd'hui en charpie.

## Jacques Médecin comparaît devant le tribunal de Grenoble

L'ancien maire de Nice est prévenu d'abus de confiance dans l'affaire des détournements de fonds de l'ex-association paramunicipale Nice-Opéra

**EST-CE POSSIBLE ?** Alors que s'échauffent déjà les candidats aux élections municipales, Jacques Médecin se tait. L'ancien maire de Nice, qui comparaît mercredi 29 mars devant le tribunal correctionnel de Grenoble pour abus de confiance, a d'abord refusé que les photographes prennent des photos en début d'audience, avant de s'y soumettre. Lui, le prisonnier-candidat qui n'hésitait pas à annoncer, il y a quelques semaines encore, son *come-back* électoral dans son fief tenu de 1965 à 1990, aurait, selon l'un de ses avocats, M. Jean-Marc Varaut, « tourné la page de sa vie politique » ?

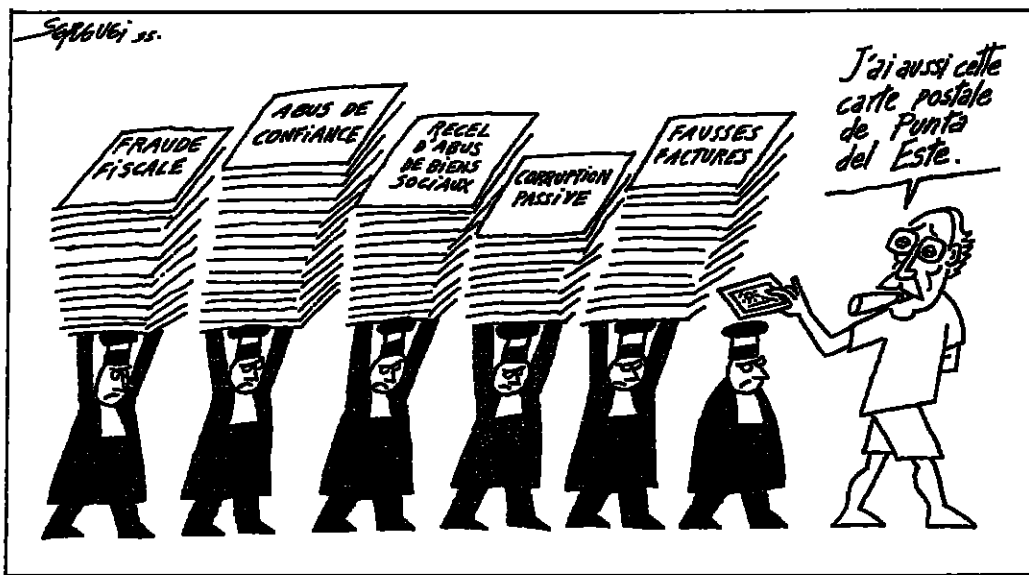
Extradé le 16 novembre 1994 d'Uruguay, où il avait trouvé refuge en 1990, Jacques Médecin

doit répondre de l'abus de confiance dont il est soupçonné dans l'affaire de détournements de fonds présumés commis au préjudice de l'ex-association paramunicipale Nice-Opéra. Avec l'affaire de la caisse noire de la Serel, pour laquelle il est également soupçonné de corruption passive, c'est là l'un des deux dossiers qui lui ont valu successivement d'être arrêté à Punta del Este en novembre 1993, extradé, puis mis en examen et écroué à la maison d'arrêt de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) un an plus tard.

L'affaire Nice-Opéra prend sa source dans un dossier de la direction des enquêtes fiscales qui a entrepris, à la fin des années 80, de passer au peigne fin la comptabilité de l'association créée en 1982 pour gérer le théâtre municipal de l'Opéra. Les inspecteurs du fisc y relèvent que Nice-Opéra – dont le président est Jacques Médecin, le conseiller artistique Pierre, frère du maire, et le directeur général un proche, Lucien Salles – a signé un énigmatique contrat avec une société de droit panaméen installée à Los Angeles, la Costa Real, afin que celle-ci cherche, pour le compte de l'Opéra, « des talents de qualité ».

### LA FAÇADE DE LA COSTA REAL

Au terme de ce contrat, l'association paramunicipale, qui percevait bon an mal an 50 millions de francs de subventions, effectuait deux versements pour un montant total de 24 000 dollars (193



000 francs environ à l'époque) en septembre et en octobre 1983, sur le compte de la Costa Real à la Bank of California, en son agence de Beverly Hills.

Or, communiqué par le fisc dès 1989, un dossier douanier affirme que ce compte aux relevés ronflets (14 millions de francs de toutes provenances y ont transité entre 1983 et 1986) est en réalité celui de l'ancien maire de Nice. Une information judiciaire est ouverte le 21 juin 1990. Les policiers concluent que la Costa Real est une société de façade, sans activité économique réelle, destinée à masquer le véritable utilisateur du

compte, Jacques Médecin. Les enquêteurs vont par ailleurs démontrer que, de compte en compte, Nice-Opéra a aussi alimenté le compte californien de 1984 à 1986, selon, cette fois, un mécanisme plus compliqué : la Costa Real est remplacée par Oceania Systems, une autre société au même objet incertain (la recherche de talents), et dont les administrateurs résident dans le petit paradis fiscal de l'île de Man, en mer d'Irlande. Les fonds transitent par Londres avant d'échouer en Californie. Puis en Suisse à partir de 1986, sur un compte numéroté, quand le compte de Beverly Hills est clôturé.

Enfin, de ce compte suisse, 40 000 autres dollars s'évaporeront de même en 1986, vers un autre compte américain d'un dénommé « Jack Médecin ».

Pour les enquêteurs, ce sont au total 277 500 dollars (environ 2 millions de francs) qui ont été versés entre 1983 et 1989 par Nice-Opéra à Costa Real et Oceania Systems.

Interrogé le 2 décembre 1994, le maire de Nice a confirmé avoir utilisé le compte de la Bank of California de juillet 1983 au début de 1986 sur les conseils de Jean Filippi, directeur et trésorier de la Costa Real. Il a fait valoir de gros be-

soins financiers qu'il aurait eus à cette époque, mais a nié avoir eu connaissance de l'origine des fonds alimentant le compte de Costa Real. Quant à Oceania Systems, il n'aurait pas eu vent de son existence avant 1989. Lucien Salles, le directeur de Nice-Opéra, Jean Filippi (susceptible de résider à Los Angeles), et Pierre Michaut, un ami de Jacques Médecin (susceptible de résider au Brésil), sont également prévenus de complicité dans ce dossier.

### « COMPTABLE DE FAIT »

A l'issue de ce procès, l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme n'en aura pas pour autant terminé avec la justice. Déjà condamné par défaut en janvier 1992 à un an de prison ferme et 300 000 francs d'amende par la cour d'appel de Grenoble pour délit d'ingérence, l'ancien maire de Nice devra répondre de recel d'abus de biens sociaux et de corruption passive dans l'affaire de la caisse noire de la Serel, dont l'instruction s'achève, et il est aussi visé par deux autres informations judiciaires ouvertes en 1991 et 1992 par le parquet général de Grenoble pour délit d'ingérence.

Dans trois jugements rendus par la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ancien maire avait été déclaré « comptable de fait », à titre définitif. Trois décisions qui ont entrainé son inéligibilité.

Jean-Michel Dumay

### Les autres dossiers

● **La Serel.** Le PDG de cette société niçoise de régulation routière, Francis Guillot, a accusé Jacques Médecin dans un premier temps, en juillet 1993, de l'avoir « racketté » en lui imposant le versement de 4 millions de francs de pots-de-vin en contrepartie de l'attribution de marchés publics. Il s'est ensuite rétracté en prétendant que cette somme avait servi au financement des campagnes électorales de M. Médecin, qui soutient la même thèse. C'est pour corruption passive et recel d'abus de biens sociaux que l'ancien maire de Nice sera jugé prochainement dans cette affaire.

● **Fraude fiscale.** La direction des services fiscaux des Alpes-Maritimes, qui a déposé une plainte le 21 mai 1991, reproche à Jacques Médecin, en sa qualité de président de l'association Nice-Opéra – considérée par le fisc comme une entreprise de spectacles – d'avoir « soustrait frauduleusement à l'établissement et au paiement d'une somme de 4 160 000 francs d'impôt sur les sociétés » au titre de l'exercice 1987.

● **Fausse factures.** Une information judiciaire concerne le versement de 13 millions de commissions, en partie indues, dans l'affaire de la renégociation de la dette de la ville de Nice. Une autre se rapporte à des fausses factures, pour un montant de 8 millions de francs, lors de l'installation de salles multimédias par le conseil général des Alpes-Maritimes. En revanche, la condamnation à un an de prison, prononcée par défaut, en janvier 1992, contre M. Médecin, pour délit d'ingérence, est devenue caduque car il n'a pas été extradé pour ce délit, qui n'existe pas dans le droit pénal uruguayen.

### NICE

de notre correspondant régional

Plus dure est la chute... M. Médecin, qui prétendait « crier la vérité » jusqu'à, disait-il, que « l'on m'assomme », avait, pourtant, préféré une fuite peu glorieuse en Uruguay, apparue comme un aveu. Le voici, aujourd'hui, nu devant ses juges et jouant, également, devant l'opinion publique niçoise, le crédit de la dynastie médeciniste qui s'est perpétuée, à travers son père, Jean, puis par lui-même, pendant plus de soixante ans. Le gâchis n'est pas mince. Maire de Nice pendant un quart de siècle, Jacques Médecin s'était totalement identifié à sa ville. Il était, aussi, le patron du département depuis près de deux décennies. Que reste-t-il de son règne ? Politiquement, des ruines.

L'équipe municipale qu'il avait dirigée en 1989 termine son mandat en charpie. Pour des raisons diverses (divergences politiques, convenances personnelles, démêlés judiciaires), onze de ses membres, dont M. Médecin, ont démissionné. Un douzième a été démis d'office de son mandat et quatre autres sont passés à l'opposition. Si bien que le quart des effectifs de la majorité d'origine, en tenant compte d'un décès, a dû être re-

novélé par appel au suivant de liste. En quatre ans et demi, cette municipalité fragile, qui ne s'est jamais résolue à retourner devant les électeurs, s'est également donnée deux autres maires... Sans que, pour autant, ne soit comblé le vide politique créé par la fuite de M. Médecin.

La population niçoise aurait pu tenir rigueur à celui-ci d'avoir abandonné sa ville et de l'avoir plongée dans les pires difficultés. C'est, apparemment, le contraire qui s'est produit. Dans un sondage d'opinion, commandé, fin février, par L'Express, France-Inter et France 3, 38 % des Niçois ont déclaré qu'ils voteraient « certainement » ou « probablement » en faveur de leur ancien maire s'il se présentait aux élections municipales ! Autre résultat de ce sondage : 62 % des personnes interrogées ont exprimé le sentiment de vivre dans une ville en déclin. « Quelle que soit l'issue du procès, estime un conseiller municipal médeciniste, les Niçois garderont une profonde estime et même de l'affection pour Jacques Médecin. » « Son règne, ajoute-t-il, fait partie d'un mythe auquel il ne faut pas toucher. » Les mythes sont ce qu'ils sont. S'il est vrai que M. Médecin a doté Nice d'équipements performants (Palais des congrès, sta-

tion d'épuration, musées, etc.), il a pourtant, aussi, multiplié par quatre, en dix ans, l'endettement de la ville. Et contraint ses successeurs à une douloureuse politique d'économies.

### DES RAPPORTS QUASI CHARNELS

M. Médecin avait imposé son style « flamboyant » et établi avec ses administrés des rapports quasi charnels. En dépit des accusations d'enrichissement personnel au détriment des contribuables niçois dont il fait l'objet, rien ne paraît entamer, chez certains, la passion qu'il a suscitée. Créé fin juin 1994, un « comité de soutien moral », que dirige un commerçant en luminaires, Robert Bagat, a fait circuler à la fin de l'année 1994 une pétition en faveur de la « libération immédiate » de M. Médecin, alors incarcéré à Montevideo, qui aurait recueilli, en quelques semaines, 15 000 signatures.

La multiplication des affaires concernant des élus a, en fait, banalisé les propres agissements de l'ancien maire de Nice. « Ce qu'on lui reproche, rétorque M. Bagat, n'est qu'un grain de riz par rapport à ce qu'on fait certains, y compris des ministres ! » Une autre association pro-médeciniste, la Liga Nissarda, a

également multiplié les actions pour entretenir la flamme (Le Monde du 20 septembre et du 8 novembre 1994). Son responsable, Gérard Bérardi, un sérigraphie, envisage même de constituer une liste de « témoignage » à laquelle, cependant, M. Médecin n'a pas encore donné son aval. Mais la gauche et les écologistes ne se privent pas, eux, de dénoncer, le « gaspillage de l'argent public, le bétonnage inconsidéré de la côte, la main-mise sur la culture et les affinités avouées avec l'extrême droite » de l'ancien maire de Nice.

Désormais conseillé par un ténor du barreau parisien, M. Jean-Marc Varaut, M. Médecin a, du moins, choisi de changer de stratégie en renonçant à ses déclarations fracassantes d'antan. A peine a-t-il toléré qu'une poignée de ses supporters du « comité de soutien moral » viennent l'aider par leur présence à Grenoble, « sans banderoles, ni badges ni auto-collants ». Oubliant ses diatribes passées contre le RPR, Jacques Médecin a, aussi, conseillé à ses amis de voter pour Jacques Chirac plutôt que pour Jean-Marie Le Pen, qui avait, voici peu de temps encore, ses préférences.

Guy Porte

## Didier Schuller ne rentrera pas en France avant l'élection présidentielle

« JE NE RETOURNERAI pas en France avant l'élection du nouveau président de la République », a déclaré le conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine Didier Schuller, mercredi 29 mars, dans un entretien au quotidien suisse La Tribune de Genève. M. Schuller s'explique sur les raisons de son départ précipité de France, le 10 février – le jour même d'une perquisition à son domicile – et sur son absence prolongée de l'Hexagone où il est mis en cause dans l'enquête sur le dossier des HLM des Hauts-de-Seine, conduite par les deux juges d'instruction de Créteil, Serge Portelli et Philippe Vandingenen. Le conseiller général ne précise pas dans quel pays il se cache, mais nos confrères suisses indiquent qu'il aurait mis « plusieurs frontières entre la France et lui » et qu'il se trouve « quelque part dans le monde » avec sa compagne Christel Delaval. Il a été joint au téléphone par les journalistes helvétiques, appel authentifié

par un avocat genevois de M. Schuller, M. Dominique Warluzel. « Mon statut est très étrange, indique M. Schuller. Je ne suis pas accusé officiellement. Je suis mis en cause. » Aucun mandat judiciaire n'a en effet été délivré contre le conseiller général, qui fut aussi le directeur général de l'office HLM des Hauts-de-Seine jusqu'en mars 1994.

### « RUMEURS ET AMALGAMES »

Se disant « victime d'un véritable guet-apens juridico-médiatique », le conseiller général évoque « l'emploi de rumeurs, d'amalgames, de fausses nouvelles » le visant dans des articles de presse sur l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine. « Le terrain a été ainsi préparé pour une future mise en examen, estime-t-il. Mais que l'on ne compte pas sur moi pour jouer les boucs émissaires. Il n'est pas question que je retourne en France, dans ces conditions, pour le moment. »

Si M. Schuller affirme qu'il ne reviendra pas en France avant l'élection du président de la République, confirmant de la sorte qu'il ne se présentera pas à l'élection municipale de Clichy, il se dit « certain que le nouveau chef de l'Etat – quel qu'il soit – aura à cœur de ressusciter les grands principes du droit qui sont actuellement foulés aux pieds par certains médias : le secret de l'instruction et la présomption d'innocence ». M. Schuller assure, à ce propos, être « resté lié à Chirac ». Au sujet des prolongements de l'enquête en Suisse, qui ont amené le juge Portelli à enquêter le 26 février sur une société de Fribourg ayant établi un contrat de prêt en faveur de Christel Delaval, destinée à acheter l'appartement du couple à Clichy, M. Warluzel a indiqué à nos confrères suisses que « cette requête (du juge Portelli) ne vise pas nommément M. Schuller. Mais sa mise en cause est perceptible en filigrane ».

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT** de la Compagnie générale des eaux (CGE), Jean-Dominique Deschamps, a été placé en garde à vue, mardi 28 mars, par la section de recherche de la gendarmerie de Paris, agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction Jacqueline Meyson. Chargée depuis le 7 octobre 1994 d'une information judiciaire contre X pour « faux et usage, abus de biens sociaux et trafic d'influence », cette magistrate du tribunal de Paris enquête sur les conditions dans lesquelles un bureau d'études lié au Parti communiste, la Sicopar, a fourni des prestations d'« assistance commerciale » à la Générale des eaux. M. Deschamps avait déjà subi deux mises en examen en 1994 – dont une pour « corruption » – par le juge Jean-Michel Prêtre, qui instruisait à la Réunion une vaste affaire de fausses factures impliquant la CGE (Le Monde des 14 juillet et 13 octobre 1994).

## Le directeur général adjoint de la Générale des eaux a été placé en garde à vue

C'est à cette première procédure que fait suite l'enquête conduite par M. Meyson, son collègue de la Réunion lui ayant transmis l'abondante documentation saisie lors d'une perquisition au siège de la Générale des eaux, au mois de mars 1994. Parmi ces éléments, figurent notamment les notes personnelles prises par Jean-Dominique Deschamps, qui était plus spécialement chargé des marchés d'assainissement et de distribution d'eau.

Les premières découvertes de l'instruction ont permis d'établir qu'entre 1990 et 1992 la CGE a versé quelque 13,9 millions de francs à la Sicopar, filiale du groupe Cifto, notamment lié au PC, sur la foi de factures jugées « douteuses » par les enquêteurs. Questionné par la brigade financière de la PJ parisienne lors de l'enquête préliminaire ouverte dans un premier temps sur ces faits, M. Deschamps – qui était toujours en garde à vue mercredi

matin 29 mars – avait reconnu le caractère fictif de ces prestations. Dans un rapport rédigé au mois d'avril 1994, la section financière du parquet de Paris écrivait ainsi : « Un certain nombre de pièces saisies démontrent que le groupe, de 1984 à nos jours, a utilisé les services de différentes officines appartenant au Gifco pour le conseiller et l'assister lors des procédures d'attribution de marchés publics. (...) Au sein de la Générale des eaux, plusieurs dirigeants étaient tout à fait conscients de la fictivité des missions remplies par ces officines. »

De source proche de l'enquête, on indique en outre que les pièces versées au dossier pourraient révéler des « irrégularités » sur un grand nombre de marchés publics de distribution d'eau, susceptibles de mettre en cause « plusieurs dizaines de municipalités, de toutes tendances politiques ».

H. G.



## Des avocats dénoncent les subterfuges juridiques des responsables du dépôt des étrangers à Paris

Une note de service qui donne des instructions « pour tromper les juges » est mise en cause

Le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France devaient être à comparaître, mercredi 29 mars, le chef du bureau chargé de

l'éloignement des étrangers à la préfecture de police de Paris pour « abus d'autorité ». Les deux organisations lui reprochent d'avoir, dans une note

de service, donné des instructions pour « tromper les juges » sur le lieu de rétention des étrangers frappés d'un arrêté de reconduite à la frontière.

LA BONNE MARCHÉ de l'administration autorise-t-elle que l'on bafoue les règles de droit ? Le Syndicat de la magistrature (SM) et le Syndicat des avocats de France (SAF) poursuivent le chef du bureau chargé de l'éloignement des étrangers à la préfecture de police de Paris, pour « abus d'autorité ». Les deux organisations reprochent à Daniel Monedière de violer sciemment la loi en faisant passer, auprès des magistrats parisiens, les étrangers retenus au centre de rétention du Mesnil-Amélot (Seine-et-Marne) pour des « pensionnaires » du tristement célèbre dépôt des étrangers de Paris. Une manœuvre destinée à « gérer » le flux considérable d'étrangers passant par le centre et sans laquelle nombre d'entre eux devraient être remis en liberté.

Au départ, une simple question de compétence territoriale : lorsqu'un étranger interpellé sans papiers fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, la police le place en rétention. Vingt-quatre heures d'abord, puis, après passage devant le juge délégué, six jours supplémentaires. Il est alors conduit dans un centre de rétention. En région parisienne, cela peut être le dépôt de Paris, son anexe du bois de Vincennes, ou encore le centre du Mesnil-Amélot, près de l'aéroport de Roissy. Avant 1993, la police devait avoir organisé son rapatriement dans ces délais. Mais, depuis le vote de la loi Pasqua d'août 1993, l'administration dispose d'une nouvelle prolongation de trois jours encore contrôlée par le juge. C'est là que tout se corse.

Le décret du 13 juillet 1994 prévoit que « le » juge en question soit celui du département dans lequel se trouve le centre de rétention. Pour le Mesnil-Amélot, tout devrait

donc se dérouler au tribunal de Meaux. L'usage voulait toutefois que les étrangers soient présentés à Paris, où le nombre de magistrats est beaucoup plus important et où la préfecture dispose d'un permanent à même de défendre le point de vue de la police. Du coup, les gendarmes du centre amenaient eux-mêmes les étrangers retenus à l'audience. Jusqu'à ce qu'en septembre 1994 un avocat souleva l'incompétence du juge délégué. Surpris, ce dernier ne pouvait que lui donner raison. Sa décision était

traction du dépôt est émis et les étrangers sont conduits à l'audience comme s'ils étaient retenus au dépôt.

Comme si... L'opération consiste généralement à faire passer la porte du dépôt aux étrangers, à les fouiller, et à les faire ressortir en direction de la salle d'audience.

« MISE EN SCÈNE » Opération si facile que M. Monedière invite son collègue à prendre ses précautions : « Afin d'éviter toute ambiguïté, il importe

France, cette note « est ouvertement destinée à bafouer les droits de la défense (...) en évitant que les avocats ne fassent valoir un moyen de droit ». Pis, elle organise un détournement de la loi « en mentant aux magistrats délégués en créant l'illusion de la compétence territoriale de Madame le président du tribunal de grande instance de Paris ». Dénonçant cette « mise en scène », les organisations accusent M. Monedière d'abus d'autorité contre la chose publique.

Pour la préfecture de police, cette note est « nulle et non avenue ». « La personne qui l'a rédigée n'avait pas autorité pour le faire et nous l'avons annulée », affirme le directeur de la police générale, Jacques-André Lesnard. Pour donner corps à cette volte-face, les policiers ne disposent d'aucune nouvelle note. En revanche, une correspondance interne à la gendarmerie confirme qu'il y a lieu de considérer que cette note n'a aucune existence.

Toutefois, la pratique qui y est décrite est bien réelle. « Le tribunal de Meaux n'a pas la capacité d'accueillir les étrangers du Mesnil-Amélot », explique M. Lesnard. Par ailleurs, nous n'allons pas déplacer systématiquement à Meaux un représentant de la préfecture. Enfin, le préfet est maître du choix du lieu de rétention. » Quant à savoir si la police trompe les juges, il soupire : « Ce qui est important, c'est que l'étranger passe devant un juge délégué. Peu importe le lieu. »

Au tribunal de grande instance de Paris, on juge les termes de la note « assez effrayants ». Quant à la pratique, que les juges ignorent, semble-t-il, totalement, « elle n'est peut-être pas illégale, mais c'est un détournement ».

Nathaniel Herzberg

### Dans les sous-sols du Palais de justice

Le dépôt des étrangers de Paris ne cesse de faire parler de lui. Ses cellules collectives, ses matelas infestés de punaises, ses toilettes sans papier et ses douches sans savon provoquent la colère des avocats et des organisations antiracistes. Pas un observateur, pas un avocat, pas un journaliste n'a pu pénétrer dans cette zone d'ombre située dans les sous-sols du Palais de justice. Le 29 octobre 1993, l'avocat Gérard Tcholakian avait obtenu que soit nommé un expert pour constater les conditions de rétention d'un de ses clients. Son rapport accablant a conduit le ministère de l'Intérieur à dégager 22 millions pour « restructurer » les lieux. Mais, hormis la distribution de draps, d'un nécessaire de toilette et l'installation de deux cabines téléphoniques, les travaux n'ont pas commencé. La polémique a rebondi récemment avec la comparution, le 14 mars, d'un policier accusé d'avoir violé un Algérien, et le suicide, la nuit suivante, d'un étranger de vingt-quatre ans.

confirmée par la cour d'appel deux mois plus tard.

La préfecture de police décide de tourner la difficulté. Le 15 décembre, Daniel Monedière envoie une note au commandant du Mesnil-Amélot. « Afin d'éviter que les avocats des étrangers concernés ne demandent au juge de se déclarer incompétent (...), il est devenu d'usage de faire transiter par le centre de rétention de Paris les étrangers en provenance du Mesnil-Amélot. De cette manière, un ordre d'ex-

toutefois que les gendarmes du Mesnil-Amélot ne soient pas présents à l'audience, les étrangers étant placés pendant la durée de celle-ci sous la responsabilité des gendarmes du Palais de justice. Aussi je vous serais obligé de donner toutes instructions pour que l'escorte en provenance du Mesnil-Amélot attende dans les locaux du centre de rétention que les étrangers leur soient ramenés après leur passage devant le juge. »

Pour le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de

## Drewermann-Gaillot, dialogue d'exclus

LE THÉOLOGIEUX ET L'ÉVÊQUE. L'intellectuel et le pasteur. Le psychanalyste, pétri des récits de la Bible et de ceux des hommes, et le porte-parole de la rue du Dragon. Eugen Drewermann et Jacques Gaillot sont deux « exclus » que le hasard (provoqué) du lancement en France du dernier livre du théologien allemand a rapproché mardi 28 mars à Paris. Le premier a été exclu, en 1992, de sa chaire de la faculté de théologie de Paderborn, le deuxième, en janvier, de son diocèse d'Evreux.

De leurs gestes lents et de leur voix douce, l'un et l'autre ont aussi en commun de manier de la dynamite. Eugen Drewermann : « Une Église qui exclut des hommes et des femmes ne peut pas être l'Église du Christ. » Jacques Gaillot : « Dès qu'on touche au fonctionnement de l'Église, cela devient un péché irrémissible. » Doivent-ils s'en étonner ? Les deux font anti-chambre : Drewermann à la porte de son évêque qui, malgré une dizaine de demandes écrites, refuse de le recevoir avant qu'il ne se rétracte ; Gaillot à la porte du pape, dont il attend toujours, avec impatience, la réponse à sa lettre et le rendez-vous promis.

Solidarité d'exclus ? Drewermann aime Gaillot, parce qu'il voit en lui le type même de « fonctionnaire » d'Église (du titre de son

best-seller *Kleriker*, traduit en France en 1993), qui, un jour, a repris sa liberté. Gaillot aime Drewermann, parce qu'il prêche un Jésus proche de la misère et de la souffrance des hommes de son temps, un Jésus qui libère, plus qu'il ne corsete, comme le prouve son magistral commentaire de l'évangile de Marc, qui vient de sortir chez Desclée de Brouwer (*La Parole et l'angoisse*, 458 pages, 230 francs).

La conception du rôle de l'évêque aussi les réunit. Pour Drewermann, Mgr Gaillot est le trouble-fête qui rompt l'« accord parfait » toujours exigé de la base au sommet, entre les prêtres, les évêques et le pape, « vicaire du Christ ». C'est le grain de sable qui dérange « la ligne directe qui descend du ciel, en passant par le Saint-Siège ». De son côté, Jacques Gaillot rétorque qu'il n'a pas dans l'Église le monopole des pauvres et des exclus. Mais quand il a essayé de « mettre le pauvre au centre de l'Église », de faire un diacre d'un ancien alcoolique, alors les résistances de l'appareil l'ont freiné.

Aucun des deux ne croit qu'un changement de pape changera cette Église. « Je n'attends pas le salut d'un seul homme », observe Jacques Gaillot. « Ce serait une erreur de personnaliser le problème, répond Eugen Drewermann en écho. C'est la définition même de la

popauté qu'il faut réviser. » Les deux savent gré aussi aux médias de les avoir tirés de l'ombre. « Ils m'ont appris à parler vrai, à aller où je voulais sans demander la permission, dit Jacques Gaillot dans une confession inédite. Ce que l'Église n'a pas fait, les médias l'ont fait : ils ont transformé l'homme et l'évêque que je suis. » « Les médias sont un pis-aller, pense pour sa part le théologien allemand. Le seul discours public que j'ai pu avoir avec mon évêque, c'est par l'intermédiaire des médias. Si j'avais eu un évêque comme Mgr Gaillot, je n'aurais pas eu besoin d'eux. »

Rien ne les distingue-t-il donc ? Si. Eugen Drewermann est déjà sur l'autre rive, indifférent ou presque à son sort personnel dans l'Église, conscient que les prêtres âgés, les divorcés-remariés, les femmes, ne peuvent plus attendre encore « cinquante ans » une éventuelle réforme de l'Église romaine. Plus prudent, Jacques Gaillot ne s'engage pas si loin. Bien qu'exclu, il lui reste une position à défendre. « Tout cela est provocant », dit-il en écoutant Drewermann, d'un sourire indulgent et convenu, conscient qu'il avait déjà largement enfreint, ce jour, le « coréme médiatique » auquel, paraît-il, il a été soumis.

Henri Tincq

## M. Charasse demande la saisie d'un livre de Pierre Botton

EN PUBLIANT, un mois après son procès devant le tribunal correctionnel de Lyon, une *Lettre ouverte d'un bon émissaire* de Tapie Bernard et Charasse Michel, « ministres intégrés » (Albin Michel), Pierre Botton savait que la riposte ne se ferait pas attendre. Le gendre du maire de Lyon a beau qualifier sa démarche d'« acte de contrition » — « car aujourd'hui », écrit-il, l'homme que l'on juge n'est plus le même qu'hier —, son livre tient davantage de l'acte d'accusation. On l'aura compris, les cibles de ce réquisitoire sont les deux anciens ministres Michel Charasse et Bernard Tapie, coupables, selon M. Botton, d'avoir abusé de leurs pouvoirs pour le discréditer, le ruiner, le conduire en prison puis au tribunal.

Michel Charasse, écrit-il, « a utilisé sa fonction ministérielle pour entraver le cours normal de la justice et utiliser le service du contrôle fiscal comme une arme de règlements de

comptes politiques ». Bernard Tapie, ajoute-t-il, a « tout manigancé pour empêcher d'utiliser les résultats d'experts-comptables et auditeurs chargés de dresser le bilan de santé de la Vie claire ». A en croire Pierre Botton, c'est la tentative de rachat de cette société du groupe Tapie qui l'aurait conduit à sa perte. Avouant, non sans candeur, que M. Tapie lui servit un temps de « modèle », le gendre du maire de Lyon explique comment, après avoir découvert que La Vie claire présentait de sombres bilans, il obtint de la justice l'annulation de la vente et fit tout pour obtenir les dédommagements contractuellement prévus avec le député-homme d'affaires. « Botton, l'es mort », lui aurait lancé M. Tapie, en guise d'unique réponse.

Le récit poursuit : « Cinq jours seulement après [...] son annonce de représailles, le directeur régional Rhône-Alpes des impôts [...] transmit au procureur de la République

de Lyon, aux fins de poursuites pénales, le dossier des infractions fiscales constatées deux ans auparavant » sur l'une des sociétés de M. Botton, la SA Vivien. Les accusations du prévenu lyonnais, qui s'appuient sur de nombreux documents extraits de son dossier fiscal, dont la simple mise bout à bout semble édifiante à maints égards, sont graves : M. Charasse, assure-t-il, qui exerçait alors les fonctions de ministre du budget, lui aurait suggéré, au cours de l'une de leurs entrevues, de justifier les « dépenses litigieuses » constatées par le fisc « en les reliant à l'objet social » de ses sociétés. Le ministre, affirme-t-il dans son livre, fournissait, grâce à cette « manipulation », un dossier qui lui permettrait, le jour venu, « de neutraliser le gotha de la presse audiovisuelle française », Patrick Poivre d'Arvor en tête.

Mardi 28 mars, M. Charasse a, comme prévu, réagi violemment, en assignant en rétéré l'auteur et

l'éditeur de cette *Lettre ouverte*, afin d'en obtenir le retrait ou, à défaut, la suppression d'un grand nombre de passages jugés attentatoires à son honneur. Cité à comparaître devant le tribunal de Lyon par M. Botton, l'ancien ministre ne s'était pas présenté à l'audience, après avoir indiqué au tribunal qu'il n'entendait pas apporter d'éléments nouveaux sur ce dossier, ayant été interrogé à ce propos par le juge Courroye au cours de l'instruction. L'éditeur de M. Botton, Jean Montaldo, nous a indiqué, mardi 28 mars, que « la confrontation tant attendue pourrait enfin avoir lieu devant un tribunal », et qu'à toutes fins utiles, il remettrait mercredi un exemplaire du livre au procureur de Paris, Bruno Cotto, « afin que celui-ci puisse engager des poursuites : soit contre M. Botton, soit contre ceux qu'il accuse. »

Hervé Gattegno

## Gérard Longuet aurait reçu un avis de mise en examen

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien, Mireille Filippini, aurait fait parvenir, ces derniers jours, à l'ancien ministre de l'Industrie Gérard Longuet, une lettre l'informant de sa mise en examen dans le dossier du financement du Parti républicain, révèle-t-on, mercredi 29 mars, *Le Canard enchaîné* et *L'Est républicain*. Le chef d'accusation n'est pas précisé. Au mois de janvier, le trésorier du PR, Jean-Pierre Thomas, avait été mis en examen, dans ce dossier, pour abus de biens sociaux, abus de confiance et infraction à la loi sur le financement des partis politiques. Depuis, il a été entendu à plusieurs reprises par M<sup>me</sup> Filippini. Selon *L'Est républicain*, il ressort des déclarations de M. Thomas que Gérard Longuet a toujours gardé une part prépondérante dans les affaires financières de son parti, en particulier en matière de contributions des entreprises. En décembre 1994, M<sup>me</sup> Filippini, qui est également chargée d'instruire des dossiers ayant trait aux affaires privées de Gérard Longuet, avait mis l'ancien ministre en examen dans l'affaire concernant le financement de sa villa de Saint-Tropez (Var).

## Claude Bez condamné en appel à un an de prison ferme

CLAUDE BEZ, l'ancien président du club de football des Girondins de Bordeaux, a été condamné, mardi 28 mars, pour escroquerie et recel de faux, à trois ans de prison dont deux avec sursis, 7 millions de francs d'amende et cinq ans d'interdiction des droits civiques par la cour d'appel de Bordeaux, dans l'affaire dite « des travaux du Haillan ». Il devra verser 2,5 millions de francs de dommages et intérêts au conseil général de la Gironde. Cette décision aggrave le jugement prononcé le 21 mars 1994 par le tribunal correctionnel de Bordeaux, condamnant M. Bez pour le seul délit d'escroquerie à deux ans de prison, dont un avec sursis, et 2 millions de francs d'amende. Le fils de M. Bez, Eric, relaxé en première instance, a été condamné pour faux et usage de faux à dix-huit mois de prison, dont douze avec sursis, 100 000 francs d'amende et deux ans d'interdiction des droits civiques. Les magistrats ont confirmé la relaxe des dirigeants des sociétés Aquitaine Environnement et SA Malardieu. Aucun mandat d'arrêt n'a été délivré contre Eric et Claude Bez, absents à l'audience. Leur avocat a annoncé son intention de former un pourvoi en cassation.

### DÉPÊCHES

■ CDS : Bernard Magnaval, conseiller municipal (CDS) de Villeurbanne (Rhône), a été interpellé et mis en examen, mardi 28 mars, pour abus de biens sociaux. Soigné pour dépression nerveuse depuis plusieurs mois, il a été transféré dans le service de médecine pénitentiaire de l'hôpital Jules-Klément de Lyon. Cette mise en examen fait suite à l'enquête préliminaire sur la gestion de France Publi Presse (FPP), dirigée par M. Magnaval, et sur le trou de cinq millions de francs constaté dans la comptabilité de cette société. FPP, mise en liquidation judiciaire le 15 mars, travaillait dans le secteur de la publicité et éditaient la revue du CDS Agir, animée par Roger Fenech, vice-président du conseil général du Rhône. L'instruction doit déterminer si une partie des sommes manquantes dans la comptabilité de FPP a pu servir au financement des campagnes électorales du CDS.

■ GEC-ALSTHOM : les chemins de fer néerlandais (NS) n'ont pas constaté d'irrégularités lors de l'achat de 38 locomotives au groupe franco-britannique GEC-Alsthom, en 1989-1990, nous signale, mercredi 29 mars, notre correspondant au Pays-Bas, Alain Franco. *Libération* avait écrit, samedi 25 mars, que GEC-Alsthom avait versé pour 6,4 millions de francs de pots-de-vin à des intermédiaires néerlandais, « fonctionnaires ou politiques, voire les deux ». La justice néerlandaise a demandé à la justice française des « informations concrètes » sur cette affaire mise au jour par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke lors d'une perquisition au siège de GEC-Alsthom, le 14 mars.

■ VAR : Jeanne de Canson, l'épouse du député varois (RPR) Philippe de Canson, et son fils François ont été placés en garde à vue, mardi 28 mars, après leur convocation au Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Toulon chargé d'enquêter sur la maison de retraite qu'ils dirigent à Lalonde-les-Maures (Var).

■ ÉDUCATION : la chambre de commerce et d'industrie de Paris a suspendu temporairement sa décision de mettre fin au contrat de Jean-Gustave Padiou, professeur à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), dont l'échéance avait été fixée au lundi 27 mars. Enseignant depuis cinq ans mais toujours stagiaire dans cet établissement, M. Padiou avait vu sa titularisation refusée après la publication de déclarations critiques sur la nature et le fonctionnement des écoles de commerce (*Le Monde* du 19 janvier). Reconnaisant des irrégularités de procédures, la CCIP s'est donné un délai supplémentaire pour réexaminer la situation de M. Padiou.

■ ENVIRONNEMENT : France nature environnement (anciennement Fédération française des sociétés de protection de la nature), réunie en assemblée générale samedi 25 mars, a élu son nouveau président, qui succède à Patrick Legrand. Il s'agit de Lionel Brard, un avocat de quarante-trois ans, inscrit au barreau de Valence (Drôme), spécialisé dans les problèmes de faune sauvage et de conservation des milieux naturels.

■ RELIGION : la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) demande en référé l'arrêt de la vente de la Bible des communautés chrétiennes, dont la diffusion a repris dans de nombreuses librairies (sauf à la Procure à Paris), malgré le retrait de l'imprimeur de Mgr Thomas, évêque de Versailles et les nombreuses réserves exprimées par l'épiscopat, au Vatican et dans la communauté juive (*Le Monde* du 10 et du 23 mars). Mediaspaul, l'éditeur français de cette Bible à laquelle sont reprochées des allusions antijuives, ont été assignés en référé pour le 4 avril.

■ SANTÉ : le département de l'Isère se mobilise pour la réouverture d'une maternité après la mort d'un bébé dans des circonstances controversées, le 4 mars. Claude Pequignot, maire (sans étiquette) de La Mure, les élus des quatre cantons du plateau de la Matheysine et les syndicats CGT, CFDT et CGC du département, ont appelé, mardi 28 mars, la population à se « mobiliser massivement » le 7 avril pour la réouverture de la maternité de La Mure, fermée le 3 janvier par arrêté préfectoral. A la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS), on estime que « ce drame n'aurait pas pu être évité, même si le service maternité avait encore existé ».

## Yvan-Paul Valenti perd son procès contre « Le Monde »

DANS UN JUGEMENT rendu le 23 mars, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a relaxé *Le Monde*, assigné en diffamation par Yvan-Paul Valenti, ancien directeur de cabinet du maire (UDF) de La Seyne-sur-Mer (Var), Charles Scaglia. M. Valenti s'estime injustement mis en cause dans un article d'Hervé Gattegno, publié dans nos éditions du 5 août 1994. Selon le tribunal, cet article constituait un « compte-rendu objectif » d'un rapport d'enquête de l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, qui dénonçait les circonstances dans lesquelles M. Valenti était devenu le « conservateur perpétuel » de l'œuvre du peintre Menteur, à l'insu de l'artiste lui-même. Dans son jugement, le tribunal indique que *Le Monde* a « relaté fidèlement le contenu d'un document important [...] dans un but légitime d'information de ses lecteurs », et que le journaliste a « agi avec prudence et sérieux ».

## Une mise en garde contre les accidents domestiques

La commission de sécurité des consommateurs vient de rendre publique une série de conseils afin de prévenir les risques ménagers, tout particulièrement à propos des produits et matériels pour enfants

DES ENFANTS qui meurent en glissant de lits à barreaux ou superposés, des consommateurs blessés en bricolant, des ménagères brûlées en repassant... Saisie comme chaque année de dossiers inquiétants, voire dramatiques, la commission de sécurité des consommateurs a rendu en 1994 dix-neuf avis sur des sujets aussi variés que les lampes à bronzer, les meubles rembourrés ou les défroisseurs à vapeur.

Depuis dix ans, elle attache une importance toute particulière aux produits et matériels pour enfants afin de limiter au maximum les risques d'accidents. A la suite de deux décès de petits dans des lits, elle a demandé en 1994 un renforcement des réglementations déjà en vigueur pour tenir compte des dangers révélés. Dans le premier cas, il s'agit en particulier d'anticiper sur une norme européenne en cours d'élaboration réglementant les espaces situés entre les lattes des sommiers et d'améliorer les matelas pour lits d'enfants. Dans le second, elle demande notamment que les dispositions prises pour les lits superposés soient applicables à

tous les lits en hauteur ou à mezzanine. Dans ces deux dossiers, les avis s'accompagnent d'un souci d'information des consommateurs, par exemple en rappelant par écrit, de façon indélébile, que le couchage en hauteur ne doit pas être utilisé pour les enfants de moins de six ans.

Un chapitre spécial est consacré aux produits chimiques que les consommateurs sont amenés à manipuler dans leur vie courante. C'est le cas pour un décapant présentant un risque de projection à l'ouverture, surtout par temps chaud, malgré des systèmes de fermeture étudiés, ou des conséquences éventuelles liées au traitement des bois d'aires de jeux par des CCA (oxydes de cuivre, chrome, arsenic).

Un avis est tout spécialement consacré aux problèmes de sécurité des appareils ménagers à gaz. La commission prône notamment le remplacement « dans les plus brefs délais » des tubes souples en élastomère sur lesquels figure une date de péremption par des tuyaux flexibles à embouts mécaniques vissés.

La commission porte également une attention toute particulière aux moyens de lutte contre les incendies dans les habitations qui sont à l'origine, selon les sources, de 155 à 700 accidents par an, dont plus de 10 % avec des enfants. Constatant notamment que les détecteurs de fumée dans les habitations ne sont obligatoires ni en France ni en Europe (à l'inverse des États-Unis), elle réclame toute une série de mesures, notamment des incitations pour leur installation. La commission fait également une série de propositions pour améliorer la maintenance des extincteurs, qui ne fait actuellement l'objet d'aucune réglementation publique.

Elle constate enfin, pour le regretter, que mutuelles et compagnies d'assurances « semblent encore assez réticentes à l'égard de toute démarche, même préventive, qui pourrait interférer avec leurs relations contractuelles classiques. Sans doute privilégient-elles à cet égard le principe selon lequel le risque génère la prime, qui est elle-même source de profit ».

F. V.

## Le surf des neiges est devenu une discipline alpine reconnue

Les pratiquants représentent désormais 7 % et devraient dépasser, en l'an 2000, 20 % des usagers des pistes. Ils se sont aujourd'hui réconciliés avec les skieurs traditionnels

LE SKI a amorcé cet hiver un grand virage. Désormais, c'est pacifiquement que les adeptes du ski alpin partagent les pistes neige avec ceux des « nouvelles glisses », autrement dit les surfers des neiges. Il y a quatre ans, ils étaient quelques milliers en France à s'installer sur leurs planches de bois pour, aussitôt, amorcer de larges courbes et fendre les pentes, grisés par la vitesse. Les panaches de neige qui les suivaient annonçaient leur arrivée, parfois brutale.

La cohabitation était alors difficile sur les pistes. Les skieurs redoutaient les évolutions et les brusques changements de trajectoire de ces surfers, souvent beaucoup plus jeunes qu'eux. Sur les pentes, deux cultures s'affrontaient. Et, parfois aussi, se télescopaient. Quelques drames allaient d'ailleurs ponctuer la difficile naissance du surf. Bref, avec leurs casquettes renversées, leurs vêtements démesurément amples et leur vocabulaire réservé aux initiés, les « snowboarders » à la dégaline volontairement atypique dénotaient dans un univers alpin fort

policié. Votre aseptisé. Or, depuis cette année, les surfers semblent appartenir à la grande famille du ski. Pour de bon. Les stations ont intégré dans leurs équipements cette nouvelle glisse, et presque toutes les interdictions de circuler ont été levées à l'égard des pratiquants du surf. Pendant l'hiver 1994-1995 trois cent mille surfers devraient avoir fréquenté les stations françaises, alors que celles-ci reçoivent quatre millions et demi d'« alpins ». Le rapport reste inégal, mais la proportion des surfers n'est plus négligeable. D'autant moins que les industriels ont, quoique avec un certain retard, flairé ce nouveau « filon de l'or blanc » qui, pensent-ils, peut relancer les sports d'hiver, notamment parmi la population jeune qui avait délaissé la montagne.

En effet, après les avoir longtemps négligés, tous les grands fabricants de ski courtisent les surfers. Le français Rossignol et l'autrichien Atomic sont déjà présents en attendant Benetton et Salomon. Dès lors, les deux cents marques de surf qui se partagent un marché de 550 000 paires, dont 180 000 ont été vendues cette année au Japon contre seulement 30 000 en France, n'ont qu'à bien se tenir. Lors du Salon des sports d'hiver de Grenoble, qui s'est déroulé à la mi-mars, le groupe Rossignol-Dynastar, numéro un mondial du ski alpin avec 1,6 million de paires produites en 1994-1995, affirmait être prêt à offrir 200 000 surfis pour l'hiver 1998, contre 50 000 aujourd'hui.

« Il faut retrouver le monde du jeu, celui par exemple des sauts et des chutes et de la vitesse. Notre sport s'inscrit dans l'évolution naturelle de la pratique des sports d'hiver »

Selon les prévisions de la profession, le marché mondial de cette jeune discipline dépassera alors le cap du million de planches vendues chaque année avec près de quatre millions de surfers, contre un peu plus d'un million sept cent mille actuellement. D'ailleurs, le prix moyen des planches, proche aujourd'hui de trois mille francs, devrait, dans trois ans, passer sous la barre des deux mille francs.

Pourtant, rares sont ceux qui ont toujours cru à l'ascension du surf. Parmi les professionnels de la montagne, beaucoup n'ont vu là qu'une simple mode qui forcément serait éphémère. Comme le monski, apparu au milieu des années 80, mais qui ne parvint jamais à s'imposer. Force est pourtant de constater que les adeptes d'une glisse différente ont compté, en premier lieu, la pureté de la trace, la sobriété et la fluidité du mouvement, la sensualité du contact avec la poudre, n'ont pas seulement donné naissance à un amusement passager pour amateurs de vol au-dessus des barres rocheuses et de fortes sensations.

Même si personne ne songe plus vraiment à parquer ces « vilains garçons » dans des espaces réservés, les « enfants rebelles » du surf n'ont pas encore vaincu toutes les réticences. Certains font observer que, s'ils disposent d'une bonne technique, ils n'ont aucune connaissance des dangers objectifs de la montagne. D'autres passent sans formation du milieu urbain, où ils pratiquent souvent le skateboard, à celui de la haute altitude, beaucoup plus instable que le bitume. « Le surf est un produit exposé, car il est fait pour aller

en poudreuse, et donc dans des zones à risques parcourues par des avalanches », reconnaît Gérard Rougier, directeur de la jeune Fédération de snowboard. Cette dernière tente de préserver coûte que coûte – mais pour combien de temps encore ? – l'indépendance de ses quatre mille cinq cents membres.

Depuis 1987, ceux-ci refusent de se fondre au sein de la puissante Fédération française de ski. La FFS a attendu l'hiver 1992 pour créer sa propre « commission surf » et reconnaître, enfin, l'existence de cette discipline. « Nous ne sommes pas pour autant rentrés dans le rang, promet un adepte parisien du surf, âgé de dix-sept ans. Nous entendons préserver nos traditions et notre culture, qui puise une partie de ses racines dans un autre sport issu, celui-là de la ville : le skateboard. Les surfers resteront nécessairement différents des alpins, avec leurs propres revues, leurs musiques et leurs cassettes vidéo qui véhiculent la culture surf. » « L'alpin est sur le déclin, car il a perdu son côté amusant et sa dimension ludique. Il ne fait plus rêver les

### Pas plus dangereux que le ski

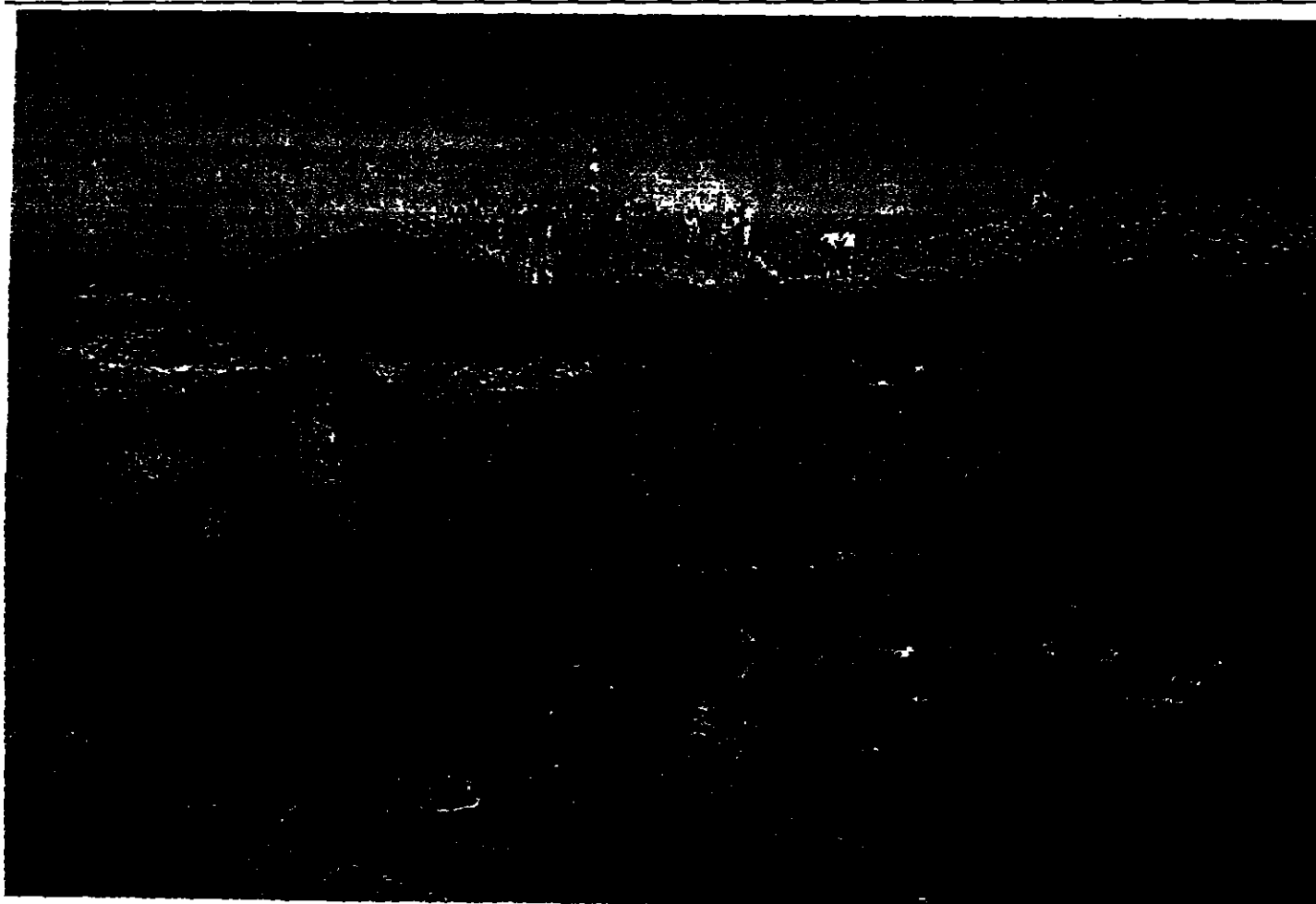
Selon les conclusions rendues par soixante-dix médecins de stations de sports d'hiver, après avoir analysé plus de 40 000 accidents de ski sur les 120 000 recensés chaque hiver, le surf des neiges ne serait pas plus dangereux que le ski alpin. Montré du doigt au début des années 1990 à la suite d'accidents et de collisions meurtrières, ce nouveau sport s'intègre progressivement aux autres disciplines. Toutefois, à la différence du ski alpin, qui provoque un nombre élevé de lésions et de fractures au niveau des membres inférieurs (le genou est le plus touché puisqu'il représente aujourd'hui 40 % des accidents), le surf agresse en premier lieu les membres supérieurs.

L'épaule (15 %) et les poignets (40 %, sous la forme de fractures consécutives à des sauts) viennent en tête des statistiques, qui confirment que les débutants sont les plus exposés. Alors que beaucoup redoutent les collisions, qui représentent 13 % des accidents de ski survenus en France, il apparaît que l'augmentation de la pratique du surf n'a pas accru le nombre des télescopages, selon les services de secours des stations.

Jeunes. Il faut retrouver le monde du jeu, celui par exemple des sauts et des chutes, des vols à ski et de la vitesse. Notre sport s'inscrit dans l'évolution naturelle de la pratique des sports d'hiver », assure-t-il. Les différences vestimentaires, en tout cas, semblent s'atténuer. Les skieurs empruntent volontiers la mode issue du milieu surf, en revêtant, peut-être, de monter sur une planche, alors que les mordus du snowboard, de leur côté, semblent im peu s'assagir.

La population mondiale des surfers, estimée aujourd'hui à un peu plus de 7 % des skieurs, devrait, avant l'an 2000, dépasser les 20 %, pronostiquent les plus optimistes parmi les fabricants de surf. « Aujourd'hui dans les lycées de Grenoble, capitale naturelle du ski, si on n'est pas surfer, on est ringard », constate le directeur de l'agence de communication Iso, Michel Lambert. « Un jeune sur trois qui vient à la neige opte pour le surf », s'enrichit Jean-Jacques Bompard, directeur général du groupe Rossignol-Dynastar. Ce dernier reconnaît que ce « nouveau jeu hivernal est devenu un sport à part entière ». La preuve : son intégration parmi les disciplines olympiques est très sérieusement envisagée par le Comité international olympique. Voilà qui couronnerait le parcours longtemps incertain de cette discipline.

Claude Francillon



Chaussée des Géants, Co. Antrim.

## Profitez de tout!

Cette année ne manquez pas d'inclure l'Irlande du Nord dans vos projets de vacances. Mettez le cap sur le nord et faites l'expérience des merveilles qui vous y attendent.

Une croisière sur les lacs de Fermanagh. Une randonnée dans les collines des Sperrins. La splendeur du Giant's Causeway – la chaussée des Géants. Les montagnes de Mourne. Les vertes vallées d'Antrim.

Vivez l'histoire de Derry et d'Armagh, ville épiscopale. Et l'hospitalité chaleureuse du peuple.

Le golf. La pêche. La voile. L'équitation. Tant d'activités à découvrir dans un cadre idyllique. Des restaurants superbes. Des pubs. Et des spectacles – vous avez l'embaras du choix.

Ne manquez pas Belfast. Une ville de culture, d'artisanat, de sports et de commerce. Si vous comptez faire la traversée par bateau, vous avez le choix de 20 traversées par jour directement en Irlande du Nord. Tous les principaux aéroports britanniques ont des vols en direction de l'Irlande du Nord.

Appelez l'Office de Tourisme d'Irlande du Nord.



Office de Tourisme d'Irlande du Nord

Office de Tourisme d'Irlande du Nord, 3 Rue de Pontoise, 78100 St. Germain en Laye, France. Tel: (33) 1 39 21 93 80. Fax: (33) 1 39 21 93 90.  
Nord Ireland Informations Bureau, Neumühle Toss, CH-8406 Winterthur, Switzerland. Tel: 41 52 202 6666. Fax: 41 52 202 6908.  
Northern Ireland Centre in Europe, 20 Avenue des Celtes, Bruxelles 1040, Belgium. Tel: 322 732 5678. Fax: 322 735 7874.

Ernst Jünger,  
cent ans  
de germanité

L'auteur de "Dranges d'acier" et de "Sur les rails de mort" évoque les passions nouvelles et contraires dans son pays, ou on a longtemps considéré comme un représentant du passé nationaliste allemand.

L

مركزاً من راحل



# HORIZONS

PORTRAIT

## Ernst Jünger, cent ans de germanité

**L'auteur d'« Orages d'acier » et de « Sur les falaises de marbre » éveille des passions nouvelles et contradictoires dans son pays, où on l'a longtemps considéré comme un représentant du passé nationaliste allemand**



**L**E chancelier Kohl n'a jamais caché sa passion pour Ernst Jünger. C'est en compagnie du président de la République allemande, Roman Herzog, et du ministre-président du Bade-Wurtemberg, Erwin Teufel, qu'il lui a rendu visite à Wilflingen, mercredi 29 mars, pour fêter ses cent ans. La cérémonie devait être transmise à la télévision, comme s'il s'agissait d'un grand événement national. Le président Mitterrand, qui souhaitait également être présent, s'est décommandé il y a quelques jours pour des raisons de calendrier.

Quelle étrange passion pour un homme qui n'a jamais renié son passé nationaliste et qui regrette encore, sans son cœur de vieux soldat, d'avoir perdu deux guerres mondiales. De François Mitterrand, on connaissait l'admiration pour un homme qui porta les uniformes des deux pays (Ernst Jünger s'enrôla dans la Légion étrangère en 1912), et qui fut, pendant l'Occupation, non seulement l'ami de Drieu la Rochelle et d'Abel Bonnard, mais aussi de Cocteau et de Montherlant.

On est en droit de s'interroger sur ce qui, notamment de la part d'Heinrich Kohl, explique une telle admiration pour quelqu'un que l'essayiste Karlheinz Bohrer a défini comme un « rhétoricien de la terre », et qui vit aujourd'hui à l'écart des hommes dans le pays soubre, passant sa retraite paisible en compagnie de ses 40 000 scarabées l'une des plus belles collections du monde.

Le CDU, le parti du chancelier Kohl, n'a jamais trouvé qu'un seul défaut à Ernst Jünger, celui d'avoir été un amateur de LSD et d'en avoir décrit les extases dans un livre paru en 1970 (*Rapprochements. Drogues et ivresse*). En fait, tout l'héritage intellectuel du chancelier chrétien-démocrate s'oppose à celui de l'auteur d'*Orages d'acier*, quatorze fois banni pendant la première guerre mondiale. L'un est humaniste, l'autre héritier de la « révolution conservatrice » des années 20. L'un incarne la stabilité pacifique de l'Etat bourgeois, l'autre sa contestation solitaire et romantique. Un « anarchiste réactionnaire », comme le décrivait *Le Monde* à l'occasion d'une interview donnée en 1982.

L'auteur du *Travailleur* (1932) n'a jamais cessé de dénoncer les défauts de la démocratie parlementaire pour vanter, comme soldat ou esthète, les vertus de l'Etat fort. Dans une interview au *Spiegel*, en 1988, Ernst Jünger disait : « Ma femme et moi, nous sommes des citoyens loyaux, mais pas enthousiastes, de la République fédérale. Pour nous, la réalité, c'est le Reich allemand. » Dans le même entretien, Ernst Jünger expliquait qu'il était toujours « d'accord » (en français dans le texte) avec certains aspects de la politique de Hil-

ler, comme l'Anschluss avec l'Autriche ou l'annexion des Sudètes. Sans jamais avoir été membre du parti nazi (il considérait que Goebbels était « une petite tête »), Ernst Jünger n'en a pas moins été un inspirateur privilégié des hitlériens, lui qui célébrait, en 1930, les vertus de « l'action au lieu de la parole, le sang au lieu de l'encre, l'épée au lieu de la plume ».

En Allemagne, la plupart des admirateurs de Jünger expliquent aujourd'hui que « tout ça, c'est du passé ». Le chancelier Kohl lui-même entend rendre hommage, non pas à la pensée de Jünger (dont l'approche des choses, finalement, n'a jamais été très intellectuelle), mais à un homme qui a assisté aux premières loges à la plupart des grandes tragédies de ce siècle.

Ernst Jünger, c'est la continuité de l'Allemagne. Dans le Paris occupé de la seconde guerre mondiale (où il est affecté à l'état-major de la Wehrmacht), il fréquente les conjurés du 20 juillet 1944 et rédige un texte, *La Paix*, considéré plus tard comme une profession de foi antinazie (*Sur les falaises de marbre* peut également se lire comme une critique voilée du régime hitlérien). La maison qu'il habite à Wilflingen n'a-t-elle d'ailleurs pas appartenu à la famille du chef des conjurés du 20 juillet, les Stauffenberg ? Certains admirateurs de Jünger font remarquer qu'il n'a jamais lu *Mein Kampf*, bien que le Führer lui en ait offert une version dédicacée. Quant à l'antisémitisme de Jünger, il ne s'est jamais exprimé que de manière absconse, suffisamment du moins pour ne pas lui attirer un opprobre comparable à celui qui vise un Céline.

Jünger est par ailleurs, de tous ses concitoyens, le dernier survivant à porter à la poitrine le prestigieux ordre *Pour le Mérite*, reçu de l'empereur Guillaume II à la fin de la première guerre mondiale. Toutes ces raisons sont apparemment suffisantes pour justifier les honneurs qu'on lui rend aujourd'hui. « Si Günter Grass avait cent ans, le chancelier lui rendrait visite » : ainsi la démarche du chancelier est-elle présentée à Bonn.

**E**N allant saluer Jünger, le chancelier, dont on connaît la passion de l'histoire, honore avant tout un monument national. Or nul pays plus que la France n'est à l'origine de la réhabilitation de Jünger après des siècles. En 1975, Alfred Andersch écrivait que « Jünger était à peine présent dans le débat public en Allemagne ». En 1985, le quotidien *Die Welt* déplorait que Jünger « soit recouvert sous une lave d'indifférence, ou fasse l'objet d'une permanence d'un sentimentalisme politique déplacé ».

Soudain changement de ton quelques années plus tard. En 1991, l'hebdomadaire *Die Zeit* qualifiait Jünger de grand « homme de lettres » (toujours en français dans le texte). Un autre commentateur,

saisi par une envolée lyrique, allait jusqu'à comparer Jünger à Michel de Montaigne ! Entre-temps, le président Mitterrand avait rencontré Ernst Jünger plusieurs fois, profitant d'occasions comme la cérémonie de Verdun en 1984 ou le 25<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Élysée en 1988 pour le recevoir en tête-à-tête et lui dire toute l'admiration que lui inspirait son œuvre. On a peine à croire combien ces petits gestes ont eu d'écho en Alle-

**10 juin 1940, à Paris : « Nous avons accordé à un délicat clos vougeot le premier prix, à un chambertin le second prix. Un beaune de 1934 était, lui aussi, remarquable »**

magne, tant celle-ci envie secrètement à la France son statut de grande nation intellectuelle et culturelle. L'Allemagne se redécouvrait grâce au miroir tendu par la France, le paradoxe est d'autant plus choquant qu'Ernst Jünger lui-même, dans ses *Journaux de guerre*, raconte comment, en arrivant dans la France occupée en juin 1940, il profita de son statut de vainqueur pour débarquer à l'improviste chez de pauvres gens dont il pillait les bibliothèques et les caves (« Nous avons accordé à un délicat clos vougeot le premier prix, à un chambertin le second prix. Un beaune de 1934 (...) était, lui aussi, remarquable », note-t-il à la date du 10 juin 1940). Le 8 août 1944, il quittait Paris en écrivant : « Une fois encore sur la terrasse du Sacré-Cœur : regard d'adieu à la grande ville. Je voyais les pierres vibrer au soleil brûlant, comme dans l'attente de nouvelles étreintes de l'histoire. Les villes sont femmes et ne sont tendres qu'au vainqueur. »

Jünger est le représentant typique de ce qui fascine les Français chez leurs voisins allemands, au moins depuis Madame de Staël, qui appréciait dans la littérature allemande « tout ce qui tient au développement des impressions du cœur, aux orages secrets des passions fortes ». Le journaliste Jo-

hannes Saltzwedel a raison de constater, dans le *Spiegel*, que les qualités qu'on reconnaît à Jünger, en France, sont d'ordre exclusivement esthétique : « Un sens de la forme, son naturalisme froid, sa culture magistrale... », et d'ajouter que les Français ne voient certainement pas en Jünger un sauveur de l'humanité.

Ce n'est pas tout à fait le cas en Allemagne. Frappé d'excommunication littéraire pendant des an-

tique spécifiquement allemande, opposée à l'héritage universel des Lumières.

**L'**HEBDOMADAIRE de la droite intellectuelle *Junge Freiheit*, édité à Potsdam, écrit ainsi dans son édition spéciale du 24 mars 1995 : « Au fond, les lecteurs de Jünger sont une poignée de rêveurs, de romantiques, qui savent que sous la couche superficielle des choses se cache la profondeur et le secret, et qui cherchent un moyen pour l'exprimer. » Une sensibilité tourmentée, pour citer Heidegger, par « l'absence de la présence ».

Ernst Jünger est « le prototype d'un art à venir », « ses vieux adversaires sont devenus silencieux, et sont tombés dans l'autocompassion » : tel est l'hommage du dramaturge Bocho Strauss, qui est devenu au cours des derniers mois l'inspirateur d'un courant de pensée obnubilé par la définition de valeurs nationales (le texte de Strauss est publié dans un récent ouvrage publié à l'occasion du centenaire de Jünger : *Magie der Heiterkeit*, éditions Klett-Cotta). Aux yeux de ces intellectuels, Ernst Jünger pourrait ainsi devenir l'un des points de référence d'un renouveau spirituel de la nation.

L'hebdomadaire *Stern* écrivait récemment que « ce qu'on a décrit comme le caractère de seigneur, arrogant et romantique de Jünger, son autocélébration comme anarchiste aristocratique, et son anti-libéralisme méprisant, peuvent redevenir en vogue dans une démocratie au quotidien ressentie comme banale ». Autrement dit, et indépendamment de toute considération sur la valeur intrinsèque de l'œuvre, Ernst Jünger agit ici comme un révélateur : on découvre, à travers la polémique que se livrent ses avocats et ses détracteurs, que les préoccupations présentes dans ses écrits sont toujours très actuelles.

Une récente pièce de théâtre intitulée *Ernst Jünger*, à la Volksbühne de Berlin, dénonçait de manière noire et violente les valeurs colportées par l'œuvre de l'écrivain de Wilflingen. Le metteur en scène, Johannes Kresnik, y présentait un

Jünger antisémite et précurseur des nazis. A Heidelberg, ville natale de l'écrivain, une cérémonie prévue pour le 30 mars suscite de vives controverses parmi les autorités locales. Certains élus refusent de s'associer à l'hommage qui doit se dérouler à l'université de la ville. Une controverse comparable à celle de Venise, où le maire de la ville, Massimo Cacciari (un universitaire de gauche amateur de Jünger depuis de nombreuses années), souhaitait inviter Ernst Jünger pour célébrer son centenaire. Celui-ci a décliné après avoir eu vent des protestations que déclenchait sa venue dans la ville des doges.

L'enjeu du débat dépasse donc les frontières de l'Allemagne et agite beaucoup d'esprits européens. Les frontières de la droite et de la gauche elles-mêmes sont abolies : comment ne pas s'en féliciter ? Un penseur social-démocrate comme Peter Glotz vient de prononcer une apologie de Jünger qui n'avait d'autre but, semble-t-il, que de ne pas laisser l'auteur d'*Orages d'acier* se faire confisquer par la droite. Pour Peter Glotz, il y a le Jünger d'avant et celui d'après 1945. Le second aurait été un apôtre de l'unification de l'Europe...

On redécouvre aussi, outre-Rhin, un nouveau Jünger, à la sensibilité écologique, l'amoureux des arbres et des scarabées, qui disait un jour qu'il était « contre les centrales nucléaires, ne serait-ce que parce qu'elles mettent en danger la vie des insectes ». C'est de ce côté-là qu'il faudrait sans doute engager des recherches sur les affinités secrètes du chancelier Kohl avec l'écrivain de Wilflingen. Pour Wolfgang Bergsdorf, l'un des proches conseillers du chancelier Kohl (c'est lui qui entretient les contacts avec Ernst Jünger depuis plusieurs années), la pensée de l'auteur d'*Hellopolis* permet, en réconciliant la rationalité de Voltaire et l'irrationalité de Nietzsche, « de dépasser le nihilisme, de retrouver le pouvoir sur la pensée et de retourner à la gnose chrétienne ».

Lucas Delattre

# Le Monde

## Sisyphes en Afrique

L'Afrique est décidément un continent où la communauté internationale connaît bien des déboires. Mettre en pratique les beaux principes d'ingérence humanitaire qui empêcheraient famines, massacres et génocide est un travail de Sisyphe. L'importance des moyens employés n'est pas le critère décisif : on a bien vu dans l'affaire somalienne qu'une intervention de grande envergure des Nations unies, engageant sur le terrain plus de 15 000 « casques bleus » doit se contenter de résultats modestes. Le regain de violence au Burundi, « faux jumeau » d'un Rwanda qui tente de se remettre du massacre génocidaire de l'été dernier, met à nouveau la communauté internationale au pied du mur. Va-t-on une fois de plus assister en spectateurs impuissants au déchaînement des haines ethniques meurtrières, qui frappent cette fois-ci les Hutus ? Ces derniers, majoritaires au Burundi, subissent discriminations et violences de la part de milices extrémistes tutsies, agissant sous la protection de l'armée officielle composée à 95 % de membres appartenant à cette dernière ethnité.

Ni le conseil de Sécurité de l'ONU ni les responsables de l'Organisation de l'unité africaine ne envisagent d'aller au-delà des remontrances verbales pour mettre un terme à cette situation. Bernard Debré, ministre de la coopération, en visite à Burundi, n'a laissé aucun doute sur les intentions de la France : la solution des problèmes doit venir des Burundais eux-mêmes. On voit mal comment il pour-

rait en être autrement : le Burundi ne se trouve pas dans une situation à la rwandaise, où les Hutus, détenteurs du pouvoir et des forces militaires, avaient plongé le pays dans un chaos sanglant pour s'opposer à l'avancée victorieuse d'une opposition majoritairement tutsie qui souhaitait une intervention onusienne.

A Burumbura, le gouvernement en place - présidé par un Hutu - et l'armée ont fait savoir qu'ils s'opposeraient à une telle intervention. Ne demeure alors donc dans le champ du possible qu'un « programme minimal » visant à encourager les éléments modérés du pays à imposer leurs vues face aux extrémistes en armes, et surtout à procéder à l'évacuation des ressortissants occidentaux encore présents dans le pays.

La mise en œuvre dans cette partie de l'Afrique d'une « diplomatie préventive », à l'image de celle qui tente d'éviter que se développent en Europe de nouveaux drames de type yougoslave, n'est encore qu'une chimère. Il lui manque un argument essentiel : l'espérance que le retour à une manière civilisée de gérer les conflits de frontières et de minorités fera office de passeport pour l'entrée dans l'Union européenne.

Le vrai courage serait alors pour la communauté internationale de prendre acte du fait que les conflits tribaux ne pourront prendre fin qu'à l'issue d'un processus de séparation et de regroupement de communautés trop chargées de haine pour espérer, à court ou moyen terme, cohabiter en paix.

## Paris plus loin d'Alger

TANDIS que l'Algérie s'enfonçait chaque jour dans la terreur, la France, pays naturel d'accueil pour les persécutés de ce pays, ferme ses portes toujours plus hermétiquement. L'heure est à la réduction drastique de toutes les possibilités de refuge, d'autant plus choquante qu'elle est masquée par les pieux discours sur l'attachement de la France à sa « tradition de protection ».

Paris, qui avait délivré 800 000 visas à des Algériens en 1989, n'en aura octroyé que 100 000 en 1994. Cette chute brutale impose au million d'Algériens de France une limitation éprouvante des contacts familiaux et commerciaux. Elle empêche aussi les personnes menacées par les violences de venir reprendre leur souffle de l'autre côté de la Méditerranée. A Nantes, où est désormais traité le gros millier de demandes de visas adressées quotidiennement d'Algérie, 80 % des dossiers sont rejetés sans la moindre motivation.

Comme si ces restrictions sans précédent ne suffisaient pas, la France vient d'instaurer le visa de long séjour pour les Algériens. Désormais, seul ce document délivré au comptegouttes permettra une éventuelle régularisation du séjour. Les responsables policiers attendent de cette discrète mesure une nouvelle réduction des flux d'Algériens.

La situation n'est guère plus réjouissante sur le plan du droit d'asile. Alors que quelque 300 Algériens en moyenne de-

mandent chaque mois la protection du statut de réfugié en France, seuls dix-huit dossiers ont été acceptés en 1994, soit 1,24 % des demandes. Au mépris des recommandations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et la Commission de recours continuant, à de rares exceptions près, à considérer que seules les personnes persécutées par les autorités légales peuvent être reconnues comme réfugiés, ce qui exclut les victimes des islamistes. Cette interprétation restrictive de la Convention de Genève repose sur une fiction selon laquelle l'Etat algérien aurait généralement la volonté et la capacité de protéger les cibles de la violence.

Reste, pour les exilés d'Algérie, la possibilité théorique de solliciter une autorisation de séjour. Mais, alors que le ministre de l'Intérieur a évoqué le chiffre de 10 000 régularisations, seules 300 personnes en ont bénéficié à Paris, et à peu près autant dans le reste de la France.

A l'heure où la libre circulation des personnes devient une réalité dans l'Europe de Schengen, ces multiples verrous posés entre la France et l'Algérie, au nom du « risque migratoire », apparaissent anachroniques et inquiétants pour l'avenir des deux pays. De telles pratiques ne peuvent perdurer sans que soit profondément écornée l'image de la France, protectrice traditionnelle des persécutés politiques.

### AU FIL DES PAGES/SOCIÉTÉ

## La France à cloche-pied

RÉCLAMÉE, proclamée, codifiée, l'égalité entre hommes et femmes est une aimable plaisanterie. Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir les quatre-vingts fiches thématiques que l'Insee a réunies dans un ouvrage sans fioritures, bourré de chiffres et de schémas. Ce n'est ni de la grande littérature ni de la haute sociologie, mais le portrait très instructif d'une société française qui ne cesse de changer tout en étant soumise à d'incroyables pesanteurs.

Remarquons d'abord que les femmes ne sont pas toujours les plus mal loties. Sur un point non négligeable, la longévité, elles maintiennent depuis deux décennies la même « avance » sur les hommes, vivant en moyenne 8,2 ans de plus qu'eux. Cette curiosité française - l'écart est moindre dans tous les autres pays de l'Union européenne - peut être attribuée à trois facteurs, si l'on en juge par les statistiques de l'Insee : un moindre stress dans la vie professionnelle, une meilleure hygiène de vie et un suivi médical plus étroit.

Ce privilège mérite cependant d'être relativisé, car les Françaises très âgées vivent souvent dans la solitude et en mauvaise santé. Jusqu'à quarante-cinq ans, même si elle est divorcée, une femme est entourée de ses enfants. L'homme, en revanche, termine généralement sa vie en situation conjugale.

C'est sans doute dans les études et la vie professionnelle que le « deuxième sexe » a le plus progressé. Aujourd'hui, les filles dépassent même les garçons : 57 % des bacheliers sont des bacheliers. Les femmes sont entrées en masse dans le secteur tertiaire, en pleine expansion, alors que beaucoup d'hommes étaient licenciés de l'industrie. Et la croissance de l'activité féminine s'est poursuivie ces dernières années, malgré la crise.

Cependant, si les femmes sont désormais présentes dans la quasi-totalité des professions

salariées, si elles sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes de responsabilité, la plupart ont encore des emplois peu qualifiés, à temps partiel ou à durée déterminée. Dans une même profession, au même âge, les écarts de salaires entre les deux sexes peuvent dépasser 10 %. Et, à diplôme égal, les hommes accèdent aux emplois les mieux rémunérés, même en début de carrière.

Le grand renversement qui se profile sur le marché de l'emploi, avec le partage et la réduction du temps de travail, assurera-t-il enfin l'égalité entre les sexes ? Nul n'en mettrait sa main au feu.

### Pour assurer l'égalité entre hommes et femmes, il y a encore du pain sur la planche

Pour les femmes de France, le modèle dominant n'est plus l'alternance (avoir des enfants ou travailler) ; il n'est plus l'alternance au cours du temps (élever ses enfants en bas âge puis travailler) ; mais le cumul.

Les chiffres de l'Insee montrent en effet deux évolutions spectaculaires depuis la deuxième guerre mondiale. D'une part, la population active féminine a considérablement augmenté : aujourd'hui, onze millions de femmes ont un emploi ou en recherchent un. D'autre part, la presque totalité des femmes de France ont au moins un enfant au cours de leur vie, alors que la proportion n'était que de 75 % entre les deux guerres.

A la fois mères et travailleuses, elles subissent le fait que la répartition des tâches familiales et domestiques évolue très lentement

dans le couple. Celles qui donnent la priorité à leur carrière doivent déléguer ces tâches... à d'autres femmes. Ainsi, les nouveaux comportements sociaux s'empilent en quelque sorte sur les vieux stéréotypes, toujours vivaces : aux hommes, la technique, la performance et l'affrontement ; aux femmes, l'intimité, la vie familiale et l'altruisme.

C'est dans le domaine politique que les résistances au changement apparaissent les plus fortes. Les femmes ont dû attendre la Libération pour obtenir le droit de vote. Cinquante ans plus tard, le bilan est consternant. Si les conseils municipaux se sont féminisés, la proportion de femmes à l'Assemblée nationale n'a quasiment pas bougé (6 %), mettant la France à l'avant-dernière place de l'Union européenne, tout juste devant la Grèce. Pourtant, le comportement électoral des femmes a considérablement évolué en un demi-siècle. Jusqu'à la fin des années 60, elles étaient à la fois plus abstentionnistes et plus conservatrices que les hommes. Aujourd'hui, elles sont plus nombreuses à voter socialiste et écologiste.

La France continue à avancer à cloche-pied, se privant de la moitié de sa population - la moitié la plus civique, celle qui commet dix fois moins de délits et de crimes que l'autre. Et on est encore à se demander s'il ne faudrait pas assurer la présence des femmes au forcé, en instituant des quotas. Encore faudrait-il qu'elles-mêmes jugent nécessaire de se propulser au premier plan. Non pas pour faire plus joli, mais pour rendre la vie politique plus concrète, peut-être moins agressive et en tout cas plus proche des citoyens.

Robert Solé

★ Les Femmes, Institut national de la statistique et des études économiques Collection « Contours et caractères », 215 p., 40 F.

## Restauration

Suite de la première page

La marée du chômage a monté inexorablement, et avec elle le mal des banlieues, l'angoisse des jeunes, l'amerume des retraites anticipées, la misère étalée au grand jour, la corruption omniprésente et la criminalité. La contemplation des massacres, soir après soir, à la télévision, a eu vite raison de l'espoir qu'avait soulevé par la suite la chute, sans qu'un coup de fusil ait été tiré, du mur de Berlin. Le grand naufrage de ce temps, on ne l'a pas encore assez mesuré, est celui de l'idée de progrès, moteur, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, des sociétés, dont le communisme n'aurait été somme toute qu'un avatar prométhéen. Aujourd'hui, le moteur est en panne.

### LE PÈRE ABSENT

Le réflexe naturel, en pareille circonstance, est de chercher une prise où se raccrocher : d'où l'actuelle fortune de l'islam et de l'orthodoxie ; d'où le réveil des nations, cent fois annoncé par de Gaulle à ceux qui les voyaient déjà emportées par le grand vent des idéologies ; d'où encore le culte nostalgique voué au grand homme par une France qui aimerait bien, dans le deuil de ses illusions, se retrouver un père.

Lui mort, personne, visiblement, ne se sent de taille à assumer ce rôle. Le pasteur Jospin, dont le peu de confiance dans ses chances crève les yeux, se contente, avec la gentillesse, la fermeté et le désintéressement requis, de jouer les instits. Le chanoine Balladur s'adresse aux Français comme s'ils étaient tous membres de son club ou de son conseil d'administration, c'est-à-dire - et il y a du mérite - en les traitant en grands garçons : s'il devait gagner de cette manière, ce serait une première dans un univers politique où l'affectif joue

le premier rôle et où il ne faut pas avoir peur, disait Michel Debré, « de se salir les mains et les manchettes... ». Jacques Chirac campe assez bien, consciemment ou non, un personnage de frère aîné, capable de prendre en main les intérêts de la famille privée de son chef. Peu importe ce qu'il a dit hier, ce qu'il dit aujourd'hui et qu'il aura peut-être oublié demain. S'il l'emporte, ce sera du fait non pas de ses engagements, mais de son allant, de son mordant, en un mot de son style. C'était la tactique choisie par Ronald Reagan, homme de médias, et donc bien placé pour savoir sur quel terrain se remportent désormais les victoires. Grâce à quoi celui dont les chancelleries moquaient l'incompétence a été le seul président des Etats-Unis, depuis la démission de Nixon, à être réélu.

Que le cinquième président de la V<sup>e</sup> République s'appelle Balladur ou Chirac - on a respecté l'ordre alphabétique - changera sans doute moins la nature de la politique suivie que la manière dont elle sera présentée, en un mot la communication du pouvoir. Celui-ci verra sa tâche considérablement facilitée par l'élimination de ce qu'on pourrait appeler la contestation institutionnelle. Bien sûr les ambitions des uns et des autres se heurteront. Le premier ministre, s'il s'appelle Alain Juppé, pourrait bien être tenté de jouer les maîtres du palais face à un président de la République plus attiré par les discours et les bairns de foule que par le quotidien des choses. Mais le conflit latent entre l'Elysée et Matignon qu'implique la cohabitation aura disparu, et les deux camps de la majorité, à l'exception peut-être temporaire de quelques personnalités trop engagées, auront vite fait de se rabibocher.

Il n'y aura même plus, pour constituer un pôle de résistance, ce Sénat qui, lorsque le président Gaston Mon-

### RECTIFICATIFS

#### PROCÈS OM-VA

Nous avons indiqué dans un article consacré aux condamnations judiciaires de Bernard Tapie (*Le Monde* du 23 mars) que si l'ancien président de l'Olympique de Marseille se voyait infliger une peine de prison ferme par le tribunal le Valencien, il devrait accomplir en sus la peine de quatre mois de prison avec sursis prononcée en septembre 1994 par le tribunal de Toulon. Cette affirmation est inexacte car les faits de corruption concernant le match OM-VA sont antérieurs à la condamnation prononcée par les magistrats toulonnais.

#### ART SPIEGELMAN

Dans l'article consacré à l'exposition de dessins d'Art Spiegelman « Dans l'enfer de "Mauschwitz" » (*Le Monde* du 23 mars), nous avons omis de préciser quel était l'éditeur français des livres de Spiegelman. *Maus* et *Maus II* ont été publiés aux éditions Flammarion en 1997 et 1992.

#### LES SECTES DU JAPON

Le titre de l'article du *Monde* daté du 23 mars consacré au phénomène des sectes au Japon - « l'archipel compte près de 200 000 "religions nouvellement surgies" » - ne correspond pas exactement aux informations contenues dans l'article. Ce chiffre - en fait 183 000 - représente le nombre des organisations religieuses reconnues dont les sectes ne représentent qu'une infime minorité.

#### BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE

Ce ne sont pas 170 volumes de manuscrits qui resteront dans les locaux de l'ancienne Bibliothèque nationale, rue de Richelieu (voir le dossier sur la Bibliothèque nationale de France dans *Le Monde* du 28 mars), mais 170 000 volumes (occidentaux et orientaux) dont 10 000 manuscrits à peintures.

#### André Fontaine

Disneyland® Paris, c'est 150 F pour les petits\*.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication : Dominique Aldrey, directeur général : Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction :

Eric Platon, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué ; Rédacteurs en chef : Thomas Perrenet, Evely Pirel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Gribbenner, Claude Heyraud, Bernard Le Goff, Luc Rostkowski ;

Manuel Luchet, directeur du Monde des débats ; Alain Ruffa, conseiller de la direction ; Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurens ;

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffand, vice-président ; Anciens directeurs : Hubert Benoit-Aldrey (1944-1949), Jacques Fauvet (1949-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lescaume (1991-1994) ;

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Benoit-Aldrey, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directeur ;

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Télex : 206-806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BENOIT-AIDREY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

\* 3 à 11 ans inclus. Nouveaux prix haute saison jusqu'au 30.09.95.

25 من الامل



## Le désir d'enfant sous expertise

par Evelyne Pisier

L'ADOPTION fait l'objet de débats passionnés nourris des récits douloureux ou cocasses des candidats au fameux « parcours du combattant ». Jean-François Mattei, professeur et député, a remis au gouvernement Balladur un rapport destiné à réformer le système actuel. Heureuse initiative et louables intentions. Mais une lecture attentive provoque malaise et déception.

Tout projet d'adoption est suspect : il gêne le réglage séculairement minutieux de la filiation. Il rappelle que des êtres humains peuvent « abandonner » leurs enfants. Au premier rang des coupables, les femmes, évidemment : il leur est moins facile de fuir pour ne connaître ni reconnaître... Il détourne des lois de l'hérédité et menace celles de l'adoption. Il se rapproche du sort des « faux » enfants de celui des vrais. Il peut donner lieu à des marchandages qu'il faut réprimer. En outre, il tourne parfois à l'échec, et l'ordre moral de familles s'en trouve affecté. Bref, les États tuteurs ont mis sous haute surveillance cette institution suspecte. Au nom de la protection de l'enfance ? Mais au nom aussi de préjugés et de méfiances que le rapport Mattei risque d'aggraver.

Certaines propositions vont dans le bon sens : un agrément national, et non plus départemental, afin d'éviter d'aberrantes inégalités (taux de refus variant de 0 % à 40 % d'un département à l'autre), le délai de rétractation du consentement à l'adoption réduit à six semaines (au lieu de trois mois), l'instruction des nouvelles demandes accélérées, l'adoption dite désormais « complétive » revalorisée...

D'autres laissent perplexes : abaissement de trente ans à vingt-huit ans de l'âge requis pour adopter (pourquoi vingt-huit ?), réduction de cinq à deux ans de la durée du mariage imposée au couple (pourquoi faire du mariage une condition pour les couples alors que les célibataires sont en principe autorisés à adopter ?). De ces derniers exemples, on se contenterait de sourire s'ils n'étaient révélateurs d'une philosophie bien conservatrice.

L'enfant serait devenu plus « rare » et plus « précieux », et l'offre inférieure à la demande. Pourquoi ? Du fait des progrès de la contraception et de l'IVG, du travail des femmes, de la diminution des mariages et de l'augmentation des secondes unions qui retardent l'âge de la maternité... Tout y est.

Au passage, un aveu pourtant : « La réalité est indéniable : de nombreux enfants adoptables demeurent sans parents. » Mais que

l'on se rassure : « Ce n'est généralement pas le fait de l'inertie administrative ou des lenteurs de la justice » mais des « limites de la générosité » (refus d'adopter des enfants âgés, typés ou handicapés).

Or, en France, un écart subsiste entre les enfants adoptables et les enfants « juridiquement » adoptables. Combien d'enfants déclarés trop âgés ont-ils été remis aux services de l'aide sociale alors qu'ils étaient encore si petits ? Le rapport ne le dit pas.

À l'étranger, l'arbre de quelques scandaleux trafics largement médiatisés fera-t-il oublier la sinistre forêt ? Soucieux de ménager souverainetés étatiques et susceptibilités nationales, le député-professeur rappelle que « les pays pauvres ne sont pas un réservoir d'enfants ». Non, pas un réservoir, mais un immense orphelinat ! Dans lequel attendent en vain des enfants adoptables. Aurait-il un jour rencontré leur regard que le professeur serait sans doute moins obsédé de « pénaliser et moraliser ». Combien d'adoptants que la lourdeur des procédures décourage ? Combien d'enfants que la lenteur des procédures retient au bout du monde et qui meurent de polioomyélite ou de rachitisme juste avant le vaccin, juste avant de changer de destin ?

Le rapport Mattei préfère s'inquiéter des « échecs » de l'adoption. Mais quelle loi pourrait en donner la mesure ? Les échecs des filiations biologiques ne sont-ils pas plus nombreux ? Combien d'enfants adoptés parmi les deux cent millions d'enfants battus, violés, prostitués, affamés ou simplement maltraités, mal éduqués, mal aimés ? La convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU reste lettre morte. La lourde réglementation de l'adoption permettrait-elle de servir d'alibi ? Et pourquoi l'échec d'une adoption serait-il plus choquant qualitativement que celui d'une filiation biologique ? Ici encore, préjugés et fantasmes sont à l'œuvre comme pour les enfants de parents célibataires, divorcés ou de mœurs proclamées a-normales.

Le rapport ménage les susceptibilités d'une administration qui ne mérite évidemment pas toutes

toutes les critiques dont elle est régulièrement accablée. Si Jean-François Mattei s'indigne à juste titre des disparités d'octroi de l'agrément entre les départements, c'est parce qu'il peut les mesurer en termes statistiques. Mais, du reste, il ne veut rien dire. Il glisse, élégamment altusif, sur l'entrelacs de procédures, la minutieuse inquisition des questionnaires, l'imprécision des motivations de rejet. Il glisse. Parce qu'il participe de cette même philosophie administrative qui s'acharne à scruter l'incommensurable désir d'enfant. À l'aide de postulats martelés comme des slogans, il encourage une expertise aussi tatillonne qu'incertaine.

**Le rapport Mattei, pétri de philosophie administrative, préfère s'inquiéter des « échecs » de l'adoption. Mais quelle loi pourrait en donner la mesure ?**

Enquêteurs administratifs ou experts psychiatriques, tous sont requis de vérifier, dans leur aléatoire subjectivité, la réalité d'un deuil décrété indispensable : « L'adoption n'est réussie que si le couple a réellement fait le deuil de l'enfant biologique. » Un deuil qui permettrait d'inscrire l'adoption et la procréation médicalement assistée dans des « logiques radicalement opposées » : « Dans un cas, il s'agit de donner des parents à un enfant, dans l'autre un enfant à des parents. » Il y a donc « nécessité absolue d'apprécier la réalité des motivations entre égoïsme et générosité ». Étrange affirmation. Doit-on comprendre que dans un cas, le désir peut être égoïste et que, dans l'autre, il doit être généreux ? D'où le député-professeur tire-t-il ses certitudes ? Quelles preuves peut-il apporter ? Que sait-il du désir d'enfant ?

Quid de ceux qui n'ont nullement l'intention de s'endoeiller et mêlent au sein d'une même famille enfants adoptés et enfants biologiques ? Faut-il les décourager ? Au nom de quelle prescription morale ? Quid de ceux qui, au contraire, ne sont parvenus à ce « deuil » qu'après une adoption, et grâce à elle ? D'ailleurs, de nombreux psychiatres affirment à l'inverse aujourd'hui que le transfert du désir, et en aucun cas son deuil, conditionne la réussite du projet.

Et comment les experts parviendraient-ils à mesurer « la réalité du deuil », si tant est qu'il faille l'accepter le postulat ? D'une assistante sociale à l'autre, d'un psychiatre à l'autre, la diversité des comportements révèle bien l'impossible mesure. Ainsi, tel fonctionnaire exigera des heures d'enquête, interrogeant séparément l'homme et la femme – voire les autres enfants, s'il y en a –, fouillant dans l'histoire familiale, cherchant la contradiction, pesant les mots, visitant et revisitant les lieux. Tel autre dira au contraire sa pudeur et se contentera d'expédier au mieux les formalités administratives. Tel psychiatre exigera un suivi de l'enfant adopté, tel autre conseillera au contraire de ne pas imputer à l'adoption les problèmes que connaît un jour ou l'autre tout enfant, adopté ou pas.

Le député-professeur Mattei manque de prudence et de modestie. À l'aide de postulats indémonstrables, il oublie une idée simple : les destins sont divers et singuliers. Aucune loi ne pourra jamais interdire aux fous et aux déviants de concevoir un enfant, ou empêcher que l'enfant désiré un jour ne le soit plus, ou l'inverse. Ces frontières infranchissables vont bien au-delà de la filiation biologique. Mieux vaut partir du souhaitable pour préserver toutes les chances possibles. Pour les parents comme pour les enfants, le souhaitable est que la loi favorise le rapprochement des deux types de filiation. Pour le reste, elle n'a plus rien à dire. Qu'elle en finisse avec l'indécise expertise de l'incommensurable désir d'enfant.

Evelyne Pisier est professeur à l'université Paris-I.

## Valérie Subra est notre fille

par Morgan Sportès

D'E l'affaire au film en passant par le procès et le livre dont je suis l'auteur, il ne s'agit pas simplement dans l'histoire de l'Appât de ce qu'on appelait naguère « meurtre à l'entourage » si non à l'enlèvement. Cette histoire nous parle de nous-mêmes. Je n'ai pas seulement reconstruit, à la manière d'un journaliste d'investigation, un « fait divers », mais j'ai créé – sans trop le savoir au début, je l'avoue – une fable sur ce temps.

Avec le recul, et un regard rétrospectif jeté sur nos peu « glorieuses » années 80, que constatons-t-on ? Que nos meurtriers – qui, par cette transgression suprême qu'est le crime de sang, se sont mis au ban de la société – ne sont, au demeurant, guère différents, par les valeurs qu'ils partagent, des divers escrocs des mondes politique, artistique et autres qui ont défrayé la chronique judiciaire ces temps derniers.

Jean-Michel Boucheron, comme Valérie Subra, rêvait de belles maisons, de voyages tropicaux, de belles fringues, de belles bagnoles. Les mêmes idéaux de pacotille l'ont fait tomber dans le crime : il a vidé le tiroir-caisse de la ville d'Angoulême. Il ne rêvait pas d'être mannequin ou star, mais de frayer avec stars et mannequins.

L'affaire du sang contaminé nous démontre que nombre de responsables de notre société ne font pas plus de différence entre le bien et le mal, la vie et la mort, l'hémoglobine et le mercurochrome, que nos trois jeunes Pieds-Nickelés assassins qui s'en allaient boire du champagne en boîte de nuit, leur pantalon encore taché du sang à peine tédi de leur dernière victime.

Nos sociétés déraillent dans l'irréel ; crawlent dans le virtuel ; « baudrillardisent » sans s'en douter même. Nietzsche rêvait de la naissance du surhomme ; c'est le sous-homme qui pointe son nez : en deçà du bien et du mal !

« Responsables mais pas coupables ! », s'exclamaient pour leur défense certains marchands de sang. A cet égard, je me permettrai

de citer un extrait d'une lettre que m'envoya Guy Debord pour critiquer certains aspects de mon livre. Cet extrait commente le moment où l'appât (Valérie Subra), après être passée aux aveux, fin décembre 1984, demande au policier qui l'a interrogée : « Est-ce que je serai libre pour Noël ? »

« Il fallait, m'écrivait Debord, déjouer les coupables aussi brillamment qu'aurait dû le faire un vrai avocat s'il pouvait encore lui être permis d'exister. Mais il est encore permis à quelques artistes de faire voir qu'ils existent encore (pour l'instant et à leurs risques et périls). Je suppose donc qu'il fallait s'accrocher à l'article du code pénal qui prescrit qu'il n'y a « ni crime ni délit » quand les sujets ont été poussés à leurs actes par une force irrésistible et n'avaient aucune conscience des conséquences de leurs actes. Le « spectacle », vous me voyez venir, était cette force irrésistible, et le crime nisme antiréal qu'il produit chez ses dupes était prouvé avec tous ses méfaits. Je pense que personne n'a mis en doute la sincérité de la sombre héroïne quand elle se demandait si elle pourrait sortir de prison avant trois semaines. Cela prouve assez sa sincère innocence... »

Non coupable, donc, eût-il fallu plaider ? Un meurtre, dirai-je avec Dostoïevski, a bien d'autres dimensions que sociales. Vouloir le réduire à cela serait naïf.

Je n'ai pas plaidé dans mon livre. Je n'ai pas analysé. Sans pose ni gloire, j'ai mis en scène des faits.

Un avocat dit vouloir déposer une demande de grâce pour Valérie Subra, qui, dans l'affaire, n'a pas physiquement participé aux meurtres. Le premier magistrat de l'État et les pouvoirs en place pourront méditer sur cette décennie passée et sur l'inquiet ébranlement moral de nos sociétés.

Valérie est notre fille. De la fabula narratur. C'est de toi que parle la fable...

Morgan Sportès est écrivain.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### LES PARENTS PRÉFÈRENT L'ANGLAIS

Je suis professeur d'allemand dans un collège du Sud-Ouest et je constate que ce ne sont pas les jeunes élèves de onze ans qui choisissent l'anglais, la plupart du temps, mais leurs parents. En effet, trois années de sensibilisation à l'allemand

en CM2, dans le cadre du plan Joseph, m'ont totalement découragé de continuer : au bout de deux mois d'initiation, un tiers des élèves souhaitait commencer par l'allemand, mais en fin d'année, il ne restait plus qu'un ou deux élèves car « papa » ou « maman » avait décidé autrement.

Aujourd'hui, pour tous ces parents, la langue « utile », c'est l'anglais. Le drame, c'est que tous les

jeunes qui n'ont pas choisi s'en désintéressent et regardent la langue étrangère, l'anglais, de la même manière que d'autres disciplines, sans se rendre compte qu'une langue est une matière bien singulière, comme dit Claude Hagège (*Le Monde* du 11 février), et ils n'ont pas envie de jouer. Pourtant des moyens existent en allemand, en espagnol, en italien, mais il n'y a pas de politique volontariste de diversification des langues,

à commencer avant tout par une campagne massive d'information des parents, à l'école élémentaire. Les ministres se succèdent, jettent de la poudre aux yeux, mais se gardent bien de faire de la publicité pour le plurilinguisme.

Bernard Tardy  
Cognac (Charente)

#### CRIMINEL À VIE

La Cour de cassation s'est prononcée, le 1<sup>er</sup> mars dernier, sur la légalité de la fameuse « double peine » et a donc jugé que l'expulsion d'un étranger ayant purgé sa peine criminelle ne constituait pas « une sanction mais une mesure de police à objet préventif, exclusivement destinée à protéger l'ordre et la sécurité publics... »

Je passe sur le fait que l'Algérien en cause est ainsi contraint de s'implanter dans un pays avec lequel il n'avait plus d'attaches et qui vit actuellement une guerre civile où les « expatriés » sont montrés du doigt, ainsi que sur les discussions relatives à la non-rétroactivité des lois qui ont eu lieu à l'occasion de ce jugement.

Ce qui me paraît effrayant en l'espèce est que la Haute Juridiction de mon pays ait décidé d'appliquer l'adage « qui a bu boira » en considérant qu'un criminel ayant, comme on dit, payé sa dette à la société demeure un être dangereux par nature. C'est tout l'esprit du dix-neuvième siècle judiciaire qui refait surface : cela s'appelait la relégation, ou le bannissement. Nous devrions faire attention à une telle dérive des mœurs : si un criminel doit demeurer à vie un criminel, pourquoi ne pas appliquer cet ostracisme, aujourd'hui, à un étranger, arabe de surcroît, mais demain à un Français... cela s'appellerait le bannissement, vieux truc régulier de notre mémoire collective.

Messieurs les candidats à l'élection présidentielle, que penseriez-vous de la réouverture du bague de Cayenne ?

Rémy Lahaye  
Sucy-en-Brie (Val-de-Marne)

#### CHÔMAGE ET SEXISME

Sexisme : pour faire baisser le chômage, beaucoup de partis suggèrent de renvoyer les femmes au foyer. Mais quand on propose de renvoyer les immigrés chez eux, les mêmes partis (sauf l'extrême droite) appuyés par les économistes, affirment qu'il n'y a aucun rapport entre chômage et immigration, que ce raisonnement est erroné. Il y a donc deux poids, deux mesures dans les propositions de lutte contre le chômage :

- renvoyer les femmes au foyer ; oui ;
- renvoyer les immigrés chez eux : non.

Ce pays est profondément sexiste.

Emma Roux  
Paris

#### LE MANQUE DE FAIR-PLAY DE MARC PAJOT

Nous avions déjà l'habitude de voir nos athlètes, « excellents » dans l'Hexagone, nous permettre de relativiser notre stature au niveau mondial en ne faisant pas toujours le poids face à la concurrence internationale. Nous nous étions faits à l'idée que souvent nos équipes n'avaient « pas de chance », ou bien avaient « du mal à tenir face à la pression psychologique » des grandes compétitions. Marc Pajot était en train de nous prouver que l'importance du budget n'était pas un élément primordial dans la conquête d'une victoire, et sa prestation était déjà dure à avaler compte tenu des promesses qu'il avait cru devoir faire et de l'implication – directe ou indirecte – des contribuables dans son aventure. Mais c'était la loi du sport et nous lui aurions pardonné. Mais s'abaisser à concourir contre personne, demander contre l'avis des organisateurs à faire naviguer un bateau représentant la France contre un adversaire inexistant dont le bateau vient de couler et qui demande un jour de répit représente plus qu'un manque de fair-play, c'est plus grave qu'un budget englouti pour rien. Marc Pajot a fait honte à la France.

Philippe Jeanne  
Paris

C'est aussi 195 F pour les grands.

Disneyland PARIS  
Rien que d'y penser, ça fait rêver.  
Pour information : (1) 60 30 60 30

## DISPARITIONS

## Jean Largeault

Un philosophe spécialiste des sciences

JEAN LARGEAULT, qui est décédé lundi 27 mars à l'âge de soixante-quatre ans, laisse, en logique et en philosophie des sciences, une œuvre considérable. On notera, parmi ses ouvrages, *Thèse sur Frege et l'Enquête sur le nominalisme* (1971), *Hasards, probabilités, inductions* (1978), *Principes de philosophie réaliste et Systèmes de la nature* (1984), *Principes classiques d'interprétation de la nature* (1988), *Intuition et intuitionisme et La Logique* (1993).

Il a aussi traduit et présenté les textes fondamentaux des plus grands logiciens ou mathématiciens du siècle, tels Frege, Turing, Quine, Brouwer, Kleene, Hermann Weyl, etc.

*Logique mathématique, de Kleene, intuitionisme et théorie de la démonstration* et, tout récemment, *Continu et autres écrits*, de Hermann Weyl, sont des classiques.

Jean Largeault, métaphysicien parfaitement instruit des sciences, excellant à brosser de grands portraits intellectuels, a posé l'espace d'une nouvelle philosophie de la nature.

Il avait cette grandeur de l'âme sans laquelle on ne saurait être visité par la vérité. Il avait obtenu en 1974 la médaille de bronze du CNRS, et en 1990 le Grand Prix de l'Académie des sciences morales et politiques.

Bertrand de Saint-Sernin

## Hanns Joachim Friedrich

Journaliste réputé de la télévision allemande

HANNS JOACHIM FRIEDRICH est mort à Hambourg, mardi 28 mars, des suites d'un cancer. Agé de soixante-huit ans, l'ancien présentateur du journal télévisé de la première chaîne publique (ARD) était l'un des journalistes les plus populaires d'Allemagne. Il avait débuté dans un quotidien de Berlin aujourd'hui disparu, le *Telegraf*, et au service allemand de la BBC à Londres. Au cours de sa carrière, Hanns Joachim Friedrichs (« Hajo ») a occupé plusieurs postes prestigieux : correspondant à Washington pour la deuxième chaîne publique, ZDF, envoyé spécial au Vietnam en 1972 et 1973, chef du service des sports du ZDF. C'est à partir de 1983 qu'il présente, tous les soirs à 22 h 30, le

journal d'informations quotidiennes de la première chaîne, où son charme à la fois chaleureux et discret séduit les téléspectateurs. Se sachant malade, il avait abandonné ses fonctions en 1991, et n'avait retrouvé que brièvement la vie publique en 1994, date à laquelle Rudolf Scharping, candidat du SPD à la chancellerie, lui avait confié une mission de conseiller en communication.

Quelques jours avant sa mort, il avait souhaité faire ses adieux au public en donnant une longue interview à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, dans laquelle il critiquait l'emprise des partis politiques sur la télévision allemande.

L. D.

## JOURNAL OFFICIEL

An *Journal officiel* du mercredi 29 mars, sont publiés :

● *Transports : un arrêté créant un « conseil du transport combiné »*. Ce conseil sera associé à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du transport combiné (consistant à mettre les remorques des camions sur les trains). Il devra contribuer au « renforcement de la coopération entre les acteurs de la chaîne de transport » (rail et route), dans le cadre national et communautaire. Un second arrêté précise que son président est Marc-Philippe Dautresse (CDS), député du Nord et maire de Lamberville. M. Dautresse avait rédigé un rapport sur le transport combiné, à la demande de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme (*Le Monde* du 7 juillet 1994).

● *Campagne : une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel*, relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne

officielle, en vue de l'élection du président de la République. Les candidats disposent, dans les programmes des sociétés nationales de programme, d'un temps d'émission égal et des mêmes conditions de production, de programmation et de diffusion.

## AGENDA OFFICIEL

## PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vendredi 31 mars :  
- 18 heures : François Mitterrand préside l'ouverture de la 11<sup>e</sup> assemblée générale du Forum Jeunesse des Communautés européennes, à l'espace Tapis rouge, 67, rue du Faubourg Saint-Martin à Paris.

## PREMIER MINISTRE

Vendredi 31 mars :  
- 8 h 45 : Edouard Balladur reçoit les professionnels du secteur hospitalier.  
- 10 heures : le premier ministre se rend à Pontoise.

## Ana Mariscal

ANA MARISCAL, actrice et réalisatrice espagnole, est morte lundi 27 mars à Madrid. Elle était âgée de soixante et onze ans.

Née en 1923, fille du cinéaste Luis Arroyo, Ana Mariscal débute au cinéma en 1940, dans *El Último Húsar*, réalisé en Italie par Luis Marquina. Elle s'impose l'année suivante grâce à *Raza*, réalisé par José Luis Sáenz de Heredia d'après un scénario écrit sous pseudonyme par le général Franco. Une cinquantaine de films suivront, pour la plupart oubliés aujourd'hui. En 1952, Ana Mariscal crée sa propre société de production et devient une des rares réalisatrices espagnoles avec *Segundo Lopez*, qui est suivi en 1957 de *Con la vida hiciéron flego*.

En 1968, *El Pasillo* marque la fin de sa carrière d'actrice. Elle avait publié plusieurs romans et son autobiographie.

## AU CARNET DU MONDE

## Naissances

Jacqueline COMMON, avec Colla, Chloé, Jacques et Bernard, a le bonheur de faire part de l'arrivée de Clara.

Née dans l'Espace le 15 mars 1995, fille de Nathalie et Yves MOURGUES.

Jacques Common, son arrière-grand-père, n'aura pas eu la joie de la connaître.

Alexandra, Maryse et Stéphane PIERRE-CAPS, sont heureux d'annoncer la naissance de Helena.

le 21 mars 1995, à Neuchâtel (Vosges).

THÈSES  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

Le roman de la Cubaine  
Zoé Valdés par Erik Orsenna

Un portrait  
de trois artistes cubaines

Demain dans « Le Monde des livres »

Le Monde

Le Monde  
DE L'ÉDUCATION

LES ENGAGEMENTS  
DE LA JEUNESSE

« GUIGNOLS GÉNÉRATION »  
cherche raison d'agir.

Une enquête de terrain auprès des 15-24 ans et un sondage exclusif qui bouscule les idées reçues sur les engagements de la jeunesse.

Aussi au sommaire :

• L'IUT reste un bon choix : 10 conseils pour bien choisir son institut.

AVRIL 1995 - 25 F

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

M. le conseiller de l'ambassade d'Argentine, M<sup>re</sup> Felipe Alejandro GARDELLA et Sofia, sont heureux d'annoncer la naissance de

Olivia.

A Paris, le mardi 28 mars.  
76, avenue de Suffren, 75015 Paris.

Caroline, Nicolas et David DUFOURCO, sont heureux d'annoncer la naissance de

Romain.

le 17 mars 1995.

## Décès

- Vickie Cauche, son épouse, Nane et Vincent Duquenne, Mireille et Roland Ramambou, François et Marie Cauche, ses enfants, petits-enfants et arrière-petite-fille, Jean-Jacques Cauche, son frère et ses enfants. Toute sa famille et ses amis, ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Gérard CAUCHE, ancien résistant, croix de guerre 1939-1945, cofondateur du Rassemblement démocratique africain (RDA), ancien PDG de la société Actif-Avto, survenu le 26 mars 1995, dans sa soixante-troisième année.

Un dernier hommage lui sera rendu, vendredi 31 mars, à 16 heures, au funérarium d'Arpajon (Essonne), l'enterrement ayant lieu ensuite au cimetière de Villiers-le-Bâcle, à 17 h 30.

2, La Petite Barrière, 91190 Villiers-le-Bâcle.

- L'orchestre de la Suisse romande et ses directeurs artistiques, Arnold Jordan, ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu à Paris, le 22 mars 1995, de

M. Michel GARCIN,

fondateur de la maison Erato, musico-logue, créateur et ami incommensurable, pour lequel ils garderont une estime et une reconnaissance inoubliables.

- Le président et le secrétaire perpétuel, Les membres de l'Académie nationale de médecine, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère

le professeur Paul-GROULADE, membre de l'Académie nationale de médecine,

survenu à Paris, le 27 mars 1995, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

- M<sup>re</sup> Evelyn Hugon, son épouse, M<sup>re</sup> Geneviève Hugon, sa mère, M. et M<sup>re</sup> Eric Hugon, M. et M<sup>re</sup> Christophe Hugon, ses enfants, Tiphaine, Geoffrey, ses petits-enfants, M. et M<sup>re</sup> Jean-Claude Hugon, son frère et sa belle-sœur, M<sup>re</sup> Danièle Bouchet, sa belle-sœur, Ses neveux et nièces, Toute la famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian HUGON,

survenu le 14 mars 1995, dans sa cinquante-huitième année, à Ferrolles-Aulny (Seine-et-Marne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de l'île-d'Etampes, sa paroisse.

5, allée de Picardie, 91800 Brunoy.

- M<sup>re</sup> Anne Fagot-Largeault, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

M. Jean LARGEAULT,

professeur des universités, survenu le 27 mars 1995, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 31 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Paul, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

115-117, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

- Le président de l'université Paris-XII Val-de-Marne, Le doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de Créteil, Les personnels, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Jean LARGEAULT,

survenu le 27 mars 1995.

Ils s'associent à la peine de sa famille.

(Lire ci-dessus.)

- François Michel Lévy, Georges et Claudine Offstadt, Nicolas et Mathieu, Renaud Lévy, font part de la mort de

Suzanne LÉVY,

survenue à Paris, le 24 mars 1995.

- Colette et Jean Raibaud, Henri Lillie, Robert Hamburger, Jean et Madeleine Lillie, François Lillie, Françoise Lillie, Roger et Anne-Marie Lillie, Leurs enfants et leurs petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère

Hélène LILLIE,

née Courtois,

survenue le 27 mars 1995, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 31 mars, à 10 heures, à l'église de la Sainte-Famille, 36, rue Danton, Le Kremlin-Bicêtre, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

- Pierre et Patricia Lortic, Valérie, Mélanie et Benjamin, Marie-France Dorcy, Malika et Vladimir, Robert et Suzanne Bouzat, Céline et Mylène, Aurélie et Julie, Elisabeth Lortic, Coline, ses enfants et petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de

Simone LORTIC,

née Bussy,

survenue le 26 mars 1995, deux mois après celui de son mari, le

pasteur Pierre LORTIC.

Un culte nous rassemblera, le samedi 8 avril, à 10 h 30, au Châtelet, 3 bis, rue du Bel-Air, Meudon (Hauts-de-Seine).

« Je vous donne un commandement nouveau : aimez-vous les uns les autres ».

Si vous le souhaitez, adressez vos dons à Amnesty International, M. Armagnat, groupe 298, 26400 Alès.

Ni fleurs ni couronnes.

## CARNET DU MONDE

Téléphone  
40-65-29-94  
40-65-29-96

Télécopieur  
45-66-77-13

مركز الدراسات والبحوث



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 30 MARS 1995

**SALAIRES** Jean Gandois, président du CNPF, estime que ne pas augmenter les salaires quand les résul-

Schweitzer, PDG de Renault, s'inscrit dans une perspective de long terme pour justifier une augmentation modérée. Les deux positions reflètent un débat sur le partage des

fruits de la reprise qui agite le monde patronal français. ■ EN ALLEMAGNE, la productivité constitue une troisième composante, absente du débat hexagonal, pour établir les

hausse de salaires sans se fonder sur le seul maintien du pouvoir d'achat. ■ RENAULT, avec près de 3,7 milliards de francs de résultat net pour 1994 et qui propose 4,5 %

d'augmentation, est au cœur du sujet. Louis Schweitzer insiste sur les incertitudes du marché européen et les désordres monétaires pour justifier une grande prudence.

# Les bénéfices de Renault nourrissent le débat sur le partage de la croissance

Le groupe automobile a réalisé l'an dernier 3,6 milliards de francs de bénéfices. Il est également parvenu à éponger un endettement qui atteignait 60 milliards à la fin 1986. Mais les désordres monétaires inquiètent son président, Louis Schweitzer

DANS QUELLE MESURE faut-il augmenter les salaires ? la polémique, qui oppose les syndicats aux chefs d'entreprise, s'est déplacée à l'intérieur du monde patronal. Jean Gandois, président du CNPF, estime que ne pas augmenter les salaires quand les résultats le permettent constitue une « provocation ». Au contraire, Louis Schweitzer, président de Renault, juge que « ce n'est pas parce qu'on a enregistré de bons résultats l'an dernier qu'il faut accorder des hausses salariales susceptibles d'hypothéquer l'avenir de l'entreprise ». Ces deux prises de position risquent de relancer le débat sur la place qu'occupe la masse salariale dans la valeur ajoutée.

Contrairement à Louis Schweitzer, Jean Gandois refuse d'opposer les salaires et l'emploi. Augmenter les salaires et le pouvoir d'achat est favorable à l'emploi, a-t-il expliqué, avant de préciser qu'à contrario « proposer d'échanger une hausse de salaire contre des créations d'emplois s'est rarement concrétisé dans la pratique ». En établissant un lien direct entre masse salariale et profits et en faisant référence indirectement à l'inflation et au maintien du pouvoir d'achat, les deux hommes restent dans un cadre hexagonal. Nul doute que leurs homologues allemands y auraient ajouté les gains de productivité. C'est en fonction de ce critère et non de l'inflation que les métallurgistes allemands ont mené leur récent conflit salarial. Nombre d'économistes jugent qu'il s'agit là du critère essentiel. Dans une note de la Fondation Saint-Simon, Denis Olivennes écrivait l'an dernier que « ce qu'il est convenu d'appeler la faible croissance en emploi de la croissance française est un décalage éphémère pour désigner une réalité plus triviale : des gains de productivité insuffisants par rapport à la progression des salaires réels ».

Si les salaires ont augmenté davantage que la productivité de 1974 à 1982, la part de la valeur ajoutée est depuis cette date au contraire favorable aux entreprises. Conséquence : selon l'OCDE, la différence entre le taux de croissance de la productivité et celui des salaires réels n'a été que de 0,1 % en France de 1974 à 1992, contre 0,3 % aux Etats-Unis, 0,4 % au Japon et 0,7 %

en Allemagne. Louis Schweitzer a évoqué un autre sujet, politiquement plus délicat : la difficulté de revoir les salaires à la baisse quand les résultats de l'entreprise sont mauvais. Ce débat sur la flexibilité salariale n'a été abordé que par le biais du partage du travail en 1993 et début 1994. Alors que la CFDT en dresse un bilan flatteur, les chefs d'entreprise et l'opinion publique n'en ont pas gardé un bon souvenir. En fait, cette conception est d'origine américaine ou japonaise que française. Elle revient à étendre à l'ensemble du salaire une flexibilité liée aux résultats de l'entreprise que les Français cantonnent à l'intéressement.

Ce n'est pas un hasard si IBM France a provoqué un tollé général en imposant aux salariés de sacrifier leur treizième mois en décembre dernier. Les juges lui ont donné tort, et IBM a dû « proposer » cette mesure aux seuls salariés officiellement volontaires. Bien évidemment, une très grande partie d'entre eux l'ont été. Beaucoup n'ont vu là qu'une proposition maladroite d'une entreprise aux abois, alors qu'il s'agissait en fait d'une autre conception du revenu.

Les Allemands, toujours en avance d'une négociation, ne posent pas non plus le débat dans ces termes. Le partage du travail peut y être une réalité nationale

mais également internationale. Volkswagen en est le meilleur exemple. Si chacun sait désormais que la réduction du temps de travail à 28 heures hebdomadaires accompagnée d'une baisse des rémunérations d'environ 16 % a permis de sauvegarder environ 30 000 emplois, on connaît moins l'autre versant du dialogue social. Au nom du partage du travail international et de la solidarité entre les différents sites de production, les syndicats allemands ont obtenu que la fabrication de la Polo, jusqu'alors dévolue aux usines espagnoles où les salaires sont évidemment moins élevés, soit en partie transférée dans les usines allemandes en sous-

charge ! En plein débat sur les délocalisations, les Français ont préféré ne pas analyser cette relocalisation. Les propos de Jean Gandois, de Louis Schweitzer, des dirigeants politiques et de la plupart des syndicalistes ont pourtant un point commun : ils estiment qu'on peut relancer la consommation en augmentant - même modérément - les salaires de ceux qui ont un emploi. Cette évidence n'est qu'apparente. Pour la CFDT et le commissariat au Plan, mieux vaudrait augmenter la masse salariale en rémunérant davantage de personnes qu'en privilégiant ceux qui ont déjà un travail.

Frédéric Lemaître

## COMMENTAIRE FLEXIBILITÉ ET CHÈQUE EN BLANC

La flexibilité sur les salaires, lâchée par le président du CNPF comme un pavé dans le discours patronal, a le mérite de séduire. Se plaçant du côté de l'équité dans le partage des fruits de la reprise, elle installe une revendication de justice sociale qui apparaît d'autant plus légitime qu'elle émane du président d'un lobby peu enclin à réclamer une progression des revenus salariés. Mais cette flexibilité comporte un revers : dans les périodes de récession, elle implique a contrario une ponction du pouvoir d'achat sur les mêmes revenus.

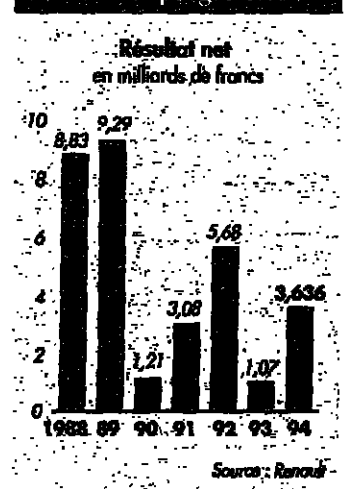
Louis Schweitzer s'inscrit dans une autre optique. A la flexibilité du domaine du court terme, il préfère assumer la contrainte de la sauvegarde du pouvoir d'achat dans le long terme. Attitude qui conduit à ne pas faire profiter pleinement les salariés de Renault des fruits de la croissance, lorsqu'elle existe.

Sans ce corollaire, Louis Schweitzer en viendrait vite à tirer des chèques en blanc sur l'avenir et à entraîner l'entreprise dans les mêmes dérapages financiers qu'elle connaît au milieu des années 80. Traumatisme par le naufrage tout juste évité, les ouvriers de Renault n'avaient pas aussi massivement revendiqué des augmentations salariales lorsque, en 1988 et 1989, Renault affichait des bénéfices annuels de l'ordre de 9 milliards de francs. Il est vrai que, à l'époque, la Régie traînait encore une dette de 30 milliards de francs. Celle-ci est maintenant épongée. Les salariés, aujourd'hui, acceptent mal que les appels à la modération sur la rémunération du travail coïncident avec la première rémunération du capital en Bourse.

Gilles Bridier

## Des gains triplés dans un contexte incertain

Un résultat en forte progression



L'activité automobile n'a que peu contribué au résultat de 1994, tiré par ses activités financières.

industriels (RVI) a permis à la branche camions de dégager un résultat d'exploitation de 194 millions de francs l'an dernier, contre une perte de 1,4 milliard en 1993.

La branche Entreprises Industrielles (Renault agricole et Société nouvelle des roulements) a vu son résultat d'exploitation progresser à 479 millions de francs. C'est la

branche financière, dont le résultat d'exploitation a augmenté de 86,6 % l'an dernier pour représenter plus de la moitié du total, qui s'est révélée la plus performante, grâce à l'amélioration de la gestion du coût du risque ainsi qu'à une plus-value immobilière de 234 millions de francs.

L'ex-Régie s'est complètement désendettée en 1994. Le dénouement des liens avec Volvo a rapporté au constructeur 6 milliards de francs et l'ouverture du capital 2 milliards, ce qui lui a permis de recouvrer avec une situation nette positive, de 1,5 milliard de francs (contre un déficit net de 7,85 milliards en 1993). « Il est vrai que depuis 1986, dernière année de pertes de Renault, où l'endettement du groupe s'élevait à 60 milliards de francs (situation nette négative de 10 milliards de francs), nous avons bénéficié d'apports des actionnaires », convient Louis Schweitzer. « Mais une grande part de cet assainissement est imputable au redressement du groupe ». Au total, l'Etat a apporté 13 milliards de francs, Volvo 10 milliards et les actionnaires privés 2 milliards.

Autre nouveauté, la structure des dépenses de la société s'est modifiée. « Depuis 1992, les frais généraux ont baissé de 8 %, les frais commerciaux ont augmenté de 10 % et ceux de recherche et développement de 34 % », souligne Louis Schweitzer. Le groupe a consacré l'an dernier

7,7 milliards de francs (contre 6,9 milliards de francs en 1993), soit 4,3 % de son chiffre d'affaires, au poste Recherche et développement et s'est lancé dans la construction d'un technocentre, qui devrait lui coûter 6 milliards de francs et abriter l'ensemble des forces vives du constructeur.

### PERSPECTIVES MÉDIOCRES

« Malgré ces éléments propres à préparer l'avenir, la visibilité reste mauvaise », soutient Louis Schweitzer, qui ne prévoit qu'une hausse de 3 % du marché automobile européen. Sur les deux premiers mois de l'année, seuls les marchés espagnol et français, qui bénéficient jusqu'au 30 juin 1995 de primes gouvernementales, ont été actifs. Les dévaluations récentes de la lire, de la livre et de la peseta assombrissent encore les perspectives. « Il est impossible pour un constructeur de faire face aux distorsions de prix engendrées par les mouvements de devises en maintenant des conditions normales de rentabilité », si les frontières n'existent plus, comme c'est le cas dans l'union européenne », considère le président de Renault, ferme défenseur de la monnaie unique. Enfin, dernier point d'ombre, les conflits sociaux, « dont il ne faut jamais méconnaître l'ampleur », admet Louis Schweitzer, qui n'a pas oublié les conflits de Cléon fin 1991.

Virginie Malingre

## Une mosaïque de revendications provoque une journée de grève dans les transports publics

LE 30 MARS, point d'orgue des mouvements revendicatifs dans les transports, les mots d'ordre de grève risquent d'être fort suivis. A la SNCF comme à la RATP, toutes les organisations syndicales appellent à la grève, à l'exception de la CGC. Côté chemins de fer, les prévisions de trafic font état de perturbations dès mercredi soir, avec, le jeudi, un train sur quatre en moyenne, sauf pour les TGV Paris-Londres et Paris-Lausanne en service normal. La Régie parisienne prévoit un « trafic très fortement perturbé avec des risques de fermeture de ligne, y compris pour le RER A et B ». La direction d'Air Inter annonce un vol sur deux, grâce à des affrètements.

Inquiétude chronique à la SNCF,

revendications salariales à la RATP, craintes sur les conditions de travail à Air Inter dans la perspective de la fusion avec Air France : la contestation varie d'une entreprise à l'autre. Cette diversité révèle toutefois un malaise général dans les entreprises publiques. Les bons résultats obtenus récemment par les syndicats les plus « durs » à la Poste, à France Télécom et, dans une moindre mesure, à EDF en constituent des signaux explicites.

A la SNCF, une enquête menée il y a quelques mois par la Sofres auprès de 16 000 salariés, dresse un tableau particulièrement sombre de la situation. 49 % seulement des agents disent avoir une bonne image de leur entreprise,

soit une baisse de 21 points en deux ans. 26 % seulement éprouvent le même sentiment à l'égard de la hiérarchie (-18 % en deux ans). Enfin, quatre sur cinq estiment que les difficultés de la SNCF menacent son avenir.

### L'EXEMPLE DU PRIVÉ

La montée des revendications dans le secteur privé a incontestablement donné du grain à moudre aux syndicats des entreprises publiques. C'est une des nouveautés de ce printemps social, qui n'a pas vu le secteur public prendre l'initiative des revendications. « Ce sont essentiellement les conflits salariaux dans le privé qui ont créé une ambiance favorable à une journée d'action », il a

suffi que la CGT appelle à la grève à la SNCF pour que ce même syndicat lance un mot d'ordre chez nous, relayé par les autres organisations », analyse-t-on à la direction de la RATP.

Les syndicats de l'entreprise ont placé les augmentations de salaires au premier rang de leurs revendications. Les négociations portent actuellement sur la base d'une augmentation moyenne de 3,2 % répartie entre 1,55 % de mesures générales et 1,65 % de mesures individuelles. Les organisations déplorent également des réductions d'effectifs, évoquant 500 postes en moins en 1995. Des chiffres que la direction, qui voudrait pouvoir moduler sa politique salariale en fonction des résultats

obtenus, dément. Les revendications salariales ne sont pas, en revanche, au premier plan des préoccupations syndicales à la SNCF, estime-t-on à la direction de l'entreprise. Une mesure conservatoire vient d'ailleurs d'être prise récemment, avec une augmentation de 0,5 % au 1<sup>er</sup> mars ne préjugant pas des décisions définitives. Mais les suppressions d'effectifs au rythme de 7 000 par an ces dix dernières années sont nettement plus préoccupantes pour les syndicats.

Plus fondamentalement, la SNCF, comme Air Inter, a des inquiétudes sur son avenir, ses missions de service public, et son identité. A l'occasion du contrat de plan qui doit être signé avec

l'Etat après les élections présidentielles, les cheminots attendent des gages des pouvoirs publics sur la pérennité de leur statut et de leur entreprise à l'heure où Bruxelles cherchent à ouvrir les réseaux à la concurrence. L'endettement de l'entreprise, qui a atteint 155 milliards de francs à la fin de 1994, est au cœur des discussions.

A Air Inter aussi, les salariés sont à la recherche de leur identité. Ce n'est pas tant la concurrence dans laquelle ils ont commencé à basculer avec les activités européennes d'Air France qui est à l'origine du mouvement de grève. Les pilotes craignent une remise en cause de leurs conditions de travail. Les syndicats réclament l'abandon d'un plan social portant sur 600 suppressions de postes alors que leur entreprise a enregistré un bénéfice de 21 millions de francs en 1994. Le président d'Air Inter, Michel Bernard, recevra, vendredi 31 mars, les syndicats de la compagnie pour engager des négociations sur ce plan d'adaptation tandis que, Christian Blanc, qui préside le groupe Air France, recevra, lundi 3 avril, les organisations syndicales des deux compagnies pour « examiner la conduite des travaux nécessaires en vue de la création de la compagnie européenne et de l'organisation du groupe en 1997 ».

Martine Laronche  
et Frédéric Lemaître

## Les candidats à l'Elysée et la SNCF

En réponse à un questionnaire de l'Institut fer route études transports (Ifret), les candidats à l'élection présidentielle, et notamment les trois principaux, exposent leurs propositions pour redresser la situation de la SNCF.

● Edouard Balladur se place dans l'optique d'un nouveau contrat de plan de cinq ans auquel « les régions seront associées à travers la prise en charge progressive des responsabilités du transport ferroviaire régional. De son côté, l'Etat soutiendra les efforts indispensables de l'entreprise ».

● Jacques Chirac insiste sur

l'établissement de « bases financières incontestables » dans les rapports Etat-régions-SNCF. La société doit « mieux équilibrer dans son fonctionnement quotidien la gestion de son exploitation et celle de ses infrastructures, réformer ses modes de gestion et davantage se tourner vers ses clients ».

● Lionel Jospin préconise de développer l'activité fret et en

interroger par Le Monde sur une éventuelle réglementation du droit de grève dans les services publics, les principaux candidats à l'élection présidentielle se gardent d'envisager une nouvelle législation.

● Jacques Chirac : « Le droit de grève est inscrit dans la Constitution et il ne saurait être question de le remettre en cause, affirme Jacques Chirac. Il appartient cependant à ceux qui l'exercent d'en faire un usage responsable et de ne jamais perdre de vue les droits des usagers qui sont essentiels. » Avant d'envisager une intervention de l'Etat

pour définir un service minimum, il convient de rénover les formes du dialogue social à l'intérieur des grandes entreprises publiques. »

● Edouard Balladur : « Notre démocratie reconnaît aux salariés le droit à l'action collective, qui s'exerce à travers le droit à la négociation collective et le droit de grève. Le droit à la négociation collective offre aux représentants des salariés le cadre dans lequel des améliorations de leurs conditions de travail sont débattues. J'y suis particulièrement attaché, car une gestion moderne des entreprises,

comme d'ailleurs de l'action publique, passe par le dialogue et la concertation. » Mais « les usagers ont un droit légitime au maintien du service public de transport ».

● Lionel Jospin : « Le droit de grève est et doit rester un droit fondamental de tout travailleur. Ce droit est encadré dans le secteur public, et c'est dans ce cadre que les directions d'entreprises et les syndicats doivent conduire le dialogue et les négociations, avec esprit de responsabilité, en tenant compte des légitimes attentes et besoins des usagers. »

# La première banque du monde devrait voir le jour au Japon

La fusion annoncée de la Mitsubishi Bank et de la Bank of Tokyo créera un établissement bancaire de plus de 3 400 milliards de francs d'actifs

C'est un « géant » du monde de la finance auquel le Japon est en train de donner naissance. La fusion de la Mitsubishi Bank et de la Bank of Tokyo, annoncée le mercredi 29 mars par leurs présidents et qui doit être

réalisée au plus tôt cet automne ou au début de 1996, va se traduire par la création de la plus grande banque du monde. Cette « superbanque » aura un montant d'actifs de plus de 700 milliards de dollars (plus de

3 400 milliards de francs), dépassant de loin la banque Fuji qui occupe actuellement la première position avec 507 milliards de dollars d'actifs. Le nom de la nouvelle institution n'a pas encore été arrêté. La banque

Tokyo Mitsubishi est une hypothèse. En tout cas, l'agence de notation financière américaine Moody's a annoncé avoir placé sous surveillance la note de la dette à long terme de la Bank of Tokyo et de la Mitsub-

bishi Bank en vue d'un possible relèvement. Moody's indique qu'elle va particulièrement étudier l'impact du projet de fusion sur la structure financière de la nouvelle institution.

## TOKYO

de notre correspondant

Si, dans le passé, les fusions de banques étaient essentiellement motivées par des questions d'économie d'échelle et de réduction des coûts (ce fut le cas pour les banques Mitsu et Taiyo Kobe en 1990, puis Kyowa et Saitama en 1991), le rapprochement de la banque Mitsubishi et de la Banque de Tokyo a des objectifs bien plus stratégiques. Il s'agit de combiner les forces des « deux premiers de la classe du monde financier nippon », écrit le quotidien économique *Nihon keizai*, qui a annoncé la nouvelle avant même la conférence de presse (*Le Monde* du 29 mars). « Cette fusion a pour objectif de remédier à nos faiblesses respectives et de renforcer les activités de nos deux banques afin de faire face à la concurrence croissante tant au Japon qu'à l'étranger dans le cadre de la libéralisation et de la mondialisation des marchés financiers », a déclaré le président de la banque Mitsubishi, Tsuneto Wakai.

Cette fusion est accueillie par la plupart des commentateurs comme une évolution positive, qui devrait contribuer à restaurer la crédibilité du système financier nippon et à renforcer la position du Japon sur la scène financière internationale et à intégrer davantage Tokyo au mar-

ché mondial. Le caractère international de la place financière de Tokyo s'est affaibli à la suite de l'éclatement de la « bulle » spéculative en 1991 (recul des transactions sur les valeurs étrangères, part croissante des Bourses de New York et Londres dans le traitement des valeurs nippones et transferts des opérations de change vers Hongkong et Singapour). Les milieux d'affaires, percevant également cette fusion comme un élément qui devrait favoriser la reprise de l'économie. Le renforcement du groupe Mitsubishi inquiète cependant certains observateurs, qui craignent une résurrection des conglomérats (*zaibatsu*) d'avant-guerre.

Les deux banques sont appelées, estime le *Yomiuri*, à constituer un « couple parfait » par leur caractère complémentaire. Banque mère des entreprises du groupe du même nom, formé notamment par Mitsubishi Heavy Industries et la maison de commerce Mitsubishi Corp., la banque Mitsubishi est l'une des plus puissantes institutions sur le marché domestique japonais. Par son absorption de la Nippon Trust Bank, la banque Mitsubishi est présente dans les activités fiduciaires, c'est-à-dire parmi les sept banques qui placent dans le publics des fonds communs. Elle dispose enfin

du plus grand nombre de filiales (417) à travers le pays et emploie 16 200 personnes. La Banque de Tokyo est, pour sa part, spécialisée depuis un demi-siècle dans les opérations internationales dont elle tire la majorité (70 %) de ses profits. Elle se voit notamment confier les réserves en devises gérées par le

**Cette opération devrait contribuer à restaurer la crédibilité du système financier nippon**

ministère des finances et dispose d'un réseau de cent vingt représentations à l'étranger.

La fusion annoncée n'a pas encore été officiellement acceptée par les autorités financières. Aux termes des dispositions anti-monopoles, une entreprise ne doit pas contrôler plus d'un quart du marché : si pour le montant des dépôts, les deux banques réunies ne dépassent que 15 % du total de ceux-ci ; en ce qui concerne en revanche les

profits bruts, la nouvelle institution pourrait dépasser les 30 %, un montant qui appelle des ajustements.

Outre la dimension de l'institution qui va en naître, cette fusion retient l'attention pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que ces deux banques sont parmi celles qui ont la gestion la plus saine. L'apparition de cette « super banque » fait donc apparaître plus clairement que dans le passé les différences entre établissements bancaires. Ces deux banques sont les premières à avoir pratiquement résolu le problème des créances douteuses non provisionnées que la plupart de leurs homologues entraînent encore comme un boulet. Le montant officiel, largement sous-estimé, du total de ces créances s'élevait en 1994 à 13 000 milliards de yens (700 milliards de francs). Les créances douteuses constituent 1,8 % (soit 553,3 milliards de yens) de ses prêts pour la banque Mitsubishi et 2,8 % dans le cas de la Banque de Tokyo, alors que la moyenne pour les onze premières banques est de 3,2 %. A titre de comparaison, la Banque Sakura détient pour 1 446 milliards de yens en créances douteuses.

Cette fusion bouleverse, en outre, la structure qui a prévalu depuis la guerre dans le système bancaire, en faisant apparaître un chef de file : d'horizontale, la structura-

tion du système bancaire devient verticale. Jusqu'à présent, prévalait une fragmentation et un cloisonnement entre les banques où l'on distinguait les banques ordinaires confinées dans les opérations à court terme (« city banks » à réseau national et banques régionales) dont l'une, la Banque de Tokyo, était spécialisée dans les opérations avec l'étranger. Trois banques de crédit à long terme sont d'autre part spécialisées dans les opérations à moyen et long terme et sept banques (« trust banks ») dans les opérations fiduciaires. Ces distinctions de plus en plus difficiles à maintenir à une époque d'internationalisation des grandes établissements financiers nippons a conduit à un abaissement progressif des barrières.

Depuis la fin des années 80, le gouvernement a entrepris de libéraliser le système financier afin de le rendre plus dynamique. En dépit d'évolutions (interpénétration des activités des banques et des maisons de titres ; réforme du système des assurances et des fonds de pension), cette libéralisation entre lentement dans les faits. L'apparition de cette « super banque » devrait accélérer une réorganisation du système financier nippon, incitant d'autres banques à devenir aussi des « banques globales », évolution inévitable si elles veulent survivre dans la concurrence internationale.

A court terme, cette initiative devrait inciter les autres banques à régler au plus tôt le problème de créances douteuses, ce qui pourrait contribuer à donner un coup de fouet à la Bourse. A la suite de l'annonce, en janvier, par la banque Sumitomo qu'elle avait pour 800 millions de yens en mauvaises dettes, indiquant par là un soulagement, l'indice Nikkei avait progressé d'un millier de points. Selon

une enquête du ministère des finances, publiée le 17 mars, le règlement de ce problème pourrait être plus rapide que prévu : ce qui incite le *Mainichi* à écrire que les banques commencent à retrouver une « santé fondamentale ».

La fusion des deux grandes banques privées suit de quelques semaines l'annonce de celle de deux organismes publics : la Banque d'import-export et le Fonds de coopération économique avec l'étranger. Cette fusion, qui doit intervenir d'ici quatre ans, a été annoncée sur l'« onde de choc » du scandale de deux établissements de crédits dans lequel sont impliqués des hauts fonctionnaires (*Le Monde* du 16 février). Mais la plupart des commentateurs font état de la perspective que suscite cette décision politique dont on voit mal la finalité étant donné que ces deux institutions ont des missions différentes.

Philippe Pons

## Créances douteuses

● Au total, et selon des chiffres officiels qu'il faut réviser à la hausse, le montant des créances douteuses des onze plus grandes banques japonaises atteint 8 825 milliards de yens, soit 471 milliards de francs, qui se répartit de la manière suivante :

- Sanwa : 801 milliards de yens.
- Fuyo : 1 187 milliards.
- Sumitomo : 1 196 milliards.
- Mitsubishi : 555 milliards.
- Dai Ichi Kangyo Bank : 1 277 milliards.
- Bank of Tokyo : 230 milliards.
- Sakura : 1 446 milliards.
- Tokai : 766 milliards.
- Asahi : 479 milliards.
- Daiwa : 390 milliards.
- Heiwa Taiku : 494 milliards.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**Résultat net d'exploitation consolidé en hausse**  
**Progression du dividende**

Le Conseil de Surveillance de SOVAC, réuni le 27 mars 1995 sous la présidence de M. Michel DAVID-WEILL, a pris connaissance de l'évolution de l'activité du Groupe ainsi que des comptes et résultats de l'exercice 1994.

### 1. Activité du Groupe

Confirmant la reprise engagée au second semestre 1993, l'exercice 1994 a été marqué par le retour de la croissance ; tous secteurs confondus, les financements consentis sont en augmentation de 10 %.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution des financements distribués par l'ensemble des sociétés du Groupe, tiers inclus à 100 %.

(en millions de francs)	1993	1994	Evolution 1994/1993
Financements automobiles	9 184	10 404	+ 13 %
Crédits personnels	1 473	1 498	+ 2 %
Partenariats	1 594	1 698	+ 13 %
Financements aux entreprises	1 477	1 577	+ 7 %
Immobilier acquéreurs	2 412	2 522	+ 5 %
Professionnels de l'immobilier	102	7	-
Etranger	952	1 009	+ 11 %
<b>TOTAL</b>	<b>17 164</b>	<b>18 627</b>	<b>+ 10 %</b>

La reprise de l'activité en 1994 a permis de freiner la baisse des encours résultant de la contraction de la production au cours des trois précédents exercices.

Au 31 décembre 1994, les encours consolidés s'établissent à 36,7 milliards de francs contre 38,8 milliards de francs au 31 décembre 1993 et 37,6 milliards de francs au 30 juin 1994.

### 2. Résultat consolidé

Le résultat net d'exploitation consolidé, part SOVAC, est de 495 millions de francs, en progression de 4 % par rapport à l'exercice 1993.

La maîtrise du risque a eu, au cours des derniers exercices, un prix en termes de volumes de production, d'encours et donc de produit d'exploitation. Elle a permis, au fur et à mesure que se confirmait l'assainissement de la production, une réduction des charges de provisionnement ; celle-ci a plus que compensé la baisse du produit global d'exploitation, assurant ainsi la progression régulière du résultat comme le montre le tableau ci-dessous.

(en millions de francs)	1992	1993	1994	Evolution 1994/1993
Produit global d'exploitation	2 947	2 743	2 808	- 7 %
Résultat brut d'exploitation	1 494	1 331	1 048	- 22 %
Dotations nettes aux provisions sur créances douteuses et hors bilan	(802)	(841)	(898)	- 47 %
Résultat net d'exploitation	464	488	551	+ 5 %
Part SOVAC	439	475	495	+ 4 %
Part des tiers	25	13	16	-
Résultat net consolidé	486	492	508	+ 3 %
Part SOVAC	461	479	495	+ 4 %
Part des tiers	25	13	13	-

### 3. Résultat social de SOVAC

Le résultat net d'exploitation ressort, pour 1994, à 437 millions de francs contre 388 millions de francs pour 1993 ; le résultat de l'exercice s'est élevé à 443 millions de francs contre 392 millions de francs en 1993.

### 4. Fonds propres consolidés

Suite aux modifications intervenues dans le régime de retraite du personnel, une provision pour engagements résiduels du régime de retraite de la profession bancaire (CRPB) a été constituée par prélèvement sur la réserve générale pour un montant, net d'impôt différé, de 107 millions de francs.

Après la répartition proposée, les capitaux propres consolidés (part des tiers exclue) s'élèvent, à fin décembre 1994, à 5 778 millions de francs contre 5 562 millions de francs à fin 1993.

La part d'actif net revenant à chaque action, après répartition, est de 458 francs contre 441 francs en décembre 1993, la valeur étant ajustée pour tenir compte de l'augmentation de capital par incorporation de réserves et distribution de deux actions nouvelles pour une ancienne, intervenue le 1<sup>er</sup> juin 1994.

Au 31 décembre 1994, le ratio Cooke était de 18,21 (ratio de solvabilité : 18,28) composé, pour plus de 90 %, par des fonds propres de base.

### 5. Dividende

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 5 mai 1995 à 11 heures au siège social, la distribution d'un dividende de 14 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 7 francs.

La distribution nette globale serait ainsi de 176,4 millions de francs contre 159,6 millions de francs pour l'exercice précédent, en progression de 10,5 % ; elle correspondrait à 35,6 % du bénéfice net d'exploitation consolidé, part des tiers exclue.

La solde du bénéfice de l'exercice serait affecté aux réserves et au report à nouveau.

Les premiers mois de l'exercice ont été marqués par la persistance d'une attitude prudente de la clientèle à l'égard de l'endettement, et une certaine rareté de la demande a contribué à durcir la concurrence entre les différents acteurs du marché. A fin février 1995, les financements distribués, toutes activités confondues, se situent à un niveau comparable à celui obtenu à la même date de l'exercice précédent. Dans ce climat, les marges ont eu tendance à se réduire mais la qualité des risques est demeurée satisfaisante.

## Le Japon pourrait assouplir sa politique monétaire

COMME PRÉVU, le comité de la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé, mardi 28 mars, de ne pas relever ses taux directeurs (*Le Monde* du 28 mars). Les récents signes de ralentissement donnés par l'économie américaine l'ont finalement emporté, aux yeux des membres de la Fed, sur la faiblesse persistante du dollar. Bien que largement anticipé par les opérateurs des marchés financiers, ce statu quo a provoqué un vif recul de la monnaie américaine. Le billet vert s'échangeait, mercredi 29 mars en matinée, à 1,3850 mark, 88,50 yens et 4,89 francs (1,4070 mark, 89,80 yens et 4,95 francs la veille).

Confrontée à l'immobilisme de la réserve fédérale, la Banque du Japon pourrait prendre l'initiative de baisser son taux d'escompte, fixé depuis le 21 septembre 1993 à 1,75 %. Ce taux, selon des informations parues dans la presse japonaise, pourrait être ramené dès la semaine prochaine à 1,25 %. Depuis la mi-1991, date à laquelle la Banque du Japon a desserré sa politique de crédit, le taux d'escompte a été abaissé à sept reprises. Les marchés financiers considèrent ce nouvel assouplissement de la politique monétaire japonaise comme un fait acquis. Mardi 28 mars, le contrat à terme sur euro-yen faisait ressortir des taux à trois mois ramenés à 1,75 % à la fin du mois de juin au Japon (les anticipations étaient de 2,25 % il y a une semaine).

« Jusqu'à présent, le Japon donnait l'impression de connaître une reprise très modérée mais solide. Aujourd'hui des questions se posent sur la solidité de cette reprise », observe Olivier Lacoste, économiste au Crédit Lyonnais. Le produit intérieur brut (PIB) du Japon s'est contracté de 0,9 % au quatrième trimestre de l'année 1994 (-3,4 % en rythme annuel), en raison notamment de la chute de la consommation privée (-0,4 %) et du recul de l'investissement résidentiel (-5,9 %). Le tremblement de terre de Kôbe de la mi-

janvier devrait encore avoir ralenti l'activité au premier trimestre. Certains économistes vont même jusqu'à considérer que des tendances déflationnistes sont aujourd'hui à l'œuvre au Japon. Si l'indice officiel des prix à la consommation reste légèrement positif (+0,7 %), il apparaît amenuisé car il n'intègre pas les rabais pratiqués dans de nombreux magasins. Les économistes de la banque américaine Salomon Brothers anticipent une baisse des prix au Japon en 1995.

### EFFICACITÉ MODÉRÉE

De fait, le Japon ne parvient pas à sortir du marasme économique dans lequel il est plongé depuis 1992. Le PIB n'a progressé que de 1,1 % en 1992, 0,1 % en 1993 et 0,6 % en 1994 alors qu'il progressait dans le même temps de 2,1 %, 3,1 % et 4 % aux Etats-Unis. « La récente appréciation du yen va à nouveau entraîner l'économie japonaise dans une spirale baissière », observent de plus les économistes de Salomon Brothers, qui prévoient désormais une croissance du PIB inférieure à 1 % en 1995 au Japon. Certains experts voient dans le marasme persistant de l'économie japonaise le succès de la stratégie d'étranglement mise en œuvre par les Etats-Unis, stratégie consistant à laisser « filer » le dollar face au yen de façon à obliger le Japon à ouvrir son marché intérieur aux produits américains.

Les économistes ne croient guère à l'efficacité d'une nouvelle baisse du taux d'escompte japonais pour faire redémarrer le yen. Depuis deux ans, le très faible niveau des taux d'intérêt japonais (les plus bas au monde) n'a nullement empêché une appréciation continue du yen face à la monnaie américaine. 1 dollar valait 125 yens au début de l'année 1993, 112 yens début 1994, 100 yens début 1995 et 88,50 yens aujourd'hui. Et certains professionnels parlent déjà d'un dollar à 78 yens !

P.-A. D.

هذا من الامل



## En rachetant Marion Merrel Dow, Hoechst devrait redevenir numéro deux mondial de la pharmacie

Le groupe profite d'un chiffre d'affaires et d'un bénéfice en hausse

Le chimiste allemand Hoechst, qui affiche une hausse de 80 % de son bénéfice avant impôt à plus de 7,7 milliards de francs, est en passe de

retrouver sa place de deuxième groupe mondial pharmaceutique, grâce à l'acquisition programmée de Marion Merrel Dow pour plus de

35 milliards de francs. Un grand pas vers les États-Unis où il ne détient que 1 % de parts de marché.

A MOINS d'une déconvenue de dernière minute, l'allemand Hoechst devrait acquiescer d'ici l'été Marion Merrel Dow, la filiale pharmaceutique de l'américain Dow Chemical. Les discussions entre les deux groupes sont en voie d'achèvement et le dossier est actuellement étudié par les autorités américaines et européennes. « Rien n'est fait », a cependant rappelé, le 28 mars, Jürgen Dormann, le nouveau président du directoire de Hoechst, avant de présenter l'exercice écoulé qui s'est traduit par un chiffre d'affaires en hausse de 8 % à 49,6 milliards de francs (173,6 milliards de dollars) pour un bénéfice avant impôt progressant de 80 % à 2,209 milliards de francs. Rien n'est conclu, certes, mais tout est prêt pour réaliser cet investissement estimé à 7,1 milliards de dollars (35,5 milliards de francs) qui permettra à Hoechst de revenir au deuxième rang mondial de la pharmacie derrière le britannique Glaxo-Wellcome et devant l'américain Merck.

Hasard de l'histoire, ce pas stratégique aurait pu être franchi six ans plus tôt. A l'époque, en 1989, Ma-

rión Laboratories cherchait un partenaire pour poursuivre son développement. Des discussions s'étaient nouées entre Kansas City et Francfort. Mais le groupe préférait rester fidèle à sa stratégie de ventes de médicaments dans le monde à partir de l'Allemagne. Marion fusionnait alors avec Merrel Dow.

### COMPLÉMENTARITÉ

Par la suite, Hoechst ne pouvait que regretter sa décision, puisque, via ses filiales, il ne détient que 1 % du premier marché mondial du médicament que sont les États-Unis. Aussi, quand Dow Chemical annonce, en août 1994, la mise en vente de sa filiale pharmaceutique, Hoechst a-t-il réagi immédiatement dans l'espoir de rattraper le temps perdu. Cette entreprise de 10 000 personnes, réalisant 3,1 milliards de dollars (15,5 milliards de francs) de chiffre d'affaires, présente l'avantage de la complémentarité, réalisant 60 % de son activité en Amérique du Nord et seulement 19 % en Europe.

Autres avantages, la future acqui-

sition dispose d'un réseau de distribution performant, d'une grande compétence marketing, de relations suivies avec les autorités de santé américaine et d'une présence forte sur le marché des médicaments génériques. Seule tache d'ombre, Marion Merrel Dow n'a plus de médicaments brevetés et sa recherche n'a pas de grandes molécules en développement avancé. Mais, en contrepartie, la firme a noué des accords de recherche avec quatorze laboratoires de biotechnologies. « Nous nous dotons d'une base plus importante, et aussi d'une infrastructure nous permettant de préparer l'avenir et d'aborder la recherche en génie génétique », a expliqué Jürgen Dormann, pour tenter de convaincre du bien-fondé de son investissement.

Pour financer cette acquisition, qui est analogue au poids en Bourse de Rhône-Poulenc, Hoechst transfèrera 2,5 milliards de dollars (12,5 milliards de francs) à sa filiale Hoechst Corporation. La maison mère ne s'endettera pas pour autant puisque ces sommes viendront des liquidités disponibles et aussi de

produits de cessions. Un programme de désengagement estimé à 500 millions de marks (environ 1,7 milliard de francs) serait envisagé pour cette année, incluant la vente des cosmétiques. Les 4,6 milliards de dollars restants (23 milliards de francs) seront constitués par des prêts bancaires. Sa filiale Roussel Uclaf contribuera pour sa part au montage à hauteur de 200 millions de dollars (1 milliard de francs) en rachetant à Dow Chemical les filiales d'Amérique latine et peut-être ensuite les activités européennes (Le Monde du 22 mars). Il restera ensuite à réussir l'intégration américaine. « Nous allons devoir faire coexister trois cultures d'entreprise, celle de Hoechst, de Roussel et de Marion », a indiqué de son côté Jean-Pierre Godard, président de la branche Hoechst-Roussel Uclaf, qui se donne trois ans pour conduire la fusion et rationaliser l'ensemble. Ce ne sera qu'une première étape. « Il nous faudra ensuite sortir, entre 2000 et 2005, de nouveaux produits. C'est notre défi majeur. »

Dominique Gallois

## L'appel de Pierre Suard sera examiné le 5 avril

ALCATEL-ALSTHOM. L'audience de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui doit se prononcer sur l'ordonnance modifiant le contrôle judiciaire de Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, est fixée au 5 avril à 9 heures. A la suite de la décision, le 10 mars, du juge d'instruction Jean-Marie d'Huy (Le Monde daté 12-13 mars), qui avait durci le contrôle judiciaire en vigueur depuis juillet 1994, en lui interdisant d'exercer toute fonction à la tête de son groupe, Pierre Suard avait fait appel. La réunion de la chambre d'accusation aura lieu le même jour que le conseil d'administration d'Alcatel-Alsthom convoqué pour arrêter les comptes de l'exercice 1994. La décision de la cour d'appel ne devrait pas être connue le jour même.

■ CIBA-GEIGY : le premier groupe chimique suisse a annoncé le 28 mars une progression de 8 % de son bénéfice net à 1,913 milliard de francs suisses (FS) pour 1994 (8,17 milliards de francs français), nettement supérieure à l'évolution de ses ventes. Calculées en francs suisses, celles-ci ont en effet reculé de près de 3 % à 22,049 milliards.

■ VALLOUREC : le groupe métallurgiste (tubes sans soudure) a annoncé le 28 mars un bénéfice net, part du groupe, de 35 millions de francs pour 1994, en hausse de 52,1 % sur les 23 millions réalisés lors de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est établi l'an dernier à 6,893 milliards de francs contre 5,793 milliards en 1993.

■ ECOVERT : la filiale de Saur International (groupe Bouygues) a signé deux contrats de propriété et de gestion, avec les services municipaux de Brighton (côte sud de l'Angleterre) et ceux de l'île de Wight, pour une durée de six et sept ans, a annoncé le groupe, le 28 mars. Le chiffre d'affaires annuel généré par ces deux contrats s'élèvera à 150 millions de francs. Filiale propriété de Saur UK, Ecovert a réalisé, en 1994, 200 millions de francs de chiffre d'affaires.

■ FÉLIX POTIN : le personnel de Félix Potin, en grève depuis le 3 mars, s'est prononcé, mardi 28 mars, par 208 voix sur 295 votants, pour la reprise du travail et l'approbation du protocole d'accord proposé la direction, qui prévoit « le retour à un approvisionnement normal [des magasins] sous trois semaines ». Le plan social sera examiné le 6 avril par le comité d'entreprise.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LB1 LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV ÉLIGIBLE AU PEA

Investissez dans les entreprises françaises performantes

### MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1994

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 8 février 1995, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1994, et a proposé de fixer le dividende net par action à 16,99 F.

• obligations françaises non indexées	4,33 F
• actions françaises	10,85 F
• titres de créances négociables	0,02 F
• lots et primes	1,79 F
<b>TOTAL</b>	<b>16,99 F</b>

Sous réserve du vote par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 5 avril 1995, ce dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 11 avril 1995. Le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement. Réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1995.

### PERFORMANCES AU 30.12.1994

(dividendes nets réinvestis)

• sur 1 an	- 14,64 %
• sur 5 ans*	+ 23,89 %

Valeur liquidative au 30.12.94 : 577,67 F.

\* Durée minimale de placement conseillée.

CAISSE  
GROUPE CASSE DES DÉPÔTS

CAISSES D'ÉPARGNE, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

### RESULTAT PART DU GROUPE: 32 MF + 12,3 %

Le Conseil d'Administration de GLM SA, réuni le 23 mars 1995 sous la Présidence de Monsieur Alain AUBRY, a arrêté les comptes de l'exercice.

#### Comptes consolidés

En millions de francs	1994	1993	Variation 94/93 %
Chiffre d'affaires	639,6	624,8	+ 2,4
Résultat d'exploitation	43,7	36,2	+ 20,7
Résultat courant	50,0	45,2	+ 10,6
Résultat net consolidé	32,1	28,6	+ 12,2
dont part du Groupe	32,0	28,5	+ 12,3

La progression du chiffre d'affaires concerne les trois branches du Groupe GLM (vente par correspondance de produits culturels : livres, vidéo, disques; vente par correspondance de vins et activité logistique).

La croissance du nombre d'adhérents a été moins forte que les années précédentes et la dépense moyenne par adhérent a légèrement diminué.

Toutefois, grâce aux gains de productivité dans les trois branches d'activité et à une situation assainie pour le Club Français du Vin et malgré une baisse de 30 % du résultat financier, le résultat d'exploitation et le résultat net sont en augmentation sensible.

Au 31.12.94 le Groupe GLM bénéficie d'une trésorerie de près de 120 MF.

#### Dividende

Il sera proposé à l'Assemblée Générale qui se réunira le 15 juin 1995, la distribution d'un dividende de 8 francs par action, soit 12 francs avant fiscalité. Celui-ci est en progression de 11,6 % par rapport au dividende 1993 corrigé de l'augmentation du nombre d'actions survenue en août 1994.

#### Perspectives 1995

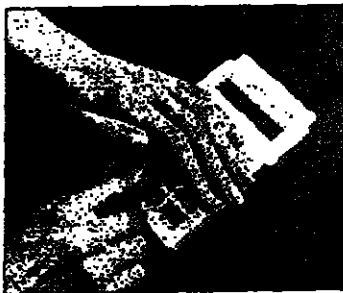
L'activité des trois premiers mois 1995 est conforme aux objectifs.



*Le code secret  
de votre Carte Bancaire "CB"  
est un secret...  
qui doit rester secret.*



Le code secret de votre carte est la clef de votre sécurité.



Ne notez ce code nulle part...

...pas même sous une forme déguisée. Apprenez-le par cœur et gardez-le en mémoire.

Ne communiquez ce code à personne, vraiment à personne. Pas plus à un commerçant qu'à votre banquier, à un policier, un facteur ou un gendarme. Et surtout pas par téléphone !

Quand vous tapez votre code, protégez-le des regards indiscrets.

Soyez prudent lorsque vous composez votre code secret sur un distributeur automatique de billets ou chez un commerçant. N'hésitez pas à cacher le clavier avec votre main libre.

GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES "CB"

■ LE COMITÉ DE L'OPEN MARKET de la Réserve fédérale américaine a décidé de ne pas modifier sa politique monétaire. Le taux des fonds fédéraux reste fixé à 6 %.

■ LA BOURSE DE TOKYO a clôturé en baisse, mercredi 29 mars. L'indice Nikkei a perdu 1,3 %, affecté par des prises de bénéfice après deux jours consécutifs de forte hausse.

■ MATIF SA annonce le lancement, à compter du 22 mai, de deux nouvelles options de change portant sur les parités sterling/deutschemark et deutschemark/lire.

■ LE FRANC s'échangeait, mercredi matin, en net repli face à la monnaie allemande, à 3,54 pour un deutschemark, pénalisé par la brutale chute de la monnaie américaine.

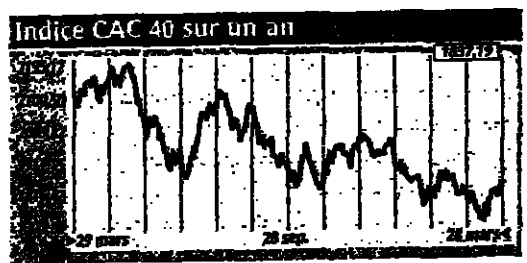
■ LA CAISSE CENTRALE de crédit immobilier de France a lancé un emprunt obligataire international de 400 millions de dollars à taux variable d'une durée de cinq ans.

## LES PLACES BOURSILIÈRES

### Accès de faiblesse à Paris

LA BOURSE DE PARIS faisait preuve de faiblesse mercredi en raison de la vive dégradation des marchés obligataires liée en grande partie au dérapage du dollar. En recul de 0,98 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 accusait une heure plus tard une perte de 0,56 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises affaiblissaient un repli de 0,34 % à 1 831,01 points. Le montant des échanges atteignait à la même heure 1 milliard de francs sur le compartiment à règlement mensuel.

Le Matif était en recul de 0,40 % à 112,08 et le contrat Pibor de 0,34 % à 92,23. Recul de 0,30 % du Bund allemand. Le billet vert dérapait mercredi sur les marchés des changes après la décision de l'open market de la Réserve fédérale (Fed) de ne pas modifier sa politique monétaire. Il est tombé sous les 4,89 francs à Paris dans la matinée après être revenu de 4,9490 francs lundi soir à 4,90 francs mardi soir à New York. Le franc français, qui s'était raffermi la semaine précédente, glisse à nouveau pour atteindre près de 3,54 francs



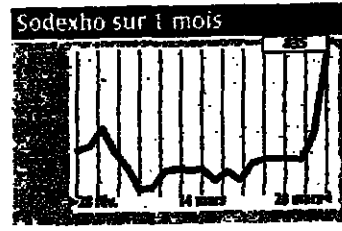
pour un deutschemark. Après la décision de la Fed, les investisseurs ont peu d'espoir de voir la Bundesbank assouplir sa politique monétaire jeudi lors de sa réunion bimensuelle. De

plus les investisseurs restent fermes au pied en raison du climat social en France qui sera marqué par une journée d'action jeudi dans de nombreux secteurs de la vie économique.

### Sodexho, valeur du jour

BONNE JOURNÉE, mardi à Paris, pour Sodexho, numéro un mondial de la restauration collective, dont le titre a bondi de 7,6 % à 835 francs avec 56 370 titres échangés, après un plus haut niveau en séance de 853 francs. Le secrétaire général du groupe a confirmé les perspectives de résultats. Au mois de février, le groupe avait annoncé que le bénéfice net par action devait progresser de 15 à 20 % par an pour les trois prochains exercices. Le

secrétaire général n'a pas exclu aussi un « *vif intérêt pour le titre* » de la part d'investisseurs anglosaxons.



### Prises de bénéfice à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a clôturé en nette baisse, mercredi 29 mars, sous la pression d'une vague de ventes intervenue après deux jours de hausse. L'indice Nikkei a reculé de 1,32 %, à 16 460,73 points.

La veille, ce sont également quelques prises de bénéfice ainsi qu'une progression des taux d'intérêt à long terme qui ont pesé sur Wall Street. Après trois records consécutifs, l'indice Dow Jones a perdu 0,13 %, à 4 151,81 points. Les détenteurs de capitaux, qui s'étaient empressés d'acheter sur les marchés financiers en anticipant une politique monétaire inchangée par la Réserve fédérale (Fed), ont pris leur bénéfice. La Fed a effectivement décidé de laisser inchangés ses taux directeurs à l'issue de la réunion de son Comité de l'Open Market, qui a eu lieu dans la journée. L'ouverture en

baisse de Wall Street a contribué au repli de la Bourse de Londres, déjà affectée, au cours de la matinée, par le repli du marché à terme. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 0,7 %, à 3 128,3 points. La monnaie britannique a également été mise à Francfort, où l'indice DAX a terminé en net repli de 1,85 %, s'inscrivant à 1 910,96 points.

### INDICES MONDIAUX

Cours au 29/03	Cours au 28/03	Var. %
Paris CAC 40	1831,01	+0,98
New York DJ index	4151,81	-0,13
Tokyo Nikkei	16460,73	-1,32
Londres FTSE 100	3128,3	-0,7
Francfort DAX 30	1910,96	-1,85
Bruxelles C20	1456,59	+0,46
Bruxelles C25	1222,08	+0,46
Milano MIB 30	14034	-0,37
Amsterdam AEX	265,50	-0,34
Madrid IBEX 35	265,71	-0,33
Stockholm OMX	1129,51	-0,26
Londres FTSE	2395,90	-0,92
Hong Kong Hang Seng	8627,89	+1,59
Singapore Straits	2104,24	+0,63

### NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

29/03	28/03	27/03
Alcoa	40,62	40,37
American Express	34,75	35,37
Allied Signal	38	38,25
AT & T	32,62	32,50
Bristol-Myers	15,25	15,12
Biochem	51,82	51,62
Campbell Inc.	51,87	52,12
Chevron Corp.	47,37	48,12
Coca-Cola Co.	57	57,37
Diney Corp.	55,25	55,62
Du Pont Nemours & Co.	50,37	50,37
Eastman Kodak Co.	33,75	33
Exxon Corp.	66	66,37
Gen. Motors Corp.	40,50	40,37
Gen. Electric Co.	54,67	54,62
Goodyear T & Rubber	35,37	35,12
IBM	84,50	85,12
Intl Paper	34,62	34,37
J.P. Morgan Co.	61,75	62
Mc Dowell	56,25	56,12
Merck & Co.	43,50	43,12
Minnesota Mining & Mfg	57,62	58,37
Philip Morris	67,50	67,62
Procter & Gamble C	66,62	66
Scars Roebuck & Co.	52,50	52
Shell Transport	66,62	66,25
Union Carb.	31,37	31,62
Unilever Ltd.	67,50	67,62
Westinghouse Electric	14	14,12
Woolworth	17,62	17,87

### LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

29/03	28/03	27/03
Allied Lyons	5,26	5,28
Barclays Bank	6,16	6,25
B.A.T. Industries	4,40	4,40
British Aerospace	4,87	4,95
British Airways	5,36	5,36
British Gas	2,88	2,91
British Petroleum	4,26	4,25
British Telecom	3,47	3,48
B.T.R.	3,24	3,26
Cadbury Schweppes	4,02	4,02
Carson	2,46	2,42
Glaxo	7,07	7,10
Grand Metropolitan	3,91	3,90
Guinness	4,46	4,55
Hanson Plc	2,34	2,37
Great O.	5,28	5,28
H.S.B.C.	2,09	2,07
Imperial Chemical	7,38	7,38
Lloyds Bank	6,05	6,05
Maris and Spencer	4,17	4,16
National Westminster	5,34	5,21
Peninsula Oriental	5,82	5,82
Reunert	4,75	4,81
Schwartz and Smith	0,82	0,82
Shell Transport	7,05	7,02
Smith Barney	5,01	5,15
Tate and Lyle	4,42	4,39
Unilever Ltd.	12,11	12,05
Wellcome	10,52	10,58
Zeneca	8,86	8,88

### FRANCFORT

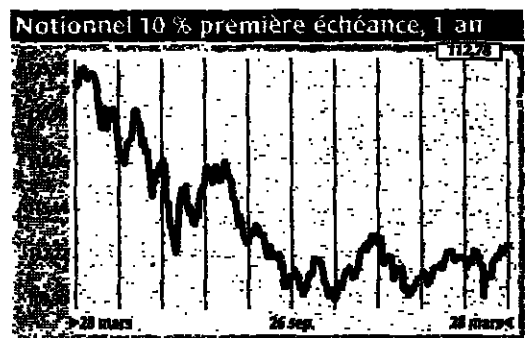
Les valeurs du Dax 30

29/03	28/03	27/03
Affens Holding N	2339	2375
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70
Bayer AG	277	280,70

## LES TAUX

### Baisse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif - le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises - a ouvert mercredi 29 mars en forte baisse, l'échéance juin cédant 34 centimes à 112,14 après une demi-heure de transactions. Les marchés ont été déçus par le statu quo décidé par la Fed. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans remontait à 7,96 %, soit un écart de 79 points de base



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 28/03	Taux 27/03	Taux 26/03	Indice des prix
France	7,81	7,88	8,32
Allemagne	4,50	4,71	7,67
Grande-Bretagne	5,75	6,44	8,86
Italie	7,87	7,13	12,6
Japon	2,19	4,51	5,25
Etats-Unis	6	7,07	7,36

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 28/03	Taux au 27/03	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,74	7,75	100,32
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,79	7,76	101,86
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,92	7,91	101,51
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,01	7,99	103,32
Obligations françaises	8,20	8,19	101,43
Fonds d'Etat à TME	-0,52	-0,52	99,36
Fonds d'Etat à TME	-0,33	-0,33	98,83
Obligat. franc. à TME	-0,49	-0,41	99,64
Obligat. franc. à TME	-0,16	-0,14	100,27

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,25 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
28/03	28/03	27/03	27/03
Jour le jour	7,87	7,87	7,87
1 mois	7,49	8,18	8,58
3 mois	7,48	8,18	8,11
6 mois	7,50	7,75	8,50
1 an	7,25	7,55	8,09

### MATIF

Échéances 28/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
juin 95	77476	112,28	112,80	112,38	112,48
sept 95	749	112,25	112,25	111,84	112,04
dec 95	2	112,15	112,15	112,15	111,84
Mars 96					
PIBOR 3 MOIS					
juin 95	57451	92,78	92,80	92,45	92,57
sept 95	9798	93,30	93,30	93,09	93,14
dec 95	5781	93,32	93,32	93,19	93,23
Mars 96	1886	93,18	93,18	93,08	93,12
PIBOR 6 MOIS					
juin 95	1659	82,60	82,60	82,39	82,36
sept 95					

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 28/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 95	26643	1842	1844	1841	1838
Avril 95	9705	1852	1854	1850,50	1848
Mai 95	948	1848,50	1849,50	1837	1845
Jun 95	2653	1828	1833	1814,50	1828,50

## LES MONNAIES

### Rechute du dollar

LE DOLLAR a ouvert mercredi matin 29 mars en nette baisse sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,3850 mark, 88,50 yens et 4,89 francs (1,4070 mark, 89,80 yens et 4,95 francs la veille). Les opérateurs ont mal réagi à la décision prise par la Réserve fédérale de ne pas durcir sa politique monétaire. La brutale rechute du dollar a ravivé les tensions sur les devises européennes. Le franc reculait mercredi

à 3,54 pour un deutschemark (3,5290 francs la veille selon le cours indicatif de la Banque de France). Les cambistes estiment que ces tensions risquent de s'accroître au cours des prochains jours. Les perspectives d'une baisse des taux de la Bundesbank, dont le conseil se réunit jeudi 30 mars, se sont en effet éloignées après la publication d'un mauvais indice des prix en Allemagne au mois de mars (+2,4 %).

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 28/03	% 27/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	352,9000	+0,50	341	352,9000
Ecu	6,4485	+0,23	6,4485	6,4485
Etats-Unis (1 usd)	4,9405	-0,56	4,9405	4,9405
Belgique (100 F)	17,1250	+0,04	16,5500	17,1250
Pays-Bas (100 fl)	314,8000	+0,02	314,8000	314,8000
Italie (1000 li)	2,5085	+0,02	2,5085	2,5085
Danemark (100 kr)	86,7000	+0,58	83	86,7000
Irlande (100 p)	7,9480	+0,18	7,6000	7,9480
Grande-Bretagne (1 £)	7,9095	+0,08	7,5500	7,9095
Gde-Bretagne (1 £)	7,9095	+0,08	7,5500	7,9095
Grèce (100 drach)	2,1600	+0,02	2,1600	2,1600
Suède (100 kr)	67,6000	+0,02	67	67,6000
Suisse (100 F)	427,8000	+0,55	413	427,8000
Norvège (100 kr)	79,2000	+0,08	75	79,2000
Autriche (100 sch)	50,1420	+0,50	48,7000	50,1420
Espagne (100 pes.)	3,8395	+0,10	3,6000	3,8395
Portugal (100 esc.)	3,3500	+0,02	3	3,3500
Canada (1 dollar ca)	3,3347	+0,02	3,3000	3,3347
Japon (100 yens)	5,5387	+0,56	5,4000	5,5387
Finlande (mark)	112,6400	+0,02	107	112,6400

### L'OR

cours 28/03	cours 27/03
Or fin (li. barre)	61000
Or fin (en lingot)	61550
Dore (100 g)	382,30
Or fin (en lingot)	382,35
Pièce française (200)	355
Pièce suisse (200)	355
Pièce suisse (200)	355
Pièce 20 dollars us	2220
Pièce 10 dollars us	1300
Pièce 50 pesos mex.	2285

### LE PÉTROLE

En dollars	cours 28/03	cours 27/03
Brent (Londres)	16,66	16,69
WTI (New York)	16,66	16,69
Crude Oil (New York)		

### LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	28/03	27/03
Dow Jones composite	164,24	164,24
Dow Jones à terme	271,18	271,18
Moody's		
METALUX (Londres)		
Cuivre comptant	2971	2971
Cuivre à 3 mois	2947	2947
Aluminium comptant	1842	1842
Aluminium à 3 mois	1842	1842
Plomb comptant	155,22	155,22
Plomb à 3 mois	155,22	155,22
Etain comptant	5780	5780
Etain à 3 mois	5825	5825
Zinc comptant	1028,50	1028,50
Zinc à 3 mois	1035	1035
Nickel comptant	7692	7692
Nickel à 3 mois	7692	7692

REGLEMENT  
MENSUEL

COMPTANT

ECONOMIQUE

201





## AUJOURD'HUI

SPORTS

**SÉLECTION** A deux mois du coup d'envoi de la Coupe du monde de rugby, qui se disputera du 25 mai au 24 juin en Afrique du Sud, le comité de sélection de l'équipe de

France a désigné, mardi 28 mars à Paris, les vingt-six joueurs finalement retenus à partir d'une liste de trente-deux présélectionnés. LE TROISIÈME LIGNE de Montferrand,

Arnaud Costes, est la principale « innovation » de cet effectif alliant jeunesse et expérience. Chaque sélectionné suivra un programme de préparation physique individualisée

jusqu'au stage de Font-Romeu, où le Quinze de France ira s'acclimater à l'altitude avant son départ, le 16 mai, pour Pretoria. LA SÉRÉNITÉ du climat autour de la prépara-

tion des Français pourrait être troublée par une polémique, lancée par un opposant au président Bernard Lapasset, sur la validité des élections fédérales prévues le 8 avril.

## Pierre Berbizier cultive l'esprit commando du rugby français

L'entraîneur national met l'accent sur la nécessité pour les vingt-six sélectionnés de parfaire leur condition physique en vue de la Coupe du monde, du 25 mai au 24 juin en Afrique du Sud

LE COMMANDO est au complet. Sur les trente-deux joueurs présélectionnés, début mars, en vue de la Coupe du monde de rugby, il n'en reste plus que vingt-six. Le comité de sélection de l'équipe de France a opéré les ultimes choix. Le pilier briviste

Laurent Seigne, le troisième ligne du Racing Xavier Blond, celui de Montferrand Versailles, le demi de mêlée catalan Alain Macabiau, les trois-quarts Philippe Carboneau (Toulouse) et Philippe Bernat-Salles (Pau) n'iront pas en Afrique du Sud. Les sélectionneurs leur ont préféré des joueurs jugés plus en forme ou plus polyvalents. C'est le cas, par exemple, du jeune troi-

sième ligne montferrandais Arnaud Costes, choisi, selon la formule de Guy Laporte, président du comité de sélection, « pour ses vingt ans et sa santé », ou du trois-quarts Sébastien Vians, seul arrière remplaçant.

Il ne s'agissait, en fait, que de travaux de finition, puisque le chantier de la Coupe du monde est ouvert depuis quatre ans par Pierre Berbizier. Même si, au fil des saisons, des victoires et des revers, l'entraîneur national a paru parfois hésiter, tâtonner, improviser, dans la composition des équipes de France, il a fini par modeler un groupe, dont les vingt-six sélectionnés forment le noyau dur naturel. En annonçant sa liste définitive avec un mois d'avance, sans attendre les phases finales du championnat de France, Pierre Berbizier veut montrer ostensiblement les certitudes qui l'habitent.

Il croit très fort « au potentiel de cette équipe, qui, en jouant mal et en perdant deux matches pendant le Tournoi des cinq nations, a marqué plus d'essais que l'Angleterre. »

### PROGRAMMES INDIVIDUALISÉS

Il souhaite surtout que rien ne vienne perturber l'ultime phase de préparation du XV de France. Sur tout pas les spéculations sur les noms des sélectionnés. Certes, a rappelé Guy Laporte, en cas de blessure, des remplaçants pourront être appelés à la rescousse, y compris des joueurs comme Alain Penaud et surtout Jean-François Tordj, l'ancien leader des Bleus, dont les noms ne figuraient même pas sur la liste des présélectionnés. Certes, des incertitudes pèsent encore sur l'état de santé de Christophe Deylaud et de Laurent Bénèzech, qui relèvent de blessure. Cependant, Pierre Berbizier ne va-

riera pas de sa « ligne directrice » qui consiste à amener le XV de France à ce niveau de condition physique qu'il envie aux Anglais.

Son programme de préparation, ébauché en début de saison, a été proclamé avec éclat à cent jours du match contre l'Ecosse, début mars, dans un but de « mobilisation générale ». Il est appliqué scrupuleusement depuis. Chaque international a reçu un programme individualisé, sorte de feuille de route vers les sommets de la forme. Tous ont passé de nouveaux tests physiques à Toulouse, avant de vivre, la semaine dernière, un drôle de stage, à Saint-Lary : mi-raïd commando, mi-séjour UCPA. Les rugbymen n'ont pas touché un seul ballon, mais ils ont crapahuté jusqu'à l'épuisement sur les pentes du haut Aragon et dans les canyons de la Sierra de Guara. Pierre Berbizier voulait leur « proposer quelque

chose de différent dans la forme pour s'évaluer en altitude dans une situation d'inconfort. » Il ne sera à nouveau question de rugby qu'au stage de Font-Romeu, dernière escale avant le départ pour Pretoria.

D'ici là, l'encadrement technique de l'équipe de France va veiller à la récupération de ceux qui sont fatigués par une saison chargée : c'est notamment le cas des Agenais Philippe Benetton, Philippe Sella et Abdelatif Benazzi, dispensés du déplacement à Bucarest le 8 avril contre la Roumanie. Parallèlement, dit Guy Laporte, il faut « faire bosser ceux dont les clubs ne sont pas qualifiés pour les phases finales », d'où la sélection contre les Roumains de la deuxième ligne Olivier Merle (Montferrand)-Olivier Brouzet (Grenoble).

L'esprit commando que Pierre Berbizier veut insuffler à ses

troupes ne s'embarasse pas encore de considérations tactiques. Quelles options de jeu ont présidé au choix de ces vingt-six joueurs ? Une équipe-type est-elle en filigrane de cette sélection ? La réponse est différée. « Il n'y a pas d'idée précise », avoue Guy Laporte, avant de suggérer pour la campagne d'Afrique du Sud, un scénario d'inspiration darwinienne : « Les hommes forts vont se dégorger au fil des matches. »

Jean-Jacques Bozormet

■ PAYS DE GALLES : Alan Davies, l'entraîneur du pays de Galles, a été démis de ses fonctions ainsi que son adjoint Gareth Jenkins et le manager Rob Norster. Le pays de Galles avait terminé à la dernière place du Tournoi des cinq nations après avoir perdu tous ses matches.

### Les vingt-six sélectionnés

La sélection française pour la troisième Coupe du monde de rugby a été communiquée mardi 28 mars.

● **Avants.** Louis Armary (Lourdes), Laurent Benezech (Racing CF), Jean-Michel Gonzalez (Bayonne), Marc de Rougemont (Toulon), Christian Califano (Stade Toulousain), Philippe Gallat (Béziers), Olivier Merle (Montferrand), Olivier Brouzet (Grenoble), Olivier Roumat (Dax), Laurent Cabannes

(Racing CF), Abdelatif Benazzi (Agen), Philippe Benetton (Agen), Marc Cécillon (Bourgnon), Arnaud Costes (Montferrand).

● **Lignes arrières.** Guy Accoceberry (Bègles), Aubin Hueber (Toulon), Yann Delaigue (Toulon), Christophe Deylaud (Stade Toulousain), Philippe Sella (Agen), Thierry Lacroix (Dax), Franck Mesnel (Racing CF), Philippe Saint-André (Montferrand), Emile Ntamack (Stade Toulousain), William

Téchoueyres (SBUC), Jean-Luc Sadourny (Colomiers), Sébastien Vians (Brive).

La composition du Quinze de France pour affronter la Roumanie en match amical, le 8 avril à Bucarest, est la suivante : Armary, Gonzalez, Gallat - Merle, Brouzet - Cabannes, Cécillon, Costes - Accoceberry, Delaigue - Lacroix, Mesnel, Saint-André, Ntamack - Sadourny.

## L'ovale français se dirige vers une impasse électorale

SURVIVANCE d'un passé dictatorial ou avec d'une répugnance à se couler dans les habitudes démocratiques ? La Fédération française de rugby (FFR) entretient, depuis le départ d'Albert Ferrasse, d'étranges rapports avec les élections qui désignent son président. En décembre 1991, elles n'avaient servi qu'à entériner une négociation de coïncidence et à porter au pouvoir une coalition formée dans l'ombre. Bernard Lapasset avait succédé à son « père spirituel » au prix d'une trahison de la parole donnée à Jean Fabre. Quatre ans plus tard, le match a beau être encore joué d'avance, il n'empêche pas le retour d'une certaine forme de suspense. Tout le monde connaît le nom des futurs élus, mais plus personne ne semble savoir exactement quand ils le seront. M. Lapasset se succèdera sans coup férir à la présidence, mais plus forcément le 8 avril, à la Maison de la Chimie de Paris, comme il l'avait prévu depuis quelques mois.

L'un des derniers partisans de Jean Fabre au sein du comité directeur de la FFR, même en effet une guérilla juridique qui semble sur le point de provoquer une belle pagaille. Daniel Ferragu, médecin à Clermont-Ferrand, a rassemblé suffisamment d'éléments pour espérer empêcher ces élections, ou en obtenir l'annulation après coup. Il se fonde sur les nouveaux statuts de la FFR, adoptés en octobre 1992 à Bordeaux, qui stipulent que l'élection du gouvernement de la Fédération doit avoir lieu dans un délai de six mois après la Coupe du monde. Or, lors de sa réunion de novembre, le comité directeur a décidé que cette règle ne s'appliquerait qu'à partir de 1999, et qu'en attendant, les élections pouvaient être organisées dès avril, soit deux mois avant la Coupe du monde sud-africaine. « Je ne prétends pas avoir raison, mais comme mon mandat de quatre ans se termine le 12 avril je ne voulais pas que l'on puisse dire que je m'arrangeais neuf mois de présidence supplémentaire », plaide aujourd'hui Bernard Lapasset. Je ne mets pas la vie de la fédération en danger, je voulais me protéger contre des recours éventuels ».

Le ministère de la jeunesse et des sports lui avait donné raison. La commission de conciliation du Comité olympique français (CNOSF), saisie par M. Ferragu, lui a, en revanche, donné tort en février, en estimant que rien n'indiquait que l'application des règles fixées en 1992 devait être repoussée en 1999 et que ce n'était de toute manière pas à un comité directeur de fixer les dates des élections. Depuis, la FFR a tenté de contourner la difficulté, en convoquant, juste avant le vote du 8 avril, une assemblée générale extraordinaire qui doit

donner son interprétation des statuts avant de passer au vote. Daniel Ferragu a riposté en saisissant une deuxième fois le CNOSF.

Celui-ci lui a donné son feu vert pour intenter une action en justice. M. Ferragu a donc saisi en référé, lundi 27 mars, le tribunal de grande instance de Paris pour demander l'annulation de l'assemblée générale qui doit déboucher sur l'élection du président. Cette action possède de bonnes chances soit d'empêcher, soit d'invalidier après coup le scrutin qui devrait reconduire Bernard Lapasset à la tête de la FFR.

### LISTES BLOQUÉES

Au-delà de cette querelle juridique, c'est la pratique du pouvoir au sein de la FFR qui est remise en cause. « Mon combat vise à obtenir la transparence électorale, la démocratie dans la fédération, le respect des règles et des statuts ainsi que de la parole donnée, ce qui est loin d'être le cas actuellement », dit Daniel Ferragu. Les minorités doivent pouvoir s'exprimer. Une fois la querelle des élections tranchée, Daniel Ferragu compte surtout s'attaquer au « problème de fond », celui des listes bloquées, adoptées lors de l'assemblée générale de Lille en juin et qui permettent à la liste arrivée en tête aux élections d'occuper tous les postes du comité de direction.

Conscient du risque que ce pouvoir monolithique ferait courir à son image, le président de la FFR en rejette l'initiative sur les présidents de comités régionaux. « Ce sont eux qui ont demandé la mise en place des listes bloquées, pour en finir avec les querelles à l'intérieur du comité directeur. Personnellement je ne les soutiens pas - j'ai réussi à gouverner pendant trois ans avec une majorité relative - mais ce système a été voté par une large majorité à Lille, sans que je m'exprime lors du débat. Si M. Ferragu veut faire entendre sa voix, et prouver qu'il ne mène pas un combat solitaire, il est libre de présenter sa propre liste ».

« Il n'y a aucun intérêt à se présenter contre Brejnev et une liste d'appareils qui détiennent toutes les commandes », rétorque Daniel Ferragu, qui porte le coup au défaut de la cuirasse du président de la FFR. Celui-ci ne risque guère d'être battu au sein d'une fédération qu'il tient fermement en main. Mais il souffre du décalage entre l'image de démocrate qu'il voudrait donner et celle d'héritier d'un pouvoir qui continue à mal s'accommoder du pluralisme.

Jérôme Ferraglio

## Henri Michel serait retenu en Arabie saoudite

L'ANCIEN SÉLECTIONNEUR des équipes de football de France puis du Cameroun, Henri Michel, est bloqué depuis six semaines en Arabie saoudite à cause d'un litige opposant au club d'Al-Nasr de Riyad, dont il était l'entraîneur jus-

qu'au 15 février. « J'ai reçu une lettre me la retirant sans motif et sans raison », a indiqué mardi 28 mars l'ancien Nantais, qui a demandé à la Fédération internationale de football (FIFA) d'étudier son dossier et à l'ambassade de France à Riyad de lui venir en aide.

Henri Michel affirme ne plus avoir été payé depuis le 1<sup>er</sup> janvier en indiquant que « le club était en possession de son passeport », ce qui l'empêche de quitter l'Arabie saoudite. « Il n'est pas l'otage de son club », a répliqué le secrétaire général de la Fédération saoudienne de football, Abdolrahmane al-Daham, qui affirme avoir en sa possession « une lettre signée par Henri Michel affirmant qu'il accepte de rester en Arabie saoudite jusqu'à l'issue de son conflit » avec son club.

Al-Nasr avait démis le Français de ses fonctions parce qu'il estimait que « son style n'était pas convaincant » (l'équipe était alors troisième du championnat) et lui demandait

« deux mois de salaire d'indemnités (environ 150 000 francs) et de quitter le pays à ses frais pour n'avoir pas respecté son contrat en refusant d'entraîner des équipes réserve », selon M. Daham. Henri Michel, qui avait été embauché en début de saison pour un contrat d'un an, affirme, lui, qu'« il s'est rendu au club plusieurs fois sans trouver de joueurs à entraîner » et réclame « le paiement de ses droits, impayés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995 ».

L'ambassade de France à Riyad est intervenue en faveur de l'ancien entraîneur de l'équipe de France. Selon le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Richard Duqué, il « s'agit d'un litige privé » et la France s'efforce d'obtenir « un règlement amiable de cette affaire ». Il a confirmé qu'Henri Michel ne disposait pas de son passeport car « la conservation des passeports des ressortissants étrangers (par ceux qui les emploient) est une règle du droit interne saoudien ». - (AFP.)

### RÉSULTATS

#### FOOTBALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE (ESPOIRS)

Groupe 1  
Israël-France 1-1  
Roumanie-Pologne 1-2  
Slovaquie-Azerbaïdjan 3-0

#### VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Demi-finales

Coupe Louis-Vuitton : One Australia bat Tag

Heuer Challenge (0-2) de 1 mn 43 sec. Team

New Zealand bat Nippon de 3 mn 45 sec.

Classement : 1. Team New Zealand, 8

points ; 2. One Australia, 5 ; 3. Tag Heuer

Challenge, 3 ; 4. Nippon, 0.

Coupe Citizen : Stars and Stripes bat Mighty

Mary de 1 mn 31 sec.

Classement : 1. Young America, 6 points ; 2.

Stars and Stripes, 3 ; 3. Mighty Mary, 2.

# Management

Le magazine qui actualise vos compétences.

**N°2** L'essentiel du **Management** **NOUVEAU**

**EN SUPPLÉMENT**  
**Placements**  
Votre argent  
Le charme discret des petites banques  
Stony  
Faut-il encore miser sur les fonds asiatiques ?  
Immobilier  
Comment estimer le prix de vos biens  
Bourse  
L'impact des présidentielles sur les valeurs françaises

**Mettre en place le salaire variable**

**Le guide 1995 des aides à l'embauche**

N°2 en vente chez votre marchand de journaux 15<sup>F</sup>

مركز الامارات



## L'orpaillage pollue le poisson mangé par les Amérindiens de Guyane

L'écosystème est, depuis un siècle, contaminé par le rejet de mercure dans les rivières

La fièvre de l'or tue. Exploitées de façon incontrôlée, les rivières qui sillonnent la Guyane sont gravement polluées par le cyanure et le mercure utilisés par les

orpailliers pour récupérer les parcelles d'or qu'elles charient. Si le mercure a la faculté de s'amalgamer à l'or, il a l'inconvénient d'être un toxique puissant qui

contamine la chaîne alimentaire. Les Amérindiens, gros mangeurs de poisson d'eau douce, sont les premiers exposés à ses effets dangereux.

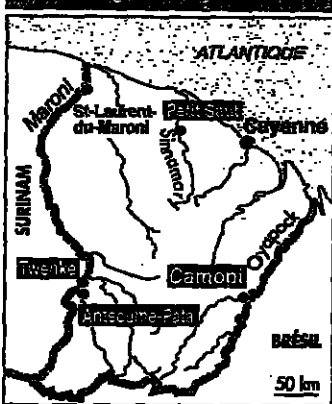
### CAYENNE

C'est une histoire d'or et de vieilles, d'El Dorado et de nature violente, qui empoisonne la Guyane depuis qu'un pionnier a découvert la première pépète du métal précieux dans le lit d'un de ces innombrables cours d'eau serpentine dans une forêt de moins en moins vierge. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'activité d'orpaillage a entraîné le rejet de quelque 300 tonnes de mercure dans les rivières guyanaises, occasionnant une contamination irréversible des eaux et de l'écosystème. Cette pollution, « très ancienne, mais toujours actuelle », semble occasionner « un réel problème de santé publique », en particulier pour la population amérindienne, selon une étude réalisée par Sylviane Cordier (Inserm 170) et Christine Gramsick (DGS) pour le Réseau national de santé publique (RNSP) et sous l'égide de la direction générale de la santé (DGS).

Dans l'ensemble de l'Amazonie, le mercure est l'allié de l'orpaillier, car il présente une affinité pour l'or, avec lequel il forme un amalgame facile à repérer parmi les sédiments des fleuves. L'or est ensuite séparé, soit par distillation, soit à l'aide d'une retorte - sorte de Cocotte-Minute alambiquée -, ou encore à l'aide d'un chalumeau. Mais, alors que la distillation et la retorte permettent de récupérer respectivement 98 % et 85 % du mercure, le chauffage à l'air libre utilisé par des dizaines d'orpailliers clandestins, répartis sur un territoire vaste comme le système de la France, entraîne le rejet de 700 grammes de mercure par kilo d'or produit.

C'est une étude réalisée par EDF à l'occasion du « point zéro » précédant la construction du barrage hydroélectrique de Petit-Saut, sur la rivière Sinnamary, qui avait, pour la première fois, révélé des teneurs élevées de mercure dans les poissons de l'espèce *aimara*, prise par les Amérindiens. L'étude du RNSP confirme et précise le lien entre ce mode d'alimentation et l'impregnation par le mercure de la population.

### Une région contaminée



dant la construction du barrage hydroélectrique de Petit-Saut, sur la rivière Sinnamary, qui avait, pour la première fois, révélé des teneurs élevées de mercure dans les poissons de l'espèce *aimara*, prise par les Amérindiens. L'étude du RNSP confirme et précise le lien entre ce mode d'alimentation et l'impregnation par le mercure de la population.

### MESURES SANITAIRES

L'enquête, qui a porté sur cinq cents personnes, hommes, femmes et enfants de tous les groupes de population présents en Guyane, montre que la concentration moyenne de mercure dans le cheveu est de 3,4 microgrammes par gramme chez l'adulte, de 2,5 microgrammes chez l'enfant et de 1,6 microgramme chez la femme enceinte. La valeur moyenne pour une population non exposée est de 2 microgrammes. Au-delà de 50 microgrammes, on estime le risque d'atteinte neurologique à 5 % chez

l'adulte (pour la femme enceinte, le seuil est de 10 à 20 microgrammes), mais la limite d'impregnation préconisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est de 10 microgrammes. Or l'étude montre que ce seuil est dépassé par 12 % de la population interrogée.

Ce dernier résultat, qui a fortement inquiété la population guyanaise, doit cependant être relativisé. En effet, les Amérindiens étaient fortement surreprésentés dans l'échantillon étudié. Or il apparaît qu'ils sont les plus touchés par la pollution. Ainsi, dans les villages d'Antecume-Pata et Twenke, 65,4 % des adultes et 78,6 % des enfants dépassent la limite des 10 microgrammes, et l'on observe également une forte concentration à Camopi, sur l'Oyapock, à la frontière brésilienne.

Ces observations ont conduit la direction générale de la santé à préconiser plusieurs mesures, d'ordre sanitaire et environnemental. Elle envisage une enquête nutritionnelle précise, qui pourrait aboutir à des recommandations en matière alimentaire à destination des Amérindiens. Il faudra également évaluer les conséquences neurologiques de la pollution (aucun cas n'a jusqu'ici été détecté), et son évolution dans l'environnement et la chaîne alimentaire. La DGS indique également qu'il serait bon de chercher à maîtriser les causes de la contamination, en lien avec l'orpaillage.

### PRATIQUES RELIGIEUSES

Robert Huc, à la tête de la direction des affaires sanitaires et sociales de Guyane, estime qu'en matière de recommandations alimentaires « il faudra éviter les effets pervers et faire preuve de pédagogie », dans la mesure où le poisson d'eau douce constitue la principale source protéique des Amérindiens, qui souffrent déjà de malnutrition. « Si nécessaire, nous pourrions faire intervenir des membres de cette communauté », qui compte près de cinq mille personnes en Guyane. Par ailleurs, la communauté haïtienne pourrait faire l'objet d'une attention particulière : trois Haïtiens présentaient des concentrations de mercure exceptionnelles de 530, 420 et 88 microgrammes. Une telle impregnation pourrait être liée à des pratiques religieuses ou cosmétiques propres à ce groupe, fasciné par le « vif-argent », qu'il utilise parfois pour éclaircir la peau, mélangé à l'eau de Cologne, ou en shampooing, dans des « bains de chance », ou lors de vaporisations sur le plancher.

Mais le problème le plus épineux sera sans doute de faire cesser la contamination des eaux. Les orpailliers se défendent d'être à l'origine de la pollution et incriminent les « anciens », qui « prenaient le plus riche » sans se soucier de récolter tout l'amalgame formé par le mercure et les paillettes les plus fines. « On a plutôt tendance à nettoyer les vallées qu'ils avaient exploitées », affirme même le directeur d'une société d'orpaillage d'une vingtaine de salariés. Difficile de le vérifier, tant les chercheurs d'or sont jaloux de leurs secrets d'exploitation et de leurs trésors supposés.

Il est cependant évident qu'une bonne partie de la production aurifère échappe aux contrôles de l'administration, et que les opérations « coup de poing » montées par la préfecture à l'encontre des clandestins sont impuissantes à décourager la ruée vers l'or guyanais des *garimpos* venus du Brésil, du Surinam ou encore du Venezuela. Cette main-d'œuvre est prête à travailler dans les conditions les plus pénibles, dans l'espoir de récolter une poignée de pépètes.

Christiane Taubira-Delannoy, députée (République et Liberté) de Guyane, qui dénonce cette situation depuis des années, déplore l'inaction des collectivités locales dans ce domaine (*Le Monde* du 22 novembre 1993). « Il suffirait qu'elles mettent sur pied des sociétés d'économie mixte qui garantirait un meilleur respect de la législation et du droit du travail, propose la fondatrice du parti Walvati (événement créole). Mais, ici, l'or représente des intérêts colossaux, et il risque de rester une pomme de discorde. »

Hervé Morin

## L'ordinateur portable à clavier rétractable

IBM innove dans la mécanique avec son ThinkPad 701 Papillon, dont la largeur du clavier est supérieure à celle du boîtier

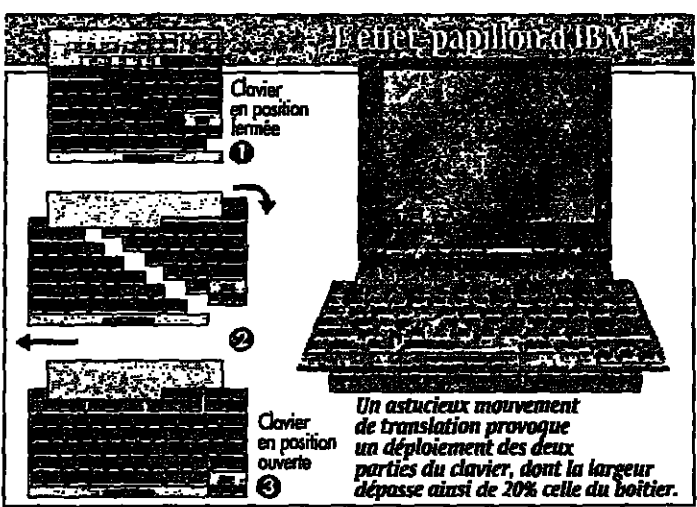
EN INFORMATIQUE, les innovations sont souvent invisibles. D'où l'originalité du ThinkPad 701 Papillon d'IBM. Lorsqu'on l'ouvre, le clavier se déploie pour prendre une taille supérieure à celle du boîtier. Un jeu de translations asservies au mouvement du capot déplacent les deux parties du clavier afin qu'elle se déploie à l'ouverture et se rétractent à la fermeture. Résultat : 23 mm gagnés de chaque côté de l'ordinateur (24,7 cm de large, 20,1 cm de profondeur et 4,4 cm de hauteur pour un poids inférieur à 2 kg).

Cette astuce purement mécanique augmente d'environ 20 % la largeur du clavier. Un gain très important pour ceux qui écrivent beaucoup pendant leurs déplacements. IBM résout ainsi un problème qui freinait le développement des ordinateurs portables. Les plus gros, puissants et ergonomiques, sont lourds et encombrants. Les plus petits, légers, pèchent par la taille de leur écran et

de leur clavier. Le compromis semblait impossible. Cela n'a pourtant pas découragé John Karidis, un jeune ingénieur du centre de recherche d'IBM. Son invention, le clavier rétractable, a subi des tests draconiens de résistance mécanique.

Le ThinkPad 701 Papillon se distingue également par la taille de son écran. IBM a éloigné l'électronique de commande des cristaux liquides de la matrice active assez loin de l'écran pour libérer la surface du capot. D'où une taille de 10,4 pouces contre 9,5 pour les modèles précédents. Mais la compacité du Papillon réduit fatalement le nombre d'accessoires logeables dans son épaisseur. Ainsi, le lecteur de CD-ROM est externe et en option. De quoi alourdir un prix de vente qui reste le principal handicap des portables. Selon les versions, le Papillon coûte de 24 000 à 39 000 francs.

Michel Alberganti



### Un département riche en pathologies

Sans minimiser les conséquences sanitaires de la pollution au mercure, il convient de les comparer aux autres pathologies qui affectent la population guyanaise. Les services de la Ddass soulignent ainsi que le paludisme, sous sa forme *Plasmodium falciparum*, présente une prévalence et une chémo-résistance croissantes, en particulier le long du Maroni. Plusieurs milliers de cas sont diagnostiqués chaque année dans la trentaine de dispensaires répartis sur l'ensemble du département. La dengue hémorragique, une affection virale causée par un moustique urbain, *Aedes aegypti*, préoccupe également les services sanitaires, qui ont par ailleurs localisé une quinzaine de cas de lepre en 1994. « Il convient aussi de rester vigilant face aux risques de choléra », prévient Robert Huc, le directeur de la Ddass. Quatre cas ont été traités en 1994. Mais le problème le plus préoccupant concerne le sida, dont 428 cas avaient été déclarés en 1994, soit un taux sept fois plus élevé qu'en métropole, identique à celui qui prévaut en région parisienne. Le virus touche 78 % d'hétérosexuels, dans une proportion de 1,8 homme pour une femme. Un habitant sur 280 est touché. Des prévisions font état de 1 000 cas en l'an 2000.

## Un antidote efficace a été mis au point contre les intoxications à la colchicine

PUBLIÉS conjointement dans *The New England Journal of Medicine*, du 9 mars, et dans la *Revue du praticien-Médecine générale*, du 20 mars, les résultats d'une équipe médicale française dirigée par le professeur Chantal Bismuth (hôpital Fernand-Widal, Paris) permettent de penser que l'on dispose aujourd'hui d'une méthode efficace pour sauver les personnes qui souffrent, volontairement ou non, d'intoxication à la colchicine.

Cette substance, un alcaloïde extrait des graines d'une plante vénéneuse, la colchique, est notamment employée dans le traitement des crises de goutte. Selon les réanimateurs et les toxicologues, l'empoisonnement à la colchicine est l'un des plus redoutables qui existent. La mortalité est quasi certaine en dépit de tous les efforts thérapeutiques, dès lors que la personne a absorbé plus de 0,8 ou 0,9 milligramme de colchicine par kilogramme de poids corporel. La haute toxicité de cette substance est la conséquence de sa large distribution dans les cellules de l'organisme, où elle laisse différents éléments structuraux, notamment dans les cellules du myocarde, atteignant ainsi gravement la fonction contractile de ces cellules. Grâce aux nouveaux outils de l'immunologie moderne, des anti-

corps « anti-colchicine » neutralisant l'action de la molécule toxique ont été mis au point, ces dernières années. Des intoxications aiguës expérimentales ont d'ailleurs été traitées avec succès chez l'animal. La première expérimentation humaine jamais tentée vient d'être réussie en France. Elle a été menée par l'équipe du professeur Bismuth chez une étudiante en médecine de Bordeaux, âgée de vingt-cinq ans, qui avait tenté de mettre fin à ses jours en ingérant 60 milligrammes de colchicine, 900 milligrammes d'extrait d'opium.

### « PRÉPARATION ARTISANALE »

Après une première prise en charge intensive au CHU de Bordeaux, dans le service du professeur Cardinaud, cette jeune femme fut transférée à l'hôpital Fernand-Widal de Paris. Elle souffrait de nombreuses et graves manifestations hémorragiques et cardiovasculaires. Face à une mort quasi certaine et avec l'accord de la malade, l'équipe médicale décida d'avoir recours à une injection de fragments d'anticorps anti-colchicine.

Au terme d'une série de traitements médicamenteux sophistiqués, une chute de cheveux et une polynévrite des membres infé-

rieurs apparurent de manière transitoire. La patiente quitta malgré tout le service de réanimation parisien le dixième jour, et, après deux autres semaines de soins, elle put sortir du service de psychiatrie où elle avait été prise en charge. Neuf mois plus tard, elle ne souffrait plus d'aucune séquelle.

« Cette observation est pour le moment unique, puisque cette préparation artisanale d'anticorps anti-colchicine n'a permis de traiter qu'une seule malade. Nous étudions la possibilité d'un partenariat pour une fabrication soutenue, à moyen terme, de cette substance », écrivent les auteurs de cette première. Les équipes spécialisées à travers le monde pourront alors disposer d'une thérapie efficace contre l'un des gestes les plus dramatiquement efficaces mis en œuvre - au sein du corps médical notamment - par ceux qui souhaitent mettre fin à leurs jours par voie médicamenteuse.

Jean-Yves Nau

\* Application humaine de l'immunothérapie dans l'intoxication par la colchicine. Chantal Bismuth, Frédéric-Joseph Baud et Jean-Michel Schermann. *La Revue du praticien-Médecine générale* du 20 mars 1995.

## A PÂQUES, ON VA VISITER OXFORD. ÇA PEUT DONNER LE GOÛT DES ÉTUDES AUX ENFANTS.

Journée culturelle, certes. Mais si vous en profitez pour prendre un thé sophistiqué dans une de ces auberges de village centennaires dont l'Angleterre a le secret, ce sera aussi une journée rare. Et avec Le Shuttle, il ne vous faudra que 35 minutes pour commencer votre voyage initiatique vers la ville mythique du savoir anglais.



Le Shuttle  
La Navette d'Europe

LE SHUTTLE PRENEZ-LE QUAND ÇA VOUS PREND.

POUR UN BILLET ACHETÉ AVANT LE 30 AVRIL, UN BILLET GRATUIT DE MÊME TYPE À OFFRIR À VOS AMIS.

Tapez 3615 Le Shuttle sur le N° 05 127 127 ou contactez votre agence de voyages.

## VOYAGES

# Une journée aux couleurs de Rome

La Ville éternelle est un monstre chaud avec lequel il convient, avant tout, de savoir composer. Sensations garanties

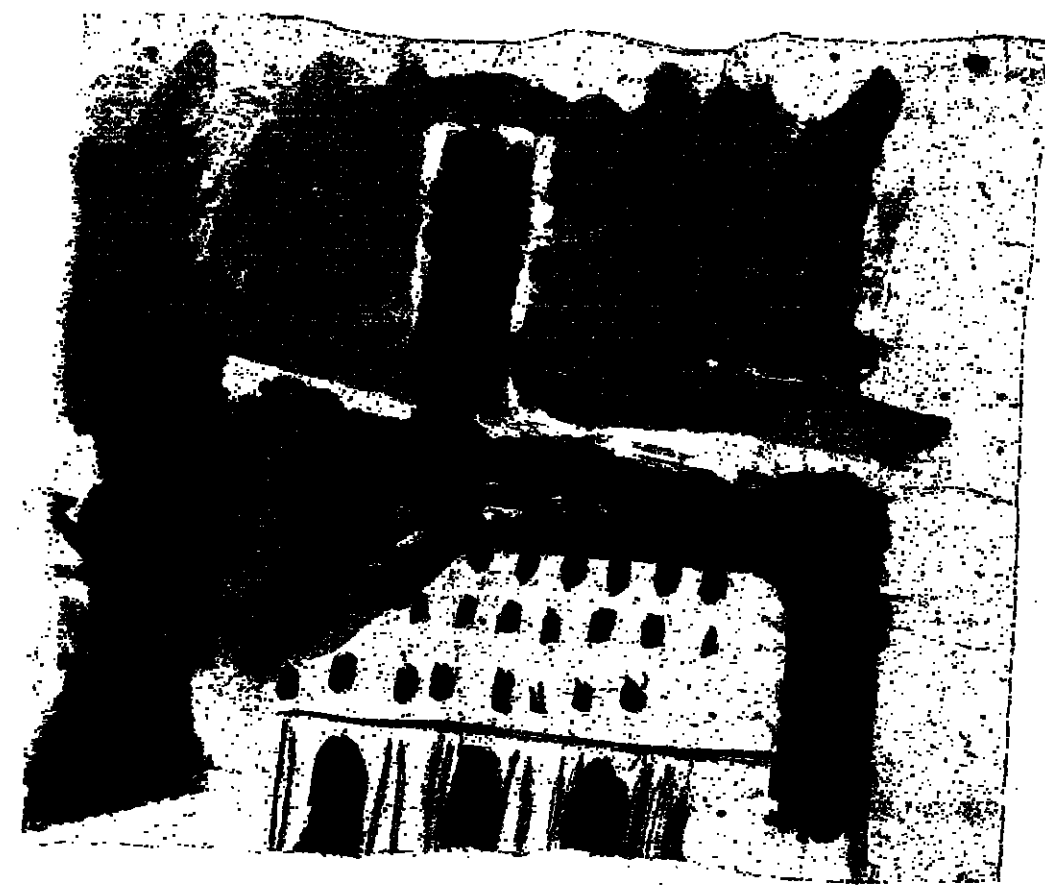
ROME  
de notre correspondante

Devant Rome, il faut savoir déposer les armes, le combat serait trop inégal. Si vous voulez vous mesurer vraiment à elle, alors oubliez tout, ne serait-ce qu'une journée. Faites le vide, donnez congé à Carcopino et Romulus, à la Louve et aux oies du Capitole; à Michel-Ange, Liszt, Byron, Chateaubriand, Canova et madame Letizia. Laissez même les Borgia, Lucrèce et Jules II, quand vous leur reviendrez, ils ne vous en seront que plus reconnaissants. Car la découverte de Rome, c'est un apprentissage, une histoire individuelle à chaque fois. Celle d'une éternité à reconstruire soi-même, un trompe-l'œil permanent, un rêve pénétrant qui se profile à travers les siècles, entre profane et sacré, pour mieux vous rejeter en pleine réalité, si vous n'y prenez pas garde, un jour de pleine lumière sur une place de marché. Alors il faut être prudents, jouer le plus possible les visiteurs du soir, les chouans du voyage or-

ganisé, voire les francs-tireurs de ces émotions sur mesure dont vous entravent les meilleurs guides. Et si possible, mais ce n'est pas facile, ignorer les autobus kamikaze, la circulation folle et les téléphones portables que les Romains les plus mal élevés emportent jusqu'au restaurant.

Dans ce maquis des sensations, il faudra avant tout chercher la lumière. Rome c'est d'abord cette incommensurable palette d'ors et d'azurs fragiles qui changent à l'infini, selon les heures, sur l'ocre et la lourde pierre grise des palais, ou se fondent dans le lointain des collines sur l'ombre pleine des pins parasols. Le premier soleil pâle de Piazza di Spagna qui réveille la riche façade baroque de l'église de la Trinité des Monts, vaut bien de se lever plus tôt pour éviter la foule: c'est le seul moment où, en bas des fameux escaliers, les eaux bleutées de la «baraccia», l'étrange fontaine en forme de barque effectuée par le père du Bernin sont enfin accessibles. Les fori impériaux et

AUTEUR DE LA MONTAGNE



la longue promenade à travers les ruines imposantes du Palatin, qui domine les vestiges du Circo Massimo, parmi les mosaïques éparpillées et les rêves de grandeur consolés par une végétation compréhensive, tiennent aussi très bien la promesse du matin.

Pour l'aplomb de midi, qui fait claquer les couleurs et les certitudes, rien de tel qu'un passage au marché de Campo dei Fiori,

où, parmi fleurs et légumes, certains matins, la statue du philosophe Giordano Bruno, qui fut brûlé pour «hérésie» sur la place en février 1600, se rencontre derrière son capuchon pour ne pas entendre les interjections en «romanesco» qui accompagnent les transactions. Le jour fatigué, parfois brumeux de l'après-midi sied à merveille, en revanche, aux élégances caducates du parc de la Villa Borghese, et mieux encore pour qui fait l'effort de s'y rendre, aux ruines des tombeaux qui bordent l'Appia Antica juste à la sortie de Rome. Et il n'est pas rare, dans ce décor si intact qu'il en devient presque irréel, de rencontrer, sur les antiques pavés romains qui desservent à présent les plus belles propriétés de la capitale, brebis et chèvres, menées par quelque berger sorti de nulle part.

Le couchant est une récompense, le Colisée revêt ses embrasements, sanguinaux et Rome entière se donne en spectacle. Mais vues du Janicule ses mille et une coupoles seront plus fortes encore. Il est alors enfin temps de se rendre au Panthéon: une émotion absolue qui se mêle, presque une mise en scène. Avec ses seize colonnes de granit sombre, sa corniche intacte plus grande encore que celle de Saint-Pierre, et derrière ses portes gigantesques de bronze, verdies par les siècles, ses dallages de marbre délicat qui se prêtent aux jeux du soleil, dans l'entrelacs des maisons baroques et Renaissance, c'est toute l'Antiquité qui vient s'inscrire, face à la fontaine de Giacomo della Porta, et à l'obélisque, dit-on, d'époque Ramsès II.

Avec l'ombre propice qui gagne les cours des palais, et laisse enfin respirer les fontaines, il faut aussi savoir écouter les silences de la pierre et l'écho des pas sur les pavés. Dans les vicoli, les ruelles minuscules qui se faufilent dans le labyrinthe du centre historique, entre Moyen Âge, baroque et dix-huitième, il faut reconstruire «sa» Rome, nez en l'air, d'horloge à eau perdue au fond d'une cour en madone naïve esquissée au carrefour de deux ruelles pleines d'artisans. Vicolo des vaches, vicolo du figuier, les

noms sont éloquentes; parfois une façade Renaissance couronne les arches d'un cirque antique et le linge pend d'une fenêtre à meneaux à deux pas du centre, bruyant, sophistiqué, de cette fausse ville de province qui n'essaye même pas pour autant de jouer les capitales. Ce sont aussi les derniers moments propices pour s'enfoncer dans l'intimité des églises, rendues à leur parfum de bois et d'encens. Celui de vérifier l'étonnante

laire qui sentent parfois le fagot, esprits, ectoplasmes et fantômes sont légions en ville. Quand ce ne sont pas les «statues parlantes», dotées d'une inscription satirique contre le pouvoir en place, dont il faudra lire l'autre moitié, par prudence, sur la statue jumelle, qui respirent du service. Aussi à la tombée de la nuit, si vous ne craignez pas le malocchio (mauvais œil), l'esprit de Néron vous fera peut-être un brin de conduite entre les églises jumelles de Piazza del Popolo, sous laquelle, selon une des traditions, il serait enterré; à moins que ce ne soit celui de Pauline Bonaparte (dont le sein droit a fait l'objet d'un moulage conservé dans un musée) qui, près des jardins de sa villa qui jouxtent Porta Pia, ne vous réponde de sa voix délicate comme à cette dame qui lui demandait si elle était incommode de poser nue pour Canova: «Pourquoi? la pièce est chauffée.» On ne pourrait rêver meilleure compagnie, pour passer le pont sur lequel veillent les anges blancs du Bernin, face au château Saint-Ange qui fut le tombeau d'Hadrien, avant le dernier arrêt, indispensable, à la basilique Saint-Pierre, fermée et enfin seréne, dont la colonnade est nimbée d'une lumière diffuse et presque spirituelle qui se détache sur la nuit comme un grand point d'interrogation.

Alors, et alors seulement, sur des correspondances, des odeurs et des connivences établies dans cette longue journée d'errance, vous pourrez reprendre la visite, mais en initié, et vous jeter sur la Sixtine, le Farnésée et la Villa Medici, Borromini et Caravage. Et pourquoi

## Carnet de route

● Y aller. Le tarif des vols week-ends sur ligne régulière Air France ou Alitalia (avec une nuit de samedi sur place) entre Paris et Rome est de 1 690 (-65 F de taxes). Renseignements: 44-08-24-24 (Air France) ou 44-94-44-00 (Alitalia). Nombreux vols charter: par exemple, deux par semaine chez Air Liberté pour 880 F aller-retour (tél.: 40-41-91-91).

● Forfaits. De nombreuses formules avions + hôtel sont proposées par les voyagistes. Par exemple, vol charter Paris-Rome, départ le jeudi, retour le dimanche, avec trois nuits d'hôtel et transferts de l'aéroport au centre-ville, à partir de 1 930 F par personne (deux étoiles) ou 2 305 F (trois étoiles) chez Cit-Evasion (tél.: 44-51-39-00 ou Minitel 3615 CIT-Evasion). Consulter aussi Donatello qui propose une gamme d'hôtels de deux à cinq étoiles: par

exemple, week-end sur vol régulier avec deux nuits d'hôtel à partir de 2 670 F par personne (en deux étoiles) ou 2 900 F (en quatre étoiles) qui peut être prolongé à volonté. Tél.: 44-58-30-60. Et dans les agences de voyage. Tarifs comparables chez Nouvelles Frontières (tél.: 41-41-58-58) ou Visit Europe (agences Air France).

● Guides. Parmi les publications récentes, signalons le guide *Rome de Galland* (512 p., 215 F), les *17 Promenades dans Rome* de François Nizet (Castellani, 420 p., 195 F), itinéraires commentés et illustrés par des croquis d'architecture (dans la collection «Découvrir l'architecture des villes»). Pour l'hébergement, le voyageur indépendant consultera le «Guide des auberges et hôtels de charme en Italie» dont l'édition 1995 vient de paraître (Rivages/Séuil, 119 F) qui donne quarante bonnes adresses romaines.

coupole en trompe l'oeil de Saint-Ignace sur la plus belle petite place de Rome, ou d'aller saluer la Madonna dell'Archetto, qui a renoué les yeux en 1696, dans l'église minuscule qui l'abrite.

Et si l'exercice vous paraît par trop solitaire, rassurez-vous, vous ne serez en fait jamais seul, l'humour y pourvoira. Ville des papes, Rome s'est dotée depuis toujours d'un solide antidote aux ferveurs étouffantes des religions trop temporelles: ainsi, SPQR - le fameux «le sénat et le peuple romain» -, relu par les Romains du siècle précédent, donne *sempre preti qui regneranno* («ce sont toujours les prêtres qui régneront ici»). Aussi, nés d'un solide sens de la dérision, et de croyances popu-

pas prendre un «amaro» Piazza Navona ou manger au Testaccio, l'ancien quartier des abattoirs devenu le quartier de la mode, un de ces plats romains de tripes, à la fois grossier et divinement parfumé qui vous font aussi comprendre de quoi sont faits les viscères de Rome. Et si d'aventure vous allez Via Veneto, ou à la Fontaine de Trevi, et qu'y patauge gracieusement comme l'autre semaine, Claudia Schiffer, s'agissant l'immortelle Anita Ekberg, vous pourrez vous permettre un sourire indulgent, en voyant cette tentative de ressusciter la Rome de la Dolce Vita, alors que vous seul avez compris qu'elle est éternelle.

Marie-Claude Decamps

# Evasion

## Directours

USA - 32 PAGES POUR TOUS les USA à prix imbattables. Ex: Location Hertz est. J assurance Indemnité en Californie: 800 F. Coupons hôtels: 230 F. Fractions de chambre grecque. UNE BROCHURE DE SPÉCIALISTE du petit hôtel dans les cycloades (76 F. 900) aux Péninsules de Grèce (225 F. 900) en 1/2 page. DIRECTOURS: Prix et conseils en direct 102, av. des Champs Elysées - PARIS 8e. Brochures sur demande: 45 92 62 82 et 3615 DIRECTOURS (tél.: 44 44 44).

## ANTIBES-JUAN-LES-PINS

DES IDÉES DE SÉJOURS POUR UN WEEK-END OU PLUS. Séjours à thème, festivals, musée Picasso, salon des antiquaires, Marineland. Forfaits hôteliers. Renseignements: MAISON DU TOURISME 11, Place de Gaulle - 06600 ANTIBES. Tél.: 92.90.33.00 - Fax: 92.90.53.01. 3, rue du Fbg St-Hippolyte - 75008 PARIS. Tél.: 49.24.06.22 - Fax: 49.24.06.09.

## HERTAGNE-DIEPPE-S. MARC

LOCATIONS DE VACANCES Côte d'Emeraude Catalogue Photo. Gratuit sur demande. Agence MAISON ROUGE 26, rue Levasseur - 35801 DINARD. Tél.: 99.46.10.24 - Fax: 99.46.18.74.

## LE COMPTEUR BLEU

VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris Bangkok 3850 F Antilles 2750 F Sydney 7000 F. SÉJOURS & WEEK-ENDS Kenya Vol A/R + hôtel 3x 10/11 + pension complète 3490 F Jazz - New Orleans 7490 F Vol A/R + hôtel 4x 10/11 + 5000 F. Papeete/Moorea 7990 F Vol A/R + hôtels 2x 10/11 + 5000 F. Istanbul 1750 F Vol A/R + hôtel 3x 10/11 + 5000 F. Paris à partir de 40 44 72 73. Agence de Voyages.

## PROFESSIONNELS DU TOURISME

Invitez nos lecteurs aux voyages RUBRIQUE «EVASION» Tél.: 44.43.77.36 Fax: 44.43.77.30

## REDUCTOUR

THAILANDE Circuit 8 nuits hôtels 3\* Départ Paris 6.600 F. MIAMI / ORLANDO Séjour 10 nuits hôtels 27\* + 1 voiture Départ Paris 4.480 F (Base 4 personnes). CANARIES TENERIFE Séjour 1 semaine hôtel 4\* Pension complète Départ Paris 2.750 F. 3615 CIT (tél.: 44 44 44).

## REMISE EN FORME EN DOUCEUR

Séjour comprenant: 1/2 pension, massages, gymnastique, sauna, Hammam. 2 jours 1 000 F. 7 jours 3 200 F. par personne. Hôtel WINDSOR 11, rue Dalpozzo. Tél.: 93.88.58.35 - Fax: 93.88.54.57.

## HERTAGNE-DIEPPE-S. MARC

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*\*NN LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE 2450 VILLEFRANCA-DU-PÉRIORD. Tél.: 63.28.95.94 - Fax: 63.28.42.06.

## HERTAGNE-DIEPPE-S. MARC

POOL IMMOBILIER SABLAI (16) 51 95 10 28. 2, Place de Strasbourg - B.P. 77 85102 LES SABLES D'OLONNE.

## HÔTEL DE L'EMPEREUR

PARIS L'EMPEREUR vous accueille, près des Invalides, dans un hôtel de charme où CONFORT et CALME agrémentent un ACCUEIL RENOUVELÉ. Prix Modérés: 395 F à 466 F. 2, rue Chevert - 75007 PARIS / Tél.: 45.55.88.02 Fax: 45.51.88.54 / Consulter nous sur le 11

## WEEK-END SPECIAUX

du 14 au 17 avril 1995. ROME 1.100 F. VENISE 1.150 F. NAPLES 800 F. du 22 au 25/04/95. VENISE 700 F. (vols charter A/R). Taxes aériennes en sus. Tél.: 44 51 39 27. MINITEL 3615: Cit Evasion (Lisence 11).

## Bahamas

le bleu en 700 îles. Découvrez nos îles avec REV VACANCES. 1 semaine à NASSAU 7 090 F. Renseignements chez votre agence de voyages ou téléphones au (1) 46 49 41 04 ou taper 3615 REV VACANCES.

## PARTIR

● AUTRICHE francophile. L'association d'hôteliers Autriches Pro France fête ses dix ans d'existence avec la parution de son nouveau guide été/hiver 1995-1996. Plus de cent-vingt établissements de qualité, répartis dans tout le pays, y sont présentés, province par province, avec photo, tarifs en francs français, description de la localité, renseignements pratiques et cartes. Signalés au début du guide, les hôtels spécialisés dans la pêche, le tennis, le golf, la remise en forme ou l'accueil des enfants. Pour les adeptes de folklore et de traditions, la section concernant coutumes, fêtes et manifestations culturelles a été révisée et étoffée. Quant aux amateurs de musique classique, une double

page leur est destinée. Une offre que l'on peut aussi consulter sur Minitel 3615 Autriche à la rubrique hébergement. Avec la possibilité de réserver directement auprès des hôteliers qui parlent français ou de la centrale de réservation au (1) 42-66-13-09. Renseignements et demande de brochures au (1) 45-61-97-68. ● L'ISLANDE en 4x4. Pour découvrir en toute liberté geyser, volcans, champs de lave, sources chaudes, glaciers, cascades et fjords de cette île au volcanisme actif et aux paysages lunaires, Bennett Voyages propose un circuit individuel de 8 jours avec location de 4x4 et hébergements (chambres d'hôtes à Reykjavik et hôtels aux étapes) réservés à l'avance. Départs tous les mercredis du 5 juillet au 30 août. De 7 150 F par personne (sur la base de 4

personnes) à 10 000 F (2 personnes) en chambre double et petit-déjeuner, avec un 4x4 en kilométrage illimité et le vol Paris-Reykjavik A/R. Renseignements dans les agences de voyages et au (1) 48-01-87-77. ● UNE FUSÉE en Guyane. Visiter le Centre de Kourou et assister au départ de la fusée Ariane, symbole du dynamisme spatial européen: programme proposé par le voyageur spatial européen: programme proposé par le voyageur RevVacances dans le cadre d'un circuit qui, du 28 mai au 3 juin, permet également de découvrir Cayenne, les îles du Salut, l'île Royale et un parc animalier, vitrine de la faune amazonienne. 9 990 F par personne en chambre double. Renseignements dans les agences de voyages, par Minitel au 3615 RevVacances, ou par téléphone: (1) 47-42-51-19, 47-20-24-62 ou 47-27-61-00.

م 135 من الاموال





**ALLEMAGNE** Cinq ans après la réunification, et cinq ans avant qu'elle ne redevienne capitale de l'Allemagne, Berlin doit faire face à une nette amputation de son bud-

get culturel qui provoque des coupes drastiques dans les créations et la gestion des théâtres, des musées et des Opéras de la ville. ● SELON PETER STEIN, le

metteur en scène qui dirigea la Schaubühne, scène-phare de Berlin-Ouest jusqu'en 1986, l'apathie des intellectuels est en grande partie responsable des problèmes que connaît

la culture dans Berlin, comme dans le reste de l'Allemagne. ● L'AMBIANCE est tendue au Berliner Ensemble, le théâtre mythique de Brecht, dont les directeurs s'in-

suivent par voie de presse. A la tête de la Schaubühne depuis 1992, Andrea Breth a du mal à ranimer l'enthousiasme d'une troupe prestigieuse à qui elle reproche sa frilosité.

## La crise de la culture s'accroît dans Berlin réunifiée

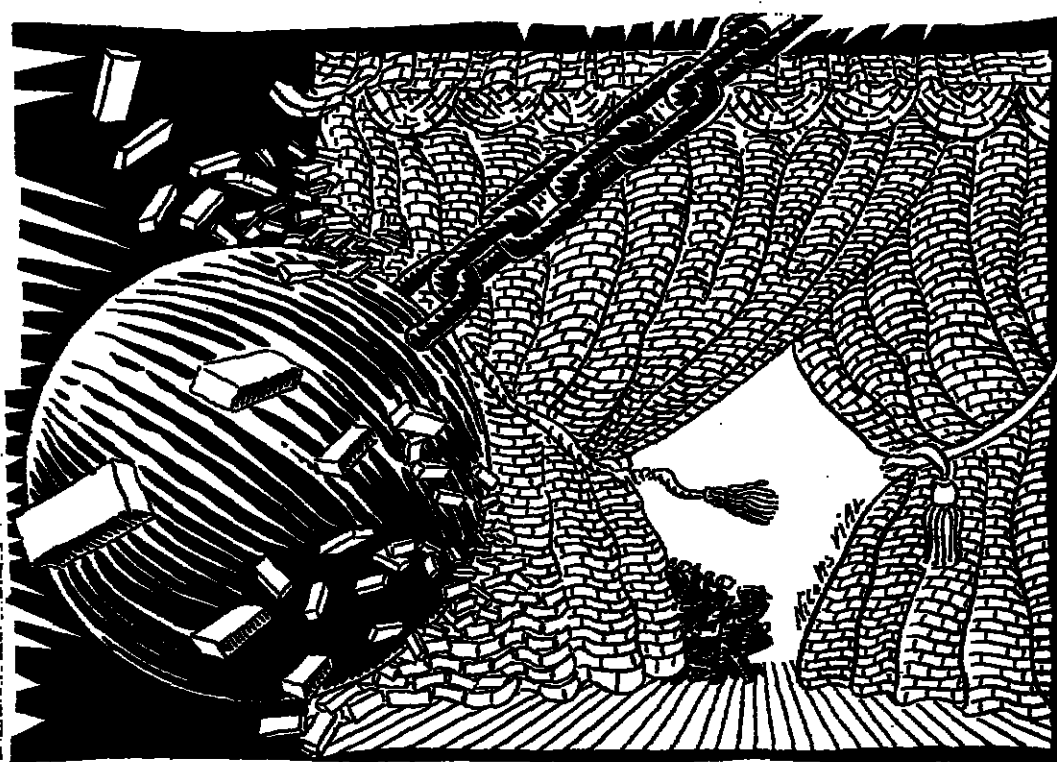
Comment entretenir trois opéras, deux orchestres philharmoniques, vingt et un théâtres subventionnés et cent soixante-sept musées ? Les difficultés que traverse la ville sont révélatrices des problèmes de l'Allemagne d'aujourd'hui

DANS QUELQUES ANNÉES, l'histoire fera rire — comme une de ces anecdotes dont raffole le théâtre. Elle se passe à Berlin, dans les coulisses du Berliner Ensemble, la scène mythique fondée par Bertolt Brecht en 1949. Installé à l'Est, dont il fut un symbole le temps de la partition de la ville, le Berliner Ensemble fut, en 1991, doté d'une direction à cinq têtes. Trois hommes de l'Est — Peter Palitzsch, Fritz Marquardt, Heiner Müller — et deux de l'Ouest — Peter Zadek et Matthias Langhoff — s'engagèrent alors dans un projet ambitieux : montrer la voie de la collaboration entre l'Est et l'Ouest.

Quatre ans plus tard, il n'y a plus à la direction du Berliner Ensemble que l'écrivain Heiner Müller, le metteur en scène Peter Palitzsch, et une comédienne, Eva Mattes. Matthias Langhoff est parti peu après son arrivée, et Peter Zadek vient de donner sa démission. Il exigeait qu'un metteur en scène invité, Einar Schleef, ne travaille plus au BE, parce qu'il fait du « fascisme de merde ». Dans un entretien à l'hebdomadaire *Der Spiegel* (20 mars), Heiner Müller dit que la vraie rai-

son du départ de Zadek est autre : « Il n'a pas eu de succès avec ses mises en scène berlinoises. »

Du côté de la Schaubühne, qui fut la « vitrine » de Berlin-Ouest, la situation n'est guère plus joyeuse. Peter Stein, qui a fondé cette scène mythique en 1970, l'a quittée en 1992, quand il a dû renoncer à son immense projet sur *Faust*. Une femme metteur en scène, Andrea Breth, lui a succédé. Elle se demande comment continuer (*Der Spiegel*, 27 mars). Cette saison, une production a dû être annulée parce que les comédiens ont refusé un metteur en scène invité, Eric Vos, qui devait monter *La Trilogie de la ville de Goldoni*. « Il s'est enfilé avant la fin », dit Andrea Breth, qui a repris elle-même le travail. Mais elle constate que la Schaubühne n'arrive pas à se défaire de « l'ombre de Stein », et que la situation est bloquée par le contexte politique. Heiner Müller ne fait pas un constat différent. « Nous avons tous en ce moment le sentiment que le sol s'effondre sous nos pieds. » Pour l'auteur allemand le plus joué en Europe, « sans images d'ennemi, il n'y a plus de politique ».



Peter Stein, metteur en scène

## « Les intellectuels sont largement responsables du blocage de la situation »

« Comment réagissez-vous à l'annonce des restrictions budgétaires en matière de culture ? »

— Le problème allemand en général, berlinois en particulier, est dû certainement aux restrictions budgétaires, mais aussi, et surtout, à l'attitude des intellectuels. Après les grands élan des années 60, ils sont tombés dans un profond sommeil. Ils ont continué à se réveiller, à évoquer les utopies de ce temps-là en buvant de la bière et du vin rouge, se laissant peu à peu emporter dans le confort d'une situation spécifique : responsables de tant de désastres, les Allemands ont été séparés en deux peuples, ont perdu leur souveraineté, ont été écartés des responsabilités internationales pour éviter de causer à nouveau du tort. C'est normal, je n'ai rien à y redire. Mais ils se sont repliés sur eux-mêmes.

« A l'Ouest, on s'est organisé, plutôt bien d'ailleurs, et les efforts se sont concentrés sur l'édification d'une existence commode, fondée sur le travail et l'argent. C'est dans ce ghetto que se sont enfermés les intellectuels. Notamment à Berlin, largement subventionnés des deux côtés du mur : vitrine de l'Ouest et du capitalisme contre vitrine de l'Est et du communisme — capitalisme et communisme n'étant en l'occurrence eux-mêmes que des

vitaines, des trompes-l'œil... »

— Est-ce pour cela que vous avez quitté Berlin ?

— Les Allemands se sont installés sous le couvert d'une paix sociale aussi artificielle que la situation du pays, et aussi éphémère. Seulement, tant que les conflits ne sont pas résolus, les cachés sous le tapis n'est pas sain. Et puis le mensonge s'est effondré en même temps que le mur. Les intellectuels ont été perturbés, se sont agrippés à leur niche petite-bourgeoise. Ils n'avaient pas tenu compte de ce qui se préparait à l'Est et devait forcément éclater d'une manière ou d'une autre, c'était prévisible depuis longtemps. Ils ont cru, ou voulu croire, que la culture intéressait sincèrement les politiques, sans penser qu'elle faisait juste partie de la fonction vitrine. Ils sont restés bloqués dans leurs faux-semblants, ont refusé d'affronter la réalité.

— Leur attitude n'est pas productive et ne date pas d'aujourd'hui. Les années 80 ont été celles du consensus à tout prix, du refus de la contradiction. C'est pourquoi je suis parti. J'ai un besoin vital de confrontation intellectuelle. Je ne suis pas un philosophe, simplement, sans possibilité de dialogue, j'étouffe. J'ai besoin d'air dans ma tête.

— Le mur est tombé il y a plus

de cinq ans. Les gens ont eu le temps de réfléchir et d'agir.

— Face à l'extraordinaire développement historique que nous connaissons, les seuls à agir sont les banquiers et les industriels. Ils paraissent assez capables, mais si la vie publique, économique, politique et culturelle leur est abandonnée, c'est trop. Dans ce contexte, les activités artistiques se retrouvent en état d'extrême faiblesse. Le service public, comme le métro ou la voirie, fonctionne. Mais le théâtre ne peut pas être mis au même niveau. Le théâtre est une affaire de sensibilité, de fluidité, de mouvement, et forcément, à Berlin, le mouvement est d'une rapidité folle : après trente ans de blocage à l'intérieur d'un mur survient l'ouverture, la ville recouvre un million et demi d'habitants. Le changement est radical, les autorités sont désorientées. L'infrastructure culturelle se révèle inadaptable, nous avons trop de théâtres, d'opéras. Par respect pour les parents pauvres de l'Est, on a fermé des salles à l'Ouest. Il faut en fermer davantage, les fermer toutes, réduire le budget. Mais pas pour économiser. Au contraire, pour reprendre les choses de zéro, ouvrir d'autres structures adaptées à ce que nous vivons, à ce qui nous attend.

— Justement, qu'est-ce qui nous attend ?

— L'Histoire nous offre l'occasion d'abandonner des positions confortables mais dévalorisées, la chance de modifier une constitution qui a été efficace et ne l'est plus, qui se montre impuissante à traiter la marginalisation, le chômage, la guerre dans l'ex-Yougoslavie, à engager une dynamique, à proposer des projets... La chance de comprendre ce qui se passe dans les anciens pays de l'Est. Le rideau de fer a entravé leur développement. D'où une pression énorme, et l'explosion. Approuver

n'est pas nécessaire, comprendre est indispensable. Se contenter de déplorer le réveil des nationalismes, la résurgence du fascisme, c'est un discours facile, un discours de repli. Les contacts sont inexistant avec les intellectuels de la RDA. Ils n'existent déjà pas entre intellectuels de l'Ouest... Le seul sujet de conversation tourne autour d'une chasse au sorcière absurde : tout le monde accuse tout le monde de fascisme. C'est ridicule et ça détourne des vrais problèmes.

— Quelles sont les ouvertures pour les nouvelles générations ?

### Histoire d'un maître

Peter Stein est un fondateur, qui a construit son histoire pierre après pierre (Stein en allemand). Né en 1937, il étudie sérieusement avant de faire du théâtre. En 1968, à Munich, il monte le *Discours sur le Vietnam*, de Peter Weiss. Le spectacle comprend une collecte pour les Vietnamiens. Peter Stein est renvoyé. Il part pour Brême, où il rencontre des comédiens comme Bruno Ganz, Edith Clever ou Jutta Lampe. Avec eux, il crée à Zurich *Early Morning*, d'Edward Bond. Nouveau scandale, départ pour Berlin. En 1970, la troupe s'installe à Kreuzberg. L'histoire de la Schaubühne commence. Ce sera la plus fameuse de l'après-guerre en Europe, avec celle de Giorgio Strehler. Liant la politique et l'art, Peter Stein met en scène plusieurs spectacles historiques, comme *L'Orestie*, installée sur le Kuf'am (les Champs-Élysées de Berlin) en 1981, la Schaubühne devient la « vitrine » de l'Ouest. En 1992, Peter Stein décide de quitter « sa » maison. Depuis, il a travaillé en Autriche, Italie, Grande-Bretagne... Aujourd'hui, il envisage de revenir à Berlin.

— Soyons clairs, la génération des années 60 n'est pas innocente. Les gens ont pris les places, les gardent, proclament : « Nous sommes les plus jeunes, les plus modernes, les plus réfléchis. Nous acceptons tout, nous cherchons des compromis, nous voulons la paix. » C'est un fait, nous avons mis en place un monde sans révolte, sans combat, donc sans création. A nos débuts, dans les années 50, j'ai vécu un blocage similaire à celui des années 80. Toutes les activités étaient sacrifiées au « miracle économique ». Aujourd'hui, des gens comme moi pourraient peut-être essayer de prendre la situation en main. Mais nous avons déjà donné. Alors la plupart des institutions sont attribuées à des managers, des artistes en programmation. Peut-être existe-t-il, je l'espère, des trentenaires qui ressentent suffisamment de colère pour vouloir prendre les places, se battre, modifier les façons de faire, débloquent la situation. Des gens capables de sortir les Allemands de leur provincialisme atavique. Si on veut leur réussite, on doit accepter leurs maladresses, un déclin des connaissances, de la qualité. On doit leur laisser le temps. »

Propos recueillis par Colette Godard

### La Schaubühne, « Faust » et l'Europe

EN 1992, Peter Stein proposait à la Schaubühne de mettre en scène *Faust*. Le projet ayant été rejeté, il a accepté la proposition de Gérard Mortier, directeur du Festival de Salzbourg, qui lui demandait de prendre en charge la programmation dramatique. Il a lui-même monté Shakespeare, fait appel à des personnalités « haut de gamme » — Deborah Warner, Luc Bondy, Luca Ronconi... Son contrat court jusqu'en 1996. Peter Stein a relevé le défi de renouveler le répertoire dramatique du Festival. Il se tourne au présent vers Berlin. Il a proposé au Sénat trois projets, dont un lui tient spécialement à cœur : *Faust*.

« C'est ce que je souhaite vraiment faire. Il y aurait sept spectacles, un par acte. Cinq pour le second Faust, deux pour le premier. Le tout durerait trois ans : 1998, 1999, 2000. Je devrais réunir une équipe de trente-cinq comédiens et quinze collaborateurs artistiques. Karl Ernst Herrmann (scénographe), Molede Bickel (costumière) sont intéressés, Bruno Ganz

aussi, semble-t-il, et Jutta Lampe... Parallèlement à Faust, nous serions tenus de donner trois autres spectacles. Pour l'ensemble, j'ai besoin de 10 millions de marks par an (plus de 35 millions de francs). J'ai déjà trouvé un financement privé qui couvre le tiers du budget, mais il faut absolument que le Sénat s'intéresse à l'affaire. Je ne commencerai pas si je n'ai pas de garantie. »

Autre projet, plus ancien encore que celui de *Faust* : une école supérieure, « dont l'enseignement déboucherait sur des spectacles ». Enfin, Peter Stein envisage une sorte de scène européenne, pour laquelle il ferait appel à des équipes françaises, italiennes, anglaises, qui viendraient travailler plusieurs mois à Berlin. Elles présenteraient ensuite leur spectacle dans leur pays respectif, et ailleurs. En somme, un théâtre de l'Europe fonctionnant sur la coproduction. Si Berlin n'est pas intéressé, pourquoi pas Paris ?

C. G.

### Les arts primitifs au Salon de mars à Paris

En dépit de la crise, la manifestation, transposée à l'Espace Branly, semble retrouver son équilibre

VII<sup>e</sup> SALON DE MARS, Espace Eiffel-Branly, 29-33, quai Branly, Paris 7<sup>e</sup>. Du 29 mars au 3 avril, 11 h de 12 h à 20 h, le 30 jusqu'à 23 h, week-ends de 11 h à 20 h. Entrée : 50 F (étudiants : 35 F).

Le Salon de mars repose sur un trépied : arts plastiques, arts primitifs et antiquités. L'idéal, le dernier chic, étant le mariage des trois dans un même espace. Par exemple, un Byeri Fang du Gabon juché sur une commode de Riesenr en face d'un grand Soulages. Au fil des années, les antiquaires dorés sur tranche ont eu tendance à envahir peu à peu le terrain. Cette année, changement de décor. Le Salon de mars quitte l'école militaire pour l'Espace Branly. Il semble rajeunir et retrouver son équilibre. Mieux, jamais les arts

plastiques n'ont été si bien servis et les galeries aussi nombreuses, en dépit de la crise.

Mais dans ce Salon éclectique, les jeunes artistes sont plus rares que les valeurs « sûres ». Si, dans un petit stand, Nathalie Obadia présente Valérie Favre et Carole Benzaken, qui ont fait leurs premières expositions dans cette galerie ouverte depuis deux ans, si Robert Combas a drôlement pastiché le Salon où il s'affiche en se chargeant seul de la décoration de l'espace occupé par la galerie Beaumont — papier peint, paravent, table, chaises, miroirs, vases et, bien sûr, tableaux et sculpture —, Daniel Templeton, plus sage, s'est contenté de faire un choix dans son stock : comme ces deux grands Rauschenberg et ce beau fusain d'Eric Fischl. Marwan Hoss a ressorti trois solides Torres-Garcia et toutes sortes d'Hélion. La Bouquinerie de l'Insti-

tut offre deux énormes tentures de Matisse et une gravure de Picasso dédiée à Paul et Nush Eluard. Dina Vierny, sans doute fatiguée par l'accrochage de son musée, consacre une paisible rétrospective à Pascal en deux douzaines de dessins express. Louis Carré réhabilite l'austère Geer Van Velde et expose Chassac que l'on retrouve dans de nombreux stands. Côté ancien, on admire un superbe dessin d'Hubert Robert chez Philippe Perrin. Pierre Dumontell propose toute une ménagerie signée Bugatti, Pompon et Bourdelle.

Venue de Cologne, Ulrich Fiedler a accroché dans son stand une batterie de cuisine excessivement sophistiquée, sortie des ateliers du Bauhaus de Dessau (1925). La galerie Doria propose un exceptionnel mobilier art déco de Pierre Chareau et Robert Mallet-Stevens, à côté des calligraphies colorées de

Jean Cortot. Les ateliers Brugier juxtaposent de grandes laques chinoises et des paravents de Louis Cane, subtilement décoratives. Les galeries Daniel Gervis, Joël Féau et Etienne Lévy ont seules vraiment joué le jeu du cadavre exquis, mêlant mobiliers, arts plastiques (les peintres Bengt Olson et Olivier Debré) et les arts primitifs.

Ces derniers valent à eux seuls la visite du Salon. Le manteau de plume d'une princesse péruvienne, chez Rattton Hourde, le masque heaume des Iles Salomon, à la galerie Meyer, le tambour Mangbetu et le cimier Senouffo chez Alain de Monbrison, sont des merveilles. A ne rater sous aucun prétexte, l'exposition, chez Philippe Guimiot, des chefs-d'œuvre de la collection d'un amateur belge. Ici rien est à vendre hormis le catalogue.

Emmanuel de Roux

مركزا من لامل



## « Acis et Galatée », une pastorale de Haendel itinérante

L'ensemble Mensa Sonora de Niort fait vivre le répertoire

La pastorale de Georg Friedrich Haendel, *Acis et Galatée* - qui fut pourtant, comme *Le Messie*, réorchestrée par Mozart -, est trop souvent né-

gligée. L'ensemble Mensa Sonora la donne en tournée. La direction minimale et efficace de Jean Maillet est convaincante. La mise en scène

de Philippe Berling a du charme. Sept artistes alternent, avec des bonheurs divers, pour chanter les rôles solistes et les parties du chœur

**ACIS ET GALATÉE** de Georg Friedrich Haendel. Arcal, ensemble Mensa Sonora, Jean Maillet (direction). Prochaines représentations : le 1<sup>er</sup> avril, Saint-Brieuc, La Passerelle (tél. : 96-33-77-50) ; les 6, 7 et 9, Nantes, Opéra (tél. : 40-41-90-60).

Il est bon d'entendre de temps à autre des partitions inédites ou oubliées, mais, en matière de musique ancienne comme de musique contemporaine, le ré-

pertoire est souvent négligé au profit de l'écrit - générateur de subventions et d'intérêt médiatique. L'Arcal (lire article ci-dessus) n'a pas choisi cette voie en donnant une série de représentations d'*Acis et Galatée*, pastorale en langue anglaise de Georg Friedrich Haendel, œuvre célèbre que Mozart réorchestrera ainsi que *Le Messie*. La distribution instrumentale de la version originale (1718) est en effet modeste : pas de parties intermédiaires entre les violons, les flûtes à bec,

les hautbois et la ligne de basse continue. Quatre rôles principaux (Galatée, soprano ; Acis et Damon, ténors ; Polyphème, basse), quelques chœurs (à l'écriture à l'occasion parcellaire). Effectif idéal pour une petite production itinérante.

Dans le charmant théâtre bien nommé que recèle la petite ville de Coulommiers, en Seine-et-Marne, les instrumentistes de l'ensemble Mensa Sonora de Niort sont en phase avec les artistes du plateau : à quelques dé-

calages près, la direction minimale mais efficace de Jean Maillet, premier violon et directeur de l'ensemble (il dirige les spectacles en alternance avec le clavicembaliste Yvon Repérant), suffit à assurer une mise en place convaincante.

Même si, d'évidence, les vingt-sept représentations déjà écoulées ont consolidé l'écoute musicale et la propriété d'ensemble, remarquable dans les beaux chœurs de la partition. Une réelle battue permettrait cependant de relancer le tempo d'une reprise, d'assurer la mise en place des traits de la petite flûte avec le reste du plateau, dans le premier air de Galatée, par exemple.

Au fil de la tournée, sept artistes chantent en alternance les rôles solistes et les parties de chœur. Cyrille Gerstenhaber (en alternance avec Francesca Congiu) incarne Galatée d'une jolie voix bien timbrée. François-Nicolas Geslot (en alternance avec Christophe Elmhorn) a de bien jolis aigus, même s'il doit mûrir son chant, encore fragile. Borne et franchise de prestation de Jérôme Vernier (en alternance avec Jean-Claude Saragossa), dont la voix sonore et la haute taille conviennent bien au personnage du cyclope Polyphème. Seule déception, et seuls moments d'ennui, ceux incarnés par Eric Trémolères, Damon pilot et en apparence méforme.

La mise en scène de Philippe Berling est charmante, les décors et les costumes évoquent les Highlands : pulls écossais, grosses côtes de velours, quelques rochers. Les acteurs bougent bien, l'esprit de troupe fonctionne au mieux. La musique s'écoule, libre et touchante.

Renaud Machart

## DANS LES SALLES DE CONCERT

### « LA VILLE », DE JEAN-FRANÇOIS ZYDEL

Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, Richard Duffaillo (direction). Nantes, Cité des congrès, le 21 mars ; Angers, Théâtre Chanzy, le 23 mars.

Jean-François Zydel (né en 1960) s'est d'abord fait connaître comme polémiste, en tête de la rébellion anti-atonale. Puis il s'est tu et a décidé de défendre ses idées en musique. Trois découvertes l'ont marqué : la musique de John Adams, la ville de New York et la musique ancienne. *La Ville* est un triptyque symphonique (bois par quatre), commandé par l'association Musique nouvelle en liberté, dont le premier mouvement avait été créé, il y a deux ans, par l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire.

Vaste fresque, *La Ville*, à la différence de *City Life* de Steve Reich (*Le Monde* du 10 mars), ne fait entendre aucun « signal » objectif : mouvement urbain. C'est plutôt une évocation abstraite faite de mouvements vifs (répétitions de pizzicati), de stridences soudaines (arabesques des bois) et surtout d'une richesse polyphonique qui exprime à elle seule la complexité urbaine. Un cataclysme sonore intervient à la fin du premier mouvement : ce *terremoto* semble alors emprunter son brouhaha assourdissant au Xenakis de *Metastasis*. Dans la seconde partie, Zydel convoque un mouvement de *ground*, comme chez Purcell : sur une basse obstinée, l'orchestre déploie une belle élégie. Le final est guerrier, il s'achève un peu brusquement peut-être. L'OPPL s'est révélé d'une infinie disponibilité et a joué *La Ville* sept fois, devant des publics et des salles divers. C'est ce que l'on appelle un vrai travail de fond en faveur de la musique d'aujourd'hui.

R. Ma.

### SONATES POUR VIOLON ET PIANO DE BEETHOVEN

Olivier Charlier et Brigitte Engerer. Sonates n° 1 et 9, le 19 mars au Châtelet à Paris. Prochain programme : sonates n° 2, 3 et 10, le 9 avril, 11 h 30. Tél. : 40-28-28-40.

La « petite » en ré majeur et la « grande » à Kreutzer : l'occasion rêvée de décliner une gamme de talents divers. Ce qui fut fait. Engerer et Charlier jouent la *Première* de très près, à fleur de mouche, avec une liberté technique qui ressemble à de la gaieté et une tendresse sensible pour cette musique qui n'arrive encore qu'à la cheville du génie... mais il faut déjà y arriver. Le bras droit de Charlier prend de l'ampleur et du poids dans la célèbre *Neuvième*, la pianiste prend du champ et investit tout son corps dans le contact avec le clavier, pour faire à ce violon lyrique l'exact contrepoint. Les silences parlent fort. Les variations sont de bout en bout intéressantes, ce qui n'est pas toujours le cas - Beethoven y fait parmi ses premiers vrais exercices de rarefaction de la matière musicale.

Bref, on a bien conscience d'avoir croisé en une petite heure non seulement deux des meilleurs solistes français, mais un vrai duo. Et il faut toujours un peu de potion magique pour qu'un piano et un violon s'entendent.

A. Ry.

## L'Arcal promène l'opéra à travers la France

CELA FAIT plus de douze ans que l'Arcal (Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique) court la France. En trois cent soixante représentations, cette structure associative a su faire découvrir près d'une vingtaine d'ouvrages lyriques à un public qui, de Cap à Villeneuve-d'Ascq et de Brie-Comte-Robert à Brétigny-sur-Orge (l'île-de-France est son fief), n'y avait pas accès. L'idée de ces représentations itinérantes a surgi à une période où l'opéra était fort à la mode, mais sa fréquentation bien mal partagée : seules quelques scènes françaises attirent les amateurs autour d'un répertoire peu renouvelé.

Pour toucher un public nouveau, l'Arcal a choisi d'engager des jeunes chanteurs pour plusieurs semaines. Objectif, selon un de ses fondateurs, Jean-Paul Davois : « Réduire le déficit du chant français. » Remarqués au Conservatoire, ou dans les écoles de chant de Lyon ou de la Bastille, les élus ont ainsi pu affronter les premiers rôles, au lieu de continuer à faire leurs classes dans les seconds. Le nombre des représentations (multiplié par trois ou quatre) et la variété des scènes leur offre une entrée plus rapide dans la carrière. Un orchestre constitué vient apporter son expérience et sa cohésion à l'édifice.

Après une lecture sur table entre metteur en scène, chef de chant et orchestre au cours d'un premier stage de trois ou quatre jours, l'œuvre bénéficie d'un mois de préparations et d'un mois de répétitions : la dynamique d'un travail d'équipe prolongé compense la modestie relative des moyens.

D'emblée, l'Arcal savait qu'il ne ferait pas tourner *Carmen* ou *La Traviata* : trop lourd ; et puis les amateurs voyagent loin pour écouter ces grands ou-

vrages. L'Arcal puise dans le répertoire baroque, qui permet à des voix « jeunes » de se lancer avec bravoure. Il monte également des opéras contemporains, mais deux fois plus de salons s'ouvrent à ses productions lorsqu'il fait représenter Haendel, Mozart ou Haydn plutôt que Tippett ou Britten.

### PUBLIC NEUF

La recherche de spectateurs passe par celle de scènes nouvelles. Problème délicat dans les petites communes où il faut parfois se contenter d'aménager l'église locale. Ailleurs, l'Arcal fera ouvrir des salles, comme le Théâtre Stanislas de Lunéville pour un mémorable *Orlando* de Cavalli en novembre 1984 qui achèvera sa tournée au Théâtre des Champs-Élysées. *Le Pâtre Matelot* de Darius Milhaud (en version piano-choeur) sera monté pour être joué dans un lieu moins convenu. Embarqué à Orléans, il bourlinguera durant dix années et soixante-dix représentations dans des cafés, avant de rejoindre, via Stockholm, la Ferme du Buisson à Noisiel (siège de l'Arcal).

Pour toucher un public neuf, l'Arcal fait enfin intervenir sous le titre « Opéra au lycée », les différents corps de métier de l'art lyrique dans un contexte scolaire. L'atelier a commandé, cette année, au compositeur Patrice Fouillard et à la librettiste Christine Laurent, un *Jeune Werther*, inspiré du film de Jacques Dillenn. Après plusieurs mois d'entretiens avec les lycéens, quelques-uns de ces adolescents seront associés aux chanteurs professionnels. Création prévue en janvier 1996.

Jean-Louis Perrier

### BIBLIOTHÈQUES

■ Une grève nationale est prévue, vendredi 31 mars, à la Bibliothèque nationale de France et dans les autres bibliothèques rattachées au ministère de la culture et à l'enseignement supérieur (bibliothèques universitaires). Ce mouvement interviendra au lendemain de l'inauguration du bâtiment de la BNF par le président de la République. Lancé à l'appel de l'intersyndicale (CFDT, CGT, FEN, FO, FSU), il a pour objet la revalorisation du statut des magasiniers. L'intersyndicale des personnels de la BNF et du Collectif des non-titulaires se joindra à la grève pour réclamer « 36 heures pour tous », « la stabilisation des personnels non titulaires » et « l'arrêt du recours aux emplois précaires » à la BNF.

### ART

■ « La Nuit étoilée », une œuvre majeure de Vincent Van Gogh, peinte à Arles en 1888, un *Grand Nu* de Pierre-Auguste Renoir de 1907 et une *Etude pour Olympia* d'Edouard Manet de 1862, rejoignent les collections du Musée

d'Orsay. Ces trois œuvres proviennent de la donation, sous réserve d'usufruit, faite à l'Etat en 1973, par Robert et Marguerite Kahn-Sriber. Elles seront présentées au Musée d'Orsay à partir du mardi 11 avril.

■ La fondation Bemberg, à Toulouse, vient d'acquiescer plusieurs peintures, dont une *Montée au calvaire* du Vénitien Jacopo Bassano. Un *Portrait de gentilhomme* par Le Titoret, une *Chasse à l'ours* du Hollandais Jan Fyt, et *Triomphe d'Hercule* par Tiepolo, seront également accrochés prochainement sur les cimaises de l'hôtel d'Assézat, qui a accueilli 35 000 visiteurs depuis son ouverture, il y a deux mois.

### PATRIMOINE

■ La nef du Panthéon, fermée depuis dix ans par mesure de sécurité, sera rouverte au public, les 31 mars de 14 heures à 17 heures et les 1<sup>er</sup> et 2 avril, de 9 h 30 à 18 h 30. La restauration du Panthéon, ancienne église devenue monument d'Etat, devrait s'élever à 310 millions de francs et s'achèvera en l'an 2000. Les peintures (notamment celles de Puvis de Chavannes retraçant l'histoire de sainte Geneviève) sont en cours de nettoyage.

### MUSIQUE

■ Le chef d'orchestre du Bolchoï, Alexandre Lazarev, a démissionné, lundi 27 mars, après la nomination du nouveau directeur artistique, Vladimir Vassiliev. Alexandre Lazarev, cin-

quante ans, est le dernier des anciens dirigeants du célèbre théâtre à se retirer, après vingt-deux ans de présence. Une partie de la troupe s'est opposée à la décision du gouvernement de nommer à la direction le célèbre danseur Vladimir Vassiliev, chassé du théâtre il y a dix ans. Celui-ci a déclaré vouloir inviter Mistislav Rostropovitch comme chef d'orchestre.

■ Toulouse va construire son Zénith, a annoncé, lundi 27 mars, le maire, Dominique Baudis. Prévue pour 1997, cette nouvelle salle de concert rock et variétés aura une capacité de 7 500 places. D'un coût évalué à 100 millions de francs, elle remplacera le Palais des sports de 5 500 places. Son emplacement n'a pas encore été défini, mais le bâtiment devrait être construit à la périphérie de la ville.

■ BMG classics, branche musicale du groupe allemand Bertelsmann, a annoncé, mardi 28 mars à Paris, ses projets avec la société russe de disques classiques Melodiya, dont elle a acquis les droits exclusifs jusqu'en 2012. Cet achat permet à BMG d'exploiter le fonds des bandes originales des disques classiques de Melodiya (société officielle soviétique à partir de 1964). Ce fonds prestigieux comprend environ 33 300 heures de bandes enregistrées, dont certaines datent de près de cinquante ans, et présente les plus grands interprètes soviétiques : Richter, Gilels, Oistrakh, Mravinsky...

franches de bobines de Daniel Amar

Leonic Bathiat dite Arletty

du 14 au 15 avril 14 h 30 à 17 h 30

SCÈNE NATIONALE DE CERGY-POINTEAISE

ECOUTEZ VOIR

Mise en scène : Antoine Caubet

TEP

AMBULANCE

de Gregory Motton

42 43 17 17 du 14 mars au 15 avril 95

Dans une grande Université

**CALIFORNIE FLORIDE**

Stages linguistiques ou Etudes. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America

CEPES 42, avenue Daumesnil 75017 PARIS (1) 45 50 28 28

La bourse en direct

36 15 LEMONDE

### Avis au public

## Élargissement de l'autoroute A 11 Section THIVARS-LUIGNY

Communes de BLANDAINVILLE, ÉPEAUTROLLES, ERMENONVILLE-LA-GRANDE, FRAZÉ, ILLIERS-COMBRAY, LUIGNY, MIGNIÈRES, MONTIGNY-LE-CHARTIF, VIEUVICQ, MOTTEREAU, DAMPIERRE-SOUS-BROU et SAINT-AVIT-LES-GUESPIÈRES

Le PRÉFET d'Eure-et-Loir a l'honneur d'informer le public que, conformément à un arrêté en date du 21 mars 1995 et en application des lois du 12 juillet 1983 et du 3 janvier 1992, il sera procédé à deux enquêtes publiques conjointes relatives aux travaux d'élargissement de l'autoroute A 11 dans sa section THIVARS-LUIGNY, d'une part, et aux incidences hydrauliques du projet, d'autre part.

Les dossiers concernant l'enquête publique avant travaux seront déposés en mairies de BLANDAINVILLE, ÉPEAUTROLLES, ERMENONVILLE-LA-GRANDE, FRAZÉ, ILLIERS-COMBRAY, LUIGNY, MIGNIÈRES, MONTIGNY-LE-CHARTIF et VIEUVICQ.

Les dossiers concernant les incidences hydrauliques de l'opération seront déposés en mairies de BLANDAINVILLE, ÉPEAUTROLLES, ERMENONVILLE-LA-GRANDE, FRAZÉ, ILLIERS-COMBRAY, LUIGNY, MIGNIÈRES, MONTIGNY-LE-CHARTIF, VIEUVICQ, MOTTEREAU, DAMPIERRE-SOUS-BROU et SAINT-AVIT-LES-GUESPIÈRES.

L'ensemble des dossiers sera également déposé en préfecture d'Eure-et-Loir, bureau de l'urbanisme et de l'environnement (poste 70-96), ainsi qu'en sous-préfectures de CHÂTEAUDUN et NOGENT-LE-ROTOU.

Les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels au public de la préfecture, des sous-préfectures et des mairies.

Durant cette période, chacun pourra consigner ses observations sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par écrit à l'attention du président de la commission d'enquête, préfecture d'Eure-et-Loir, bureau de l'urbanisme et de l'environnement.

La commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif d'Orléans, est composée ainsi qu'il suit :

- Est nommé en qualité de président : M. Gérard Fouet, colonel en retraite, directeur départemental de la prévention routière, demeurant 28, rue de la Vallée-de-l'Eure, 28600 LUISANT.
- Sont nommés en qualité de membres titulaires : M. Roger FOURMANTIN, ingénieur en chef du génie rural des eaux et forêts à la retraite, demeurant 77, rue Jean-Moulin, 28600 LUISANT.
- M. Claude BAUER, architecte, demeurant 2, rue du Guichet, 28200 CHÂTEAUDUN.
- Est nommé en qualité de membre suppléant : M. Pierre PORCHERON, ingénieur E.M.I. en retraite, demeurant 5, rue Maussibot, 28110 LUCÉ.

Deux membres de la commission d'enquête recevront le public :

- Pour le projet relatif aux travaux d'élargissement de l'autoroute : Mairie d'ILLIERS-COMBRAY : mardi 18 avril 1995 de 8 h 30 à 11 h 30 ; jeudi 27 avril 1995 de 14 h 30 à 17 h 30 ; mercredi 3 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30 ; samedi 13 mai 1995 de 9 h à 12 h ; vendredi 19 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30.
- Mairie d'ERMENONVILLE-LA-GRANDE : mardi 2 mai 1995 de 8 h 30 à 11 h 30 ; mercredi 17 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30.

- Mairie de FRAZÉ : vendredi 21 avril 1995 de 14 h 30 à 17 h 30 ; mardi 9 mai 1995 de 8 h 30 à 11 h 30.
- Mairie de LUIGNY : lundi 24 avril 1995 de 8 h 30 à 11 h 30 ; vendredi 5 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30.
- Mairie de MIGNIÈRES : mercredi 26 avril 1995 de 9 h à 11 h 30 ; jeudi 11 mai 1995 de 15 h à 17 h 30.

- Pour l'enquête relative aux incidences de caractère hydraulique du projet : Mairie d'ERMENONVILLE-LA-GRANDE : mardi 2 mai 1995 de 8 h 30 à 11 h 30 ; mercredi 17 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30.

- Concernant les incidences sur le bassin versant de la Benaise : Mairie de FRAZÉ : vendredi 21 avril 1995 de 14 h 30 à 17 h 30 ; mardi 9 mai 1995 de 8 h 30 à 11 h 30.

- Concernant les incidences sur le bassin versant de la Pithière : Mairie de LUIGNY : lundi 24 avril 1995 de 8 h 30 à 11 h 30 ; vendredi 5 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30.

- Concernant les incidences sur le bassin versant du Loir : Mairie d'ILLIERS-COMBRAY : mardi 18 avril 1995 de 8 h 30 à 11 h 30 ; jeudi 27 avril 1995 de 14 h 30 à 17 h 30.

- Concernant les incidences sur le bassin versant de la Thironne : Mairie d'ILLIERS-COMBRAY : mercredi 3 mai 1995 de 14 h 30 à 17 h 30 ; samedi 13 mai 1995 de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, une copie de l'avis de la commission d'enquête sera déposée en préfecture d'Eure-et-Loir ainsi que dans les mairies concernées, afin d'être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

## La surprenante et décapante logique de Raul Ruiz

Un exemple de cinéma comique surréaliste

Le réalisateur de *L'hypothèse du tableau volé* et des *Trois Couronnes* du matériel composé un « cadavre exquis » cinématographique dans

lequel les situations les plus inattendues se bousculent avec une extravagante logique. Surprenant, incongru, et souvent très drôle,

*Fado majeur et mineur* s'inscrit ainsi dans une tradition que le cinéma français néglige depuis longtemps.

**FADO MAJEUR ET MINEUR**, film franco-portugais de Raul Ruiz. Avec Jean-Luc Bideau, Melvil Poupaud, Ana Padrao, Arielle Dombasle (1 h 50).

On sait que résumer un film de Raul Ruiz relève d'un exercice aussi difficile qu'inutile. *Fado majeur et mineur* ne démentira pas cette certitude tant il est vrai que c'est moins l'intrigue qui importe ici que la façon dont quelques situations, qui pourraient être empruntées à la littérature populaire et au mélodrame, se divisent et se

démultiplient pour éclater en un bouquet d'hypothèses incongrues. Pierre, un guide pour touristes - magnifiquement interprété par Jean-Luc Bideau sur un registre où la nonchalance le dispute à l'étonnement constant -, perd soudain la mémoire. Il rencontre un étrange jeune homme qui poursuit une obscure vengeance et évoque le souvenir d'une femme qui s'est suicidée par pendaison quelques années auparavant. Suit alors un long moment en noir et blanc qui a l'air d'un flash-back mais pourrait n'être qu'une autre dimension temporelle où, loin de

s'expliquer, les événements poursuivent une logique surprenante. *Fado majeur et mineur* est un film drôle. Cette drôlerie repose sur différents aspects. En effet, l'inattendu déclenche souvent le rire, tant le récit se déroule comme une sorte de cadavre exquis cinématographique où Ruiz fait régulièrement basculer le spectateur dans des développements imprévus, mais présentés avec l'évidence même de la logique. La cocasserie naît également de cette volonté de subvertir les structures et les sous-bassements psychologiques de l'histoire

contée. Les affects et les sentiments (l'amour, la jalousie, la mélancolie) sont confrontés à des considérations triviales qui font entrer en jeu toutes sortes de phobies (les déjections diverses, les poils, etc.). L'ensemble est enfin porté par une distribution et une direction d'acteurs qui réussissent à multiplier le comique des situations. *Fado majeur et mineur* confirme en tout cas que Ruiz demeure aujourd'hui l'un des rares représentants d'un cinéma authentiquement surréaliste.

Jean-François Rauger

## Le nouveau Polanski, « La Jeune Fille et la Mort » : un film en chambre froide

**LA JEUNE FILLE ET LA MORT**, film américain de Roman Polanski. Avec Sigourney Weaver, Ben Kingsley, Stuart Wilson. (1 h 45).

Dans la grande maison isolée au bord de la falaise s'affrontent, une nuit durant, une femme naguère torturée par la police dans une dictature sud-américaine, son mari avocat des droits de l'homme chargé de la commission d'enquête juste après le retour de la démocratie, et celui que la femme identifie comme son tortionnaire, arrivé là par hasard.

On voit bien ce qui a tenté Roman Polanski, dans cette pièce de théâtre à huis clos d'Ariel Dorfmann. Depuis son premier long métrage, *Le Couteau dans l'eau* (1962), le cinéaste polonais émigré aux États-Unis puis en France goûte

les face-à-face imposés, ouvrant sur les abîmes de l'âme. Et, le temps passant, il semble accorder toujours davantage de prix à une virtuosité de réalisation que nul ne lui dénie, mais qui paraît tenir lieu à ses yeux d'unique raison de faire du cinéma. Aussi, de la pièce d'origine qui se déroulait au Chili et se voulait protestation contre la terreur militaire et l'humiliation, le réalisateur a-t-il enlevé toute référence à une situation historique et géographique particulière.

Il voulait sans doute épurer son sujet et lui donner une portée universelle, il n'est parvenu qu'à l'évider jusqu'à lui ôter tout enjeu. Exercice de style bientôt déplaçant lorsqu'il prend semblerait sujet pour matériau, le film - appelé *La Jeune Fille et la Mort* parce que le bourreau est amateur de Schubert et viole sa victime - se contente de brasser quelques thèmes pour

épreuve de philo du bac : la culpabilité, le droit et la vérité... en une sorte de version pour réunion Tupperware du débat entre Sartre et Camus. Avec quelques louches de psychologie du couple en guise de garniture. Apparemment fort peu concernés par cette affaire, les trois comédiens jouent leur partie avec un professionnalisme sans âme, appuyé sur quelques caractérisations immuables et simplistes. Dès lors le savoir-faire de Polanski tourne à vide, il impose un glacage formaliste à la surface de l'écran, les tours de passe-passe et les effets de manche du réalisateur apparaissent pour ce qu'ils sont : d'une gratuité qui semble avoir ennuyé jusqu'à leur auteur lui-même.

Jean-Michel Frodon

### LES ENTRÉES A PARIS

■ La baisse de 10 % enregistrée par rapport à la semaine précédente s'explique en grande partie par le résultat assez décevant du film de Claude Lelouch, seule grosse sortie du mercredi 22 mars : 72 000 entrées dans 43 salles, c'est pour *Les Misérables*, pour Belmondo et Lelouch, un résultat moyen.

■ Une femme française qui dépense : le film de Régis Wargnier avait très bien démarré (90 000 entrées dans 38 salles), mais il perd près de 50 % de ses entrées dès la deuxième semaine (46 000 entrées), alors qu'il disposait de six salles supplémentaires. En revanche, Sean Connery continue d'attirer les spectateurs dans les salles, si bien que *Just Cause* totalise 55 000 entrées, contre 75 000 en première semaine.

■ Les « petites » sorties de la semaine ont connu des fortunes diverses : la plus enviable échoit à *L'Année Juliette*, qui réussit le remarquable score de 47 400 entrées dans 15 salles, preuve que Fabrice Luchini compte décidément beaucoup d'adeptes. Bon résultat également pour *Chungking Express* (12 000 entrées dans 6 salles) et, à un niveau forcément plus modeste, pour le *Calendar d'Atom* Egoian, qui réunit plus de 2 000 spectateurs dans une seule salle. Déception, en revanche, pour *Les Rendez-vous de Paris* d'Eric Rohmer, auxquels se sont rendus moins de 11 000 spectateurs (dans huit salles).

P. M.

★ Source des chiffres : Le Film français.

Tout le cinéma  
36 15 LEMONDE

## Le Centre Georges-Pompidou consacre une rétrospective au cinéma grec

**SUR L'AFFICHE** de la rétrospective consacrée au cinéma grec par le Centre Georges-Pompidou, le visage de Melina Mercouri. Qui d'autre que l'actrice, en effet, pour symboliser une production et une histoire dont la connaissance se résume, pour les cinéphiles les plus érudits, à moins de cinq noms de cinéastes et à quelques rares titres.

Le premier long métrage de fiction grec a été réalisé en 1914 (il est aujourd'hui perdu), mais de ces quatre-vingts années de cinéma n'émergent guère que le souvenir de films de Michael Cacoyannis (*Zorba le Grec*, *Les Troyennes*), le rappel de la période grecque de la carrière de l'Américain Jules Dassin (*Celui qui doit mourir*, *Jamais le dimanche*) et la figure solitaire de Theo Angelopoulos. Les preuves de l'existence d'un cinéma grec, les voici, sous la forme d'un panorama de cent films.

Grâce à cette rétrospective et au livre qui l'accompagne, on apprend donc qu'en 1967 la production grecque atteignit le chiffre record de cent dix-sept films. Ce fut le début de l'embellie du cinéma grec, marquée par la révélation de Theo Angelopoulos et la réalisation de films comme *Evdokia*, d'Alexis Damiannis (1971), et *Les Fiançailles d'Anna*, de Pandelis Voulgaris (1972), satire acerbe de la bourgeoisie athénienne. Le nouveau cinéma grec semblait retrouver les vertus de ses quelques glorieux anciens, Cacoyannis en tête, mais

aussi Nikos Koundouros, réalisateur du remarquable *Ogre d'Athènes* (1956), portrait, influencé par le néoréalisme, d'un petit employé que sa ressemblance avec un criminel conduit dans les bas-fonds de la cité. L'embellie fut de courte durée.

Des quatre cents cinémas à ciel ouvert recensés à Athènes dans les années 70, il ne reste plus qu'une trentaine et un dénombrement de cinquante salles dans la ville et

Si, chaque année, sept ou huit cinéastes grecs réalisent leur premier film, bien peu en tournent un deuxième

sa périphérie, dont certaines de plus de mille places, qui ont cependant fait l'objet récemment de rénovations. De cent trente-sept millions de spectateurs en 1968, la fréquentation a chuté à environ six millions en 1994.

Les chiffres de la production traduisent également ce déclin : entre dix et quinze films par an, c'est tout ce qu'autorise le budget du Centre du cinéma, seule instance de production importante, créé en 1970

mais dont les activités ont été relancées en 1982 par Melina Mercouri, alors ministre de la culture.

Pour qu'un film grec ne soit pas produit à perte, il faudrait qu'il soit vu par cinq cent mille spectateurs (le budget moyen se situe autour de trois millions de francs et le prix d'une place de cinéma est d'environ 34 francs), résultat pratiquement impossible à atteindre actuellement. D'autant que le public se montre peu attiré par les productions nationales, à l'exception des films anciens, mélodrames et comédies populaires, que programme la télévision. Quant aux cinéphiles ils préfèrent en général aux films d'Angelopoulos ceux de Ken Loach, de Kieslowski et de Nanni Moretti.

Peu de producteurs indépendants osent donc se lancer dans des aventures que le système de coproduction, avec la France notamment, rend à peine moins périlleuses. Un projet de loi est actuellement à l'étude, qui ferait obligation aux chaînes de télévision de consacrer 1,5 % de leur budget au cinéma. Il suscite de telles réticences que l'on doute de la possibilité d'un accord entre les différentes parties.

L'affirmation d'une production nationale est, dans ces conditions, illusoire. Si, chaque année, sept ou huit cinéastes parviennent à réaliser leur premier film, bien peu réussissent à en tourner un deuxième. Chaque année, près d'une centaine de projets de films sont déposés au Centre du cinéma, avec l'espoir que l'un d'eux connaîtra la même fortune que *Fin d'époque*, d'Andonis Kokkinos : cette évocation nostalgique des relations d'un groupe de lycéens à la fin des années 60 écrite et filmée avec habileté et humour, a connu un succès surprenant, qui permet de recommencer à croire un peu en l'avenir du cinéma grec.

Pascal Mériegeau

★ Du 22 mars au 24 juillet, salle Gerance, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 44-78-45-69 ou 44-78-44-21.  
★ Le Cinéma grec, sous la direction de Michel Dèmpopoulos, éditions du Centre Georges-Pompidou, collection « Cinéma Pluriel », 288 p., 150 illustrations, 280 F.

### TOUS LES FILMS NOUVEAUX

#### FADO, MAJEUR ET MINEUR

Film franco-portugais de Raul Ruiz. Lire la critique ci-contre.

#### LA JEUNE FILLE ET LA MORT

Film français de Roman Polanski. Lire la critique ci-contre.

#### BEFORE SUNRISE

Film américain de Richard Linklater. Avec Ethan Hawke et Julie Delpy (1 h 41). Troisième film de Richard Linklater, *Before Sunrise* a remporté au dernier Festival de Berlin le prix de la meilleure réalisation. Cette distinction est à la fois logique et absurde. Logique, car le film est, en effet, très bien réalisé. Absurde, car cette qualité technique est la seule raison d'être de cette histoire d'un jeune Américain (Ethan Hawke) et d'une jeune Française (Julie Delpy) lectrice de Georges Bataille, qui font connaissance dans un train et passent une journée et une nuit à Vienne. La découverte de la capitale autrichienne est ainsi présentée à une succession de promenades animées par des conversations tour à tour badines et sérieuses, qui concernent tour à tour le trouble des sentiments, la sexualité et l'existence de Dieu.

Que ces deux gentils jeunes gens se plaisent d'emblée ne fait guère mystère, la question de savoir s'ils oseront se témoigner leur mutuelle affection et, ensuite, s'ils se retrouveront un jour, dans un an, dans six mois, sur le même quai de gare ou dans un autre film n'est pas de nature à rendre plus palpitante cette vaine ensoleille.

P. M.

#### LE MONSTRE

Film italo-français de Roberto Benigni. Avec Roberto Benigni, Michel Blanc, Nicoletta Braschi, Dominique Lavanant (1 h 48). La réputation dont jouit Roberto Benigni en France repose davantage sur ses apparitions dans des films de cinéastes reconnus comme Marco Ferreri, Jim Jarmusch ou Fellini que sur ses propres talents comiques. Livré à lui-même, il a déjà mis en scène quatre films où il incarne une sorte de benêt débrouillard et bavard. *Le Monstre*, sa cinquième réalisation, a remporté un énorme succès en Italie, éclipçant même les grosses productions américaines.

Cette histoire de personnage simplet confondu par la police avec un dangereux maniaque sexuel est surtout le prétexte de gags et de situations assez attachantes de sottise grasse et infantile. Benigni relèverait en fait de toute une tradition comique cinématographique italienne incarnée par des acteurs comme Franco et Ciccio ou Paolo Villaggio, responsables de pantalonades assez peu exportées en France. Il faut pourtant reconnaître qu'il y a une certaine force burlesque dans la bêtise pure et que Benigni est doué d'un talent qui transparaît dans la performance physique réelle que représente son exténuante et souvent absurde logorrhée. Il n'en reste malheureusement plus grand chose dans la version post-synchronisée qui est exploitée en salle.

J.-E.R.

#### MARIE DE NAZARETH

Film français de Jean Delannoy. Avec Myriam Muller, Didier Bernaïné, Francis Lalanne (1 h 50).

Doyen des cinéastes en activité (87 ans depuis le 12 janvier, soit onze mois de plus que Manoel de Oliveira), Jean Delannoy livre après *Bernadette*, consacré à la sainte bergère de Lourdes, un nouveau livre d'images pieuses, dont la mère du Christ est la figure centrale. Centrale, mais un peu passive, ce qui a obligé le cinéaste à se livrer à quelques acrobaties pour nourrir la matière d'un film qui en manque passablement. Même une fois admis que l'histoire s'adresse davantage aux catholiques qu'aux cinéphiles, on peut en juger la mise en images banale et l'interprétation hésitante, en dépit de l'évidente bonne volonté déployée par des acteurs débutants, parmi lesquels le chanteur Francis Lalanne paraît traité par la grâce de Joseph le bon charpentier. De même que *Bernadette* est quotidiennement offert à la ferveur des écoles de Lourdes, *Marie de Nazareth* égarera à rien pas douter les pluvieux après-midi de patronage. Il est fait pour cela.

P. M.

#### ACE VENTURA, DÉTECTIVE POUR CHIENS ET CHATS

Film américain de Tom Shadyac. Avec Jim Carrey, Sean Young, Courtney Cox. (1 h 25). Dans le rôle du détective spécialisé dans les chiens perdus, les chats égarés et les oiseaux envolés, chargé ici de retrouver - avant le Superbowl - le dauphin de deux cents kilos qui sert de mascotte à l'équipe de football des Miami Dolphins, Jim Carrey endosse une des performances les plus dynamiques et les plus acrobatiques que l'on ait vu à l'écran depuis Jerry Lewis (à qui, d'ailleurs, il reconnaît devoir beaucoup). Les yeux ronds comme des soucoupes, le banane gonflée en équilibre instable, il se meut avec les à-coups et les spasmes d'un Bugs Bunny dopé aux amphétamines.

Mock n'était pas, grâce aux effets spéciaux de l'industriel Light and Magic de George Lucas, à le transformer en évadé d'un dessin animé de Tex Avery : dans *Ace Ventura*, Jim Carrey prouve qu'il n'a pas impérativement besoin de ILM. Avec son corps de caoutchouc, son visage de pâte à modeler et son absence totale de sens du ridicule - essentielle dans ce type de burlesque - il est lui-même à la fois personnage de cartoon et « effet spécial ». Réalisé avant *Mock*, *Ace Ventura* devait servir de véhicule à la mise sur orbite de Jim Carrey. Mission accomplie (Carrey est l'un des deux grands « méchants » du prochain *Batman*) mais sa tâche achevée, la fusée de lancement s'est désintégrée. Jim Carrey est épatant dans un film inexistant, un joker dans une main quasi nulle.

Henri Behar

#### STAR TREK GÉNÉRATIONS

Film américain de David Carson. La critique paraîtra dans Le Monde du 31 mars.

#### LA LUNE ET LE TÉTON

Film espagnol de Bigas Luna. La critique paraîtra dans Le Monde du 31 mars.

### HAUTE COUR DE LA RÉPUBLIQUE DE SINGAPOUR

PROCÈS n° 807 de 1993

Entre NG SOO SENG (numéro d'identité nationale 1147845/2)  
Demandeur

Et SHAPOUR GOLESORKHI  
(numéro de passeport inconnu)  
Défendeur

#### ANNONCE

A : M. Shapour Goleosorkhi, Villa Golf, Le Chardonnet 74500 Evian, France

Vous êtes informé par la présente qu'une action a été intentée contre vous devant la Haute Cour de la République de Singapour sous le numéro 807 de 1993 par Ng Soo Seng demeurant N° 69 Jalan Tua Kong 05-01 Block 5 Park East, Singapore 1545, action par laquelle le Demandeur requiert du Défendeur :

1. L'exécution spécifique d'une option d'accord conclue entre le Demandeur et le Défendeur en date du 28<sup>e</sup> jour du mois d'août 1988 par lequel le Demandeur a convenu d'acheter et le Défendeur de vendre la propriété perpétuelle et libre de l'ensemble du Lot 1261/1/24 de la subdivision urbaine 24, volume 163, folio 151 du registre foncier annexe comprenant le magasin appartenant sous le n° 21 Cuscaden Road 01-07 Ming Arcade, Singapore, pour un montant de 75 000 dollars Singapour.
2. Tous les coûts directs et indirects, instructions et préjudices résultant du non-respect, de la part du Défendeur, de l'option d'accord.

C.H. LIM & COMPANY  
avocats pour le Demandeur  
9, Penang Road 07-12  
Park Mall  
Singapore 0923  
Tél. : 65-3386911  
Fax : 65-3367211

مركز الامم المتحدة





## Les productions anglo-saxonnes ont dominé les Rencontres télévisuelles de Reims

« CINQUANTE ANS d'histoire en images, 1939-1989 » : le menu ainsi libellé des Rencontres européennes de télévision, qui avaient lieu à Reims du mercredi 22 mars au dimanche 26 mars (Le Monde radio-télévision daté 19-20 mars), a attiré 15 000 spectateurs, un chiffre équivalent à 1994. Cinquante-sept fictions et documentaires, consacrés surtout à la seconde guerre mondiale mais aussi à Cuba, à l'Algérie, au Prague d'août 1968, etc., leur étaient proposés.

Vingt-deux œuvres concourraient pour les trophées décernés par deux jurys. Le jury professionnel (réalisateurs, comédiens, responsables de programmation ou de l'INA, journalistes) était présidé par le réalisateur Hervé Baslé, auteur notamment des *Maitres du pain*. Le jury du public comprenait des lecteurs de *Télé 7 Jours* et du magazine *Ville de Reims Informations*.

**FICTION DOCUMENTAIRE**  
Comme souvent lorsqu'il s'agit de primer des œuvres télévisuelles de qualité - c'était le cas des téléfilms et documentaires, sélectionnés a priori par un « comité scientifique » dans lequel siégeaient notamment le réalisateur Maurice Frydland et Jacques Baudou, co-organisateurs de ces Rencontres -, les Anglo-saxons sortent du lot.

La surprise est toutefois venue de la consécration, par les deux jurys, de *Genis Cohn*, d'Eljah Moshin (BBC 2), une fable tragico-comique mettant en scène un humoriste juif, Genis Cohn, qui revient hanter après guerre son assassin, l'Obersturmführer Otto Schatz, devenu

commissaire de police de la petite ville de Licht, un rôle superbement interprété par l'acteur britannique Robert Lindsay.

Côté documentaire, les professionnels ont couronné une œuvre du journaliste allemand Heinrich Breuer, *Wahner, die unerzählte Geschichte: Hotel Lux*. Tourné pour la WDR, la plus importante des télévisions régionales de la seconde chaîne allemande ARD, ce film retrace la vie d'Herbert Wahner, jeune anarchiste devenu un des responsables du Parti communiste allemand, qui participa activement aux purges stalinienne éprouvant les dignitaires communistes étrangers, hébergés à l'Hotel Lux de Moscou, avant d'en être également victime. Outre sa « forme ouverte », type d'écriture filmique définie par Heinrich Breuer - images et personnages de fiction très proches de ceux des archives, scénario tiré au cordeau -, ce film a révélé aux téléspectateurs allemands le passé inconnu du dirigeant social-démocrate Herbert Wahner.

Le jury public a élu *Blueprints of a genocide* au titre de meilleur documentaire. Il s'agit d'un film de Mike Rossiter sur les plans d'architectes des crématoires d'Auschwitz, réalisé pour la BBC 2. Le prix du meilleur comédien est allé à Claude Rich pour le téléfilm *Stim* et Stern, de Peter Kassovitz (France 2), celui de la meilleure comédienne à Esther Hausmann qui interprète l'une des compagnes d'Herbert Wahner - la comédienne Lotte Loebinger -, dans *Hotel Lux*.

Y.-M. L.

## Canal Plus se développe en Europe

Tout en poursuivant sa politique de création de canaux tous azimuts, la chaîne cryptée recentre ses activités de production

rope. Bien entendu, toutes ces filiales n'ont pas le même dynamisme. Alors que l'Espagne est en train de devenir un formidable centre de profit pour la chaîne et ses partenaires (187 millions de francs de bénéfices en 1994, dont 45 millions pour Canal Plus), la filiale allemande Première pécune encore (300 millions de francs de pertes l'an dernier, dont un tiers pour Canal Plus).

Faute d'un marketing adéquat, Première a obéré fortement, en 1994, les résultats du groupe Canal Plus. Après la prise de conscience de la stagnation de l'audience en septembre 1994 au sein de la direction allemande de la chaîne, une politique de recrutement plus dynamique s'est mise en place : 6 000 à 7 000 nouveaux abonnés sont acquis par semaine. Première devrait donc approcher de l'équilibre cette année.

### TENTATIVES ONÉREUSES

Quant à la Pologne, la chaîne ne devrait atteindre son point mort (350 000-400 000 abonnés) que d'ici trois à quatre ans et ne devrait réellement rentabiliser qu'en 2000 - avec 500 000 abonnés. Entre-temps, près de 100 millions de francs auront été investis dans l'extension du réseau hertzien, la conquête des abonnés et les dépenses de programmation.

Cette politique d'expansion tous azimuts de Canal Plus a son talon d'Achille : les programmes. Rien ne sert de bâtir des « tuyaux » cinémas-sports si les films - et notamment les films américains - font défaut. Canal Plus a donc

cherché très tôt à sécuriser son approvisionnement. Ainsi, une participation de 5 % dans le capital du producteur indépendant Carolco a été prise en juin 1990 (17 % aujourd'hui). Le Studio Canal Plus a été créé en décembre de la même année, ainsi qu'Hexagon, une filiale hollywoodienne du Studio. Soit autant de tentatives - onéreuses - de produire des films américains aux États-Unis pour les chaînes cryptées d'Europe.

Le retrait de Canal Plus, la semaine dernière, du conseil d'administration de Carolco marque donc la fin d'une époque et la ferme détermination du groupe français de ne plus vouloir jouer un rôle via la société de production dirigée par Mario Kassar. Les difficultés rencontrées par ce dernier sur ses différents projets (*Crusades*, avec Arnold Schwarzenegger, dont le tournage a été stoppé pour cause de dépassement de devis ; *Cut Throat Island*, initialement prévu avec Michael Douglas et qui s'est finalement tourné avec Matthew Modine) ont incité Le Studio Canal Plus à faire une croix sur cet investissement.

L'entreprise a accusé une perte de 203 millions de francs en 1994 (dont 120 millions pour Carolco) et Le Studio a reçu pour consigne de recentrer ses activités sur l'Europe. Carolco échappera-t-elle au dépôt de bilan ? La question ne se pose plus en ces termes pour Canal Plus : si le pire se produit, la chaîne est toutefois en place pour récupérer sa part des actifs Carolco.

Yves Mamou

MERCREDI 29 MARS					LA CINQUIÈME
TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	
13.40 Série : <i>Bony</i> . 14.35 Club Donothée. 17.25 Série : <i>La Croisière</i> l'eff' amour. 17.55 Sport : Football. En direct de Reims 96. Israël-France en direct de Reims 96. 18.45, 19.15, 19.30, 19.45, 20.00, 20.15, 20.30, 20.45, 21.00, 21.15, 21.30, 21.45, 22.00, 22.15, 22.30, 22.45, 23.00, 23.15, 23.30, 23.45, 24.00, 24.15, 24.30, 24.45, 25.00, 25.15, 25.30, 25.45, 26.00, 26.15, 26.30, 26.45, 27.00, 27.15, 27.30, 27.45, 28.00, 28.15, 28.30, 28.45, 29.00, 29.15, 29.30, 29.45, 30.00, 30.15, 30.30, 30.45, 31.00, 31.15, 31.30, 31.45, 32.00, 32.15, 32.30, 32.45, 33.00, 33.15, 33.30, 33.45, 34.00, 34.15, 34.30, 34.45, 35.00, 35.15, 35.30, 35.45, 36.00, 36.15, 36.30, 36.45, 37.00, 37.15, 37.30, 37.45, 38.00, 38.15, 38.30, 38.45, 39.00, 39.15, 39.30, 39.45, 40.00, 40.15, 40.30, 40.45, 41.00, 41.15, 41.30, 41.45, 42.00, 42.15, 42.30, 42.45, 43.00, 43.15, 43.30, 43.45, 44.00, 44.15, 44.30, 44.45, 45.00, 45.15, 45.30, 45.45, 46.00, 46.15, 46.30, 46.45, 47.00, 47.15, 47.30, 47.45, 48.00, 48.15, 48.30, 48.45, 49.00, 49.15, 49.30, 49.45, 50.00, 50.15, 50.30, 50.45, 51.00, 51.15, 51.30, 51.45, 52.00, 52.15, 52.30, 52.45, 53.00, 53.15, 53.30, 53.45, 54.00, 54.15, 54.30, 54.45, 55.00, 55.15, 55.30, 55.45, 56.00, 56.15, 56.30, 56.45, 57.00, 57.15, 57.30, 57.45, 58.00, 58.15, 58.30, 58.45, 59.00, 59.15, 59.30, 59.45, 60.00, 60.15, 60.30, 60.45, 61.00, 61.15, 61.30, 61.45, 62.00, 62.15, 62.30, 62.45, 63.00, 63.15, 63.30, 63.45, 64.00, 64.15, 64.30, 64.45, 65.00, 65.15, 65.30, 65.45, 66.00, 66.15, 66.30, 66.45, 67.00, 67.15, 67.30, 67.45, 68.00, 68.15, 68.30, 68.45, 69.00, 69.15, 69.30, 69.45, 70.00, 70.15, 70.30, 70.45, 71.00, 71.15, 71.30, 71.45, 72.00, 72.15, 72.30, 72.45, 73.00, 73.15, 73.30, 73.45, 74.00, 74.15, 74.30, 74.45, 75.00, 75.15, 75.30, 75.45, 76.00, 76.15, 76.30, 76.45, 77.00, 77.15, 77.30, 77.45, 78.00, 78.15, 78.30, 78.45, 79.00, 79.15, 79.30, 79.45, 80.00, 80.15, 80.30, 80.45, 81.00, 81.15, 81.30, 81.45, 82.00, 82.15, 82.30, 82.45, 83.00, 83.15, 83.30, 83.45, 84.00, 84.15, 84.30, 84.45, 85.00, 85.15, 85.30, 85.45, 86.00, 86.15, 86.30, 86.45, 87.00, 87.15, 87.30, 87.45, 88.00, 88.15, 88.30, 88.45, 89.00, 89.15, 89.30, 89.45, 90.00, 90.15, 90.30, 90.45, 91.00, 91.15, 91.30, 91.45, 92.00, 92.15, 92.30, 92.45, 93.00, 93.15, 93.30, 93.45, 94.00, 94.15, 94.30, 94.45, 95.00, 95.15, 95.30, 95.45, 96.00, 96.15, 96.30, 96.45, 97.00, 97.15, 97.30, 97.45, 98.00, 98.15, 98.30, 98.45, 99.00, 99.15, 99.30, 99.45, 100.00, 100.15, 100.30, 100.45, 101.00, 101.15, 101.30, 101.45, 102.00, 102.15, 102.30, 102.45, 103.00, 103.15, 103.30, 103.45, 104.00, 104.15, 104.30, 104.45, 105.00, 105.15, 105.30, 105.45, 106.00, 106.15, 106.30, 106.45, 107.00, 107.15, 107.30, 107.45, 108.00, 108.15, 108.30, 108.45, 109.00, 109.15, 109.30, 109.45, 110.00, 110.15, 110.30, 110.45, 111.00, 111.15, 111.30, 111.45, 112.00, 112.15, 112.30, 112.45, 113.00, 113.15, 113.30, 113.45, 114.00, 114.15, 114.30, 114.45, 115.00, 115.15, 115.30, 115.45, 116.00, 116.15, 116.30, 116.45, 117.00, 117.15, 117.30, 117.45, 118.00, 118.15, 118.30, 118.45, 119.00, 119.15, 119.30, 119.45, 120.00, 120.15, 120.30, 120.45, 121.00, 121.15, 121.30, 121.45, 122.00, 122.15, 122.30, 122.45, 123.00, 123.15, 123.30, 123.45, 124.00, 124.15, 124.30, 124.45, 125.00, 125.15, 125.30, 125.45, 126.00, 126.15, 126.30, 126.45, 127.00, 127.15, 127.30, 127.45, 128.00, 128.15, 128.30, 128.45, 129.00, 129.15, 129.30, 129.45, 130.00, 130.15, 130.30, 130.45, 131.00, 131.15, 131.30, 131.45, 132.00, 132.15, 132.30, 132.45, 133.00, 133.15, 133.30, 133.45, 134.00, 134.15, 134.30, 134.45, 135.00, 135.15, 135.30, 135.45, 136.00, 136.15, 136.30, 136.45, 137.00, 137.15, 137.30, 137.45, 138.00, 138.15, 138.30, 138.45, 139.00, 139.15, 139.30, 139.45, 140.00, 140.15, 140.30, 140.45, 141.00, 141.15, 141.30, 141.45, 142.00, 142.15, 142.30, 142.45, 143.00, 143.15, 143.30, 143.45, 144.00, 144.15, 144.30, 144.45, 145.00, 145.15, 145.30, 145.45, 146.00, 146.15, 146.30, 146.45, 147.00, 147.15, 147.30, 147.45, 148.00, 148.15, 148.30, 148.45, 149.00, 149.15, 149.30, 149.45, 150.00, 150.15, 150.30, 150.45, 151.00, 151.15, 151.30, 151.45, 152.00, 152.15, 152.30, 152.45, 153.00, 153.15, 153.30, 153.45, 154.00, 154.15, 154.30, 154.45, 155.00, 155.15, 155.30, 155.45, 156.00, 156.15, 156.30, 156.45, 157.00, 157.15, 157.30, 157.45, 158.00, 158.15, 158.30, 158.45, 159.00, 159.15, 159.30, 159.45, 160.00, 160.15, 160.30, 160.45, 161.00, 161.15, 161.30, 161.45, 162.00, 162.15, 162.30, 162.45, 163.00, 163.15, 163.30, 163.45, 164.00, 164.15, 164.30, 164.45, 165.00, 165.15, 165.30, 165.45, 166.00, 166.15, 166.30, 166.45, 167.00, 167.15, 167.30, 167.45, 168.00, 168.15, 168.30, 168.45, 169.00, 169.15, 169.30, 169.45, 170.00, 170.15, 170.30, 170.45, 171.00, 171.15, 171.30, 171.45, 172.00, 172.15, 172.30, 172.45, 173.00, 173.15, 173.30, 173.45, 174.00, 174.15, 174.30, 174.45, 175.00, 175.15, 175.30, 175.45, 176.00, 176.15, 176.30, 176.45, 177.00, 177.15, 177.30, 177.45, 178.00, 178.15, 178.30, 178.45, 179.00, 179.15, 179.30, 179.45, 180.00, 180.15, 180.30, 180.45, 181.00, 181.15, 181.30, 181.45, 182.00, 182.15, 182.30, 182.45, 183.00, 183.15, 183.30, 183.45, 184.00, 184.15, 184.30, 184.45, 185.00, 185.15, 185.30, 185.45, 186.00, 186.15, 186.30, 186.45, 187.00, 187.15, 187.30, 187.45, 188.00, 188.15, 188.30, 188.45, 189.00, 189.15, 189.30, 189.45, 190.00, 190.15, 190.30, 190.45, 191.00, 191.15, 191.30, 191.45, 192.00, 192.15, 192.30, 192.45, 193.00, 193.15, 193.30, 193.45, 194.00, 194.15, 194.30, 194.45, 195.00, 195.15, 195.30, 195.45, 196.00, 196.15, 196.30, 196.45, 197.00, 197.15, 197.30, 197.45, 198.00, 198.15, 198.30, 198.45, 199.00, 199.15, 199.30, 199.45, 200.00, 200.15, 200.30, 200.45, 201.00, 201.15, 201.30, 201.45, 202.00, 202.15, 202.30, 202.45, 203.00, 203.15, 203.30, 203.45, 204.00, 204.15, 204.30, 204.45, 205.00, 205.15, 205.30, 205.45, 206.00, 206.15, 206.30, 206.45, 207.00, 207.15, 207.30, 207.45, 208.00, 208.15, 208.30, 208.45, 209.00, 209.15, 209.30, 209.45, 210.00, 210.15, 210.30, 210.45, 211.00, 211.15, 211.30, 211.45, 212.00, 212.15, 212.30, 212.45, 213.00, 213.15, 213.30, 213.45, 214.00, 214.15, 214.30, 214.45, 215.00, 215.15, 215.30, 215.45, 216.00, 216.15, 216.30, 216.45, 217.00, 217.15, 217.30, 217.45, 218.00, 218.15, 218.30, 218.45, 219.00, 219.15, 219.30, 219.45, 220.00, 220.15, 220.30, 220.45, 221.00, 221.15, 221.30, 221.45, 222.00, 222.15, 222.30, 222.45, 223.00, 223.15, 223.30, 223.45, 224.00, 224.15, 224.30, 224.45, 225.00, 225.15, 225.30, 225.45, 226.00, 226.15, 226.30, 226.45, 227.00, 227.15, 227.30, 227.45, 228.00, 228.15, 228.30, 228.45, 229.00, 229.15, 229.30, 229.45, 230.00, 230.15, 230.30, 230.45, 231.00, 231.15, 231.30, 231.45, 232.00, 232.15, 232.30, 232.45, 233.00, 233.15, 233.30, 233.45, 234.00, 234.15, 234.30, 234.45, 235.00, 235.15, 235.30, 235.45, 236.00, 236.15, 236.30, 236.45, 237.00, 237.15, 237.30, 237.45, 238.00, 238.15, 238.30, 238.45, 239.00, 239.15, 239.30, 239.45, 240.00, 240.15, 240.30, 240.45, 241.00, 241.15, 241.30, 241.45, 242.00, 242.15, 242.30, 242.45, 243.00, 243.15, 243.30, 243.45, 244.00, 244.15, 244.30, 244.45, 245.00, 245.15, 245.30, 245.45, 246.00, 246.15, 246.30, 246.45, 247.00, 247.15, 247.30, 247.45, 248.00, 248.15, 248.30, 248.45, 249.00, 249.15, 249.30, 249.45, 250.00, 250.15, 250.30, 250.45, 251.00, 251.15, 251.30, 251.45, 252.00, 252.15, 252.30, 252.45, 253.00, 253.15, 253.30, 253.45, 254.00, 254.15, 254.30, 254.45, 255.00, 255.15, 255.30, 255.45, 256.00, 256.15, 256.30, 256.45, 257.00, 257.15, 257.30, 257.45, 258.00, 258.15, 258.30, 258.45, 259.00, 259.15, 259.30, 259.45, 260.00, 260.15, 260.30, 260.45, 261.00, 261.15, 261.30, 261.45, 262.00, 262.15, 262.30, 262.45, 263.00, 263.15, 263.30, 263.45, 264.00, 264.15, 264.30, 264.45, 265.00, 265.15, 265.30, 265.45, 266.00, 266.15, 266.30, 266.45, 267.00, 267.15, 267.30, 267.45, 268.00, 268.15, 268.30, 268.45, 269.00, 269.15, 269.30, 269.45, 270.00, 270.15, 270.30, 270.45, 271.00, 271.15, 271.30, 271.45, 272.00, 272.15, 272.30, 272.45, 273.00, 273.15, 273.30, 273.45, 274.00, 274.15, 274.30, 274.45, 275.00, 275.15, 275.30, 275.45, 276.00, 276.15, 276.30, 276.45, 277.00, 277.15, 277.30, 277.45, 278.00, 278.15, 278.30, 278.45, 279.00, 279.15, 279.30, 279.45, 280.00, 280.15, 280.30, 280.45, 281.00, 281.15, 281.30, 281.45, 282.00, 282.15, 282.30, 282.45, 283.00, 283.15, 283.30, 283.45, 284.00, 284.15, 284.30, 284.45, 285.00, 285.15, 285.30, 285.45, 286.00, 286.15, 286.30, 286.45, 287.00, 287.15, 287.30, 287.45, 288.00, 288.15, 288.30, 288.45, 289.00, 289.15, 289.30, 289.45, 290.00, 290.15, 290.30, 290.45, 291.00, 291.15, 291.30, 291.45, 292.00, 292.15, 292.30, 292.45, 293.00, 293.15, 293.30, 293.45, 294.00, 294.15, 294.30, 294.45, 295.00, 295.15, 295.30, 295.45, 296.00, 296.15, 296.30, 296.45, 297.00, 297.15, 297.30, 297.45, 298.00, 298.15, 298.30, 298.45, 299.00, 299.15, 299.30, 299.45, 300.00, 300.15, 300.30, 300.45, 301.00, 301.15, 301.30, 301.45, 302.00, 302.15, 302.30, 302.45, 303.00, 303.15, 303.30, 303.45, 304.00, 304.15, 304.30, 304.45, 305.00, 305.15, 305.30, 305.45, 306.00, 306.15, 306.30, 306.45, 307.00, 307.15, 307.30, 307.45, 308.00, 308.15, 308.30, 308.45, 309.00, 309.15, 309.30, 309.45, 310.00, 310.15, 310.30, 310.45, 311.00, 311.15, 311.30, 311.45, 312.00, 312.15, 312.30, 312.45, 313.00, 313.15, 313.30, 313.45, 314.00, 314.15, 314.30, 314.45, 315.00, 315.15, 315.30, 315.45, 316.00, 316.15, 316.30, 316.45, 317.00, 317.15, 317.30, 317.45, 318.00, 318.15, 318.30, 318.45, 319.00, 319.15, 319.30, 319.45, 320.00, 320.15, 320.30, 320.45, 321.00, 321.15, 321.30, 321.45, 322.00, 322.15, 322.30, 322.45, 323.00, 323.15, 323.30, 323.45, 324.00, 324.15, 324.30, 324.45, 325.00, 325.15, 325.30, 325.45, 326.00, 326.15, 326.30, 326.45, 327.00, 327.15, 327.30, 327.45, 328.00, 328.15, 328.30, 328.45, 329.00, 329.15, 329.30, 329.45, 330.00, 330.15, 330.30, 330.45, 331.00, 331.15, 331.30, 331.45, 332.00, 332.15, 332.30, 332.45, 333.00, 333.15, 333.30, 333.45, 334.00, 3					



# L'Inde dans les tourments du siècle

Le second volet du documentaire réalisé par Amal Mandagaran montre les rebondissements permanents de l'histoire du sous-continent

NEW DELHI

de notre correspondant  
Un long et lent travelling, l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi conduit lui-même sa voiture vers l'aéroport de Delhi, d'où il va s'envoler vers le sud pour continuer une épuisante campagne électorale qui devrait déboucher sur sa réélection prochaine. Cet homme détendu qui écoute une cassette de Miles Davis roule vers son destin. Le lendemain, il est tué par un kamikaze dans un attentat à la bombe...

Entre ces deux scènes, s'est écoulé un siècle d'histoire indienne. Un siècle de tourments, de bruits et de fureur qui, pour la première fois et d'une manière assez plausible, a été rassemblé dans la violence et la beauté de l'image. Du Raj à Rajiv Gandhi, du mahatma Gandhi, qui rêvait de réconcilier hindous et musulmans, à la poussée du Parti nationaliste hindou de l'Inde contemporaine, du combat pour l'indépendance à la partition et à la guerre indo-pakistanaise, Amal Mandagaran balaye ce siècle sous-continentale au rythme d'une longue recherche dans les archives des gouvernements indiens et pakistanais.

Au vu de l'état des relations indo-pakistanaïses, il n'était pas aisé d'équilibrer les points de vue et d'éviter de sombrer dans la partialité historique. La collaboration de deux spécialistes de l'Inde, chargés de recherche au CNRS, Christophe Jaffrelot et Max Zins, aura été précieuse pour replacer les images dans leur contexte.



À LA FIN DU SIÈCLE  
J'AI MA VOITURE  
À MOI.

s'efforçant de ne pas faire d'im-passe. La tâche était ardue : de nombreuses images, souvent inédites, ayant été trouvées par Amal Mandagaran au terme d'une longue recherche dans les archives des gouvernements indiens et pakistanais.

Au vu de l'état des relations indo-pakistanaïses, il n'était pas aisé d'équilibrer les points de vue et d'éviter de sombrer dans la partialité historique. La collaboration de deux spécialistes de l'Inde, chargés de recherche au CNRS, Christophe Jaffrelot et Max Zins, aura été précieuse pour replacer les images dans leur contexte.

La deuxième difficulté se situait dans le choix même de ces images. Le plus spectaculaire n'est pas forcément le plus pertinent. Ainsi, la destruction de la mosquée Ayodhya, le 6 décembre 1992, par des dizaines de milliers de fanatiques indiens ne représente guère plus que quelques secondes du film. Et pour cause : les caméramen des maisons de production privées indiennes et des télévisions étrangères ont été pourchassés et menacés par des assaillants qui leur ont souvent cassé leurs appareils.

La première partie des *Tourments du siècle* a été diffusée la semaine dernière et s'arrêtera à la

défaite électorale d'Indira Gandhi en 1977. Le second et dernier volet commence par le coup d'Etat du général pakistanais Zia Ul Haq. On y voit l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, menottes aux poignets, conduit en prison. Il sera exécuté en 1979. Dix ans plus tard, sa fille Benazir, arrive au pouvoir, en est éconduite par les militaires et appelle, dans un discours d'une rare violence, ses « frères cachemiri » à se révolter au prix du sang versé contre l'ennemi indien.

Après les violences au Pendjab, où sévissent les séparatistes sikhs, l'assassinat d'Indira Gandhi, de son fils Rajiv Gandhi, la guérilla musulmane au Cachemire, la montée des partis hindous de droite dans une Inde en pleine crise identitaire, ce siècle de tourments et de chaos se conclut sur une note d'espoir : une scène du bazar Chandri Chowk, dans la vieille Delhi, où s'affairaient les « techniciens-réparateurs » de l'Inde moderne autour d'une pile de transistors et de télévisions, symboles de l'irrésistible poussée de la classe moyenne. En Inde, la pauvreté de beaucoup cède de plus en plus la richesse d'un nombre et la misère des bidonvilles n'empêche pas la croissance économique.

Bruno Philip

★ Les dossiers de l'Histoire, seconde partie de L'Inde, les tourments du siècle (1977-1994). France 3, jeudi 30 mars 23 h 40.

## Nicolas et la péronnelle

par Agathe Logezart

LE DÉCOR est de velours rouge. Les gros projecteurs aux yeux d'insecte captivent la table où la dame de la nuit s'apprête à décapiter sa victime. Les douze coups de minuit ont sonné depuis un bon bout de temps et les journalistes traditionnels sont démaquillés depuis belle lurette. C'est l'heure où Florence Belkacem s'emploie chaque mardi, sur TF 1, à vampiriser ses invités dans son émission intitulée « Je suis venu vous dire... ». Elle algue ses cillades bleues comme de petites couteaux. Ses dents cannibales brillent en laser. Ses batteries sont censées avoir été chargées à l'impertinence. Ses questions doivent être dopées à l'acide. L'empathie est l'inverse de sa méthode. Dans la famille intervieweuse, on a demandé la péronnelle : c'est elle.

On attendait avec curiosité sa rencontre avec Nicolas Bazire, qui fut, dit-elle, le plus jeune directeur de cabinet d'un premier ministre de toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République. Aujourd'hui chef d'orchestre de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, le jeune homme est d'ordinaire aussi discret que son homonyme partenaire Sarkozy est télévisuellement omniprésent. Parfois, et bien rarement en vérité, il arrive que l'on aperçoive sa grande silhouette d'homme de l'ombre au détour d'un meeting, en train de vérifier l'alignement des chaises et l'emplacement des caméras. Le cœur battant des métamorphoses balladuriennes allait enfin se découvrir devant nous. On veilla donc, gourmand de découvrir « le

gamin le plus puissant de France », comme l'avait un moment baptisé *Le Nouvel Observateur*.

On vit un jeune homme lisse, au point d'en devenir glissant. La dame avait beau déployer charmes et sortilèges, il restait de glace. Très vite, le dialogue tourna court. On sentait bien qu'il se prêtait de mauvaise grâce à l'exercice, dépêché là en service commandé. Gai comme un bonnet de nuit, il apparaissait corseté, claquemuré, verrouillé par une langue de bois paralysante. La dame croyait-elle le gémir en l'opposant aux accusations de l'ex-juge Thierry Jean-Pierre, qui assure que Nicolas Bazire aurait été payé entre 1986 et 1988 par une association balladurienne baptisée « Pour le libéralisme populaire », elle-même largement soutenue par de grands groupes industriels ? Il démentait. Voilà tout. Croyait-elle l'asticoter en évoquant sa rencontre récente avec le président zairois Mobutu ? Il reconnaissait. Et alors ? Si on ne peut plus parler droits de l'homme avec un dictateur... La seule chose qu'il acceptait de dire sans qu'on le forçât est que, dans quatre semaines, son champion allait gagner. Ce fut le rare moment où on le vit sourire, fût-ce du coin des lèvres. Déconfite, la dame était bien obligée de reconnaître son échec : Nicolas Bazire était venu pour ne rien dire. On pensa que ça ne devait pas rigoler souvent au QG de campagne d'Edouard Balladur, et qu'à l'évidence tout le monde n'y a pas encore négocié le virage Doudou...

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>13.40 Feuilletton :</b> Les Feux de l'amour. <b>14.30 Série :</b> Médecins à Honolulū. <b>16.15 Jeu :</b> Une famille en or. <b>16.45 Clubs Dorothée :</b> Les Garçons de la plage. <b>18.00 Série :</b> Premiers baisers. <b>18.30 Série :</b> Le Miracle de l'amour. <b>19.00 Magazine :</b> Coucou ! (et 23.55). <b>Invité :</b> Pascal Obispo. <b>19.50 La Babette Show (et 0.45).</b> <b>20.00 Journal, Tierscé, La Minute hippique, Météo.</b>	<b>13.45 Série :</b> Inspecteur Derrick. <b>14.50 Série :</b> Dans la chaleur de la nuit. <b>15.40 Tierscé à l'antenne.</b> <b>16.45 Variétés :</b> La Chance aux chansons (et 5.05). <b>16.45 Des chiffres et des lettres.</b> <b>17.15 Série :</b> Seconde à. <b>17.45 Série :</b> Code Lisa. <b>18.10 Série :</b> La Fête à la maison. <b>18.45 Jeu :</b> Que le meilleur gagne (et 4.00). <b>19.10 Flash d'informations.</b> <b>19.15 Studio Gabriel (et 2.20).</b> <b>Invités :</b> Frédéric François et Pascal Brunner. <b>19.50 America's Cup.</b> <b>19.55 Journal.</b> <b>20.20 Carnets de campagne.</b> <b>20.35 Météo, Point route.</b>	<b>13.35 Magazine :</b> Vincent à l'heure. <b>Invités :</b> André Gagnon, Jean-Claude Boutier, Pierre Schott. <b>14.40 Série :</b> La Croisière s'amuse. <b>15.35 Série :</b> Magnum. <b>16.30 Les Minikineux.</b> <b>17.40 Magazine :</b> Une pêche d'enfer. <b>18.20 Questions pour un champion.</b> <b>18.50 Un livre, un jour.</b> <b>Invité :</b> Pierre Laffont, d'Yves Courrière. <b>18.55 Le 19-20 de l'information.</b> <b>A 19.05, Journal régional.</b> <b>20.10 Jeu :</b> Fa si la chantez. <b>20.35 Tout le sport.</b> <b>20.45 Keno.</b>	<b>13.25 Série :</b> L'Homme de fer. <b>14.20 Série :</b> Jim Bergerac. <b>17.00 Variétés :</b> Hit Machine. <b>17.30 Série :</b> Guillaume Tell. <b>18.00 Série :</b> Nick Mancuso. <b>18.54 Six minutes première édition.</b> <b>19.00 Série :</b> Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. <b>19.54 Six minutes d'informations.</b> <b>Météo, suivi de Six minutes Élection présidentielle.</b> <b>20.05 Vu par Laurent Boyer.</b> <b>20.10 Série :</b> Madame et son fille. <b>20.40 Magazine :</b> Passé simple. <b>Présenté par :</b> Marielle Fournier. <b>1965 :</b> on vote pour le président. <b>En octobre 1962, 61 % des Français se prononcent par référendum pour l'élection du président de la République au suffrage universel.</b> <b>En 1965, 85 % des Français se rendent aux urnes pour arbitrer le duel de Gaulle-Mitterrand.</b>	<b>13.35 Cinéma :</b> Je t'aime quand même. ■ <b>Film français de :</b> Nina Companeez (1993). <b>15.15 Cinéma :</b> Jeanne la Pucelle. ■ <b>Les Prisonniers. ■</b> <b>Film français de :</b> Jacques Rivette (1994). <b>18.05 Canaille peluche.</b> <b>Croc malin.</b> <b>En clair jusqu'à 20.35</b> <b>18.30 Jeu :</b> Pizzarollo. <b>18.40 Magazine :</b> <b>Nulle part ailleurs.</b> <b>Présenté par :</b> Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Les vingt ans de <i>Fluide Glacial</i> . <b>19.20 Magazine :</b> Zérorama. <b>Présenté par :</b> Daisy d'Errata, Eric Laugerat, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro. <b>19.55 Les Guignols.</b> <b>20.30 Le Journal du cinéma.</b>	<b>13.30 Magazine :</b> Défi. <b>Aide sociale troisième âge.</b> <b>14.00 Magazine :</b> L'Esprit du sport. <b>Invité :</b> Yves Coppens. <b>15.45 Les Écrans du savoir.</b> <b>Au fil des jours (rediff.), Inventer demain : Ado ! la terre (rediff.), Ma souris bien-aimée (rediff.), L'Œuf de Colomb (rediff.), Cinq sur cinq (rediff.), Au fil des jours (rediff.), Langues : espagnol et anglais.  <b>17.30 Les Enfants de John.</b>  <b>18.00 Les Grands Châteaux d'Europe.</b> Howard Castle.  <b>18.30 Le Monde des animaux.</b>  <b>Camassiers et végétariens.</b> </b>

CÂBLE	RADIO	Les interventions à la radio
<b>TV 5 19.00 Paris lumières.</b> 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Les Seins de glace. ■ Film français de Georges Lautner (1974). Avec Claude Brasseur. 21.45 Court métrage. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 La Marche du siècle. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min). <b>PLANÈTE 19.05 La Télévision en otage.</b> De Jean-Marc Séban et Claire Enizan. 20.00 BD. Spécial N. De Christophe Heil. 20.30 Forêt brute De Robert Kirk [6/95]. Navires de guerre 21.20 Teyana : chamanie du désert. De Christophe Mool. 22.15 Jeunesse et homosexualité. De David Adlin. 23.35 Les Veilleurs de la nuit. De Ken Oakie. 0.00 Les Kennedy : destin tragique d'une dynastie. De Philip Whitehead et Marilyn H. Mellowes [1/2]. Océans du destin 0.50 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana [59/65]. Le Flon du comstock : Virginia City (50 min). <b>PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.35).</b> 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.05). 19.45 Archives. 20.00 Écran total (et 22.50). 21.00 : « Scénarios. ■ Film amé-	<b>Radio mag 1.00 Vidéoclips.</b> <b>MTV 20.00 Greatest Hits.</b> 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End 7 (120 min). <b>EUROSPORT 19.30 Eurosportnews.</b> 20.00 Sport de combat. Arts martiaux : compétition de nunchaku. 21.00 Catch. 22.00 Football. Euro 96. 0.00 Golf. Le Toshiba Senior Classic. 1.00 Eurosportnews. <b>CINÉ CINÉFIL 18.50 Sea Fury.</b> ■ Film britannique de Cyril Raker Endfield (1958, N, v.o.). 20.30 Adrien. ■ Film français de Fernand (1943, N, v.o.). 21.45 Tarzan et la femme-léopard. ■ Film américain de Kurt Neumann (1946, N, v.o.). 22.55 L'Éscale du barbeaux. ■ Film américain de Roy Del Ruth (1938, N, v.o.). 0.20 La mort frappe trois fois. ■ Film américain de Paul Henreid (1964, N, v.o.). 110 min). <b>CINÉ CINÉMAS 18.50 Léviathan.</b> ■ Film américain de George Pan Cosmatos (1988). 20.30 La Patrouille infernale. ■ Film américain de Stuart Heisler (1954). 21.55 Le Meilleur de la vie. ■ Film français de Renaud Victor (1984). Avec Sandrine Bonnaire. 23.30 Buggy Malone. ■ Film britannique d'Alan Parker (1976). 1.00 Le Bazar de Ciné-Cinéma (45 min).	<b>Symphonie n° 8, de Dvorak.</b> 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Œuvres de Schubert : Der Morgenkuss nach einem Ball D 264, Ins stille Land D 403, Im Freien D 880, Am Fenster D 878, Sehnsucht D 879, Der blonde Knob D 833. 22.25 Débatte-notes. 22.30 Musique pluriel. Eux aussi ont soixante-dix ans ou presque ! Génération Boulez. Cantate pour elle pour soprano, harpe et bande magnétique, de Malec, Françoise Kubler, soprano, Frédérique Garnier, harpe, Ilkhor pour trio à cordes, de Xenakis, par les membres du quatuor Arditi. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres d'Ives, Chopin. 0.00 Tapisage nocturne. Gaumont, cent ans d'histoire du cinéma. 1.00 Les Nuits de France-Musique. <b>Les interventions à la radio</b> <b>Radio J, 7 h 15 :</b> Nicolas Sarkozy. <b>RMC, 8 h 15 :</b> Charles Pterman (« Crible »). <b>Europe 1, 18 heures :</b> « Demière les candidats, les hommes » : portrait de Robert Hue (« Découvertes »). <b>RMC, 18 h 30 :</b> Philippe de Villiers, « Forum » (« RMC-L'Express »). <b>O'FM, 99.9 19 heures :</b> Bernard Bosson, « Le Grand O » (« O'FM-La Croix »). <b>France Inter, 19 h 20 :</b> « Présidentielle : Les atouts de la gauche » avec Lionel Jospin (« Objections »).

## D'humour chagrin

par Pierre Georges

ET LE DROIT imprescriptible à la morosité ? Soyons d'humour morose, chagrin même, comme cette heure d'été à l'arrière-goutte d'hiver. Soyons ronchon, mal luné, frappé au cœur et au réveil-matin par cette désespérance molle et glauque, ces frimas qui n'annoncent pas des lendemains radieux.

Les journalistes qui sont des gens comme les autres, et plutôt pires que les autres, sont hommes et femmes à ne pas sortir sans parapluie, ni chapeau. Dès l'aube qui n'en est plus une - car depuis dimanche les remonte-pendules, les frénétiques de l'économie d'urgence nous ont volé le jour levant comme d'autres nous privent d'air - dès l'aube donc, la nouvelle est tombée : jeudi sera noir, socialement noir, obscurément et définitivement noir !

Noir comme un jour sans transport en commun. Ni trains, ni bus, ni métro, ni avions. Sauf les quelques qui passeront entre les gouttes sociales et la neige fondue. Nous ne nous transporterons donc pas en commun, rendus ainsi à notre humaine condition, *peut-être cum jumbé*, dans la foule solitaire. Nous marcherons à l'ombre, des lampadaires. Ou au pas des embouteillages. Nous essaierons de rallier par quelque moyen de fortune le lieu de nos activités ludiques et de mériter salaire, pour ceux qui en ont un et pour ceux qui en voudraient un meilleur.

Il nous faudra choisir. Aller en crabe, et de la même humeur, affronter ce jeudi noir. Ou rester sous la couette, en attendant que grèves se possèdent. Ce qui serait assez tentant, comme toute chose prohibée, délicieuse tentation d'un jeudi-couette. Faire la grève

des allongés, bien au chaud, pas bouger. Le droit imprescriptible à la paresse ! Prendre mollement des nouvelles des nouvelles et du temps, et tirer des plans baroques sur l'avenir électricité.

Nos patrons qui, eux, sont d'humour conciliants ces temps-ci, et promettent augmentations avant même qu'on ne les y oblige, n'y verraient que du feu, que du bleu. Ils ne diraient rien. En tout cas rien de désagréable. Machin n'est pas là ? Diable, diable, bien sûr, pauvre. Tiens, je vais l'augmenter ! Ainsi traitent les choses, au monde des Jeudis-couettes, au monde merveilleux des patrons-poules et des salariés-plumes.

Au lieu de quoi, il ne nous reste qu'à nos yeux pour pleurer et nos pieds pour marcher au plus noir de ce jeudi noir. Sans même voir l'essentiel, que les hirondelles sont arrivées, prodiges et frigidités, déjà à l'heure de printemps, dans leur égaré migratoire. Sans même penser que le meilleur est à venir, cette élection qui s'annonce sous les meilleurs auspices, à donner envie elle-même de voter sous la couette. Comme s'y emploient d'ailleurs quelques-uns des grands barons socialistes qui furent aux affaires et font non-campagne avec une détermination sans égale.

Soyons d'humour morose. Ou d'humour chagrin, au sens où l'entendait Shakespeare, qui le définissait comme « une plaisanterie avec un air triste ». Faisons de ce jeudi noir un concentré tragique de nos malheurs ordinaires, de nos illusions rassées, de nos espoirs sans trop d'espoir en la semaine des quatre jeudis. Et puis patiemment. Sous les jeudis, la pluie !

## Le nombre de personnes sans emploi a baissé d'environ dix mille en février

QU'IL EST DIFFICILE de tenir sa langue quand il faut garder pour soi une nouvelle baisse du chômage ! Le ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale, Pascal Clément, n'y a pas tenu. Il a annoncé, mardi 28 mars, au cours d'un meeting de soutien à Edouard Balladur, que la France comptait « entre dix mille et quinze mille chômeurs de moins » à la fin du mois de février. Quelques heures auparavant, le premier ministre avait déclaré, devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), que le résultat du mois dernier ne serait « pas mauvais ». Le chiffre officiel ne devait être rendu public que jeudi 30 mars, mais diverses sources indiquent qu'il sera en fait plus proche de dix mille que de quinze mille.

Depuis octobre, le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 50 000. Si la tendance est bien orientée, elle reste très molle au regard des 3,3 millions de personnes inscrites à l'ANPE. Les prévisions de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), publiées mardi, illustrent ce manque de dynamisme. La très légère amélioration constatée l'an dernier (+0,5 %) « se poursuivra cette année », en particulier grâce au recrutement de jeunes diplômés, note l'APEC. Mais « ce ne sont pas des bouleversements colos-

aux qui redessinent complètement le paysage », note Jean Frévet, directeur-adjoint de l'APEC.

Les candidats à l'Elysée savent que la croissance (+3,5 % en rythme annuel au premier semestre 1995) ne permettra pas, à elle seule, de faire reculer le chômage. Pour « doper » l'emploi, Edouard Balladur et Jacques Chirac estiment qu'il faut diminuer de manière importante le coût du travail, notamment sur les emplois peu qualifiés, et promouvoir le temps partiel. Lionel Jospin, lui, insiste davantage sur le passage de trente-neuf à trente-sept heures de la durée hebdomadaire du travail, affirmant qu'il faudrait même « aller vers les trente-cinq heures pendant le quinquennat » pour réduire de manière significative le nombre de demandeurs d'emploi.

Une réduction « importante et négociée » du temps de travail est « sans doute la seule évolution qui soit susceptible d'accroître de façon significative le contenu en emploi de la croissance », confirme Pierre-Alain Muet, directeur du département d'économie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (Le Monde du 28 mars). Selon une simulation de l'OFCE (La Tribune Desfoffés du 29 mars), l'économie française créera, à législation inchangée,

deux cent quarante mille emplois par an en 1996 et 1997. Avec un accroissement de la population active de cent quatre-vingt-dix mille chaque année, le nombre de chômeurs ne baisserait que d'environ cent mille durant ces deux ans.

L'OFCE estime que le passage aux trente-sept heures hebdomadaires en 1997 proposé par le candidat socialiste permettrait de porter à environ quatre cent quarante mille par an le nombre de créations d'emplois. Même si l'amélioration de la situation économique attirait deux cent quarante mille à deux cent cinquante mille personnes sur le marché du travail en 1996 et autant en 1997, la baisse totale du chômage pourrait être de trois cent cinquante à quatre cent mille sur ces deux années (contre cent mille sans baisse de la durée du travail).

Toutefois, Pierre-Alain Muet souligne qu'une « impulsion à l'échelle nationale » est nécessaire pour atteindre cet objectif. A lire ces conclusions, on a le sentiment que le premier ministre-candidat, qui s'est fixé comme objectif de réduire le nombre de chômeurs de deux cent mille par an pendant cinq ans, ne s'est pas donné les moyens de son ambition.

Jean-Michel Bezat

## Une société immobilière consent à Jacques Chirac un loyer avantageux pour un pavillon rue du Bac

UNE TRANSACTION immobilière réalisée récemment sur un immeuble parisien met en cause directement Jacques Chirac et une société d'économie mixte municipale. C'est ce que révèle Le Canard Enchaîné dans son édition du mercredi 29 mars. Selon l'hebdomadaire un pavillon de deux étages situé rue du Bac (7<sup>e</sup>) a été acheté en 1989 par la Société financière et immobilière La Rochefoucault (SFIR) au prix de 12 millions de francs. Or depuis 1977 la famille Chirac est locataire du rez-de-chaussée de cet immeuble tranquille, blotti au fond d'une cour privée. Elle y occupe 189 m<sup>2</sup>, plus des caves et une chambre de bonne, et profite d'un jardin privé.

tif de plus de 500 m<sup>2</sup>. Son loyer, revalorisé chaque année en fonction des prix de la construction, est actuellement de 11 000 francs par mois et ses charges de 1 200 francs.

D'autre part, la SFIR, qui paraît avoir été spécialement créée pour acheter ce local, se trouve être une filiale de la Société de gestion d'immeubles municipaux (SGIM) dont la ville de Paris détient 39,7 % des parts, le reste étant entre les mains de la Francepre contrôlée par la famille Rothschild. Constituée en 1931, la SGIM gère 8 500 appartements appartenant à la municipalité parisienne parmi lesquels plusieurs milliers d'HLM et quelques centaines d'appartements cossus situés notamment entre le boulevard Saint-Germain et la Seine, dans le système arrosé par le général est Gérard Coquelle, ancien élève de l'ENA, membre de la Cour des Comptes, qui, de 1967 à 1970, fut conseiller technique auprès de plusieurs ministres gaullistes. M. Coquelle préside égale-

ment la SFIR. Dans le conseil d'administration de la SGIM figurent quatre élus parisiens (trois RPR et un UDF).

Le Canard Enchaîné laisse entendre que le maire de Paris aurait usé de son influence pour que la SGIM (qui jusqu'ici n'aurait possédé aucun immeuble en propre) achète le pavillon et continue à consentir à ses occupants un loyer particulièrement avantageux.

Dans un communiqué diffusé mardi 28 mars par l'AFP, Jacques Chirac confirme qu'il est toujours locataire du pavillon de la rue du Bac mais il « dément formellement les allégations du Canard Enchaîné ». Il affirme qu'il « n'a pris aucune part dans cette transaction et se réserve de donner une suite judiciaire » à cette affaire. De son côté, la SGIM indique, dans un communiqué diffusé par l'AFP, que M. Chirac est resté complètement étranger à l'achat du pavillon de la rue du Bac.

Marc Ambroise-Rendu

### DANS LA PRESSE

## Les conflits sociaux

### LA TRIBUNE DESFOSSÉS

En affichant publiquement ses divisions sur ce sujet brûlant, le front patronal a contribué à réduire sa marge de manœuvre. Une simple évaluation du rapport - très inégal - des parties en présence souligne le risque d'une épreuve de force au moment où la société française en a le moins besoin. Dans le camp de la France laborieuse se côtoient les organisations syndicales - normales -, les principaux candidats à l'élection présidentielle - plus ou moins sincères mais convaincus que cela ne peut pas desservir leur ambition -, mais aussi - surprise - le nouveau président du CNPF (...). En refusant de suivre cet exemple, les entreprises qui le peuvent assument aujourd'hui la responsabilité d'un printemps électoral chaud.

Pascal Aubert

### L'HUMANITÉ

A partir de ce soir, les chemins, les travailleurs de la RATP (...) vont se fier à leurs luttes pour obtenir les augmentations de salaires et les emplois dont la société française a immédiatement besoin. Un mouvement social d'une force jamais atteinte à quatre semaines d'une élection présidentielle prend corps. L'une des conditions pour qu'il gagne, c'est que l'exigence d'une autre utilisation de l'argent, la volonté

de construire une société où l'argent n'écrase pas les hommes, s'expriment de la façon la plus visible et la plus forte possible.

Arnaud Spire

### FRANCE-INTER

On s'apercevra peut-être que les politiques ont joué avec le feu en signant des traités pendant cette campagne présidentielle. Ils ont ouvert une boîte de Pandore. Les syndicats risquent d'être débordés par leurs bases. Le président élu, lui, quel qu'il soit, devra payer les factures. Elles risquent maintenant d'être salées.

Jean-Marc Sylvestre

### LA CHAÎNE INFO

La seule certitude qu'ont les électeurs, au regard des résultats dispensés par les entreprises et à l'annonce des indices fiévreusement revendiqués par le gouvernement, est que la situation est meilleure qu'elle ne paraissait hier et qu'il y a du grain à prendre. Plutôt que d'attendre demain un hypothétique « tu l'auras », ils préfèrent tenir dès aujourd'hui leur part de ce mieux disant-économique. Ainsi, à l'inverse de ce qui s'est produit dans le passé, le fameux troisième tour social précède en quelque manière les deux tours présidentiels.

Pierre-Luc Séguillon

## Ariane place en orbite un quatrième satellite brésilien

PRÈS DE QUATRE MOIS après son septième échec, le 1<sup>er</sup> décembre 1994, la fusée européenne Ariane a réussi avec le succès en mettant en orbite à 23 h 14 min 19 s, le 28 mars, une semaine après la date initialement prévue, deux satellites, Hot Bird-1 et Brasilsat-B2. Ce dernier est le quatrième satellite de télécommunication brésilien mis sur orbite par la fusée européenne.

Le premier, Brasilsat-A1, avait été lancé il y a dix ans pour se substituer aux satellites américains qui avaient permis une couverture presque totale d'un pays dix-sept fois plus vaste que la France, dont certaines zones restaient inaccessibles par voie hertzienne ou par câble. Le nouveau satellite a été fabriqué par l'américain Hughes Aircraft et est assuré à hauteur de 125 millions de dollars (625 millions de francs). Il comporte 29 canaux (transmission de données et de programmes de télévision, liaisons téléphoniques et télex), dont un sur la bande militaire, et remplacera Brasilsat-A2, qui, lancé en 1986, finira de réémettre en 1997.

Le maillage satellitaire n'a permis jusqu'à présent qu'à une minorité de Brésiliens d'accéder au système de télécommunication. Pour 160 millions d'habitants, on compte seulement 25 millions de téléviseurs, dont 10 millions sont dotés d'une antenne satellite, et 2 millions à peine d'un magnétoscope. Le téléphone, lui, n'a été raccordé que dans 8 % des foyers. Cette situation peut paraître paradoxale, comparée à l'offre médiatique pléthorique du Brésil : 28 chaînes nationales, en grande majorité privées, auxquelles s'ajoutent les chaînes étrangères diffusées par des satellites locaux, mais le pouvoir d'achat de la grande majorité de la population ne lui permet pas de s'équiper.

H.M.

## Algérie : le chef présumé du GIA aurait été tué

CITANT DES « sources informées », le quotidien francophone El Watan, généralement bien informé auprès des services de sécurité, a indiqué, dans son édition du mercredi 29 mars, que le chef présumé du Groupe islamique armé (GIA), Djamel Zouani, alias Abou Abdelrahmane, aurait été tué, lors d'une des récentes offensives militaires menées contre les maquis islamistes.

Ce sont des membres du GIA qui avaient pris en otage, le 24 décembre 1994, sur l'aéroport d'Alger, les passagers d'un Airbus d'Air France. C'est également au GIA qu'ont été attribués les dix-huit attentats à l'explosif des femmes, sommées de porter le hijab (voile) sous peine de mort, ou menacées les élèves et les enseignants « coupables » de reprendre les cours.

La mort de Djamel Zouani, si tant est qu'elle puisse être confirmée, ne devrait pas changer fondamentalement le cours des choses. Plusieurs combattants islamistes se sont succédés à la tête du GIA, abattus les uns après les autres, durant ces deux dernières années. Le drapeau de vie d'un chef du GIA n'existe généralement pas les six à huit mois. Parmi les plus célèbres d'entre eux, figurent Chérif Goussmi, alias Abou Abdallah Ahmed, tué en septembre 1994, et Djaffar El Afghani, tué en février de la même année.

C.S.

### SOMMAIRE

#### INTERNATIONAL

Irak : les conditions de la levée de l'embargo ne sont toujours pas réunies 2  
Turquie : les combats contre les Kurdes s'intensifient 3  
Europe : les « eurofills », sentinelles de la frontière Schengen 4  
Tchernobyl : épidémie de cancers de la thyroïde 5  
Canada : une majorité de Québécois reste opposée à l'indépendance 6

#### FRANCE

Présidentielle : les principaux candidats contournent le débat sur l'éducation nationale 8  
Social : le CNPF refuse de discuter de la réduction du temps de travail 10  
Régions : l'aménagement du territoire à l'heure européenne 13

#### SOCIÉTÉ

Affaires : Jacques Médéric comparait devant le tribunal de Grenoble 14  
Justice : les avocats dénoncent les subterfuges juridiques au dépôt des étrangers à Paris 15

#### HORIZONS

Affaires : Paris plus loin d'Alger ; Sisyphe en Afrique 18  
Débats : le désir d'enfant sous expertise, par Evelyn Pissier ; Valérie Subra est notre fille, par Morgan Sportès ; au courrier du Monde 19

#### BOURSE

Cours relevés le mercredi 29 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES  
Tokyo Nikkei 16681,70 +3,64 -16,53  
Hong Kong Hang Seng 8827,93 +1,62 +7,77

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



## DEMAIN dans « Le Monde »

L'ARTISTE ET LE GABELOU : la protection et la circulation des œuvres d'art en Europe représentent un véritable casse-tête, tant pour les douaniers que pour les conservateurs de musée, les amateurs ou les marchands.

Tirage du Monde daté mardi 29 mars 1995 : 506 627 exemplaires

مركزاً من زلازل